

FINIR LA GRANDE GUERRE DANS LES BALKANS 1918–1923

SOUS LA DIRECTION DE
VOJISLAV G. PAVLOVIĆ



BELGRADE
2022

INSTITUT DES ÉTUDES BALKANIQUES
ACADÉMIE SERBE DES SCIENCES ET DES ARTS

ÉDITIONS SPÉCIALE 150

FINIR LA GRANDE
GUERRE
DANS LES BALKANS
1918–1923

Sous la direction de
VOJISLAV G. PAVLOVIĆ

BELGRADE
2022

Publié par

Institut des Études balkaniques

Académie serbe des sciences et des arts
35 Knez Mihailova, 11000 Belgrade, Serbie
adresse électronique : balkinst@bi.sanu.ac.rs
www.balkaninstitut.com

Revu par

Ljubodrag Dimić, Membre de l'Académie serbe des sciences et des arts
Professeur *Milan Ristović*, Faculté de philosophie, Belgrade
Professeur *Slobodan Marković*, Faculté des sciences politiques, Belgrade

ISBN 978-86-7179-114-4

© Institut des Études balkaniques

Cette publication est réalisée avec le concours du Ministère de l'Éducation,
des Sciences et du Développement technologique de la République de Serbie
sur la base du contrat de réalisation et de cofinancement de la recherche scientifique pour 2021
n° 451-03-9/2021-14/200170 du 5/2/2021.

Table des matières

PRÉFACE	7
Jean-Paul Bled LES DERNIERS PLANS AUSTRO-HONGROIS DE RÈGLEMENT DE LA QUESTION SUD-SLAVE	13
Luca Riccardi ITALY'S FOREIGN POLICY AND THE BALKANS IN 1918	21
Florin Turçanu UNE CAPITALE DANS L'ATTENTE DE LA FIN DE LA GUERRE. BUCAREST À L'AUTOMNE 1918	41
François Cochet LE RÔLE DES FRANÇAIS DANS L'AVIATION LORS DES OFFENSIVES DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 1918	59
Frédéric Guelton LA CAVALERIE FRANÇAISE CONQUIERT USKUB. SEPTEMBRE 1918.	73
Dragan Bakić TRANSITION FROM AUSTRIA-HUNGARY TO YUGOSLAVIA. THE SERBIAN ARMY IN BOSNIA AND HERZEGOVINA IN LATE 1918 . .	91
Jean-Noël Grandhomme « UN HOMME-CLÉ DU DISPOSITIF DE FRANCHET D'ESPÈREY : FERNAND VIX (1876–1941). DE L'OFFENSIVE DE MACÉDOINE À LA MISSION MILITAIRE DE L'ENTENTE EN HONGRIE »	141
John Keiger THE BALKANS AND EAST CENTRAL EUROPE. A SOURCE OF POST-WAR GREAT POWER RIVALRY AND ESTRANGEMENT BETWEEN PARIS AND LONDON	171
Stanislav Sretenović DIFFICULT <i>SORTIE DE GUERRE</i> AMONG THE ALLIES IN THE ADRIATIC SEA. ITALY, FRANCE AND THE NEW KINGDOM OF SERBS, CROATS AND SLOVENIANS, 1918–1924	189

Luciano Monzali	
LIBERAL ITALY AND THE CONSTRUCTION OF A NEW POLITICAL ORDER IN CENTRAL AND EASTERN EUROPE 1918–1920	207
Yannis Mourélos	
Y A-T-IL EU UN IMPÉRIALISME GREC ?	229
Alberto Basciani	
MODERNIZATION WITH STEEL. THE BALKAN COUNTRIES AND THE ATTEMPT OF INDUSTRIAL DEVELOPMENT AFTER THE GREAT WAR.	239
Vojislav Pavlović	
LA NAISSANCE D’UN HOMME NOUVEAU. LE CHEMIN QUE JOSIP BROZ A PARCOURU POUR DEVENIR COMMUNISTE	267
Mile Bjelajac	
THE PRESENCE OF THE FRENCH ARMY IN THE BALKANS AT THE END OF THE GREAT WAR AND THE CREATION OF YUGOSLAVIA. NEW EVIDENCE AND CONTROVERSIES	297
INDEX	323

FINIR LA GRANDE GUERRE
DANS LES BALKANS 1918–1923

Sous la direction de
VOJISLAV G. PAVLOVIĆ



INSTITUT DES ÉTUDES BALKANIQUES
ACADÉMIE SERBE DES SCIENCES ET DES ARTS

ÉDITIONS SPÉCIALE 150

FINIR LA GRANDE
GUERRE
DANS LES BALKANS
1918–1923

Sous la direction de
VOJISLAV G. PAVLOVIĆ

BELGRADE
2022

Publié par

Institut des Études balkaniques

Académie serbe des sciences et des arts
35 Knez Mihailova, 11000 Belgrade, Serbie
adresse électronique : balkinst@bi.sanu.ac.rs
www.balkaninstitut.com

Revu par

Ljubodrag Dimić, Membre de l'Académie serbe des sciences et des arts
Professeur *Milan Ristović*, Faculté de philosophie, Belgrade
Professeur *Slobodan Marković*, Faculté des sciences politiques, Belgrade

ISBN 978-86-7179-114-4

© Institut des Études balkaniques

Cette publication est réalisée avec le concours du Ministère de l'Éducation,
des Sciences et du Développement technologique de la République de Serbie
sur la base du contrat de réalisation et de cofinancement de la recherche scientifique pour 2021
n° 451-03-9/2021-14/200170 du 5/2/2021.

Table des matières

PRÉFACE	7
Jean-Paul Bled LES DERNIERS PLANS AUSTRO-HONGROIS DE RÈGLEMENT DE LA QUESTION SUD-SLAVE	13
Luca Riccardi ITALY'S FOREIGN POLICY AND THE BALKANS IN 1918	21
Florin Turçanu UNE CAPITALE DANS L'ATTENTE DE LA FIN DE LA GUERRE. BUCAREST À L'AUTOMNE 1918	41
François Cochet LE RÔLE DES FRANÇAIS DANS L'AVIATION LORS DES OFFENSIVES DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 1918	59
Frédéric Guelton LA CAVALERIE FRANÇAISE CONQUIERT USKUB. SEPTEMBRE 1918.	73
Dragan Bakić TRANSITION FROM AUSTRIA-HUNGARY TO YUGOSLAVIA. THE SERBIAN ARMY IN BOSNIA AND HERZEGOVINA IN LATE 1918 . .	91
Jean-Noël Grandhomme « UN HOMME-CLÉ DU DISPOSITIF DE FRANCHET D'ESPÈREY : FERNAND VIX (1876–1941). DE L'OFFENSIVE DE MACÉDOINE À LA MISSION MILITAIRE DE L'ENTENTE EN HONGRIE »	141
John Keiger THE BALKANS AND EAST CENTRAL EUROPE. A SOURCE OF POST-WAR GREAT POWER RIVALRY AND ESTRANGEMENT BETWEEN PARIS AND LONDON	171
Stanislav Sretenović DIFFICULT <i>SORTIE DE GUERRE</i> AMONG THE ALLIES IN THE ADRIATIC SEA. ITALY, FRANCE AND THE NEW KINGDOM OF SERBS, CROATS AND SLOVENIANS, 1918–1924	189

Luciano Monzali	
LIBERAL ITALY AND THE CONSTRUCTION OF A NEW POLITICAL ORDER IN CENTRAL AND EASTERN EUROPE 1918–1920	207
Yannis Mourélos	
Y A-T-IL EU UN IMPÉRIALISME GREC ?	229
Alberto Basciani	
MODERNIZATION WITH STEEL. THE BALKAN COUNTRIES AND THE ATTEMPT OF INDUSTRIAL DEVELOPMENT AFTER THE GREAT WAR.	239
Vojislav Pavlović	
LA NAISSANCE D’UN HOMME NOUVEAU. LE CHEMIN QUE JOSIP BROZ A PARCOURU POUR DEVENIR COMMUNISTE	267
Mile Bjelajac	
THE PRESENCE OF THE FRENCH ARMY IN THE BALKANS AT THE END OF THE GREAT WAR AND THE CREATION OF YUGOSLAVIA. NEW EVIDENCE AND CONTROVERSIES	297
INDEX	323

Les contributions réunies dans ce volume cherchent à décrire la complexité du processus de la réorganisation des Balkans, suite à la fin des hostilités, dont les contours ont été tracés pendant la guerre. La question yougoslave, comprise comme la somme des aspirations territoriales des nations yougoslaves, se résuma pendant la guerre à la demande impérative : *Delenda Austria*. Tous les projets cherchant à endiguer cette demande par des réformes intérieures au sein de l'Empire des Habsbourg, comme le démontre Jean-Paul Bled, s'avéraient à la fois insuffisantes et inefficaces. Les autres solutions géostratégiques pour la réorganisation de l'héritage territorial des Habsbourg, notamment celle qui fut à l'origine de l'entrée en guerre de l'Italie décrite par Luca Riccardi, n'arrivaient pas à s'imposer face à l'avancée des nations yougoslaves.

Lors de la Grande Guerre, la diplomatie s'est révélée incapable de régler les conflits nationaux. Seule la guerre, avec ses résultats incontestables et définitifs, était capable d'imposer des solutions non négociables. Or, pendant la guerre, le commandement allié dans les Balkans fut confié aux généraux français, privés d'un cadre géostratégique à long terme, car ni le Quai d'Orsay ni les divers gouvernements français ne considéraient nécessaire d'en proposer un, absorbés qu'ils étaient par les efforts colossaux indispensables pour assurer la défense du front en France. En conséquence, les innovations telles que l'usage de l'aviation sur le front balkanique, décrites par François Cochet ou l'avancée de la brigade Jouinot-Gambetta dont Frédéric Guelton relate l'exploit, capable de pousser le gouvernement bulgare à demander l'armistice, ne faisaient

pas partie d'une stratégie cohérente française dans les Balkans. Les officiers français furent obligés de gérer, avec des instructions sommaires venues du Quai d'Orsay, des processus aussi complexes que l'application des termes d'armistice en Hongrie décrite par Jean-Noël Grandhomme. Ils étaient aussi des témoins privilégiés du début du procès d'unification nationale que nous relate Dragan Bakić pour la Bosnie-Herzégovine.

La Grande Guerre a été extraordinairement destructrice pour les structures étatiques dans les Balkans. L'atmosphère lourde des derniers jours de l'occupation allemande à Bucarest décrite par Florian Turçanu en témoigne. La Grande guerre était la dernière d'une série de guerres, mais sa fin ne signifiait pas le retour de la paix. La guerre s'est théoriquement terminée en 1918, mais les hostilités ont continué à éclater sporadiquement au cours des cinq années suivantes. Rien que dans les Balkans, les Yougoslaves s'opposent aux Autrichiens pour la Carinthie et aux Italiens pour Fiume ; les Roumains occupent la Bessarabie et repoussent les Russes et les Ukrainiens ; les Grecs et les Turcs se livrent une guerre totale en Asie mineure pendant trois ans. Finalement, les combats cessèrent et des traités de paix furent négociés : le traité de Versailles avec l'Allemagne (28 juin 1919), le traité de Saint-Germain avec l'Autriche (10 septembre 1919), le traité de Trianon avec la Hongrie (22 mars 1919), le traité de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), le traité de Sèvres avec la Turquie (20 août 1920), le traité de Lausanne du 24 juillet 1923. Ce n'est donc qu'à cette date que la Première Guerre mondiale s'est achevée dans les Balkans. Et il faut rappeler, à toutes fins utiles, que la guerre avait commencé dans la péninsule en 1912, avec le déclenchement de la première guerre balkanique.

Les Balkans ont été en état de guerre ou de troubles intérieurs de 1912 à 1923 pratiquement avec seulement quelques mois d'interruption. L'épilogue est que les quatre grands empires qui, dans le passé, ont gouverné ou dominé par leur influence les Balkans : l'allemand, l'austro-hongrois, le russe et le turc, ont disparu à la fin de 1918.

La chute des anciens empires au cours de la Première Guerre mondiale a rendu possible l'établissement de nouvelles frontières dans la péninsule balkanique. L'effondrement du régime tsariste permet à la Roumanie d'acquérir la province de Bessarabie. De même, la désintégration de l'Empire ottoman a conduit la nouvelle République turque à accepter comme définitive la perte de la majeure partie de la Turquie

européenne, mais le plus important, pour les États balkaniques, a été la disparition de l'Empire des Habsbourg. Ce grand événement libère de vastes territoires au nord du Danube et rend possible la formation de la Grande Roumanie et du nouvel État des Slaves du Sud - le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, rebaptisé Yougoslavie, en 1929.

La fatigue de la guerre, les troubles intérieurs ou des questions plus vastes comme les réparations de guerre ont obligé les Alliés victorieux à laisser les nations des Balkans, après la fin des hostilités, se débrouiller toutes seules. L'avenir des Balkans était, peut-être pour la première fois, entre les mains des nations balkaniques. Les populations fatiguées par la guerre, qui ont non seulement combattu mais aussi subi les privations, les épidémies et les occupations dues à la guerre, n'avaient qu'un seul impératif, le retour de la paix.

La guerre n'a pas seulement changé les structures étatiques, les relations de pouvoir et les frontières ; les nations des Balkans ont aussi considérablement changé elles-mêmes. Des centaines de milliers de paysans balkaniques ont été enrôlés dans les armées de leurs nations et ont combattu pendant des années même en dehors des frontières de leur pays. Rappelons, à titre d'exemple, le paysan serbe qui a commencé la guerre en franchissant la frontière avec l'empire ottoman en octobre 1912, pour continuer à se battre en Serbie, mais aussi pour de courtes périodes, en 1914-1915 sur le territoire de l'Autriche-Hongrie, et qui a dû vivre l'expérience de l'exil en Albanie d'abord, puis à Corfou et à Salonique pendant près de trois ans, pour enfin terminer la guerre stationné à Fiume et en Carinthie. Il n'est pas étonnant qu'après ce type d'expérience profondément nouvelle, les nations balkaniques, lorsqu'elles ont eu l'occasion de voter dans les années 1920, aient voté pour les partis qui proposaient une alternative à l'ordre établi, comme les agrariens ou même les communistes : un exemple individuel de cette évolution d'un paysan vers le communisme est décrit par Vojislav G. Pavlović. La guerre avait changé la façon dont le paysan-soldat des Balkans considérait la société et son rôle dans celle-ci.

Pendant les années de guerre, les paysans ont acquis une grande confiance en eux, car ils ont compris qu'ils étaient essentiels à l'économie nationale en tant que producteurs de denrées alimentaires et de matières premières. En même temps, les millions de recrues paysannes ont élargi leur horizon de façon incommensurable grâce à leurs expériences de

guerre. Ils ont observé non seulement les différences entre la vie dans les villes et dans les villages, mais aussi les différences entre les pays en termes de niveau de vie et d'institutions sociales. Les paysans ont également été fortement influencés par la Révolution russe, l'effondrement de l'Empire austro-hongrois et la propagation du bolchevisme en Europe centrale. Enfin, les destructions et les souffrances sans précédent subies pendant les longues années de guerre ont aggravé la situation révolutionnaire. Ceci est particulièrement vrai pour les pays qui ont subi la défaite. Ainsi s'explique l'abdication de Ferdinand de Bulgarie et de Constantin de Grèce.

Par conséquent, la paix à laquelle les nations balkaniques aspiraient était en fait une sorte de nouvel ordre dans l'ensemble des Balkans et dans chacune des nations balkaniques. Les nations balkaniques étaient presque entièrement libérées de l'influence étrangère après la fin de la guerre, ce qui n'excluait pas les conflits diplomatiques au sujet des Balkans entre Paris et Londres, relatés par John Keiger, ou entre Paris et Rome à propos de la formation de la marine yougoslave décrits par Stanislav Sretenović. Or, l'enjeu de ces conflits diplomatiques n'était pas que l'avenir des Balkans, mais surtout leur place dans une nouvelle architecture des relations diplomatiques en Europe. Le projet italien de cette nouvelle architecture européenne est décrit par Luciano Monzali.

Les guerres de 1912 à 1923 ont achevé le processus de libération nationale dans les Balkans, entamé avec le premier soulèvement serbe. Or, la liberté nouvellement acquise a privé les nations balkaniques de la capacité de s'unir contre la domination étrangère, qui constituait auparavant leur principale force de cohésion. Les alliés d'hier contre la domination des empires ottoman et habsbourgeois, multinationaux ou nationaux, sont devenus alors des concurrents pour leur héritage territorial ainsi que le relate Yannis Mourellos pour la Grèce.

Dans certains cas, le succès d'une telle compétition s'est avéré être un enjeu majeur dans l'histoire des nations balkaniques de l'entre-deux-guerres. L'unité nationale, telle qu'elle a été conçue pendant la lutte contre la domination étrangère, s'est avérée éphémère. L'intégration dans l'État national des co-nationaux libérés qui vivaient sous la domination étrangère s'est avérée être un défi particulier.

Toutes les questions énumérées devaient être réglées dans un environnement économique dévasté par les combats, les occupations,

l'exploitation étrangère, et avec des lignes de communication perturbées par les séquelles de la guerre. Ce tableau économique et les successives tentatives de reconstruction sont décrites décrit par Alberto Basciani pour la Bulgarie et la Roumanie. Les marchés européens pour les produits des Balkans avaient tendance à se fermer au lendemain de la guerre, tandis que les dettes de guerre devaient être payées à temps.

Enfin, et ce n'est certainement pas le moins important, comme l'a démontré Robert Gerwarth dans son livre, *The Vanquished*, (London, Allen Lane, 2016), la ligne qui séparait les gagnants et les perdants traversait les Balkans, divisant les pays et les sociétés, avec d'énormes implications pour le développement de l'entre-deux-guerres. Ainsi, la recherche de la paix au lendemain de la guerre a été un processus qui a annoncé la réorganisation des Balkans et qui, dans certains cas, a duré des décennies.

Jean-Paul Bled

Sorbonne Université

LES DERNIERS PLANS AUSTRO-HONGROIS DE RÈGLEMENT DE LA QUESTION SUD-SLAVE

Résumé : La question sud-slave est devenue une question-clé pour la Double Monarchie à la veille de la Grande guerre après que la victoire de la Serbie dans les guerres balkaniques. Parmi les projets visant à la résoudre celui du général baron Stefan Sarkotić von Lövcen, le gouverneur de la Bosnie et Herzégovine pendant la guerre, fut le dernier qui fut prise en compte par les élites de l'Autriche – Hongrie. Son projet consistait en réunion de la Croatie, la Bosnie et Herzégovine et la Dalmatie au sein d'une unité territoriale qui serait associée à la Hongrie dans un système dit subdualiste. Or, il fut jugé par Stefan Tisza, le Premier ministre hongrois, comme posant les bases d'une Grande Croatie et, de ce fait, introduisant une réforme trilateraliste de la Double Monarchie, ce qui fut depuis toujours absolument inacceptable pour les Hongrois. L'obstination des élites hongroises de maintenir le système dualiste à tout prix mit un terme définitif à tout projet de règlement de la question sud-slave.

Mots clés : Autriche-Hongrie, Grande guerre, la question sud-slave, baron Stefan Sarkotić,

A la veille de la Grande Guerre, la question sud-slave est devenue une poire d'angoisse pour la Double Monarchie.¹ Celle-ci a sans doute

¹ Sur le sujet on pourra lire: M. Rauchensteiner, *Der Tod des Doppeladlers*, (Graz-Vienne-Cologne : Styria Verlag, 1993), nouvelle édition complétée parue en 2013 chez Böhlau Verlag, Vienne-Cologne-Weimar sous le titre *Der Erste Weltkrieg und das Ende der Doppelmonarchie*; J.-P. Bled, *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914–1920*, (Paris : Tallandier, 2014); E. Bauer, *Der letzte Paladin des Reiches. Generaloberst Stefan Freiherr von Sarkotić von Lövcen*, (Graz-Vienne-Cologne : Styria Verlag, 1988); M. S. Peters, *Stefan Freiherr von Sarkotić und die südslavische Frage in der Donaumonarchie : Österreich-Ungarns letzter kommandierender General und Landeschef*

d'autres sujets de préoccupation au premier rang desquels la question de Bohême à laquelle Vienne cherche en vain à trouver une solution depuis 1867. Mais aucun facteur extérieur n'y est impliqué, à la différence de la question sud-slave.

Celle-ci n'a cessé de gagner en gravité depuis le début du siècle jusqu'à acquérir un caractère de priorité pour les responsables austro-hongrois. Une série d'événements forts a rythmé cette gradation. Celle-ci commence avec le renversement des Obrenovic en 1903 et l'accession de Pierre Karadagegević au trône de Serbie. Loin de se borner à une révolution de palais, ce changement annonce une rupture avec la ligne pro-autrichienne suivie par Belgrade sous les Obrenović. Cette rupture est confirmée en 1908 après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine que la Double Monarchie occupait et administrait depuis le Congrès de Berlin de 1878. Les protestations véhémentes, mais pour l'heure impuissantes de la Serbie signifient bien que les relations entre Vienne et Belgrade sont entrées dans une ère de confrontation. Les guerres balkaniques de 1912/13 précisent la réalité de la menace pour l'Autriche-Hongrie. Elles marquent un changement de statut pour la Serbie qui, d'un petit Etat, devient une puissance régionale moyenne. Vienne doit désormais faire face à ses frontières à une puissance résolument hostile qui étend au surplus son influence en Bosnie-Herzégovine et, au-delà, en Croatie.

Plusieurs acteurs sont à l'œuvre dans ce dossier. A l'intérieur de la Monarchie, conséquence du Compromis de 1867, les pays sud-slaves se répartissent entre l'Autriche et la Hongrie. La Dalmatie et les Pays peuplés majoritairement ou partiellement de Slovènes (Carniole – Carinthie-Styrie – Istrie – Trieste) relèvent de l'autorité de Vienne, tandis que la Croatie est une composante du royaume de Hongrie auquel elle est liée par le Compromis de 1868, le Nagodba. Mais entre les deux partenaires, le rapport est inégal. Depuis sa mise en place, l'application du Nagodba a accentué la subordination de la Croatie à la Hongrie. Pour sa part, la Bosnie-Herzégovine a le statut d'un condominium géré conjointement par l'Autriche et la Hongrie. Elle est placée sous l'autorité du ministre commun des Finances dont dépend le Gouverneur (Landeschef) en charge des affaires civiles.

von Bosnien-Herzegovina als politischer Offizier im Ersten Weltkrieg, (Wien : Diss., Phil. Fakultät, Univ. 2005).

La Serbie est le dernier facteur incontournable de ce dossier. Même si elle a dû finir par reconnaître l'annexion de 1908, elle a des visées sur la Bosnie-Herzégovine qu'elle considère comme une terre serbe et où elle dispose de larges soutiens dans la population serbe. Elle étend son influence jusqu'en Croatie où, en réaction à la politique répressive de Budapest, certains commencent à regarder vers Belgrade.

Devant l'aggravation de cette menace, les responsables austro-hongrois sont résolus après les guerres balkaniques à réagir à la première alerte, en d'autres termes à extirper le danger serbe avant qu'il ne soit trop tard. D'où la décision de frapper la Serbie après l'attentat de Sarajevo qui coûte la vie à l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier du trône. Une fois cet obstacle levé, le temps serait venu de reprendre l'ensemble de la question sud-slave et de lui donner un règlement conforme aux intérêts de la Monarchie.

L'avant-guerre avait déjà vu des plans de réorganisation de cet espace. François-Ferdinand s'était penché sur la question. Il avait commencé par penser à un système trialiste, puis s'en était écarté, mais, à la lumière de son hostilité affichée contre les Hongrois, il était clair qu'une fois monté sur le trône, il s'emploierait à lever le verrou hongrois, préalable, selon lui, à une solution pérenne.

En Croatie, la coalition croato-serbe formée en 1903 avait misé sur une entente avec la Hongrie à travers le Parti de l'Indépendance vainqueur aux élections de 1905 et maintenant aux portes du pouvoir. Elle en attendait un réaménagement des rapports entre Budapest et Zagreb, dans le sens d'un allègement des contraintes imposées par la Hongrie. Mais l'accord trouvé en 1906 avec François-Joseph avait détourné le Parti de l'Indépendance d'une alliance avec la coalition. L'espoir d'une amélioration au sein du système hongrois s'étant évanoui, celle-ci avait commencé de se montrer plus réceptive à la propagande de Belgrade.

Les débuts de la guerre, les échecs répétés des offensives lancées par le général Potiorek, à la fois gouverneur de Bosnie-Herzégovine et commandant du front sud, repoussent le moment de prendre le problème à bras le corps. Cette réflexion va s'incarner dans la figure du général baron Stefan Sarkotić von Lövcen, cet ajout étant un rappel de la part éminente qu'il prendra à la conquête du Mont Lövcen. Sarkotić est nommé à la fin de décembre 1914 dans la double fonction de Landeschef de Bosnie-Herzégovine et d'inspecteur des XV^e et XVI^e corps d'armée, soit ceux de Sarajevo et de Raguse.

Comme le maréchal Boroevic, Sarkotić s'inscrit dans la longue tradition des officiers-généraux croates dans l'armée k.u.k. Outre ses origines, ses diverses affectations, notamment en Bosnie-Herzégovine, l'ont amené à réfléchir à la question sud-slave. Dans la lignée d'Ante Starčević, son maître-mot est son hostilité aux Serbes dans lequel il dénonce le principal danger pour les Croates : « Ni les Allemands ni les Hongrois, écrit-il, ne sont les vrais ennemis des Croates, mais les Tchèques et les Serbes », la référence aux Tchèques s'expliquant par le choix de nombreux jeunes Croates de continuer leurs études à l'Université de Prague où ils subissent l'influence de Tomas Masaryk jugée délétère par Sarkotić.² En conséquence, il privilégie une entente avec la Hongrie. Là aussi, il se place dans le sillage de Starčević. « L'opinion du vieux Starčević selon laquelle il n'y a pas deux peuples à avoir plus d'affinités, à savoir les Magyars et les Croates, cette opinion je la partage ».³ Mais il veut que cette entente soit réévaluée sur des bases plus paritaires. C'est ici que le bât risque déjà de blesser, car il est tout sauf acquis que l'élite politique hongroise fasse sienne cette revendication. Tout ce que l'on sait de la politique menée à l'endroit de la Croatie tendrait à prouver le contraire. En tout cas, c'est sur la base de ces idées que Sarkotić va élaborer divers plans visant à restructurer l'espace sud-slave.

Avant de le nommer, François-Joseph l'a reçu à deux reprises, les 26 novembre et 24 décembre 1914. Il est plus que probable que Sarkotić lui a alors exposé ses idées au souverain et que c'est donc en parfaite connaissance de cause que celui-ci a porté son choix sur cet officier à la loyauté *schwarz und gelb* au-dessus de tout soupçon.

A la lumière de ce que nous savons maintenant de Sarkotić, son projet, formulé sous diverses variantes, au cours de ces années, n'a rien qui doive surprendre. Il propose d'unir la Croatie et la Bosnie-Herzégovine en un bloc qui serait associé à la Hongrie dans un système dit subdualiste. Ce plan reprend la thèse d'une entente privilégiée entre la Croatie maintenant agrandie de la Bosnie-Herzégovine et la Hongrie. Il se veut aussi un barrage contre l'extension de l'influence serbe, même si cette menace perd de sa force après l'effondrement du royaume serbe sous les

² Cité dans M. S. Peters, *op. cit.*, 39.

³ *Ibid.*, 54.

coups de boutoir des armées austro-allemandes au nord et bulgare au sud en octobre et novembre 1915.

Ce bloc croato-bosniaque serait encore élargi à la Dalmatie qui serait détachée de la Cisleithanie autrichienne. Cette perte serait toutefois compensée par l'entrée de la partie russe de la Pologne dans l'ensemble autrichien. Avec sa réunion à la Galicie également reconquise serait formé un bloc polonais qui serait lié à Vienne dans le cadre d'un autre système subdualiste, pendant de celui mis en œuvre au sud avec la Hongrie.

Pour voir le jour, un tel plan suppose l'accord de Budapest puisqu'il reviendrait à modifier les lignes de la relation entre la Hongrie et la Croatie telles que les compromis de 1867 et de 1868 l'ont fixée. Lors de son entretien avec Sarkotić, Stefan Tisza, le Premier ministre hongrois, se montre évasif. A l'en croire, rien ne pourra être entrepris avant le retour à la paix. En réalité le plan proposé par Sarkotić l'inquiète. Il le soupçonne de jeter les bases d'une Grande Croatie à laquelle il est fondamentalement hostile autant qu'à une Grande Serbie. Cette Grande Croatie porterait au surplus en germe l'émergence d'un système trialiste auquel les dirigeants hongrois ont toujours opposé leur veto. Déjà en octobre 1871, Andrassy, alors le Premier ministre hongrois, avait fait barrage aux Articles Fondamentaux qui, sur la base de la reconnaissance des droits historiques du royaume de Bohême, risquait de substituer au dualisme un système trialiste centré sur trois pôles ; Vienne, Prague et Budapest. Cette position n'avait pas varié d'un iota. D'où encore le refus opposé par Tisza au plan de Conrad von Hötzendorf visant à faire de la Serbie un Etat associé à l'Autriche-Hongrie. Pour Budapest, un vrai chiffon rouge.

Dans ces conditions, peu importe qu'Ernst von Koerber, devenu en février 1915, le ministre commun des Finances, ait considéré ce plan avec sympathie. Il n'avait pas la moindre chance de connaître le moindre début d'application, dès lors que les responsables hongrois s'y montrent hostiles.

Dans le plan imaginé par Sarkotić, la Bosnie-Herzégovine aurait bénéficié de la large autonomie qui aurait été accordée à l'ensemble qu'elle aurait formé avec la Croatie. A l'inverse, il se montre un adversaire intraitable de la reconnaissance d'un statut d'autonomie à la seule Bosnie-Herzégovine. Cette autonomie, fait-il valoir, serait le cheval de Troie du serbisme dont il s'emploie par ailleurs à réduire l'influence. Dans sa fonction de Landeschef, il prend en ce sens deux décisions fortes : d'abord

l'interdiction de l'emploi de l'écriture cyrillique dans l'espace public et la suspension de l'autonomie culturelle accordée en 1905 aux Serbes de Bosnie-Herzégovine.

Sarkotić revient plusieurs fois à la charge, mais sans plus de succès. Est également mort-né le plan proposé par le comte Heinrich Clam-Martinic, depuis 1917 gouverneur du Monténégro occupé, qui prévoyait la formation d'un Reichsland dans lequel seraient entrées la Serbie et le Monténégro occupés, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Il n'est même pas discuté.

L'obstination des Hongrois à défendre bec et ongles le statu quo a pour résultat d'éloigner progressivement les Slaves du Sud de la Monarchie. On le mesure à l'évolution des esprits entre 1917 et 1918. Quand l'empereur Charles rappelle le Reichsrat en mai 1917, Ante Korošec au nom des élus sudslaves plaide pour une union de tous les Slaves du Sud de la Monarchie sous le sceptre des Habsbourg, un programme qui, sous cette forme, n'a aucune chance de se réaliser, toujours pour la raison de l'opposition hongroise.

Quelques mois plus tard, en mars 1918, une résolution signée à Zagreb par des personnalités croates se prononce pour cette même union, mais cette fois sans que le cadre de la Monarchie soit mentionné. C'est dire qu'a gagné en écho la déclaration de Corfou du 20 juillet 1917 par laquelle le président du Conseil serbe Nikola Pašić et le leader croate en exil Ante Trumbić se sont accordés sur la création d'un Etat de tous les Slaves du Sud sous le sceptre des Karadgeorgevic.

Face à cette accélération des événements, les Hongrois ne bougent toujours pas. On le voit bien lors de la visite de Tisza à Sarajevo à la fin de septembre 1918. Il y reçoit des représentants des trois communautés qui lui font connaître leur adhésion au programme yougoslave de l'union des Croates, des Serbes et des Slovènes. Pour toute réaction, il le taxe d'« absurdité » et continue « Il est possible que nous succombions, mais, soyez en sûrs, avant que nous ne succombions, Nous serons encore assez forts pour piétiner ceux qui se sont permis à l'intérieur de l'Empire de jouer le jeu de nos ennemis ».⁴ Devant la violence de ce discours, ses interlocuteurs choisissent de quitter la salle.

⁴ Cité dans E. Bauer, *op. cit.*, 129.

Él'Empereur Charles, comment se situe-t-il ? Il s'est fait à plusieurs reprises le champion du principe de l'autonomie nationale, mais sans jamais passer de la parole à l'acte. Le 16 octobre, il se décide enfin à publier un manifeste qui annonce la transformation de l'Autriche en un État fédéral. Mais cette annonce se heurte toujours au même obstacle : le refus des Hongrois. Venu trop tard, au lieu d'aider à la cicatrisation des plaies, le Manifeste accélère le processus de décomposition de la Monarchie. A Zagreb, un Conseil national proclame le 29 octobre la sécession.

Sarkotić appartient désormais au camp des vaincus, ce qui n'en fait pas pour autant un personnage moins intéressant. Il quitte Sarajevo dans les premiers jours de novembre. En Croatie, il est retenu un moment par les nouvelles autorités, puis rejoint Vienne où il vit jusqu'à sa mort en 1939 sans avoir jamais reconnu les changements intervenus en octobre et novembre 1918 dans l'espace balkanique.

Luca Riccardi

University of Cassino

ITALY'S FOREIGN POLICY AND THE BALKANS IN 1918

Abstract: The Balkans represented another chapter in the crisis of Italian policy, based on adherence to the treaty of London, which began in 1917. The prospect of a unitary Yugoslav state challenged the plan of the Italian Foreign Minister, Sidney Sonnino which consisted in obtaining of hegemony over the Adriatic Sea. In this way Italy would definitively complete its security system worthy of its status as a major European power. The pursuit of this project produced a latent diplomatic clash with Serbia in 1918. Albania, reserved by Sonnino for the Italian sphere of influence, was also the scene of misunderstandings and difficulties, this time with the French. The main reason for the discord between the allies was still the application of the Treaty of London. It was not even unanimously supported by Italian public opinion. In fact, influential politicians and journalists supported a different policy towards the Slavic peoples, demanding greater Italian collaboration in their quest for unity and independence.

Keywords: Yugoslavia, Albania, Sidney Sonnino, Treaty of London, Balkans

Premise

The defeat of Caporetto in October 1917, with its military and political consequences, remained for some time the primary concern of Italy's politics and diplomacy.¹ From the defeat to the end of the year,

¹ On this see L. Riccardi, *Alleati non amici. Le relazioni tra l'Italia e l'Intesa durante la prima guerra mondiale*, (Brescia: Morcelliana, 1992), in particular 535–581; on internal politics see P. Melograni, *Storia politica della Grande guerra*, (Rome-Bari: Laterza, 1969), 389–458; on military questions see D. Stevenson, *La grande guerra. Una storia globale*, (Milan: Rizzoli, 2004), 669–676; the classic P. Pieri, *L'Italia nella prima guerra*

the new Italian government with Vittorio Emanuele Orlando as Prime Minister,² had to concentrate on one priority: avoiding the defeat of Italy. This led the government to accept a new politico-military understanding with the Entente, which reduced Italy's autonomy in the alliance, and to promote a re-organization of the armed forces under a new commander, General Armando Diaz, chosen also because, in the eyes of the public opinion, he was not among those responsible for the *debacle* of Caporetto.³ But the defeat also altered the political balance in the country, profoundly affect Italy's foreign policy. Up to then, the Prime Ministers had entrusted much of that policy to the Foreign Minister, Sydney Sonnino. Sonnino's wanted to ensure the "greatness" of Italy. This meant first and foremost obtaining all the territorial advantages established by the clauses of the Treaty of London, of which he had directed the negotiations on the Italian side in 1915.⁴

The two years of war, were the period of the so-called Italian policy of "Sacred Egoism," elaborated by Prime Minister Salandra in the months of Italy's neutrality⁵ and then transformed into the policy of "our war" (a war focused on Italy's specific interests and not solely on general ones). During this period, Sonnino had offered himself as the guarantee for France, England and Russia that in spite of its policy, Italy would

mondiale (1915–1918), (Turin: Einaudi, 1965); the more recent N. Labanca, *La guerra sul fronte italiano e Caporetto in la prima guerra mondiale* ed. by S. Audoin-Rouzeau and J. J. Becker, vol. I, (Turin: Einaudi, 2007), 463–480; an extremely important analysis in P. Renouvin, *La crise européenne et la première guerre mondiale*, (Paris: PUF, 1969), 508–513; a testimony in L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, parte seconda, *L'Italia nella guerra mondiale*, vol. III, *Da Caporetto a Vittorio Veneto (ottobre 1917–novembre 1918)*, (Bologna: Zanichelli, 1953), 1–56.

² See E. Orlando, *Memorie (1915–1919)*, (Milan: Rizzoli, 1960), 225–274.

³ D. Lloyd George, *Memorie di guerra*, (Milan: Mondadori, 1935), 3 vols., vol. II, 453–465; Melograni, *Storia politica della Grande guerra*, 454–458; L. Aldrovandi Marescotti, *Guerra diplomatica. Ricordi e frammenti di diario (1914–1919)*, (Milan: Mondadori, 1938), 117–183.

⁴ See L. Riccardi, *San Giuliano, Sonnino e Salandra tra neutralità e intervento* in Id., *La «grandezza» di una Media Potenza. Personaggi e problemi della politica estera italiana del Novecento*, (Rome: Società Editrice Dante Alighieri, 2017), 65–100.

⁵ A. Salandra, *La neutralità italiana [1914]*, (Milan: Mondadori, 1928), 378–380.

remain firmly alongside the Entente.⁶ The weakness of the Italian governments and its Prime Ministers, especially the one led by Boselli⁷ – had rapidly transformed Sonnino in the “strong man” of Italian politics. Sonnino was an uncommon figure, with a strong personality and firm principles, and had been for twenty years a protagonist of the Italian political scene. On the other hand, although in a way he was a born party leader, the party he had tried to establish had existed only on paper and had never acquired, also due to his own personal contradictions, a stable configuration in the parliament or even less a territorial organization.⁸ Nevertheless, Sonnino was a powerful and prestigious figure, and up to the arrival of the Orlando government had had free hands in deciding the international policy of the country.

His influence however was severely diminished in the new political climate. After Caporetto, and after the speeches of Lloyd George⁹ and Wilson's more famous one,¹⁰ the applicability of the expansionist clauses

⁶ L. Riccardi, *Sonnino e l'Intesa durante la prima guerra mondiale*, in Id., *La «grandezza»*, 101–134.

⁷ See D. Veneruso, *La grande guerra e l'unità nazionale. Il ministero Boselli giugno 1916–ottobre 1917*, (Turin: SEI, 1996).

⁸ On Sonnino there is an extensive bibliography. Among others, see S. Sonnino, *Diario 1886–1922*, 3 vols., ed. by B. F. Brown and P. Pastorelli, (Rome-Bari: Laterza, 1972); *Sonnino e il suo tempo (1914–1922)*, ed. by P. L. Ballini, (Soveria Mannelli: Rubbettino, 2011); on his internal politics P. L. Ballini, *Sidney Sonnino, un leader dell'Italia liberale. Profilo biografico in I discorsi parlamentari di Sidney Sonnino 1915–1919*, ed. by P. L. Ballini, (Florence: Polistampa, 2015), 1–27; on his foreign politics L. Monzali, “Sidney Sonnino e la politica estera italiana nell'età degli imperialismi europei”, P. L. Balini, *La politica estera dei Toscani: Ministri degli Esteri nel Novecento*, (Florence: Polistampa, 2012), 13–53. Luciano Monzali, *Sidney Sonnino e la politica estera italiana dal 1878 al 1914* in Id., *Il colonialismo nella politica estera italiana 1878–1949*, (Rome: Società Editrice Dante Alighieri, 2017), 7–58. An attempt to a biography is G. A. Haywood, *Failure of a Dream. Sidney Sonnino and the Rise and Fall of Liberal Italy, 1847–1922*, (Florence: Olschki, 1999).

⁹ L. George, *op. cit.*, 52–54. In *Address of the British Prime Minister (Lloyd George) before the Trade Union Conference at London, 5th January 1918*, Papers relating to Foreign Relations of United States (FRUS), 1918, Supplement 1, The World War, vol. I, d. 4.

¹⁰ “Address of the President of the United States Delivered at a Joint Session of the Two Houses of Congress”, 8th January 1918, doc. 5, *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1918*, Supplement 1, The World War, Volume I, (Washington: Government Printing Office, 1933).

in the London Treaty, which had been the fulcrum of Sonnino's international policy, began to be questioned. Sonnino found himself trying to implement a foreign policy that was no longer approved not only by Italy's allies, but also by much of the Italian political opinion that counted, and, after a while, even by a number of members of the government, including at times Prime Minister Orlando.¹¹

The clash with Yugoslavia

Notwithstanding the gradual loss of his autonomy in the Orlando government,¹² Sonnino tried to continue defending Italian territorial ambitions in the Balkans and the application of the London Treaty. These interests were "vital" for Sonnino and included a series of objectives: the expansion and consolidation of the Eastern border, the division of the Balkan domains of the Austrian empire into a number of States, which would be unable to compete with Italy for the dominion of the Adriatic; a hegemonic position for Italy in Albania, up to then the "failed state" of the Balkans.¹³ The Italian "dream of hegemony," as it has been brilliantly defined, was threatened, as noted above, by the new politico-strategic situation that had developed after Caporetto.¹⁴

The first major problem for Italy was the role and aspirations of Serbia. Italy's relations with Belgrade, from the beginning of the war, had been "a particular aspect of larger problem, that of managing the military and political aspects of the conflict alongside the Entente."¹⁵ The question became more serious in the last year of the conflict, with the foundations of the post-war set-up began to be laid in a more stringent

¹¹ See among others O. Malagodi, *Conversazioni della guerra 1914–1919*, (Milan: Ricciardi, 1960), 372–373.

¹² Riccardi, *Alleati non amici*, 585.

¹³ A general view is in M. Vickers, *The Albanians. A Modern History*, (London: Tauris, 2014 [1995]), 83–86.

¹⁴ L. Monzali, *Il sogno dell'egemonia. L'Italia, la questione jugoslava e l'Europa centrale*, (Florence: Le Lettere, 2010), in particular 11–16.

¹⁵ P. Pastorelli, *Le relazioni dell'Italia con la Serbia dal July 1914 all'ottobre 1915* in Id., *Dalla prima alla seconda guerra mondiale. Momenti e problemi della politica estera italiana 1914–1943*, (Milan: LED, 1997), 13–41, in particular 35.

fashion. In this situation, it was not entirely obvious whether Italy and Serbia were two allies or two antagonists.¹⁶ On the one hand, Sonnino had never been opposed to a possible territorial expansion by Serbia also on the Adriatic coast; but he was firmly opposed to the idea of a single Yugoslavian state, in place of the various states called for by the Treaty of London, this would have been a threat against Italy's hegemony over the Adriatic.¹⁷

The events of 1917 undermined Italy's confidence that the London Treaty would be applied. The problem was not solely the changed political climate and the attitude of the allies but also the evolution in the relations among the various Yugoslavian ethnic groups. On July 20th 1917, the Serbian government and the representatives of the remaining Yugoslavian entities had signed the Corfu Declaration, agreeing to unite the Balkans into a single state ruled by the Serbian royal house.¹⁸ In Rome, the reactions to the information arriving from minister Carlo Sforza, Italy's representative with the Serbian government in exile, were firmly negative.¹⁹ The main objection was to the "spirit" that animated the treaty: "Anti-Austrian in appearance, but anti-Italian in its substance."²⁰ The timing of the declaration aggravated the situation, arriving, according to Sonnino, at "an inopportune, indeed dangerous" moment.²¹

But the changes in the international climate led Sonnino to seek a rapprochement of sorts with the Serbian leadership. The opportunity came when Pasic, the Serbian prime minister, passed through Rome on

¹⁶ The definition is by M. Bucarelli, *Allies o Rivals? Italy and Serbia during the First World War* in *The Serbs and the First World War 1914–1918*, ed. by D. R. Živojinović, (Belgrade: Accademia serba delle Scienze e Arti, 2015), 247–262.

¹⁷ Monzali, *Il sogno dell'egemonia*, cit., 9.

¹⁸ L. Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, (Milan: Il Saggiatore, 1985 [1966]), 293–296; an overview of the general Yugoslavian question is in I. Banac, *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, (Ithaca and London: Cornell University Press, 1984), in particular 123–125; I. J. Lederer, *La Jugoslavia dalla Conferenza della pace al Trattato di Rapallo*, (Milan: Il Saggiatore 1966), 34–35.

¹⁹ Sforza to Sonnino, 24 July 1917, DDI, s. V, vol. VIII, d. 720. Sforza's recollections in Id., *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi*, (Rome: Mondadori, 1944), 48–50.

²⁰ Bucarelli, *Allies o Rivals?* 257.

²¹ Sonnino to Salvago Raggi, Carlotti, Sforza and Borghese, 10 September 1917, DDI, s. V, vol. IX, d. 31.

10th September 1917, returning from a tour among his European allies. However, all the meeting with Sonnino did was evidence the great distance between the “programs” of the two governments. From the start of the talk, Sonnino insisted that the Corfu Declaration came at the wrong moment, as mentioned above, and was in any case was utterly unacceptable to the Italian government, and incompatible with any future negotiation. For Sonnino, the Declaration if enacted would have crippled the Italian political and diplomatic position in the war, which was already being undermined by what the “papal note” of August 1917²² in addition to the “resumption of the violent pacifist agitation of our socialist officers” and the support given to them by the “militant neutralists” belonging to the political stream of the “Parecchio”²³. In short, if the project of erecting a Slav state on the ashes of the dissolved Austrian-Hungarian Empire were accepted, Italy would no longer have “any goal of its own to achieve in continuing the war.” Italy’s position was therefore adamant. A pact, the Treaty of London, had already been “agreed upon with the Allies” and it had to be complied with. If the Serbian government wished “to proceed in full accord with Italy” all it had to do was accept that Treaty; in which case, Italy would be open to discussing “a few minor details.”²⁴

Pasic for his part did not seem willing to concede much. He knew of Italy’s aspirations for the Adriatic but argued that “with the possession of Trieste and Pola and half of Istria, of a few islands, and of Valona, Italy would have obtained the military control of the Adriatic. Which would have been “reinforced” by its good relations with the new Yugoslavian state.²⁵ In his report on the meeting, Sonnino took a negative view of Pasic’s approach saying it denied the essence of the London Treaty and dismissed the discussion saying that what Pasic was offering was “far from enough.”²⁶ The talk ended without any progress being made. For the Italian minister, “the Serbian government had decided to fall back on

²² A summary of Sonnino’s reaction is in I. Garzia, *La Questione Romena durante la I guerra mondiale*, (Napoli: ESI, 1981), 154–168.

²³ Sonnino to Salvago Raggi, Carlotti, Sforza and Borghese, 10th September 1917, DD I, s. V, vol. IX, d. 31. They were the supporters of the former Prime Minister Giovanni Giolitti.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ *Ibidem*.

absolute principles, which admit neither compromises nor rapprochements."²⁷ Pasic must have had most likely the same impression of the Italian position.

As Valiani has noted:

"For an Italian-Yugoslavian agreement to be possible, it would have had to be inserted in the perspective, completely foreign to Sonnino, of a common effort to raise against the Austrian-Hungarian Empire its Slav populations, leading them, over the ashes of the empire, to total independence."²⁸

While foreign to Sonnino, this was basically the policy sponsored by Luigi Albertini, the prestigious director of the Italian newspaper "*Il Corriere della Sera*": at the center of the Italian strategy there had to be the destruction of the Hapsburg Empire and the freeing of the populations under its dominion. On this basis, an agreement could be reached with the Slavs on the other side of the Adriatic. For Albertini, especially after Caporetto and the development of a new strategy based on the ideas of President Wilson, Sonnino's inflexible attitude was damaging to Italian interests. What was important for Italy was to prevent the Allies from making a separate peace with Austria and continuing the war against Germany alone, a solution that would have been disastrous for Italy's territorial aspirations. To avoid this and achieve the objective of dissolving the Austrian-Hungarian Empire, it was important to support the aspirations of its "oppressed people," a theme on which the *Corriere* had begun campaigning since 1916.²⁹ The Corfu Declaration, according to Albertini, could "enormously contribute to clarify the situation and determine the new European order following the war."³⁰ Sonnino's policy, centered on the London Treaty, was therefore damaging to Italy's interests, a manifestation of "feeble nationalism." It was even possible, in Orlando's opinion, that Sonnino "did not believe in the dissolution of Austria," or worse that he did not even really wish for it, out of fear that it

²⁷ *Ibidem*. On the conversation see also Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, 335–336. A reconstruction is also in F. Caccamo, *Il Montenegro negli anni della prima guerra mondiale*, (Rome: Aracne, 2008), 152–153.

²⁸ Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, 336.

²⁹ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 235.

³⁰ O. Bariè, *Albertini*, (Turin: UTET, 1972), 347. A summary of Albertini's views is also in L. Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, (Florence: Le Lettere, 2007), 42–43.

would bring “Germany to the Brennero,” replacing Austria on the Italian border with a fiercer opponent.³¹

Albertini’s position was the “opposite” of Sonnino’s.³² Italy had to abandon its policy of indifference for the future of the Empire and become instead a sponsor of its various oppressed nationalities.³³ Only in this way, it could hope to obtain the status granted to it by the Treaty of London. The result of an Italian-Yugoslavian agreement on this basis would be in “the world of tomorrow [...] an incomparable influence with a significant increase in our strength and our prestige in Europe.”³⁴ It would serve to “found an immense empire” not based on force but on “work” and “moral sympathy.”

Albertini exploited the change in the political climate that had followed the defeat of Caporetto. The campaign for an agreement with the subjugated nationalities of the Empire carried out by his lobby was followed very attentively by the new Prime Minister, Orlando, who was beginning to prudently outline an “alternative approach” to Sonnino’s policy. At one point, it indeed seemed that Orlando had been “mostly converted” to the cause of good relations with the Slavs.³⁵ And, although he did not take an open stand, he discretely supported the efforts for a rapprochement promoted by the lobby of the *Corriere*.³⁶

On the other hand, it was evident the Prime Minister could not go openly against the policy of his Minister of Foreign Affairs. In late January 1918, Orlando was in London, at the same time that Albertini’s “informal diplomacy” was working on reconciliation with the Yugoslav representatives.³⁷ In a private talk with a journalist of Albertini’s newspaper, Orlando declared that he agreed with Sonnino on the refusal to

³¹ Malagodi, *Conversazioni della guerra 1914–1919*, 373.

³² Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 235.

³³ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 237.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ Emanuel to Albertini, 27 January 1918, L. Albertini, *Epistolario 1911–1926*, Mondadori, Milan 1968, 4 vols., vol. II, *La grande guerra*, d. 794.

³⁶ Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, 42.

³⁷ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 253–254. The definition is by Monzali, Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, 42

change the objectives of the war, but that he dissented on the "method."³⁸ In general, Orlando allowed Albertini and his people to carry out their efforts while taking a wait and see position. If their efforts were successful then he would officially embrace the new policy.

In general, the change in the political situation led a good part of the Italian ruling class to support the efforts to reach an agreement with the Yugoslavians. Italy's ambassador in London Imperiali himself, who had been one of the negotiators of the Treaty of London, seemed to have finally come round to this position.³⁹ He wrote that he was convinced that such an agreement could have been reached if it was not too resolutely opposed by the Minister of Foreign Affairs: "if... Sonnino weren't Sonnino."⁴⁰

A few days after Orlando's visit in London, Sonnino had again made clear what his position, and for the time being that of the government, was in regards to any "defeatist" negotiation with the Yugoslavians. He believed it would be "useful" to reach an "agreement" especially in consideration of "public opinion" in the United States, where "the absence of such an understanding had been the pretext for accusations of imperialism and anti-democraticism" against Italy. But a negotiation carried out on these premises would have "bound the Italian government to important concessions on the Adriatic question." And this conclusion "would have necessarily been invoked by the allies as a 'fait accompli'."⁴¹ He was not against any change in Italy's position. But changes could be decided only in the context of a negotiation with the Entente. If Italy were forced to arrive at this extreme decision, it should ask for "advantages in exchange." Therefore, any

...agreement with the Yugoslavians based on our concessions [would have severely compromised] a negotiation to revise the agreements with the allies, if it were decided to arrive at this revision."⁴²

³⁸ Emanuel to Albertini, 27 January 1918; L. Albertini, *Epistolario 1911-1926*, d. 794.

³⁹ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 258; see also Guglielmo Imperiali, *Diario 1915-1919*, (Soveria Mannelli : Rubbettino), 2006, 487, annotation of 25 January 1918.

⁴⁰ Imperiali, *Diario 1915-1919*, 505, annotation of 7th March 1918.

⁴¹ Sonnino to Imperiali, Bonin, Macchi di Cellere and Sforza, 31st January 1918, DDI, s. V, vol. X, d. 169.

⁴² *Ibidem*.

If an agreement with the Yugoslavians had to be reached, this could not be based on “our concessions.”⁴³

The “collateral diplomacy”⁴⁴ of the *Corriere* achieved a first result in May 1918 when, after “extremely difficult” negotiations,⁴⁵ an agreement was reached between Albertini and MP Andrea Torre, on the one hand, and the representative of the Yugoslavian Committee, Ante Trumbic. The Italian government was not involved in any way. But Ambassador Imperiali, who had discretely followed the negotiations, noted that Torre must have been “evidently charged by Orlando to talk to these Yugoslavians.”⁴⁶ Imperiali’s note serves also to clarify Imperiali’s observation, made a few weeks before, on the “divergence” between Orlando’s and Sonnino’s policies which was in his eyes beginning to emerge.⁴⁷ On the other hand, Orlando continued to act only behind the scenes in the effort to avoid a complete break with his most important minister. That Orlando feared an open break with Sonnino is also suggested by the timorous comment he made during his trip to London, while discussing Albertini’s initiative with another Italian minister, Silvio Crespi: “But what will Sonnino say?”⁴⁸ Orlando continued to maintain a very prudent attitude on the Yugoslavian question, and in fact ended up disappointing the lobby of the *Corriere*, who had hoped in a more stalwart support.⁴⁹

The content of the agreement between Albertini and Trumbic could not help being generic. It re-stated the common anti-Hapsburg sentiments and the intention of the two parties of settling their territorial disputes in a friendly manner “on the basis of the principles of nationality and of the rights of the people.”⁵⁰ The following step was the Congress

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Bariè, *Albertini*, 355.

⁴⁵ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 268.

⁴⁶ Imperiali, *Diario 1915–1919*, 502, annotation of 1st March 1918. On this Valiani agrees, Valiani, *La dissoluzione dell’Austria-Ungheria*, 352.

⁴⁷ Imperiali, *Diario 1915–1919*, 488, annotation of 27th January 1918.

⁴⁸ S. Crespi, *Alla difesa d’Italia in guerra e a Versailles (Diario 1917/1919)*, (Milan: Mondadori, 1937), 41, annotation of 28th January 1918.

⁴⁹ Emanuel to Albertini, 19th February 1918 in Albertini, *Epistolario*, d. 807.

⁵⁰ The text is in Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 268. see also Emanuel to Albertini, 7th March 1918, Albertini, *Epistolario*, d. 811.

of the oppressed nationalities that took place in Rome from April 8th to 10th 1918. As it is known, Orlando had insisted with the Yugoslavians, via Imperiali, that the meeting be held in Rome and not in Paris.⁵¹ If Paris were chosen, this would have meant putting “pressure on Italy”⁵² by opting for “the exclusive protection of the French.”⁵³

A detailed description of the Congress of Rome is beyond the scope of the present paper.⁵⁴ Let me note, however, that one of its indirect but highly significant aspects was that it clearly evidenced the existence within the Italian government of two different lines on the Yugoslavian question, embodied by its two foremost representatives. At the end of the Congress, Orlando received all the participating delegations, starting with the Yugoslavians, voicing, according to Albertini's testimony, “passionate and emotional words of approval for their aspirations.”⁵⁵ Sonnino, instead, had displayed an attitude of “cold detachment.”⁵⁶ To Henry Wickham Steed, who insisted he participate as the representative of the Italian government, Sonnino expressed his disapproval of the content of the discussion, albeit in diplomatic terms. He declined the invitation stating that he did not wish to “compromise the only ‘piece of paper’ he had in his hands,” the Treaty of London.⁵⁷ The day after the end of the Congress, Sonnino confirmed his position, firmly rejecting the French effort for a “collective acknowledgment” on part of the Entente of the outcome of the Congress. Sonnino insisted on the fact that the “various interests” of the Italians and the Yugoslavians had to find “a balanced point of agreement.” He added that this was,

[...] a question to be debated exclusively between them and us, and that it could not nor must not in any way [jeopardize] not even superficially the

⁵¹ Orlando to Imperiali, 17th February 1918, DD I, s. V, vol. X, d. 249.

⁵² Imperiali to Orlando, 18th February 1918, DD I, s. V, vol. X, d. 258.

⁵³ Orlando to Imperiali, 17th February 1918, DD I, s. V, vol. X, d. 249.

⁵⁴ A contemporary interpretation by one of the “supporters” is in G. Salvemini, *Il Congresso di Roma*, 13th April 1917 in Id., *Dalla guerra mondiale alla dittatura (1916–1925)*, ed. by C. Pischetta, (Milan: Feltrinelli, 1964), 179–182. Salvemini always found the idea of the Congress “truly Mazzinian,” *Il Congresso di Roma*, 180.

⁵⁵ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 272.

⁵⁶ Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, 45.

⁵⁷ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 272.

perfect validity and integrity of the agreements with France and England that were at the base of our alliance and of your joining the war.⁵⁸

In terms of propaganda the Congress of Rome was a success.⁵⁹ In practical terms, however, things were different. The Italians and the Yugoslavians had failed to reach any territorial agreement. Salvemini himself, after a meeting with the president of the Yugoslavian Committee, Trumbic, realized the “profound difference in the views” of the two delegations.⁶⁰ This shows that Sonnino’s intransigence was not the sole obstacle to an Italian-Yugoslavian agreement, and that the representatives of both parties were afraid of accepting solutions that would be disapproved by their respective public opinions.

In regards to the failed territorial agreement, which was perceived as secondary for the moment to the common condemnation of the Hapsburg oppression, Albertini “decided to look the other way a bit too much.”⁶¹ He took an accountant’s view of the whole question, writing to Ugo Ojetti: “For the time being let us write this down among the profits.”⁶² Even when reflecting on the event twenty years later, Albertini failed to grasp the objective limitations to any understanding between the Italians and Yugoslavians, independently of the various political currents. His opinion continued to be that, in the following months, the “policy of nationalities” failed because “Sonnino refused to accept it and Orlando did not have the courage to pursue it to the end at all costs, giving instead free rein”⁶³ to his foreign minister.

In the weeks following the Congress, in any case, the differences between the two major representatives of the government remained in place. Orlando stated that “unlike [...] Sonnino” he believed that “the

⁵⁸ Sonnino to Bonin, Imperiali, Macchi di Cellere and Sforza, 15th April 1918, DDI, s. V, vol. X, d. 546.

⁵⁹ Monzali, *Italiani di Dalmazia, 1914–1924*, 45. On the Congress see also V. G. Pavlović, *De la Serbie vers la Yougoslavie. La France et la naissance de la Yougoslavie (1878–1918)*, (Belgrade : Institute des Etudes Balkaniques, 2015), 295–306.

⁶⁰ Monzali, *Italiani di Dalmazia, 1914–1924*, 45. See also Valiani, *La dissoluzione dell’Austria-Ungheria*, 363. See also what Trumbic told Malagodi a few days later, Malagodi, *Conversazioni della guerra 1914–1919*, 335–339.

⁶¹ Bariè, Albertini, 356.

⁶² Albertini to Ojetti, 14th June 1918, Albertini, *Epistolario*, d. 837.

⁶³ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 276.

Yugoslavian question could not be avoided." But he also believed that the "disagreement" between him and his foreign minister was a question of "temperament more than ideas."⁶⁴ This ambiguity seemed to prefigure the contradictions that were to emerge inside the Italian delegation at the Peace Conference of Paris. But there were some other political questions that did not involve exclusively the Italian government.

The principles of the Congress of Rome were in line with the international climate that was developing in those months.⁶⁵ The Entente had definitely given up on the idea of a separate peace with the Austro-Hungarian Empire, espousing instead the cause of the independence of its various nationalities.⁶⁶ The pressure to orient Italy too in this direction grew. The issue erupted during the stormy council of ministers of September 7–8, 1918. Sonnino's opponents, in particular the ministers Leonida Bissolati and Francesco Saverio Nitti, managed to convince the government to accept the inclusion of a unitary Yugoslavian state among the war objectives of the Entente.⁶⁷ Sonnino was vehemently opposed to this resolution and even threatened to resign, but ultimately was forced to accept. On September 13, he "reluctantly"⁶⁸ communicated to the Italian ambassadors with the allies that from this moment the Italian government would consider, the movement of the Yugoslavian people for independence and the establishing of a free State, in line with the

⁶⁴ Malagodi, *Conversazioni della guerra 1914–1919*, 373.

⁶⁵ The description of the "ideas of the time" by K. F. Nowak remains fundamental, *Il crollo delle potenze centrali*, (Bologna: Zanichelli, 1923), 269–275; see also Renouvin, *La crise européenne et la première guerre mondiale*, 507–534 where it speaks of the "end of the balance" in the October 1917–March 1918 period; a concept that Anne Duménil extends to all of 1918, Id., *1918: la rottura dell'equilibrio* in Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, Antonio Gibelli eds. *La prima guerra mondiale*, Volume II, (Torino: Einaudi), 2007, 309–325.

⁶⁶ See the outcomes of the Supreme War Council to which the leaders of the governments of the Entente took part in Versailles on 3rd June 1918 in "Consiglio supremo di guerra sesta sessione – terza seduta," DDI s. V, vol. XI, d. 7, in particular p. 24.

⁶⁷ Sonnino, *Diario 1886–1922*, 294–298, annotations of 7th and 8th September 1918.

⁶⁸ Albertini, *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, 374.

principles for which the allies [were fighting] as well as the goals of a just and durable peace.⁶⁹

Sonnino opposed this position also because he did not believe in the unity of the Slav people. “Serbs, Croats, Slovenians” appeared to him as “separate races.”⁷⁰ In the following weeks, his refusal remained “categorical,” according to his interlocutors.⁷¹ The defeat he had suffered at the meeting, however, marked a turning point. Sonnino no longer controlled Italy’s foreign policy, which from now on was guided by Orlando.

Nevertheless, Sonnino continued to try to impose his vision of Italy’s future. When asked about possible initiatives organized along the lines of the Congress of Rome, he invited Italian diplomacy to avoid “excessively clear-cut positions.” These meetings, in his opinion, were “not without dangers” and could lead to a “watering down” of the London agreement.⁷² When, towards mid-October 1918, he was asked to voice an opinion on the Serbian demand of an official acceptance of the “union” of the Yugoslavian populations, he restated his total opposition: it was “utterly inopportune” and “could compromise in a given direction the practical interpretation that was to be made of the general principles of self-determination.”⁷³

Sonnino’s loss of control over Italian foreign policy did not mean the end of his influence. Indeed, with the growing tension among the allies following the victory, his intransigence was often espoused by Orlando for internal political reasons, and in part continued to inspire Italy’s political choices.

⁶⁹ Sonnino to Bonin, Macchi di Cellere and Borghese, 13th September 1918, DDI, s. V, vol. XI, d. 507.

⁷⁰ Sonnino, *op. cit.*, 295, annotation of 7th September 1918.

⁷¹ See V. G. Pavlović, *La France, la Serbie et la naissance de la Yougoslavie après la percée du front de Salonique en septembre 1918* in *The Serbs and the First World War*, *cit.*, 355–367. The citation refers to 359.

⁷² Sonnino to Bonin, 4th October 1918, DDI, s. V, vol. XI, d. 618.

⁷³ Sonnino to Imperiali, Bonin, Macchi di Cellere and Sforza, 15th October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 674.

Albania

As it is known, article 7 of the Treaty of London stated that Italy agreed to share in the spoils of Albania with Montenegro, Greece and Serbia, although from a dominant position.⁷⁴ This policy, however, was to be part of the overall strategy of the Entente in the Balkans. In two years of war many things had changed: the rout of the Serbian army,⁷⁵ the occupation by the Austro-Hungarian army of northern Albania, the French-Serbian penetration in the south-east of the country,⁷⁶ all these were factors that Sonnino could not help taking into account, leading to a change in Italy's position. The proclamation of Gjirokastër of June 3rd 1917, as noted by Pastorelli,

[...] spoke of the independence and unity of all Albania and [...] indicated the reinstatement of an independent Albanian state as the purpose of Italy's protection.⁷⁷

The proclamation was a response to the challenge launched by both the Austro-Hungarians and the French, who, from opposite side, had both accepted the right of the Albanians to an independent state. The content of Italy's proclamation went much further than their positions.⁷⁸

The proclamation raised several doubts both in Italy and among the allies⁷⁹ This was especially true of the French who saw Sonnino's

⁷⁴ See Agreement of London, DDI, vol. III, d. 470, 372.

⁷⁵ See F. Le Moal, *Le sauvetage de l'armée serbe en 1915: histoire e mémoire* in *The Serbs and the First World War*, 329–336.

⁷⁶ On the relations between France and Serbia in that phase see, among others, V. G. Pavlović, *De la Serbie vers la Yougoslavie*, in particular 247.

⁷⁷ P. Pastorelli, *L'Albania nella politica estera italiana (1914–1920)*, (Napoli: Jovene, 1970), 47. A different approach is found in H. J. Burgwyn, *Italy's Balkan Policy 1915–1917. Albania, Greece and the Epirus Question*, «Storia delle Relazioni Internazionali», 1/1986, 3–61. On the proclamation of Gjirokastër see also L. Riccardi, *Il proclama di Gjirokastër. Italia e Intesa in Albania nel 1917*, (Clio, 3/1992), 459–470. The text is in Ferrero a Sonnino, 31st May 1917, DDI, s. V, vol. VIII, d. 174.

⁷⁸ On this see *Situazione internazionale. Entrata in guerra degli Stati Uniti*, speech by Sonnino to the Chamber of Deputies of 20th June 1917 in *I discorsi parlamentari di Sidney Sonnino*, 169–173, in particular 170–171.

⁷⁹ L. Albertini, *Venti anni, cit.*, vol. II, *Dalla dichiarazione di guerra alla vigilia di Caporetto (maggio 1915–ottobre 1917)*, (Bologna: Zanichelli, 1952), 514–516.

policy – this was the opinion of the ambassador in Rome, Barrère – as part of a more general policy of “national expansion.”⁸⁰ On the other hand, the general principles that had inspired Italy’s participation in the conflict were obvious to anyone who had read the Treaty of London. Sonnino however insisted that the proclamation was entirely compatible with the original political and strategic goals of the Entente in the Balkans. Indeed, the proclamation did not contain anything that went against the “goal” of the “general treaty” with which the borders of Albania were to be defined. “Gaining the sympathies of local populations to avoid their hostility in case of an enemy offensive”⁸¹ was in the interests of the Entente, which needed to take into account “the special position assigned to Italy in Albania in the pacts made by the Allies.”⁸² The Allies instead, including the English, had many qualms about the “compatibility” of the Italian decision with the general frame of the Treaty of London.⁸³

Notwithstanding Sonnino’s reassurances, there were significant tensions within the alliance. Sonnino feared that France, with the declaration of Koritza of December 1916, was seeking to reaffirm its influence on the future of Albania,⁸⁴ something utterly unacceptable for him. The military operations that in 1918 developed on the Albania front, closely related to the offensive of the army of Salonico, were the scenario in which the competition between France and Italy was played out. In this case too the partners in the Entente behaved like “allies, not friends,” if I am allowed to cite from the title of one of my essays.

The contrast over Albania with France was part of a general deterioration of the relations between Rome and Paris,⁸⁵ but it evidenced the

⁸⁰ Riccardi, *Il proclama di Gjirokastër*, 467. Barrère’s “doubts” are in Sonnino, *Diario 1886–1992*, 149, annotation of 9th June 1917.

⁸¹ Sonnino to various embassies, 5th June 1917, DDI, s. V, vol. VIII, d. 208.

⁸² *Ibidem*.

⁸³ Pastorelli, *L’Albania*, 58. On the reactions of London see also Imperiali to Sonnino, 7th June 1917, DDI, s. V, vol. VIII, d. 245; Sonnino, *Diario 1886–1992*, 149, annotation of 9th June 1917; Imperiali, *Diario 1915–1919*, 410–411, annotations of 6th and 7th June 1917. For the perplexed opinion of Russia see Sonnino, *Diario 1866–1922*, 151, annotation of 10th June 1917.

⁸⁴ For its connections with Italian politics see Pastorelli, *L’Albania*, 40.

⁸⁵ An example is in Riccardi, *Alleati*, 588–589. A summary of the question in Bonin to Sonnino, 15th October 1918, DDI, s. see vol. XI, d. 678.

increasing distance between the objectives of the two allies. The offensive on the Danubian-Balkan front by the army of the East, led by General Franchet d'Espèrey,⁸⁶ fueled this contrast. In the course of the inter-allied conference of Paris, on 7th October 1918, the Italians criticized the decisions taken on the field by the French command. Orlando criticized the decision of sending French troops to the Albanian front.⁸⁷ Sonnino was even more blunt. For him, the "advance of French troops in Albania was purely political"⁸⁸ given that the Italian army units from Valona were already preparing to move to the area. To respond to this problem, which emerged clearly in the final phase of the military operations in the Balkans, Sonnino laid down the policy that Italian army had to follow. Occupations by Allies in Albania had to be avoided, especially by the Serbs, and especially in the region of Scutari.

For Sonnino, the "advance in Albania had to be exclusively reserved to the Italians up to the Mathi,"⁸⁹ in order to guarantee the application of article 7 of the Treaty of London. It was on this point that disagreement with the allies and the French in particular arose. Sonnino maintained that the inter-allied council of Paris of 6–8 September 1918, had clearly decided to "reserve to the sole Italian troops the occupation of Albania."⁹⁰ But in practice military operations by the allies went contrary to this policy, irritating the Italian minister.

This was to all the more to be expected since this behavior went against Sonnino's principles: military operations had to comply with the political directives of the government. These, as already mentioned, were based on the essence of the Treaty of London: the transformation of Italy in a great power. For this reason, Italian troops were not to be excluded from the operations of the army of Salonico. Indeed, they had to be the wing that marched in the Albanian sector. It was only *pro bono pacis* that

⁸⁶ The development of the operations and their political consequences are described in A. Pitassio, *Il primo conflitto mondiale e la lunga guerra nei Balcani* in *I cinque anni che sconvolsero il mondo. La prima guerra mondiale (1914–1918)*, ed. by P. Pombeni, (Rome: Studium, 2015), 132–145, in particular 142–145.

⁸⁷ Pavlović, *De la Serbie*, 366.

⁸⁸ Inter-allied Conference, Paris 7th October 1918, DDI, s. V, vol. XI, d. 626.

⁸⁹ Sonnino to Imperiali and Bonin, 21st October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 719.

⁹⁰ Bonin to Sonnino, 25th October 1918. DD I, s. V, vol. XI, d. 751; see also Sonnino to Bonin, 24th October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 737.

Sonnino accepted to derogate to this principle in regards to Scutari, after, on October 30, a Serbian regiments had entered the area. In this case, he was “resigned” to a “mixed Anglo-French-Italian occupation.” However he was adamant in demanding that this occupation exclude “the Serbian element including the one that was part of the French contingent.”⁹¹ Sonnino’s goal was to prevent France from serving as Trojan horse for the Serbs’ designs on Albania. From this perspective, the question of the occupation of Albania was part of the larger controversy between Italy and Serbia. It was known that the Serbian government had not taken Italy’s proclamation on the Italian protectorate of Albania “serenely.”⁹² They suspected that Sonnino’s ultimate goal was a *fait accompli* policy, in which Italy’s military presence of the field was to be used to ensure the application of Italy’s political program.

But which program was this to be, that of London or of Gjirokastër? As for the first, it is known that that it assigned to the Serbs the northern region of Albania, according to their desires. The proclamation of Gjirokastër, instead, in line with the more recent changes in the political climate, took into greater account the national aspirations of the Albanians. For the latter, Italy appeared always as “a benevolent although somewhat autocratic guardian.”⁹³ In fact, however, the proclamation of Gjirokastër revised only in part the Treaty of London. The basis criterion remained the same: the centrality of Italy’s interests and the firm opposition of Italy to any arrangement in the Balkans contrary to its objectives, as specified in the pre-war agreements. The Italian interests remained the same of 1915: a vital importance was assigned to the connection “of our direct and secure possession of Valona and its territory, with the general set-up of the Adriatic”; and therefore the defense of Albania from “any foreseeable interference and threat by third powers.”⁹⁴ The “independence” of Albania and the “self-decision” of its population

⁹¹ Sonnino to Diaz and Bonin, 26th October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 766.

⁹² D. R. Živojinović, *The War Aims of Serbia and Italy (1917) in Italy’s Balkan Strategies. 19th & 20th Century*, ed. by V. G. Pavlović, (Belgrade: Institut des Études Balkaniques, 2014), 137–158; 143.

⁹³ Vickers, *The Albanians*, 86.

⁹⁴ S. Sonnino, *Politica estera*, speech at the Chamber of Deputies, 23rd February 1918 in *I discorsi parlamentari di Sidney Sonnino, 189–198*, in particular 192–193.

had to be defended, according to Sonnino, in line with the “general principles”⁹⁵ of the Entente, but as part of the more crucial question of Italy’s “greatness.”

The same line, although with less insistence, was pursued by Sonnino in regards to Montenegro, as has been well described elsewhere.⁹⁶ It has been correctly noted that the small Balkanic kingdom enjoyed the “favor” of the la Consulta, the Italian Foreign Affairs Ministry. But the defense of its independence did not have to “give rise to misunderstandings with the allies of the Entente, nor more importantly, compromise the pursuit of national war objectives.”⁹⁷ The exuberant⁹⁸ king Nikola Petrovic-Njegos was perfectly aware of this.⁹⁹ Nevertheless, in the course of the offensive in the Balkans, Sonnino sent Imperiali to the Foreign Office to clarify that “the preservation of Montenegro [was] one of the fundamental principles of the alliance treaty of 1915.”¹⁰⁰ There is no doubt that in that final phase of the conflict, in Montenegro too, as in Albania, a “badly dissimulated competition” among the allies was developing.¹⁰¹ To the Italian diplomacy it seemed evident that by now France had decided to “openly favor Serbia.”¹⁰² However, Sonnino made pressures to avoid the contrast between the king of Montenegro and the Paris government degenerated, damaging the general direction of Italian policy.¹⁰³

Sonnino wanted to prevent Serbia from including Montenegro, with the support of France, in the new Yugoslavian state envisioned in the Corfu Declaration. But – in contrast with his attitude over Albania

⁹⁵ *Ibidem*.

⁹⁶ Caccamo, *Il Montenegro negli anni della prima guerra mondiale*, passim. An overall history of the country is in A. Sbutega, *Storia del Montenegro. Dalle origini ai giorni nostri*, (Soveria Mannelli: Rubbettino, 2006), in particular 244–366.

⁹⁷ Caccamo, *Il Montenegro negli anni della prima guerra mondiale*, 113.

⁹⁸ The Italian representative at the court of Montenegro, Montagliari, even spoke of “irresponsible attitude,” Montagliari to Sonnino, 17th October 1918, DDI, s. V, vol. XI, d. 690.

⁹⁹ Montagliari to Sonnino, 23rd September 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 559.

¹⁰⁰ Imperiali to Sonnino, 19th October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 705.

¹⁰¹ Caccamo, *Il Montenegro negli anni della prima guerra mondiale*, 171.

¹⁰² Montagliari to Sonnino, 20th October 1918, DDI, s. V, vol. XI, d. 715.

¹⁰³ Sonnino to Montagliari, 21st October 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 720.

– he was completely open to a military occupation of Montenegro by the allies. He firmly denied any Italian claim to an exclusive military presence demanding solely the right “to intervene” alongside the “allies in the [...] occupation” of the country.¹⁰⁴ Even though the Italian government was certainly worried that an important military base like Cattaro could fall in the hands of the Serbs and therefore of a unified Yugoslavia. But the end of the war was at hand and the Balkans question was about to become part of the complex strategie enacted at the Peace Conference in the course of the “diplomatic war” between Italy and its allies.

¹⁰⁴ Sonnino to Diaz and Piacentini, 3rd November 1918, DD I, s. V, vol. XI, d. 811.

Florin Turçanu

Université de Bucarest

UNE CAPITALE DANS L'ATTENTE DE LA FIN DE LA GUERRE BUCAREST À L'AUTOMNE 1918

Résumé : Après Bruxelles et Belgrade, Bucarest a été la troisième capitale d'un état belligérant occupée par les Puissances Centrales pendant la Première guerre mondiale. Les pages qui suivent se penchent sur l'évolution de l'état d'esprit de la population bucarestoise à partir, notamment, de la sortie de guerre de la Bulgarie en septembre 1918 et tentent de reconstituer à travers de multiples témoignages les derniers jours de l'occupation allemande de la ville ainsi que l'attente collective du retour des troupes roumaines et de l'arrivée des militaires français de l'Armée du Danube.

Mots clés : Première guerre mondiale, Bucarest, occupation, témoignages

Depuis la signature de la paix séparée entre la Roumanie et les Puissances centrales en mai 1918 les Bucarestois vivent dans une situation ambiguë. Pour la Roumanie la guerre est officiellement terminée mais Bucarest demeure sous l'occupation des Centraux tout comme le Sud du pays, envahi à la fin de 1916. Pour Bucarest, la sortie de la Grande Guerre sera donc, avant tout, une sortie de l'occupation. L'attente collective qui précède ce moment, traversée par des sentiments divers, se manifeste dès juillet-août 1918 comme un crescendo – amplifié par les défaites allemandes sur le front français et les sorties de guerre successives de la Bulgarie, de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie – un crescendo qui culmine dans l'explosion des violences et des réjouissances populaires entre les premiers jours de novembre et début décembre.

Il est difficile d'évaluer la population de Bucarest au début à l'automne 1918. Peu après l'occupation de la ville un recensement allemand avait dénombré quelque 305.000 habitants ce qui signifiait que la population s'était réduite de quelque 50.000 habitants par rapport à l'avant-guerre.¹ L'occupation avait fait transiter par la ville des dizaines de milliers de militaires des Puissances Centrales – surtout des Allemands. S'ajoutait le personnel administratif et économique allemand qui géraient le pays et exploitaient ses ressources ainsi que les techniciens allemands chargés avec la mise en place de la logistique et d'une véritable industrie productrice de marmelade et conserves de fruits, margarine, poissons fumés ou savon² dont les produits étaient destinés à l'armée et à la population allemande. En 1918, le retour de Moldavie d'une partie des 200.000 militaires roumains démobilisés au printemps et à l'été³ en vertu de l'armistice et de la paix séparée entre la Roumanie et les Puissances Centrales a dû lui aussi augmenter le nombre d'habitants de la capitale mais les données précises manquent.

Dans le paysage urbain, la spécificité de l'occupation du Sud de la Roumanie par les troupes des Puissances Centrales sautait aux yeux. Les drapeaux de tous ces pays étaient arborés au centre de la capitale roumaine. Début septembre 1918 dans les rues de Bucarest se côtoyaient encore les uniformes des armées allemande, austro-hongroise, bulgare et ottomane. A quelques semaines de la fin de la guerre l'effet visuel de cette coexistence des uniformes était en partie atténué par le fait que nombre de soldats turcs ou bulgares avaient reçu des uniformes allemandes⁴ pour pallier le manque d'uniformes dans leurs propres rangs. Cela contribuait à « germaniser » encore plus l'image de l'occupation dans les rues de la ville. La présence au centre-ville d'une *Domă bălgarski ofițiri i voiniți* (« Maison des officiers et des soldats bulgares ») installée dans un des restaurants les plus fameux de Bucarest ou celle d'un hôpital turc dans un

¹ C. Kirițescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, 2^e édition, tome III (Bucarest : Editura Casa Școalelor, 1925), 178.

² *Ibidem*, 184–185.

³ G. Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I* (University Press of Kansas, 2011), 296.

⁴ V. Th. Cancicov, *Impresiuni și păreri personale din timpul războiului României*, tome II (Atelierele Societății „Universul”, Bucarest, 1921), 54.

lycée du centre-ville⁵ ne cachait pas la profonde « germanisation » du paysage urbain. « Partout des enseignes et des inscriptions allemandes », note, en témoin, l'historien Constantin Kirişescu qui observe que mêmes les restaurants, les hôtels, les cafés et les clubs les plus connus de la ville voient leurs noms se germaniser dès la première année de l'occupation. L'émergence de ce nouveau « paysage linguistique » qui s'exprime aussi bien par la signalisation routière que par les enseignes administratives et commerciales a une fonction à la fois d'information et de domination symbolique⁶ directement ressentie par la population. L'introduction de l'allemand comme langue d'enseignement obligatoire dans les écoles et les lycées, la « germanisation » des répertoires des théâtres, des revues et des salles de concert sont autres traits d'un processus d'acculturation forcée au service de l'occupant. Parler français ou allemand en public devient, pour certains membres des classes moyennes, des élites intellectuelles, aristocratiques et politiques une manière de signaler leur penchant pour l'un des deux camps qui s'affrontent dans la guerre en cours.

Au nouveau « paysage linguistique » s'ajoutent l'omniprésence des « uniformes d'officiers et de soldats, des fonctionnaires en uniformes, d'infirmières et de femmes-fonctionnaires, ainsi que de toutes sortes d'hommes d'affaires (allemands), attirés par l'occupation... ».⁷ La visibilité des sujets allemands et austro-hongrois qui se trouvaient à Bucarest dès avant l'éclatement de la guerre s'était elle aussi sensiblement accrue au quotidien – une estimation en dénombre quelque 27.000 en 1917.⁸ Le statut rehaussé que leur procurait la présence militaire des Puissances centrales et que certains d'entre eux n'hésitaient pas à afficher dans les lieux publics ainsi que leur accès réservé à plusieurs sources d'approvisionnement inaccessibles à la population locale⁹ rendaient la présence de ces

⁵ Le lycée Saint Sava, un des plus prestigieux de la capitale roumaine.

⁶ R. Landry, et R.Y. Bourhis, "Linguistic Landscape and Ethnolinguistic Vitality. An Empirical Study", *Journal of Language and Social Psychology*, 16(1), (1997), 23-49.

⁷ C. Kirişescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916-1919*, 144-145.

⁸ L. Mayerhofer, "Making Friends and Foes: Occupiers and Occupied in First World War Romania, 1916-1918". In *Untold War. New Perspectives in First World War Studies*, dir. Heather Jones, Jennifer O'Brien et Christoph Schmidt-Suppran, (Leiden/Boston: Brill, 2008), 129-130.

⁹ C. Bacalbaşa, *Capitala sub ocupația dușmanului 1916-1918*, (Bucarest, 1921), 112. L. Mayerhofer, "Making Friends and Foes", 129-130.

étrangers à la fois ostensible et détestée. L'historienne Lisa Mayerhofer remarquait d'ailleurs que « aussi bien dans la littérature des mémorialistes que dans l'historiographie roumaine on ne parle en général que des Allemands et d'occupation allemande »¹⁰ pendant la Grande Guerre.

Après le choc provoqué par la défaite de l'armée roumaine à l'automne 1916 la majorité de la population, intimidée par la puissance militaire allemande, se plie à l'occupation et cherche même à s'accommoder, notamment dans le monde rural¹¹, avec la présence de l'occupant. La coagulation rapide d'un milieu d'hommes politiques conservateurs et de journalistes favorables aux Puissances Centrales qui deviennent les collaborateurs des autorités d'occupation ainsi que le peu de renseignements concernant l'armée et le gouvernement roumains réfugiés dans la Moldavie restée libre nourrissent la résignation dans une bonne partie de la population. L'existence d'un réseau politique germanophile et collaborationniste dans la partie occupée de la Roumanie rendait néanmoins possible la négociation ponctuelle de certains effets de l'occupation.¹² En même temps, préoccupée avant tout par l'exploitation économique intensive du territoire roumain¹³, l'Allemagne, en dépit de plusieurs exécutions de civils dans différentes régions¹⁴ n'a pas appliqué le régime d'occupation terriblement répressif à l'égard de la population civile pratiqué par l'Autriche-Hongrie en Serbie.¹⁵

¹⁰ L. Mayerhofer, *Zwischen Freund und Feind – Deutsche Besatzung in Rumänien 1916–1918*, (München: Martin Meidenbauer, 2010), 14.

¹¹ D. Hamlin, "Global Markets, Economic War and the Occupation of Romania". In *Die unbekannt Front. Der Erste Weltkrieg in Rumänien*, dir. Gundula Gahlen, Deniza Petrova, et Oliver Stein, (Frankfurt/New York: Campus Verlag, 2018), 384.

¹² C.-L. Topor, "The 'Routine' of Suffering. Breaking the Laws of War on Romanian Territory". In *The Unknown War from Eastern Europe. Romania between Allies and Enemies (1916–1918)*, dir. Claudiu-Lucian Topor, et Alexander Rubel, (Iași/Konstanz: Editura Universităţii, Alexandru Ioan Cuza, et Hartung-Gorre Verlag, 2016), 239–242.

¹³ D. Hamlin, "Global Markets, Economic War and the Occupation of Romania", 372–373.

¹⁴ C. Kirişescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, 158–160.

¹⁵ Concernant le fonctionnement de la justice militaire austro-hongroise dans la Serbie occupée, voire J. E. Gumz, *The Resurrection and Collapse of Empire in Habsburg Serbia 1914–1918*, (Cambridge University Press, 2009), 105–133.

Les étapes d'un ressaisissement

Tandis que, à partir du printemps 1918, la résistance paysanne s'accroît de manière significative face aux confiscations de vivres qui saignent littéralement les campagnes¹⁶, Bucarest restait le seul véritable centre susceptible de produire une contestation politique de l'occupation. Les pertes territoriales imposées par les Puissances Centrales, le prolongement de l'occupation et l'absence de toute amélioration de la vie quotidienne après la paix séparée du 7 mai 1918 ont marqué l'état d'esprit dans la capitale. Un fonctionnaire de l'administration militaire allemande note dans son journal le dépit du menu peuple bucarestois contre « la paix de la famine » après l'espoir initiale dans un adoucissement de la situation alimentaire.¹⁷

Les gestes d'insoumission et de résistance, manifestés dès 1917, notamment parmi les membres de l'élite restés dans la capitale, avait été punis par l'emprisonnement ou la déportation en province ou en territoire bulgare. Quant à la population de la capitale dans son ensemble, son premier sursaut politique se produit au printemps 1918 lors du retour de Moldavie des premiers militaires roumains démobilisés dont l'accueil provoque des chaleureuses manifestations de sympathie à la Gare centrale et dans les rues de Bucarest. La police militaire allemande réagit alors par l'interdiction des rassemblements et par des menaces de représailles « contre les éléments irréfléchis qui manifestent [à cette occasion] des sentiments d'hostilité contre les sujets des Puissances Centrales et alliées... ».¹⁸

Les récits des batailles victorieuses livrées contre l'ennemi dans le « réduit moldave » par ces militaires roumains à l'été 1917 expliquent pourquoi, comme l'écrit Glenn Torrey, « occupation authorities quickly concluded that demobilized soldiers were stimulating Romanian national pride and a spirit of resistance »¹⁹. Ce sursaut de l'esprit de résistance provoqué par les démobilisés est signalé jusque dans les campagnes

¹⁶ L. Mayerhofer, *Zwischen Freund und Feind – Deutsche Besatzung in Rumänien 1916–1918*, 355–357.

¹⁷ G. (B. T.) Velburg, *Rumänische Etappe. Der Weltkrieg, wie ich ihn sah*, Wilhelm Kohler Verlag, 1930 (traduction roumaine Humanitas, Bucarest, 2018), 313.

¹⁸ S. Rădulescu-Zoner, et B. Marinescu, *Bucurestii în anii Primului razboi mondial 1914–1918*, (Bucarest: Albatros, 1993), 275.

¹⁹ G. Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, 296.

roumaines²⁰ tandis que dans le cas de Bucarest, un rapport allemand note que « les discussions enflammées devant les cartes de guerre affichées, le manque d'égards manifesté par les forces de l'ordre bucarestoises jusqu'à très disciplinées et l'impolitesse frappante des officiers roumains démobilisés à l'égard des messieurs allemands sont à l'ordre du jour ». ²¹ S'ils sont bucarestois, certains des officiers roumains démobilisés se résignent à constater les dégâts produits par les occupants qui ont logé chez eux pendant leur absence. Le médecin Raoul Dona, de retour début octobre, trouve dans sa maison « un désordre total, une saleté extrême, de objets cassés par plaisir de casser, mes papiers volés, tous les tiroirs forcés. (...) Dans la chambre de l'Allemand, le panier à bûches contenait des livres provenant de la bibliothèque de mon père. Il se servait des feuilles pour allumer le feu ». ²²

Durant les offensives allemandes du printemps et de l'été 1918 sur le front français « dans deux emplacements du centre de la capitale, d'immenses cartes du théâtre d'opération indiquaient, à l'aide d'un ruban rouge, les progrès des armées allemandes et l'accroissement du territoire conquis ». ²³ A partir de la Seconde bataille de la Marne²⁴, le ruban rouge dont les déplacements vers le sud avaient été jusqu'alors observés avec anxiété par les Bucarestois s'immobilise pendant plusieurs semaines avant que les deux cartes ne soient tout simplement enlevées par les autorités militaires allemandes après l'écroulement de la « ligne Hindenburg » début Octobre. ²⁵ Observer ainsi les déplacements de la ligne du front crée dans le centre-ville un espace d'interaction conflictuelle entre la population et l'occupant. La police allemande répond par des violences et des arrestations aux ironies et aux cris hostiles sortis de la foule rassemblée devant les cartes et dans les rangs de laquelle des agents secrets écoutent

²⁰ L. Mayerhofer, *Zwischen Freund und Feind – Deutsche Besatzung in Rumänien 1916–1918*, 356.

²¹ *Ibidem*, 360.

²² R. Dona, *Jurnalul unui medic militar 1917–1918*, (Bucarest: Humanitas, 2018), 301, 305.

²³ C. Kirițescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, tome III, 304–305.

²⁴ 18 juillet-4 août 1918.

²⁵ C. Kirițescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, 305; C. Bacalbașa, *Capitala sub ocupația dușmanului 1916–1918*, 224–225.

les commentaires et identifient les auteurs de troubles.²⁶ D'autres cartes resteront exposées dans les vitrines de certains magasins jusqu'à la mi-octobre au moins, « pour la plus grande malchance des Allemands », comme l'écrivit un témoin, qui parle de « la foule immense des gens qui attendaient que leur tour arrive pour voir de leur propres yeux la raclée flanquée aux Allemands » par les Alliés.²⁷

La défaite bulgare de Dobro-Pole à la mi-septembre et la demande d'armistice formulée par la Bulgarie le 25 ne font initialement que l'objet de rumeurs et leur confirmation « tombe dans la capitale comme un coup de foudre », note dans son journal l'avocat Vasile Cancicov.²⁸ La nouvelle de la sortie de guerre des Bulgares, « qui provoque à Bucarest un grand enthousiasme », comme l'écrivit un autre témoin, n'est connue par l'opinion qu'avec retard, deux jours après la signature de l'armistice à Salonique car les Allemands avaient fait des démarches pour retarder la publication de l'information dans la presse.²⁹

La chute de la Bulgarie marque le début des premiers départs dans les rangs des femmes-fonctionnaires allemandes³⁰ qui quittent Bucarest en direction du Reich. Un grand nombre de civils, citoyens allemands ou austro-hongrois, accélèrent eux-aussi les préparatifs en vue de quitter la ville.³¹ Le départ de l'armée bulgare elle-même apporte le premier changement majeur dans le paysage de la capitale occupée. Le restaurant emblématique que les Bulgares occupaient tout comme le club du parti libéral transformé en bureau de la poste militaire bulgare sont affranchis des inscriptions et des drapeaux en plein jour, sous les regards de la foule.³²

En ce qui concerne les Turcs, leur sortie de scène est plus discrète et plus humble. Trois semaines avant l'armistice de Moudros un témoin, l'historien Virgiliu Draghiceanu, remarque encore dans les rues de

²⁶ C. Kirişescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, 305; V. Drăghiceanu, 312.

²⁷ V. Cancicov, *op. cit.*, 571.

²⁸ *Ibid.*, 550; C. Bacalbaşa, *op. cit.*, 226.

²⁹ I. Marghiloman, 37; C. Bacalbaşa, *op. cit.*, 227; S. Rădulescu-Zoner, et B. Marinescu, *op. cit.*, 303.

³⁰ C. Bacalbaşa, *op. cit.*, 227.

³¹ L. Mayerhofer, *op. cit.*, 363.

³² C. Bacalbaşa, *op. cit.*, 228.

Bucarest le passage, devenu familier, du « corbillard surmonté d'un drapeau au croissant et accompagné d'un Hodja qui transporte les cadavres des soldats Turcs fauchés par la misère et la maladie ». ³³ Quelques jours plus tard, le 12 octobre, Vasile Cancicov se félicite déjà du fait que « dans les rues de la capitale les figures des militaires bulgares et turcs ont complètement disparu et je ne me trompe pas en disant que l'esthétique de Bucarest a eu beaucoup à en gagner ». ³⁴ Des militaires Turcs sont encore signalés, néanmoins, dans la ville jusqu'à la veille de l'armistice. ³⁵

C'est dans ce contexte que les notes informatives de la police allemande indiquent l'amplification des formes de résistance passive de la population et une d'entre-elles, datée du 6 octobre, mentionne même des pronostics – rétrospectivement assez exactes – faits par des bucarestois qui estiment que les Allemands partiront, eux-aussi, sous six semaines. ³⁶ L'optimisme des uns fait la nervosité des autres : de plus en plus de collaborateurs roumains du régime d'occupation font pression en octobre sur les autorités militaires allemandes pour détruire les documents qui attestent le soutien qu'ils avaient donné à l'occupant. ³⁷

La manifestation du 3 novembre

Alors que la défaite de l'Allemagne apparaît de plus en plus comme une question de temps, Cancicov note dans son journal « le curieux phénomène » de l'impatience qui grandit dans l'opinion publique bucarestoise et qui faisait contraste avec la relative patience montrée jusqu'alors sous la domination allemande. ³⁸ L'impatience, celle de recevoir les nouvelles qui se télescopent sur la marche accélérée des opérations militaires et sur les perspectives de la paix, l'impatience, stimulée par le départ des Bulgares et des Turcs, de voir partir aussi les Allemands, l'impatience, enfin, qui monte fin octobre et début novembre, de voir rentrer dans Bucarest l'armée libératrice qui est la seule capable de délivrer la capitale aussi parce

³³ V. Drăghiceanu, *op. cit.*, 339.

³⁴ V. Cancicov, *op. cit.*, 568.

³⁵ *Ibid.*, 606.

³⁶ L. Mayerhofer, *Zwischen Freund und Feind...*, 363.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ V. Cancicov, *op. cit.*, 560.

qu'elle est la plus proche : l'armée du Danube commandée par le général Henri Mathias Berthelot qui s'installe fin octobre sur une partie de la rive bulgare du grand fleuve.³⁹

L'écroulement de la Bulgarie et la proximité de l'Armée d'Orient avait orienté les espoirs et les attentes des Bucarestois vers le Sud du Danube. L'avancée de troupes Serbes vers le Nord était observée avec admiration : « Les Serbes sont sur le point de regagner, l'arme à la main, l'intégralité de leur patrie qu'ils avaient perdue. C'est le succès guerrier le plus extraordinaire dans l'histoire d'un peuple »⁴⁰ note le 12 octobre Cancicov. Mais à Bucarest la délivrance était attendue de la part des Français.

Pendant la seconde moitié d'octobre commence à monter dans la population une attente qui alimente les premières rumeurs attestées au sujet de bombardements français qui auraient détruits des stocks allemands de pétrole ou sur le franchissement du Danube par l'armée française⁴¹ – un événement qui n'aura lieu, en réalité, que le 10 novembre.⁴² Les rumeurs reviennent en force le 2 novembre lorsque se répand la fausse nouvelle de la présence dans la capitale d'officiers français venus négocier avec les autorités militaires allemandes le retrait de celles-ci et l'entrée de l'armée du général Berthelot dans Bucarest⁴³. Cette rumeur sera à l'origine de la grande manifestation antiallemande du centre-ville qui se déroulera le 3 novembre et qui donnera à la population l'occasion d'exprimer pour la première fois d'une forte manière collective les sentiments d'hostilité qui l'habitent depuis deux ans envers l'occupant.

Ce moment est aujourd'hui complètement effacé de la mémoire des Roumains, mais il a marqué les témoins de l'époque. Rassemblée devant le grand hôtel qui abrite le commandement de l'armée allemande, une foule de plusieurs milliers de personnes réclame que les officiers français supposés se trouver à l'intérieur du bâtiment se montrent à elle. Les assurances que la foule reçoit sur l'absence de tout officier français ne suffisent

³⁹ J.-N. Gradhomme, *Berthelot. Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, (ECPAD, 2011), 666.

⁴⁰ V. Cancicov, *op. cit.*, 568.

⁴¹ *Ibid.* 579–580.

⁴² J.-N. Gradhomme, *op. cit.* 668–669.

⁴³ V. Cancicov, *op. cit.*, 604–605.

pas pour la disperser. L'orchestre allemand qui jouait à proximité est réduit au silence et les bucarestois entonnent le chant roumain *Aux armes !* ainsi que *La Marseillaise*, tous les deux interdits depuis deux ans. Vasile Cancicov évoque une joie délirante, une véritable explosion d'énergie et note les cris de « Vive la France ! », « Vive Wilson ! » et « Vive la Grande Roumanie ! » qui sortent de la foule tandis que les balcons de l'hôtel se remplissent d'officiers allemands.⁴⁴ « Tous ces gens qui ouvraient de nouveau leur âme mélangeaient dans leur voix l'enthousiasme de la joie à l'inquiétude d'une grande responsabilité devant les conséquences encore inconnues de leur geste mais qu'ils étaient pourtant prêts à assumer ».⁴⁵ La réaction allemande qui s'est fait un temps attendre, fut brutale et l'infanterie bavaroise s'est chargée d'évacuer à coup de crosses de fusils et de baïonnettes les deux places du centre-ville qu'avaient rempli les manifestants. La manifestation n'avait duré que deux heures et les cafés, restaurants ou bistrotts reçurent l'ordre de fermer à 21h.⁴⁶ « Les arrestations et les couvre-feux ont prévenu une escalade, note Lisa Mayerhofer. Mais le pouvoir des occupants suffisait maintenant à peine pour assurer leur propre survie » dans la capitale roumaine.⁴⁷

La rumeur de l'arrivée des officiers français n'avait été que le détonateur des tensions accumulées depuis deux ans. Elle signalait une sortie de la logique de la guerre qui entraînait la dissolution de l'autorité de l'occupant et la disparition des réflexes d'obéissance et de soumission chez ceux qui avaient jusqu'alors subi l'occupation.

L'armistice de Villa Giusti, signé le 3 novembre, ouvrait la voie au départ de ces troupes. Le premier aspect que prend le retrait des Allemands de Bucarest est celui que note Virgiliu Drăghiceanu ou l'évêque catholique de Bucarest, Raimund Netzhammer : les militaires plient bagage et procèdent en masse à la vente de chevaux, de vêtements, d'aliments et d'objets divers tandis que les archives sont incinérées dans les bâtiments des administrations allemandes. Le médecin Sergiu Stoicescu,

⁴⁴ *Ibid.*, 606.

⁴⁵ V. Cancicov, *op. cit.*, 606.

⁴⁶ R. Netzhammer, *Bischof in Rumänien. Im Spannungsfeld zwischen Staat und Vatikan*, Hrsg. Von Nikolaus Netzhammer in Verbindung mit Krista Zach, tome 1, (München, 1996); traduction roumaine Netzhammer, Raymund, *Episcop în România*, vol. 1, (Bucarest: Editura Academiei Române, 2005), 816–817.

⁴⁷ L. Mayerhofer, *op. cit.*, 365.

évoque le crescendo de ce processus qui entraîne d'abord la formations de groupes d'habitants autour des camions que les Allemands chargent devant les bâtiments qu'ils occupent pour finir dans une prise en possession de la ville par la population qui afflue en masse « pour se convaincre que l'exode [des occupants] avait commencé ». ⁴⁸ C'est le franchissement du Danube par les premières unités de l'armée française et l'ultimatum adressé au Feld-maréchal Von Mackensen par l'armée roumaine le 10 novembre qui accélère le départ de l'armée allemande en le faisant prendre des allures de fuite. « Les Allemands partent, s'exclame dans son journal le docteur Raoul Dona. Il y a, en effet, un bouillonnement, une agitation extraordinaire dans les rues, des fourgons remplis de valises, menés par des Allemands et des Allemandes *l'air effaré*⁴⁹, des figures trahissant le dépit et l'inquiétude, transport ininterrompu de bagages en direction de la gare ». ⁵⁰ A son tour, Virgiliu Drăghiceanu évoque « une évacuation en masse, désordonnée. Devant les hôtels des camions, des chariots, des carrosses se remplissent de valises, de coffres en cuir, de sacs à mains... volés de nos maisons. (...). Les feux où brûlent les archives semblent inextinguibles. Des flocons noirs, sortis des cheminées, envahissent la Calea Victoriei ». ⁵¹

Ce ne sont pas seulement les cendres des archives incinérées qui envahissent les rues de Bucarest. La population qui apprend la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Allemagne descend dans la rue sans pouvoir cette fois-ci être délogée. Les Allemands ne se contentent pas de couvrir, par la menace et parfois par l'emploi des armes, une retraite de plus en plus précipitée, dont la Gare du Nord et le dernier point d'appui. Ils incendient certains de leurs dépôts⁵² – « tout ce qu'ils ne pouvaient ni vendre, ni emporter »⁵³ – et, selon plusieurs témoins, pratiquent, jusqu'au bout, le pillage. « La retraite des Allemands au-dessous de tout. Liquidation comme si c'étaient des Russes », note dans son journal, en faisant allusion à la déliquescence de l'armée russe sur le front roumain

⁴⁸ S. Stoicescu, *Gânduri din fapte*, (Bucarest, 1998), 89.

⁴⁹ En français dans le texte.

⁵⁰ R. Dona, *op. cit.*, 302.

⁵¹ V. Drăghiceanu, *op. cit.*, 537; V. Cancicov, *op. cit.*, 634.

⁵² L. Mayerhofer, *op. cit.*, 367–368.

⁵³ R. Dona, *op. cit.*, 303.

en 1917, l'ancien premier ministre Alexandru Marhiloman, principal collaborateur politique des Puissances Centrales à Bucarest⁵⁴. La frénésie de la retraite s'explique, entre autres, par l'insuffisance des capacités ferroviaires pour les quelque 160.000 militaires et employé civils allemands qui se trouvaient encore dans le sud occupé de la Roumanie.⁵⁵

Le 11 novembre, alors que Von Manckensen s'apprête à quitter la capitale, les Bucarestois reçoivent du ciel, lancée par des avions français, la proclamation adressée aux Roumains par le général Berthelot.⁵⁶ Le lendemain, les derniers militaires allemands quittent la ville. « Pendant toute la nuit on n'a entendu que le vrombissement des camions et des attelages militaires allemands qui se retiraient de Bucarest de la même manière que l'armée roumaine l'avait fait deux ans auparavant... » se rappelait une dame de l'aristocratie, Zoe Cămărășescu.⁵⁷

Fête, violences et pillages

Favorisée par le beau temps, la présence de la foule dans les rues de la capitale du 10 au 12 novembre revêt le double aspect d'une fête de la libération et d'une ambiance de violences populaires et de pillages à visages multiples. Le nombre de tués reste relativement limité – 21 victimes des rixes avec les Allemands selon Alexandru Marghiloman.⁵⁸

L'ampleur des pillages et des incendies est celle qui frappe avant tout les témoins. Les pillages visent premièrement les bâtiments évacués par les Allemands, comme celui du service de l'intendance dont la prise d'assaut par la foule est relatée dans ses mémoire par Mircea Eliade : « C'est alors que des vitres volèrent en éclats et qu'à une autre fenêtre deux hommes apparurent, tenant un sac et s'efforçant de le mettre à cheval sur le rebord. 'Ecartez-vous, c'est du sucre !' cria l'un deux en crevant la toile à coups de canif. Bientôt une cascade blanche, serrée, de sucre cristallisé se déversa sur le trottoir et la foule se précipita en désordre. Les

⁵⁴ En français dans l'original – A. Marghiloman, *Note politique*, tome IV, (Bucarest : Editura Institutului de Arte Grafice 'Eminescu', 1927), 152

⁵⁵ G. Torrey, *The Romanian Battlefield...*, 315.

⁵⁶ V. Cancicov, *op. cit.*, 634.

⁵⁷ Z. Cămărășescu, *Amintiri*, (Bucarest : Editura Vitruviu), 374.

⁵⁸ A. Marghiloman, *op. cit.*, 152.

gens se bousculaient, les uns se mettaient à genoux, d'autres à croupetons pour ramasser le sucre du mieux qu'ils le pouvaient, l'enfouissant par poignées dans leur poches, leurs mouchoirs, leurs chapeaux... Des fenêtres s'ouvraient et d'autres sacs déversaient leur contenu sur le trottoir, tantôt du sucre, tantôt de la farine, ou bien des lentilles. En quelques minutes, la rue fut noire de monde. Des femmes étaient venues peu à peu grossir la foule (...). Par moment, l'une d'elles émergeait de la cohue, jupe retroussées, toute pudeur abolie, serrant dans son giron du sucre mélangé à des lentilles, le tous souillé de boue. Elle s'éloignait aussitôt en se dandinant comme une oie ».⁵⁹ Cette visibilité inédite des femmes dans les rues de Bucarest qui avait frappé le jeune Eliade venait souligner les effets de la crise alimentaire et la priorité donnée à cette occasion par une partie de la population au besoin de nourriture dans une capitale où jusque-là le strict contrôle exercé par l'occupant avait empêché les révoltes de la faim.

Les violences ont eu surtout le caractère de représailles contre les rédactions des journaux collaborationnistes, dévastées par la foule, contre les commerces allemands et juifs accusés d'avoir profité du régime d'occupation sur le dos de la majorité de la population. De surcroît les habitants juifs étaient accusés en masse de sympathies manifestées à l'égard de l'occupant et les menaces qui pesaient sur eux en cas de retraite de l'armée impériale avaient été anticipées par les services de renseignements allemand : « Ils sont accusé d'avoir trahi le pays en faveur des Allemands et on peut craindre que des violences se produiront contre eux dans l'éventualité d'une retraite des Puissances Centrales des territoires occupés ».⁶⁰

La variété des attitudes et des comportement des Bucarestois va donc du pillage des réserves de nourriture abandonnées par les Allemands ainsi que des magasins juifs ou allemands à la posture proprement politique de ceux qui, très tôt, commencent à attendre dans la rue, munis de fleurs, drapeaux et cocardes, l'arrivée des troupes françaises.

A travers la destruction joyeuse des enseignes en allemand – y compris des enseignes privées – qui constituaient autant de marques – visibles au quotidien – de la domination qui venait de s'achever on assiste à un rapide et violent renversement de l'ordre symbolique imposé par l'occupant. La revanche prend l'aspect du déploiement dans l'espace public des

⁵⁹ M. Eliade, *Mémoire I (1907–1937). Les promesses de l'équinoxe*, (Paris : Gallimard, 1980), 66.

⁶⁰ L. Mayerhofer, *op. cit.*, 365.

symboles jusqu'alors interdits – les chants patriotiques entonnés par la foule et le tricolore roumain ainsi que les drapeaux et les cocardes des pays alliés. La prise en possession de tel bâtiment déserté par les Allemands ou le réinvestissement du Palais royal de sa fonction symbolique nationale s'accompagnent de l'installation du tricolore roumain sur les façades ou sur le toit. Le médecin Sergiu Stoicescu note l'apparition du drapeau national non seulement sur la façade du Palais mais aussi sur les devantures des magasins « comme dans les jours de fêtes ». Il est frappé par l'image d'« une procession unique formée par quelques dizaines d'enfants bien alignés et portant chacun sur les épaules des fragments de poteaux indicateurs allemands brisés, arrachés aux carrefours où ils avaient été plantés pour faciliter la circulation des véhicules de l'armée d'occupation ». ⁶¹ Le 13 novembre l'évêque Netzhammer remarque dans les rues redevenues calmes l'omniprésence de drapeaux roumains et alliés. ⁶²

S'installe alors un décalage que les Bucarestois n'avaient pu anticiper entre la fin effective de l'occupation et le moment où la présence d'une armée victorieuse dans les rues de la ville marqueraient la fin du cycle guerrier ouvert en août 1916 par l'entrée de la Roumanie dans le conflit mondial. Un temps intermédiaire dont l'étrangeté est accentuée par l'isolement de la ville privée de communications téléphoniques et télégraphiques par les Allemands en retraite. ⁶³ De cette période Sergiu Stoicescu se souvenait comme de « ces deux ou trois semaines jusqu'à l'arrivée de nos troupes [qui furent] un temps d'inoubliable décompression, de projets et de rêves ». ⁶⁴ Un temps d'attente aussi. Sabina Cantacuzino, une des sœurs de l'homme politique Ion I.C. Brătianu, avoue d'abord, dans une lettre adressée le 21 novembre à un ami français, la satisfaction d'avoir vu les Allemands « se sauver, fuir, n'ayant qu'une pensée, celle d'emporter le plus possible... traqués là où ils s'étaient imaginé commander en maîtres à jamais ». ⁶⁵ « Délice divin » d'une vengeance qui laisse ensuite

⁶¹ S. Stoicescu, *op. cit.*, 90.

⁶² R. Netzhammer, *op. cit.*, 819.

⁶³ *Ibid.*; S. Rădulescu-Zoner, et B. Marinescu, *op. cit.*, 314.

⁶⁴ S. Stoicescu, *op. cit.*, 90.

⁶⁵ Lettre adressée à l'ancien ministre de la France à Bucarest, Arsène Henry, qui avait occupé son poste dans la capitale roumaine entre 1897–1904 – Archives Nationales (France), Fonds Arsène Henry, 592AP/1, Dossier 2, Intitulé « Les amitiés roumaines », lettre du 8/21 novembre 1918.

place à l'attente de l'arrivée de ceux, Roumains et Français, dont l'auteure de l'épître avaient été séparée pendant deux ans : « En ce moment nous travaillons à pavoiser, à arranger nos pauvres maisons, à nous arranger n[ou]s mêmes pour recevoir les nôtres, ceux du Nord et ceux du Midi. Il n[ou]s semble que c'est trop beau pour être vrai et que ce rêve finira par s'évanouir... ». ⁶⁶ Si « ceux du Nord » étaient l'armée roumaine et l'élite politique réfugiée en territoire libre à Iași, « ceux du Midi » étaient les Français de l'Armée du Danube qui, ayant déjà franchi le fleuve, se trouvaient dans l'expectative à moins de 60 km de la capitale roumaine. Tout comme depuis la sortie de guerre de la Bulgarie, les regards des habitants de Bucarest continuent de rester fixés surtout vers le Sud. Dès le soir du 11 novembre, note Vasile Cancicov, « les rues sont saturées de monde, des dizaines de milliers d'hommes se pressent... dans les rues principales, dans l'attente des troupes françaises. Toutes les maisons ont orné les balcons de tapis, de drapeaux et surtout de fleurs. Les hommes et les femmes ont les bras remplis de fleurs qu'ils attendent de pouvoir jeter aux pieds des soldats français ». ⁶⁷ Le lendemain l'attente continue sous une forêt de drapeaux et de pancartes, mais toujours pas de « poilus » à l'horizon. Enfin, le 13 novembre, afin de calmer la foule impatiente, la police annonce qu'elle signalera l'arrivée espérée des troupes françaises deux heures à l'avance, en faisant sonner la grande cloche de l'église métropolitaine. Elle n'aura pas l'occasion de le faire pendant plus de 2 semaines.

Ce n'est que le 16 novembre que des officiers français de l'armée du Danube arriveront dans la ville mais ni le gros des troupes françaises, ni le général Berthelot lui-même ne feront leur entrée avant le 1^{er} décembre. Les raisons sont, avant tout, politiques. Le général viendra incognito à Bucarest dès le 28 novembre ⁶⁸ mais il devra attendre l'arrivée des souverains roumains de Moldavie, à la tête de l'armée roumaine pour participer, le 1^{er} décembre, à une entrée officielle dans la ville qui, pour citer Jean-Noël Grandhomme, « prend les allures d'un triomphe à la romaine ». ⁶⁹ Saluée à son début par 101 coups de canons, cette entrée triomphale du roi Ferdinand et de la reine Marie accompagnés par

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ V. Cancicov, *op. cit.*, 637.

⁶⁸ J.-N. Grandhomme, *op. cit.*, 675.

⁶⁹ *Ibid.*, 676.

Berthelot, à la tête d'une longue colonne de troupes roumaines et alliées est restée dans la mémoire officielle et dans la mémoire collective à l'aide de documents photographiques devenues emblématiques et qui n'ont pas leur équivalent pour les journées de liesse populaire du 10 à 12 novembre. La foule s'étale sur une longueur de près de 6 kilomètres, « du jamais vu » dans la capitale roumaine, comme note un témoin.⁷⁰ Les écoliers et les étudiants, spécialement préparés pour le grand jour sont alignés le long du boulevard en rangs successifs, en fonction de leur âge, les plus jeunes au bord du trottoir. L'élève Mircea Eliade garda dans l'oreille « le bruit des acclamations et des vivats qu'on entendit d'abord au loin, et qui déferla sur nous comme une lame de fond à mesure que les troupes approchaient. Je me souviens de Anglais, de leurs casques ronds et plats, et surtout de leurs sourires lorsqu'ils nous entendirent chanter *Tiperrary*. Notre accent devait y être pour quelques chose ».⁷¹ L'interprétation de *La Marseillaise* qui aurait dû être plus acceptable fut mise à mal par l'apparition d'un détachement de Sénégalais qui provoqua la stupéfaction des écoliers dont la vue d'Africains était une nouveauté absolue.

Les témoins notent l'impression puissante que ce défilé de troupe roumaines, françaises et britanniques a fait sur le public aligné le long de ce qu'était à l'époque la principale artère de la capitale, la Calea Victoriei. Pour les Bucarestois c'est l'occasion de découvrir l'apparence martiale de la nouvelle armée roumaine, reconstituée en 1917 en Moldavie à l'aide de la mission militaire française. « La couleur grise des nouveaux uniformes que nous voyons pour la première fois... change complètement l'aspect auquel [les soldats roumains] nous avaient habitué », observe Vasile Cancicov. « Le casque de fer, le havresac entouré par la toile de tente donnent à tous une uniformité sévère et guerrière. L'uniforme de parade a disparu ».⁷² A en croire l'homme politique Constantin Argetoianu, l'apparition des troupes françaises marqua, chez une partie du public le sommet affectif d'une journée mémorable : « Qui n'a pas vécu ces moments ne peut comprendre ce que veut dire un peuple heureux. (...) Tout le défilé fut profondément émouvant mais le comble de l'émotion fut atteint quand vint le tour des troupes françaises. (...) En écoutant Sambre et Meuse

⁷⁰ V. Cancicov, *op. cit.*, 675.

⁷¹ M. Eliade, *op. cit.*, 68.

⁷² *Ibid.*

nous pleurions tous ». ⁷³ A son tour, Alexandru Marghiloman s'étonne dans son journal : « Les Français plus acclamés que les Roumains ! » ⁷⁴

Pour les bucarestois le cycle guerre-occupation-libération, vécu au quotidien depuis août 1916 était maintenant clos. Au même moment les derniers soldats allemands venaient de franchir les Carpates en quittant la Roumanie méridionale qu'ils avaient occupé pendant deux ans et où ils avaient perpétré pendant leur retraite des déprédations et des destructions de l'infrastructure ferroviaire, téléphonique et télégraphique. ⁷⁵ La nouvelle guerre, résiduelle, menée par l'armée roumaines sur le Dniestr, aux nouvelles frontières orientales et septentrionales du pays, contre les troupes irrégulières de bolcheviks et de nationalistes ukrainiens ou le conflit de 1919 contre l'armée rouge hongroise devaient rester loin de la capitale. Pour Bucarest l'après-guerre avait déjà commencé.

⁷³ C. Argetoianu, *Memorii*, tome 5, (Bucarest: Editura Machiavelli, 1995), 180–181.

⁷⁴ A. Marghiloman, *op. cit.*, 153.

⁷⁵ H.-M. Berthelot, *Souvenirs de la Grande Guerre*, (Editions des Paraiges, Metz, 2018), 761; L. Mayerhofer, *op. cit.*, 366 ; G. Torrey, *op. cit.*, 316.

François Cochet
Université de Lorraine
Metz

LE RÔLE DES FRANÇAIS DANS L'AVIATION LORS DES OFFENSIVES DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 1918

Résumé: Malgré certaines disparitions d'archives au cours de la débâcle de juin 1940, il est possible de documenter le rôle de l'aviation dans l'offensive victorieuse franco-serbe de septembre 1918. Les missions et les personnels sont peu différentes de celles du front occidentales. Cependant des différences majeures apparaissent par rapport à celui-ci. Les conditions topographiques rendent les missions plus difficiles, les matériels volants ne sont pas aussi performants que sur le front occidental tandis que les « as » de l'aviation sont moins nombreux et moins médiatisés, preuve du relatif désintérêt des médias et des décideurs politiques et militaires par rapport à ce front jugé « secondaire ».

Mots-clefs : aviation, matériels volants, missions, « front périphérique », escadrilles franco-serbes.

Une des grandes révolutions militaires de la Grande Guerre tient dans l'usage de plus en plus massif de la dimension verticale. En quatre années, les progrès de l'aéronautique militaire sont considérables. Ces évolutions concernent aussi le front d'Orient, dans des proportions qu'il convient d'apprécier, notamment lors de l'offensive victorieuse de septembre 1918. On sait que la première équipe de l'aéronautique militaire française arrive en Serbie au printemps 1915. Elle comprend alors 99 hommes dont 9 officiers et 18 sous-officiers. La première escadrille française, la MF 99 S comprend alors 8 pilotes, 5 officiers observateurs et 16 mécaniciens. Mise sous commandement serbe, elle demeure

essentiellement française avec un seul officier de réserve et un traducteur.¹ Après la retraite sur Corfou, le gouvernement serbe s'adresse à la France pour l'aider à reconstituer son aéronautique en insistant pour que le capitaine Vitrat dirige cette unité. Au printemps 1916, 3 escadrilles sont reconstituées et rééquipées avec des matériels fournis par la France. 20 pilotes et trois mécaniciens serbes, formés en France, sont engagés comme observateurs aux côtés des pilotes français. La situation est bien différente à la fin de l'année 1918. Nous allons d'abord essayer de contextualiser l'offensive de septembre 1918, avant d'aborder quelques spécificités du front d'orient en ce qui concerne l'aéronautique militaire. Dans un troisième temps, nous essaierons de cerner quelques personnels en action dans l'offensive de septembre et surtout de caractériser le rôle et les missions qui sont demandées à l'aviation française.

La contextualisation et la difficulté des sources

On sait que selon Sir Basil Lidell-Hart ou pour le général André Beaufre, la campagne d'Orient de 1918 de Louis Franchet d'Esperey se caractérise par approche indirecte (« manoeuvrist approach »), exploitant systématiquement les faiblesses de l'ennemi, le plus possible en profondeur. A la fin de l'année 1918, les armées alliées d'Orient ne sont plus dans la posture défensive adoptée par le général Maurice Sarrail après l'écrasement de l'armée roumaine. L'entrée en guerre de la Grèce et ses dix divisions, puis le remplacement de Sarrail par Adolphe Guillaumat changent la donne. C'est Guillaumat qui obtient des Britanniques et des Italiens l'acceptation d'opérations à venir sur le front d'Orient. C'est lui qui réorganise le commandement allié et crée un état-major interallié compétent et ce, bien avant mars 1918 où Ferdinand Foch obtient le commandement interallié sur le front de l'Ouest. C'est Guillaumat encore qui sert d'intercesseur auprès de Lloyd-George pour convaincre les Britanniques de participer à l'offensive qu'il a planifiée.

Pourtant le regard des politiques n'est pas très tendre sur le front d'Orient. L'appellation simplificatrice, voire injurieuse prêtée à Clemenceau de « jardiniers de Salonique » à propos du front d'Orient en

¹ Voir M.-C. Villatoux, « La France et les débuts de l'aéronautique militaire serbe », dans *Revue Historique des Armées* numéro « France-Serbie », 280(3), (2015), 66–78.

dit long sur le regard que le « Tigre » porte sur cette zone d'opérations. Le britannique David Lloyd-George, premier ministre depuis 1917, parle, pour sa part de *Side Show*. Le camp retranché de Salonique a été aussi surnommé *Birds Cage*. Pour Lloyd George, comme pour Clemenceau, il est évident que la victoire doit se décider à l'Ouest. La preuve en est l'affaiblissement des effectifs du front d'Orient au printemps 1918, lorsque les Allemands attaquent à l'Ouest. C'est pour tenter aussi d'obliger les Allemands à alléger leur dispositif offensif à l'Ouest que Guillaumat reçoit l'ordre de lancer des actions agressives sur le front d'Orient² en mai, à un moment où « l'aviation signalait de nouveaux emplacements de batteries dans la région de Houma ; beaucoup d'emplacements anciens comportaient des organisations nouvelles ». ³ Dans le même ordre d'idée, de subordination du front d'Orient au front Ouest, c'est pour l'éloigner du front décisif que Clemenceau envoie le général Franchet d'Esperey, qu'il déteste cordialement, sur ce front « secondaire ».

On sait que Franchet reprend en partie le plan offensif de Guillaumat mais en inversant les axes prioritaires. Alors que Guillaumat préconisait une offensive principale sur le Vardar et une secondaire par la Moglena, Franchet se concentre sur le front de la Moglena, à la fois parce qu'il estime que le Vardar est trop bien défendu et peut-être plus encore davantage parce que le général britannique Milne, a qui échoit ce secteur du front n'a pas envie de lancer une attaque frontale qui serait forcément coûteuse en hommes. Le front principal choisi par Franchet est difficile avec un enchaînement de sommets (Sokol, Dobropolje, Vétrenik) tangentant ou dépassant les 2000 mètres d'altitude. Mais il peut espérer ainsi mettre la main, en cas de succès sur les lignes de ravitaillement germano-bulgares se concentrant sur Nivolak, Gradsko et Negotin afin de mieux couper la retraite à la XI armée allemande. L'avantage d'une attaque sur la Moglena est que les lignes de défense ennemies sont moins puissantes et moins étalées en profondeur. Passons sur les phases bien connues de ces opérations : dans un premier temps, la 2^e armée serbe avec la 122^e DI française (général Gerôme), la 17^e Division d'infanterie coloniale (général Dessort) doit rompre le secteur de Sokol-Dobropolje-Vetrenik-Koziak.

² Voir V. Pavlovic, « La France et la Serbie dans la Grande Guerre », *Revue Historique des Armées*, No 280, 34-65.

³ *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, (AFGG) Tome VIII, 3^e volume, (Paris, 1934), 41.

Dans une deuxième phase le groupement franco-serbe de Živojin Mišić doit marcher sur Negotin et Kadavar afin de couper le ravitaillement aux germano-bulgares, tandis que les Britanniques du XIIth British Corps et 2 divisions grecques d'Ioannou doivent attaquer la 1^{er} armée bulgare de Tzvetanov dans le secteur du Vardar pour les fixer. Pendant ce temps les troupes du général Paul Henrys (Armée française d'Orient) ainsi que le groupement d'Anselme doivent rejeter les Allemands sur l'Albanie à laquelle il n'est pas question de toucher sur l'insistance des Italiens. Toutes ces dimensions stratégiques sont bien connues et l'on sait le succès rencontré par les troupes de l'Alliance à partir du 15 septembre 1918. Pourtant, il faut maintenant les analyser en fonction non des troupes au sol, mais de l'aéronautique militaire, compte tenu des remarques émises précédemment sur les spécificités du front d'Orient.

D'un point de vue méthodologique, j'avais proposé ce sujet sans véritablement mesurer les difficultés qu'il pouvait poser. En creusant la question, j'ai rencontré un certain nombre de difficultés liées à des absence de sources pour aborder un tel sujet.

Les carnets de comptabilité des escadrilles, documents essentiels qui comportent notamment la liste des personnels présents dans l'unité et leur sort, sont très lacunaires. Ils sont rassemblés dans la sous-série 2A du Service historique de la Défense de Vincennes. Ils ont été remis au tout nouveau Service Historique de l'Armée de l'Air en 1934 et représentaient alors 331 cartons. Théoriquement mis à l'abri en octobre 1939, ils ont connu les déboires de l'exode de mai-juin 1940 avant de se retrouver, en piteux état sur la base de Toulouse en août de la même année. Les « Fonds Russes » n'ont pas toujours permis de rétablir ces archives. Il existe donc de nombreuses lacunes, voire des absences totales. C'est le cas pour les escadrilles françaises du front d'orient. Je n'ai pas réussi à retrouver ces carnets de comptabilité. Les changements de numérotation des escadrilles ne facilitent pas non plus la tâche.⁴ En l'absence des carnets de comptabilité des escadrilles, il n'est pas évident de juger quels personnels

⁴ Une première réforme de la numérotation est harmonisée en juillet 1915. Une seconde en mai 1916. Les escadrilles du front occidental sont numérotées de la 1 en montant, tandis que celle du front d'Orient le sont de la 100 en descendant. En mai 1917 a lieu une autre réforme. Désormais les escadrilles du front occidental sont numérotées de 1 à 300 et celles situées hors de France de 501 à 600. Cela fait que la N 87 de 1915 devient la N 387 puis la 523.

sont réellement présents en unités lors de l'offensive de septembre 1918. Les Journaux de Marche et d'opération (JMO) des escadrilles sont aussi absents. Il n'en existe qu'une trentaine sur plus de 300 escadrilles.

Heureusement, il existe, pour l'historien, des voies de contournement à cette absence relative de sources. Sans même parler des sources littéraires⁵, il existe quelques souvenirs d'aviateurs⁶, des travaux d'historiens⁷, des réseaux actifs sur internet, des photographies⁸ et les incontournables *Armées françaises dans la Grande Guerre*.

Les spécificités de l'aéronautique militaire du front d'Orient

Une des spécificités de l'aviation du front de Macédoine tient dans le fait que des escadrilles françaises sont mises à disposition de l'Armée serbe, après la retraite de Corfou. Dans le même temps, des pilotes et mécaniciens Serbes intègrent les escadrilles françaises. Les escadrilles serbes forment une aviation autonome sous les ordres du commandant Roger Vitrat, proche du général Sarrail jusqu'à octobre 1917. On a donc une structure intégrée tout à fait originale qui débouche sur une symbiose franco-serbe et une véritable camaraderie d'arme. Par exemple, en août 1917, le lieutenant Marinkovic prend la tête de l'escadrille 523.

Guillaumat, à son arrivée sur le front d'Orient, le 22 décembre 1917 calque ses réformes sur ce qui se fait sur le front occidental. Il crée ainsi une réserve générale d'artillerie de quarante batteries ainsi qu'une direction de l'aéronautique.⁹

La puissance de l'aéronautique militaire sur le front de l'offensive de septembre 1918 n'est pas équivalente, loin s'en faut, à ce qui se fait sur le front Ouest. Sur le front occidental, à la fin de 1916, 3 groupes de combat à

⁵ On pense, bien entendu, au roman de Roger Vercelet (1894–1957), *Capitaine Conan*.

⁶ Comme l'ouvrage d'Yves Laine, *Les ailes et le sang, Yves Kervadec, aviateur français et ses frères de la Grande Guerre*, (Turquant : Cheminement, 2006).

⁷ M. Schiavon, *Le front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale, 1915–1918*, (Paris: Tallandier, 2014). Voir aussi F. Le Moal, *La Serbie, du martyre à la victoire, 1914–1918*, (Saint-Cloud: Soteca/14–18 Editions, 2008).

⁸ Ministère de la Culture : *3500 photographies du Front d'Orient*. Médiathèque de l'architecture et du Patrimoine.

⁹ M. Schiavon, *op. cit.*, 294.

chacun 4 escadrilles de 15 avions, soit un total de 180 existent en plus des avions de corps d'armée. Ils sont 14 en novembre 1918, soit 840 avions. La Division aérienne, créée en 1918 sous les ordres du général Duval compte, à la fin de la guerre, 24 escadrilles de Spad de chasse (432 avions), 15 escadrilles de Breguet XIV (225 avions) consacrés au bombardement et 4 escadrilles de Caudron R XI (60 avions) voués à l'observation. Il n'existe jamais de tels rassemblement d'appareils sur le front d'Orient, même au moment de l'offensive finale.

Au 1^{er} septembre 1918, les effectifs des services de l'aéronautique française sur le front d'Orient sont de 3 772 personnels, loin derrière les services automobiles (9 082 personnels) et ceux des services de santé (6 238 personnels).¹⁰ Pourtant, si ces chiffres peuvent paraître modestes, ils sont très supérieurs aux 1 403 Britanniques de l'aviation, aux 234 Grecs et aux 400 Italiens.

Une autre spécificité du front de Macédoine en septembre 1918 est que les aviations alliées disposent d'une « maîtrise incontestée¹¹ » de l'air. C'est là un changement majeur du front, car jusqu'en 1917, l'aviation alliée a été bousculée par les appareils allemands.

Cette supériorité aérienne rejoint d'ailleurs celle des pièces d'artillerie. Le 15 septembre 1918, les Alliés disposent de 2069 canons de calibre divers, de 289 pièces de 37 d'appui d'infanterie, quand les germano-bulgares disposent de 1850 pièces. Les Alliés alignent 47 escadrilles, soit 200 avions pour 26 escadrilles ennemies, soit 80 appareils.¹² Au cours de la percée de septembre 1918, la quantité de bombes utilisées peut sembler modeste (13 tonnes) tout comme le nombre de cartouches de mitrailleuses tirées (15 000)¹³ par l'aviation. Il faut pourtant comprendre ces chiffres. 13 tonnes de bombes constituent 43 fois la cargaison d'un Bréguet XIV. 15 000 cartouches de mitrailleuses représentent 319 chargeurs de mitrailleuses légères Lewis montées sur la plupart des appareils alliés. Ce sont là des chiffres non-négligeables qui rendent cependant compte de la différence majeure entre le front occidental et le front de Macédoine dans le registre de l'aviation. Dans le registre de l'aéronautique militaire, le front

¹⁰ AFGG, *op. cit.*, 89.

¹¹ AFGG, *op. cit.*, 141.

¹² AFGG, *op. cit.*, Tableau IX, 522.

¹³ Chiffres avancés par M. Schiavon, *op. cit.*, 339.

d'Orient est largement sous-équipé et n'atteint pas le même niveau d'industrialisation de la guerre.

Par conséquent l'aviation du front d'Orient est en partie « démodernisée » par rapport au front occidental, notamment dans le registre des avions de chasse. L'avion de chasse *Spad*, n'arrive sur le front de Macédoine qu'au moment de l'offensive de septembre sous la forme de onze appareils attribués à l'escadrille 507. Encore ces appareils sont-ils totalement inemployés en gardant Salonique contre un ennemi qui n'a plus guère les moyens de s'attaquer à la ville. Quelques appareils seulement participent à des attaques au sol. Les combats de septembre 1918 se font essentiellement avec des Nieuport, lesquels appareils sont retirés de la chasse du front occidental à la fin de l'année 1916. De la même manière le front d'Orient continue d'utiliser des avions d'observation Farman F41, totalement dépassé en 1918. Devant leur obsolescence, ces appareils ne sont utilisés que de nuit.

Personnels et missions des escadrilles franco-serbes

Au printemps 1916, onze escadrilles sont présentes sur le front d'Orient. 5 escadrilles de Farman d'observation, deux escadrilles de bombardement Voisin et une escadrille de Nieuport de chasse.¹⁴ L'essentiel des escadrilles est rattachée à l'Aviation française d'Orient (AFO), dans le secteur de Monastir, tandis que Sarrail conserve la main sur les forces aériennes du Commandement des Armées Alliées (CAA) à Salonique, chargées de la défense de ville et des missions de grande reconnaissance. A l'arrivée de Guillaumat, ce dernier « fait le ménage » dans la direction des services en renvoyant en France les officiers proches de Sarrail, C'est le cas du chef de bataillon Roger Vitrat, qui quitte la Serbie pour le front occidental le 11 octobre 1917. Le 25 juillet 1918, Franchet attribue à l'armée serbe 6 escadrilles prélevées sur les unités à sa disposition. Une escadrille de l'armée française d'Orient est attribuée à la 1^{ère} armée serbe et assure la chasse dans son secteur. Au GQG serbe et à la 2^e armée serbe, fonctionnent 5 escadrilles dont deux de chasse.¹⁵

¹⁴ M.-C. Villatoux, *op. cit.*, 75.

¹⁵ AFGG, *op.cit.*, 179.

En septembre 1918, la IIe armée serbe comprend deux escadrilles serbes, les 521 et 523, qui sont des unités de chasse. La 521 est l'ancienne F 382 rebaptisée le 1^{er} juin 1917 et affectée à l'armée serbe. Elle devient 2^e escadrille serbe le 17 janvier 1918 après le départ des équipages français, dont certains partent à Corfou constituer la N 562. Toujours stationnée au centre du front en Macédoine, elle participe à l'offensive de septembre 1918. A la fin de l'année, elle passe complètement sous commandement serbe, accompagnant cependant l'armée de Hongrie (ex-groupement Armée Française d'Orient de Hongrie) jusqu'à la fin de l'été, puis retourne en Serbie. La N 387 rebaptisée escadrille 523 le 1/6/17 en Macédoine centrale affectée à l'armée serbe. Elle devient la 1^{ère} escadrille serbe en 1/18 et passe complètement sous commandement serbe après l'Armistice, mais elle rejoint en 1919 le groupement de l'AFO en Hongrie (armée de Hongrie après 3/19), puis retourne en Serbie en août 1919. Les Français fournissent également les escadrilles de chasse 502, 505 et 507. La BR 505 est stationnée à Salonique. Elle a participé à la courte expédition de Grèce en juin 1917, qui visait à contraindre le roi Constantin 1^{er} à abdiquer. Elle participe à l'offensive finale sur la Bulgarie dans la vallée du Vardar. Elle part ensuite à Constantinople avec les troupes d'occupation et dissoute le 1^{er} août 1920. La 507 assure la défense du camp de Salonique. En mars 1918, elle participe à l'offensive grecque sur le Serka di Legen et en septembre elle couvre l'offensive générale en Macédoine. Renforcée par la dissolution d'autres unités, elle rejoint l'armée du Danube et part en Crimée jusqu'en août 1919 avant de revenir en Roumanie. Ses personnels sont rapatriés en France au début 1920.

Le bombardement est assuré par l'escadrille 510, équipée de Bréguets XIV. Elle est formée à Aulnat pendant l'été 1917, puis à Salonique en novembre 1917.

Il faut y ajouter les escadrilles 524 en Macédoine centrale et 525 devenue 1^{ère} escadrille serbe le 17 janvier 1918 qui participe à l'offensive et passe complètement sous commandement serbe à la fin de l'année.

D'autres unités sont mises à disposition des Grecs comme l'escadrille de chasse 531 (2^e escadrille hellénique) formée le 22 août 1918 dans la vallée du Vardar, qui passe sous commandement grec après l'Armistice et se voit dissoute en 1919. De même l'escadrille 532 (1^{ère} escadrille hellénique) unité mixte franco-grecque sous commandement français. Elle passe sous commandement grecque après l'Armistice et participe à

la conquête de la Thrace orientale en 1919–1922. L'escadrille 533 (3^e escadrille hellénique) formée le 10 juillet 1918 à Dimitric, avec des équipages grecs sous commandement français. Elle passe sous commandement grec en novembre 1918 et part pour Smyrne de 1919 à 1922.¹⁶

Parmi les personnels de l'aéronautique militaire qui combattent sur le front d'orient se trouve des personnalités intéressantes. Dieudonné Costes est sans doute un des plus célèbres de ces aviateurs français du front d'Orient.¹⁷ Dieudonné Costes est un As de l'aviation française, totalisant 6 victoires, plus 3 non-homologuées¹⁸ et 11 citations. C'est bien entendu ces exploits ultérieurs, notamment les premières traversées sans escale de l'Atlantique Nord et Sud en 1927 et 1930 qui l'a surtout rendu populaire. En 1918, il apparaît seulement en 114^e position des As français, devant Marcel Bloch dit Dassault 144^e, sur 184, très loin derrière les 75 victoires homologuées de René Fonck, les 53 de Georges Guynemer ou les 43 de Charles Nungesser. Parmi les autres pilotes ou observateurs, nous pouvons aussi citer Jacques Richepin (1880–1936), fils du poète et romancier Jean Richepin (1849–1926), volontiers provocateur dans ses écrits, mais finalement élu à l'Académie française en 1909 et reçu par Maurice Barrès. Jacques Richepin est lieutenant à l'escadrille 506. Il est lui même poète, auteur de chansons et directeur de théâtre dans le civil. Le capitaine Michaud est très intéressant à suivre également. Né à Lyon en 1886, prêtre, il est mobilisé comme lieutenant de réserve en août 1914, au 4^e Régiment d'artillerie légère. Il passe ensuite dans l'aviation, d'abord sur le front occidental, à l'escadrille MF 19. Capitaine en 1917, il passe sur le front d'orient comme adjoint tactique de l'aéronautique serbe. En 1918, il commande l'aéronautique serbe. En juin 1918, il commande le secteur aéronautique du Vardar et notamment deux escadrilles grecques -« helléniques » dans le vocabulaire de l'époque-, les 531 et 532^e escadrilles. Il organise littéralement celles-ci. Il n'est certes pas le prêtre aviateur le plus célèbre, ce privilège revenant au Père Léon Bourjade, lieutenant titulaire de la rosette de la Légion

¹⁶ Renseignements tirés du site « Unités aéronautiques militaires » d'Albin Denis et des travaux de Pierre-François Mary.

¹⁷ <https://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEduo5913>. Fiche présentée par l'historien Fabrice Grenard.

¹⁸ Il est intéressant de constater que dans son interview de 1968, Costes revendique « neuf officielles » comme nombre de ses victoires aériennes.

d'Honneur et de 15 citations avec 28 victoires homologuées sur le front de l'Ouest.¹⁹ En tout cas, le capitaine Michaud connaît une certaine célébrité. Revenu à la vie civile, il reprend sa vie de prêtre. A Pâques 1921, le journal local de Villars, dans le département de la Loire note, « A l'église, ça n'a pas été une audition ordinaire que celle où il nous a été permis d'entendre M. l'abbé Michaud, ancien capitaine aviateur, chargé de prêcher la passion dans notre paroisse. Notre église était trop petite pour contenir tous les fidèles ».²⁰

En termes de missions à mener par l'aviation, compte tenu de la supériorité aérienne alliée, les duels de chasseurs se font rares. C'est avant l'offensive finale, le 7 août 1918, le lieutenant Miodrag Miletic remporte sa troisième et dernière victoire aérienne. Miletic devient ainsi le meilleur pilote de chasse de l'armée Serbe. Le 25 août le sergent-major Mateya Hodiera clôt le tableau de chasse de l'escadrille 523 en abattant un biplace d'observation.²¹

Franchet d'Esperey commence à planifier son offensive à la fin du mois de juin 1918. Le général Michitch se déclare prêt à l'offensive à condition de disposer d'un appui massif de l'artillerie lourde française.²² Cela signifie, forcément une intense activité de l'aviation d'observation afin de repérer les batteries adverses et d'évaluer les effets des tirs.

Dès les combats du printemps 1918, le rôle de l'aviation est décisive. On peut l'appréhender à travers les textes de citations décernées à certains personnels. Ainsi, le 3 juin 1914, dans les opérations du Vardar, avant l'offensive victorieuse finale, « Le commandant de l'aéronautique des armées alliées en Orient adresse à tous les pilotes et observateurs des aviations alliées qui ont pris part aux récentes opérations de la vallée du Vardar toutes ses félicitations pour l'allant et l'habileté dont ils ont fait preuve, tant dans la préparation des attaques qu'au moment même de l'exécution de ces dernières ». Le capitaine Maurice Michaud est tout particulièrement félicité puisque le commandement allié estime souligner son « rôle particulièrement important en organisant et coordonnant

¹⁹ Cité par *La preuve du sang. Le livre d'or du clergé et des congrégations*, (Paris : La Bonne Presse, 1925), XXVI.

²⁰ Cité par le site <https://forum.pages14-18>.

²¹ http://albindenis.free.fr/Site_escadrille523.htm

²² Max Schiavon, *op. cit.*, 317.

d'une façon parfaite, tant au point de vue technique qu'au point de vue de l'emploi, le travail des escadrilles ».

On retrouve cette importance dans la préparation de l'offensive de septembre, le rôle de l'aviation est très importante. Elle procède à des reconnaissances lointaines sur Gradsko ou la vallée de la Bochava. Elle surveille les voies de communications ennemies entre Bochava et le Vardar. A partir du 1^{er} septembre, les aviations alliées procèdent à des attaques sur les arrières de l'ennemi, notamment sur les gares et les dépôts de Houdova, Tchestovo, Davidovo, Miletkovo et larguent 4 tonnes de bombes. Du 2 au 9 septembre 1918, neuf appareils ennemis sont abattus sans perte alliée.²³ L'aviation effectue une campagne de photographie pour étudier les effets de la préparation d'artillerie. L'aviation constate que les tirs sont effectivement bien réglés, mais les effets sont limités. Les fortifications de campagne bulgares, souvent dans des enrochements ne sont pas forcément atteintes fortes de matériels lourds comme les mortiers de 280, absents du front d'Orient.²⁴

Selon les plans de Franchet, au moment de l'attaque, les différentes escadrilles voient leurs missions fixées par le commandement de l'aviation serbe.²⁵ Le 14 septembre à 8h du matin, Franchet d'Esperey fait déclencher sa préparation d'artillerie. Dans les combats qui suivent, l'escadrille de bombardement s'attaque aux dépôts de l'ennemi à Gradsko et Brénovo notamment, mais aussi aux voies Decauville et, bien davantage spécifique des combats du terrain concerné, aux téléphériques.

La rapidité de l'action est une des dimensions essentielles de l'offensive de septembre. Il ne faut pas laisser le temps aux germano-bulgares de se rétablir. Dans ces missions, le rôle de l'aviation devient capital afin de suivre la retraite de l'ennemi après la percée du 15-18 septembre. « Le rôle joué par l'aviation au cours des opérations du 15 au 25 septembre a été de la première importance. Par elle d'abord le commandement a été constamment tenu au courant non seulement de la progression de nos troupes, mais aussi de la situation de l'ennemi. Les mouvements de l'ennemi qu'elle observait, la densité de circulation qu'elle constatait chaque jour aux divers points de la ligne de retraite permettaient de suivre

²³ AFGG, *op.cit.*, 141.

²⁴ M. Schiavon, *op. cit.*, 332.

²⁵ AFGG, *op. cit.*, 179.

quotidiennement les mouvements de la XI^e armée allemande », affirme *l'Historique des opérations de l'armée française d'Orient (15 septembre 1918–17 novembre 1919)*.²⁶ C'est grâce à des reconnaissances aériennes que la retraite ennemie de Kitchevo à Uskub est bien identifiée, amenant la mise en action du groupement de cavalerie de Jouinot-Gambetta. C'est l'aviation qui, le 20 septembre, confirme la prise du sommet de la Dzéna. Mais l'aviation participe aussi directement à l'action en bombardant et mitraillant la XI^e armée allemande en retraite. A l'ouest du front d'attaque, le pont de Razimbey, les troupes bulgares qui se pressent en désordre le 16 septembre, est largement mitraillé. Le général Franchet d'Esperey invite le général Henrys à « faire continuer avec vigueur l'action de l'aviation sur le pont ». ²⁷ La route de Tchestovo à Kostourino, mitraillée et bombardée sans cesse pendant plusieurs jours par l'aviation britannique est encombrée de pièces d'artillerie détruites, d'automobiles et de voitures hippomobiles.

Après la rupture, l'aviation continue ses actions offensives. Harcelant les colonnes en retraite « elle signale de nombreuses destructions dans la région de Gradsko, dans la vallée du Vardar, vers Doïran au pied du Belech, vers Tchestovo où gare, dépôt de munitions et parc d'aviation étaient en flammes; plusieurs trains étaient arrêtés entre Guievguieli et Krivolak ». ²⁸ Elle procède à des bombardements ou à des mitraillages au sol, mais plus encore peut-être, compte tenu de la spécificité du terrain, elle assure la liaison entre troupe et commandement là où des liaisons téléphoniques ne peuvent pas être installées. L'action est donc bien réelle et permet, en ralentissant la retraite ennemie, de mieux piéger la XI^e armée allemande. Pour l'anecdote, c'est aussi grâce à un message apporté par avion que Jouinot-Gambetta apprend la signature de l'armistice du 30 septembre, mais il faut aussi ajouter que l'aviation a été incapable de suivre les cavaliers français et que le 26 septembre au soir, Franchet ne sait pas davantage où se trouve Jouinot-Gambetta que la 3^e division hellénique dans la vallée de la Treska.

Au cours de la campagne de septembre, les pertes en aviation sont minimales. Plusieurs appareils sont abattus par la DCA, sans dommage

²⁶ SHD 20N, 592.

²⁷ AFGG, *op. cit.*, 319.

²⁸ AFGG, *op. cit.*, 328.

pour les équipages. Le maréchal des Logis Fernand Meignen, pilote est blessé le 15 septembre 1918 à la 527. A la 507, la dernière perte humaine est celle du lieutenant Michel Bordes, par accident, le 17 juillet 1918.

Pour conclure, lors de l'offensive victorieuse de septembre 1918, l'aviation franco-serbe joue un rôle déterminant dans des missions qui sont celles désormais bien déterminées : chasse, observation ou bombardement. Sans atteindre le degré d'industrialisation du front occidental, ni sa densité de feu, les escadrilles françaises jouent leur rôle à plein. Pourtant, finissons avec une ambiguïté déjà soulignée. Le texte d'une citation à l'ordre de l'armée du capitaine Michaud, le 20 février 1919 (Journal officiel du 24 juin 1919) révèle bien comment les autorités militaires françaises considèrent le front de Macédoine. Il est dit : « officier d'artillerie de haute valeur, observateur en avion remarquable, dont la bravoure et l'esprit de dévouement sont poussés jusqu'au complet sacrifice. Très beaux états de service dans l'aviation sur le front et en Orient. » Il semblerait que dans l'inconscient du rédacteur de la citation les opérations d'Orient ne relèvent pas d'un front. Cette remarque nous ramène au début de cette communication, avec les représentations quelques peu péjoratives d'un Clemenceau ou d'un Lloyd-George.

Frédéric Guelton

Service historique de la Défense

LA CAVALERIE FRANÇAISE CONQUIERT USKUB SEPTEMBRE 1918

Résumé : La victoire alliée sur le Front d'Orient était due à une série d'exploits militaires dont la prise d'Uskub par la brigade de cavalerie du Général Jouinot-Gambetta, le 29 septembre 1918. Ce fut le dernier maillon de la chaîne d'événements qui conduisirent à la défaite bulgare et de ce fait à la décomposition du front des Puissances centrales dans les Balkans et à sa dislocation finale. Cette opération imaginée par le général Franchet d'Espèrey, commandant en chef des armées alliées dans les Balkans, fut exécutée avec une efficacité parfaite par les trois régiments de cavalerie coloniale sous le commandement du général Jouinot-Gambetta, un officier issu du rang et rompu à une guerre de mouvement caractéristique des opérations dans les colonies. L'objectif en était de dépasser par une marche forcée les lignes ennemies afin de s'emparer de la ville d'Uskub et de couper ainsi la retraite des armées bulgares rentrant de Macédoine occidentale vers leur patrie. Le désarroi des unités bulgares, lorsqu'elles se rendirent compte que la voie de la retraite était coupée, fut tel que la demande d'armistice ne put que suivre le lendemain.

Mots-clés : Front d'Orient, Franchet d'Espèrey, Jouinot-Gambetta, armistice bulgare, prise d'Uskub

Vision stratégique, friction et action

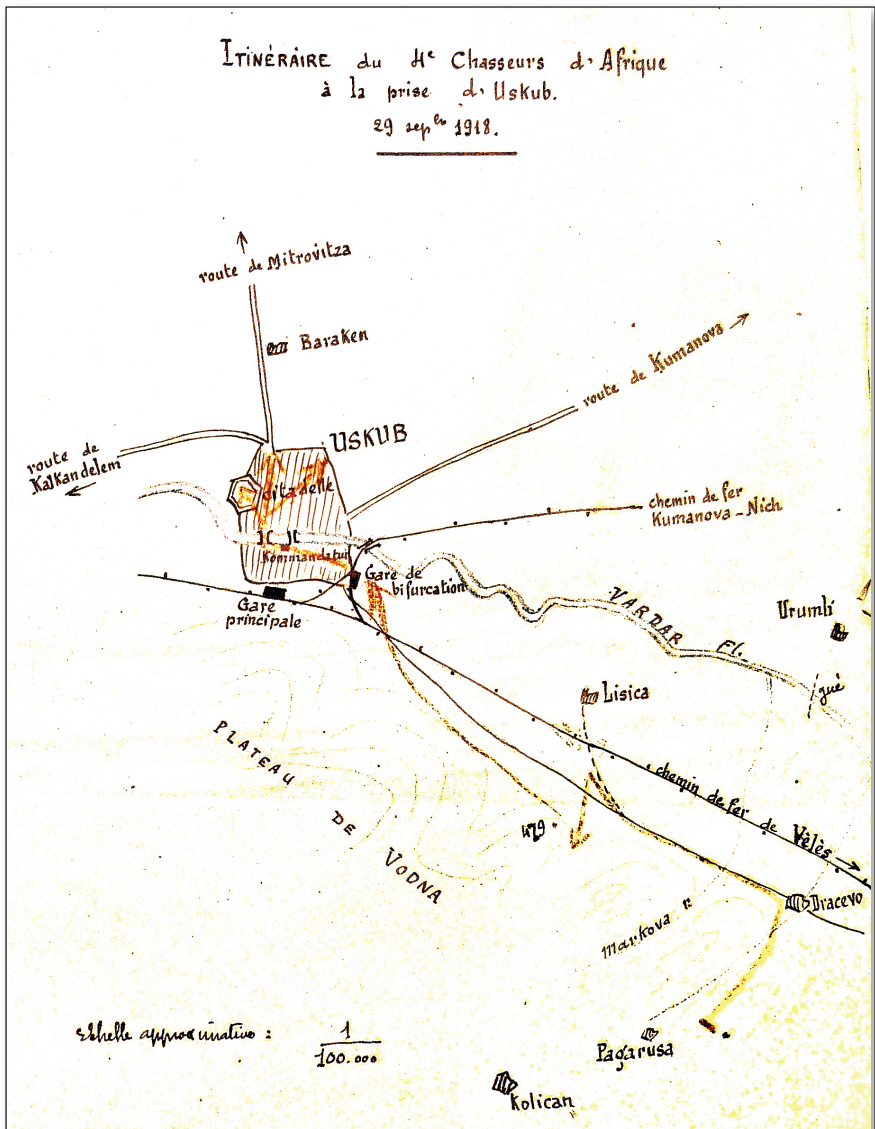
La prise d'Uskub par la brigade de cavalerie du général Jouinot-Gambetta le 29 septembre 1918 peut être, *a posteriori*, considérée comme un des moments qui précipite la fin de la Première Guerre mondiale sur le front d'Orient avec la signature de l'armistice de Salonique entre les Alliés et la Bulgarie le même jour. Ce faisant, elle emballe, de

façon inattendue, la fin de la guerre sur tous les fronts. Un emballement allégoriquement marqué par la signature de l'armistice avec l'Allemagne signé à Rethondes le 11 novembre suivant.

Sur le terrain, la prise d'Uskub ne fut pourtant que le résultat heureux d'un raid de cavalerie réalisé par quelque 3 000 cavaliers qui aurait tout aussi bien pu passer inaperçu tant il est vrai qu'il faillit à plusieurs reprises, entre Prilep et Uskub échouer ou nêtre qu'un moment comme un autre d'une grande offensive alliée qui engagea au feu plusieurs centaines de milliers de combattants. Mais il n'en fut rien. Le « raid de cavalerie » de Jouinot-Gambetta fut un succès total qui modifia, à lui seul, le cours général d'une guerre mondiale. Il en fut ainsi par la volonté de deux hommes, le général Franchet d'Espèrey, commandant en chef des armées alliées en Orient (AAO) depuis le mois de juin précédent et le général de brigade Jouinot-Gambetta qui venait, il y a peu, de recevoir le commandement de la brigade de cavalerie qui porterait désormais son nom. Mais il en fut également ainsi malgré le général Henrys qui commandait l'Armée française d'Orient (AFO) et qui placé dans l'ordre hiérarchique entre Franchet d'Espèrey et Jouinot-Gambetta, perturba à plusieurs reprises le déroulement du raid jusqu'à donner des ordres qui auraient probablement conduit à son échec s'ils avaient été exécutés à la lettre !

Aux origines du raid de cavalerie

L'idée qui conduit à l'exécution de ce raid revient indéniablement au général Franchet d'Espèrey. Fantassin de formation, Franchet d'Espèrey avait, depuis sa sortie de Saint-Cyr en 1876 baroudé un peu partout dans l'empire coloniale français et au-delà puisqu'il avait, entre autres, participé à l'expédition de Chine de 1900. Il avait également, par intérêt personnel et curiosité intellectuelle parcouru les Balkans au cours de la première décennie du siècle ce qui en faisait, lorsqu'il arriva à Salonique, et à la différence de ses deux prédécesseurs, un connaisseur de la géographie et des peuples du théâtre d'opérations sur lequel il allait commander les armées alliées. Qui plus est, il demeurait convaincu, en dépit des commandements « statiques » qu'il a exercé sur le front français de la primauté stratégique des notions de surprise et de vitesse dans l'action.



Croquis du chef d'escadrons Bernard montrant la marche du 4^e RCA dans Uskub

C'est animé de cet esprit qu'il fait préparer puis signe, le 31 août 1918, une Instruction générale pour l'exploitation¹ dans laquelle il envisage « *La rupture du front ennemi, [...], la dislocation des armées bulgares* » [et] *l'exploitation du succès entreprise sans délai* ». Dans cette vision stratégique, Franchet accorde, fort logiquement et contre les nouveaux canons de la stratégie, une place particulière à la cavalerie qui doit, une fois le front rompu, menacer les nœuds de communication et les arrières de l'ennemi afin de précipiter sa défaite tactique puis stratégique, voire... politique. Pour ce faire il décide de regrouper toute la cavalerie française dont il dispose en une brigade autonome à 3 régiments² commandée par le général Jouinot-Gambetta.

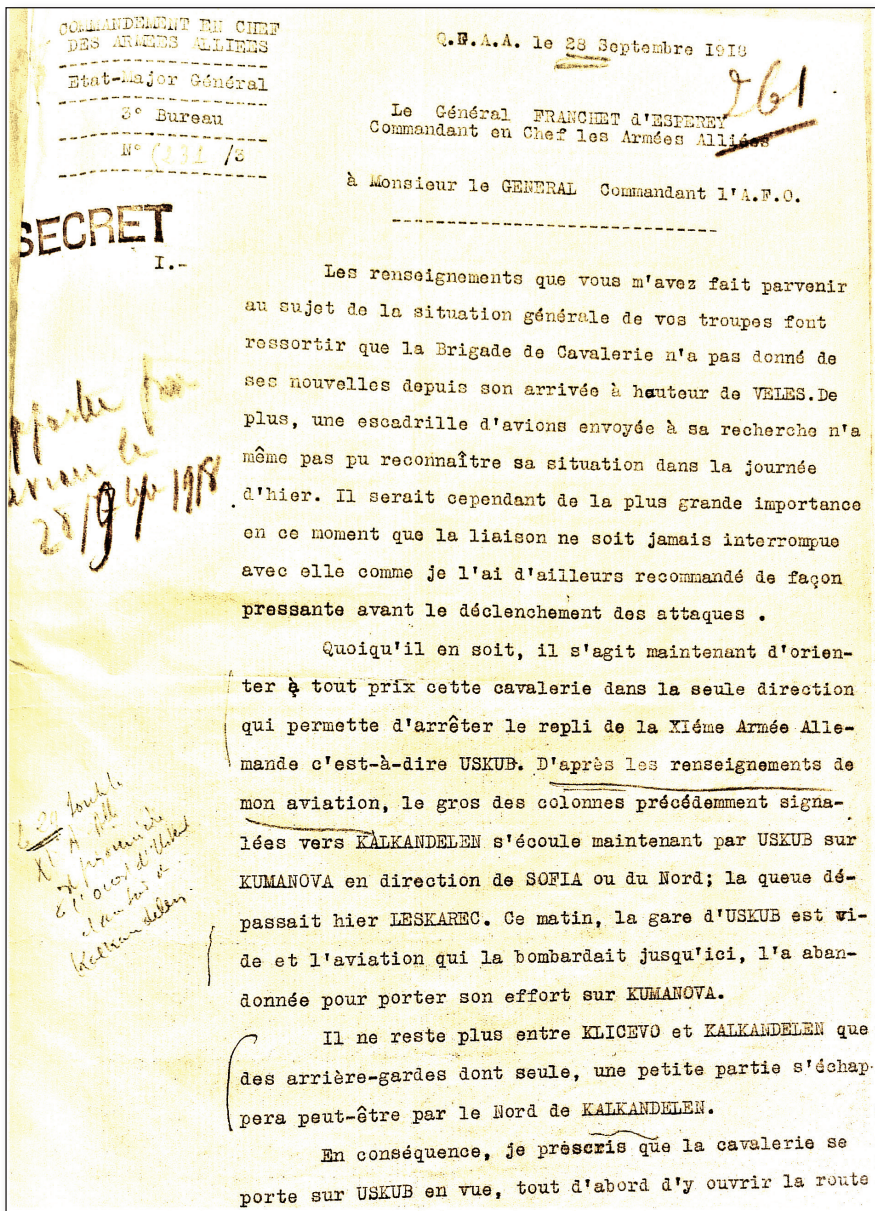
La vision stratégique de Franchet d'Espèrey, est battue en brèche par le général Henrys qui devrait, en théorie et à l'inverse, la mettre en œuvre comme chef de l'Armée française d'Orient (AFO). L'attitude du général Henrys demeure encore aujourd'hui difficilement compréhensible. Elle l'est d'autant plus qu'Henrys, Saint-Cyrien comme Franchet d'Espèrey est, à la différence de ce dernier, un officier de cavalerie qui a régulièrement servi dans des régiments de Chasseurs d'Afrique. Les freins qu'il met à la bonne exécution de la mission de Jouinot-Gambetta n'apparaissent pas explicitement dans les ordres qu'il rédige à l'attention de Jouinot-Gambetta.³ Ils transparaissent néanmoins nettement dans les mémoires de ce dernier⁴ à travers de nombreuses remarques factuelles souvent confirmées par les archives. Parmi les principaux, mis à l'action de la brigade de cavalerie, on peut noter avec certitude le refus de lui donner les renforcements qu'elle demande logiquement en aviation et en artillerie ainsi que le refus de lui subordonner le moment venu le groupement Tranié. L'attitude du général Henrys peut, à ce niveau, donner lieu à deux interprétations. Lui qui commande l'AFO depuis la fin du mois

¹ Instruction générale pour l'exploitation, Commandement en chef des armées alliées, Etat-major général, 3e bureau, n°4949/3, SHD GR 20N 551.

² Dans l'organisation réglementaire de la cavalerie française, la brigade est à deux régiments.

³ Instruction particulière n° 96 du général commandant l'AFO au général commandant la cavalerie, AFO, Etat-major, 3e bureau, n° 388 - personnel et secret – 27 août 1918, signée Henrys, SHD, GR 20N 551.

⁴ G. Jouinot-Gambetta, *Uskub ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire...* Préface de M. Aristide Briand, (Berger-Levrault, 1920).



Extrait de la note du général Franchet d'Espèrey au général Henrys du 28 septembre dans laquelle il lui rappelle que l'objectif principal est Uskub.

de décembre 1917 sous Guillaumat s'est-il avéré incapable de s'adapter à la psychologie de son nouveau chef jusqu'à ne pas comprendre l'esprit de la mission qu'il a reçu en la matière⁵ ? Redoute-t-il de voir « sa » cavalerie lui échapper ce qu'il considérerait comme une atteinte portée à son commandement ? Ou existe-t-il un conflit latent entre lui et son chef ? A l'inverse y-a-t-il un conflit de commandement entre Henrys et Jouinot-Gambetta ou simplement une opposition de principe entre un officier de cavalerie issu de Saint-Cyr et un autre issu du rang ? Il est possible, du moins l'estimons nous, que le caractère de Jouinot-Gambetta et la mission qu'il a reçu, cette dernière le plaçant *de facto* dans un rôle de général de division, aient - simplement - irrité voire exaspéré Henrys.

A l'opposé de son chef direct qu'est Henrys, et probablement pour des raisons strictement inverses, le général Jouinot-Gambetta exécute la mission qu'il a reçu en s'étant totalement imprégné de son esprit. Cela lui est d'autant plus aisé qu'elle lui garantit une grande indépendance dans l'action qui correspond parfaitement à son état d'esprit et à sa personnalité. En effet, à l'armée d'Orient, Jouinot-Gambetta, comme son patronyme le laisse supposer, n'est pas un général comme les autres. Neveu de Léon Gambetta qui est également son parrain, François Léon Prosper Jouinot-Gambetta s'était engagé comme simple cavalier volontaire au 6^e régiment de Chasseurs d'Afrique en 1880.⁶ Il a alors servi presque uniquement en Afrique avant d'être promu officier en 1894 après 14 ans de service. Colonel à la veille de la guerre, il n'est promu officier général en juin 1917.⁷ Ce qui signifie qu'il a une connaissance personnelle parfaite des capacités et des possibilités réelles de la cavalerie de l'armée d'Afrique, de ses hommes, européens et africains, de ses chevaux barbes⁸ et de... ses mulets qu'il va bientôt conduire sur les pistes montagneuses de la région de Salonique à celle d'Uskub.

⁵ C'est l'hypothèse retenue par Thierry et Mary Moné développée in *Les Burnous Bleus dans les Balkans, Les Spahis du 1er Marocains de 1917 à 1920 et de 1933 à nos jours*, ed. La Gandoura, sd, 117.

⁶ Le sous-lieutenant Henrys fut, quant à lui affecté au même régiment en Algérie en 1887. A cette date, Jouinot-Gambetta n'y sert plus.

⁷ Il meurt en 1923 à l'âge de 53 ans.

⁸ Le cheval barbe, originaire d'Afrique du Nord est connu pour sa robustesse, son pied sûr et sa frugalité.

La Brigade de cavalerie Jouinot-Gambetta : de quoi s'agit-il ?

Alors que la brigade de cavalerie française est réglementairement constituée de deux régiments, Franchet d'Espèrey décide de regrouper entre les mains de Jouinot-Gambetta les trois régiments de cavalerie de l'armée d'Afrique que possède l'AFO. Il s'agit du 1^{er} régiment de Chasseurs d'Afrique (1^{er} RCA), régiment à 4 escadrons du colonel de Bournazel qui a rejoint l'AFO au début de 1916⁹, du 4^e régiment de Chasseurs d'Afrique (4^e RCA) à 4 escadrons du colonel Labauve qui a rejoint l'AFO en novembre 1916 et du régiment de Marche de Spahis marocains (RMSM) à 5 escadrons, des colonels Dupertuis puis Guespereau.

Ces trois régiments sont, à eux seuls, emblématiques de l'organisation de l'armée d'Afrique dont ils reflètent la structure binaire. En effet toutes les unités de l'armée d'Afrique sont alors réparties en régiments d'origine européenne et en régiments d'origine autochtone ayant des appellations différentes. Dans l'infanterie, les régiments européens sont constitués de Zouaves et les régiments autochtones, de Tirailleurs. Il en va de même pour la cavalerie dont les hommes sont respectivement répartis entre régiments de Chasseurs d'Afrique (européens) et de Spahis (autochtones). Réunis en une seule brigade ces trois régiments formèrent un ensemble de « 3 000 hommes dont 2 500 sabres en chiffres ronds¹⁰ » à la veille de l'offensive de septembre 1918. Jusqu'à l'été de cette même année, les trois régiments ont été utilisés par l'armée d'Orient indépendamment les uns des autres. Ainsi le 1^{er} RCA a, entre autres, participé au soutien logistique de l'armée serbe en effectuant à son profit des transports de munitions, le 4^e RCA a assuré des missions de maintien de l'ordre pendant le recrutement de l'armée grecque et le RMSM a été engagé en Albanie du mois d'octobre 1917 à l'été 1918.¹¹ Ce qui signifie également que ces régiments n'ont jusqu'alors jamais manœuvrés ensemble sous la conduite d'un état-major de brigade.

⁹ Il débarque à Salonique au début du mois de février 1916.

¹⁰ G. Jouinot-Gambetta, *Uskub ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire...* Préface de M. Aristide Briand, (Berger-Levrault, 1920), 13.

¹¹ « Depuis son arrivée sur le front d'Orient, le RMSM déplore 100 tués : 4 officiers, 13 sous-officiers et 8 Spahis. E ces tués, il convient d'ajouter au moins deux fois plus de blessés », In T. Moné, « Il y a 100 ans... le raid audacieux de la Cavalerie d'Afrique sur Uskub », *Cahiers de la Sabretache*, (Paris, 2018).

La principale qualité de ces trois régiments réside dans leur grande mobilité grâce bien sûr à leurs quelque 2 000 chevaux mais aussi aux centaines de mulets qui transportent l'armement collectif, ainsi qu'une partie de la nourriture, des munitions, et des autres dotations réglementaires ou de circonstance des trains régimentaires.¹² Lors des opérations de septembre, chaque cheval porte réglementairement, son cavalier,¹³ armé de son mousqueton et de son sabre, 300 cartouches de 8mm, 36 chargeurs supplémentaires sur un collier-cartouchière et 6 jours de vivre.¹⁴ L'atout de la vitesse a un prix, celui d'une puissance de feu réduite. Outre les 1 600 mousquetons et 2 500 sabres des pelotons de cavalerie, la brigade ne dispose comme armement collectif que de 6 canons de 37 mm,¹⁵ 24 mitrailleuses Hotchkiss, 104 fusils-mitrailleurs Chauchat, 104 systèmes Viven Bessière,¹⁶ et 2 000 grenades à main. Ses seuls véhicules automobiles sont représentés par 4 automitrailleuses. Ses moyens de transmissions enfin sont rudimentaires. Qui plus est, le rythme recherché lors du raid interdit l'usage de la téléphonie filaire. Les équipements de TSF sont excessivement lourds et leur faible portée théorique est encore réduite par la nature montagneuse du terrain qui limite la propagation des ondes radioélectriques. C'est pourquoi la brigade compte en premier lieu sur l'utilisation de ses pigeons voyageurs pour rester en liaison avec les échelons de commandement supérieur et sur les agents de liaison pour les liaisons de commandement à l'intérieur de la brigade et entre les régiments.

¹² Chaque mule peut transporter plusieurs fardeaux totalisant jusqu'à 220 kg. Les unités muletiers qui suivent les unités de combat se déplacent à pied, à la vitesse théorique de 5 km/h.

¹³ En montagne les cavaliers marchent souvent à côté de leur cheval, bride à la main.

¹⁴ Soit sur chaque cheval, outre le cavalier, l'armement, le couchage, les munitions, 36 kg de nourriture (5 kg/cheval/jour et un kg/homme/jour).

¹⁵ Organisés en 3 pelotons. Chaque peloton, équipé de deux canons de 37 mm est commandé par un officier. Il comprend deux sous-officiers, 39 hommes, 9 chevaux et de l'ordre de 20 mulets.

¹⁶ Le système Viven Bessière (système VB) est un petit tromblon qui se fixe au bout du fusil réglementaire et permet de tirer une grenade de 50 mm de diamètre dite « obus à fusil VB » à une distance d'environ 150 mètres.

Ordre en cours d'action
du général Jouinot-
Gambetta au 1er
Chasseurs d'Afrique

1^{er} Chass. d'af. C. à l'Orient qu'on
à hauteur de 4.80 le
P.C. de S. S. Marocains se
tiendra prêts à quitter sa
mission au moment où le C. à l'O. ce régiment
quand il passera devant
le P.C. actuel du général
(Sortie N de Cernavoda) prendra
possession d'un déserteur
bulgare qui lui sera remis
de bon qui il restera
pilotant la mission
Le gal et l'E.M. mar-
chant derrière le 1^{er}
Chass. d'af.
Temps nécessaire entre
Cernavoda et Kolicani: ~~1 h 30~~
2 heures
De Kolicani: Dracovo même
temps
Par suite les reconnaissances et
détachements de découverte prescrits
pour le 1^{er} et 4^{es} Chass. d'af. atter-
rant le lever du jour feront
lancer.
Jouinot

L'exécution : une mission de cavalerie comme un autre !

Avec Jouinot-Gambetta, qui en est l'artisan ultime et plus encore celui sans lequel rien ne se serait passé comme cela se passa, le raid de cavalerie vers Uskub prend rapidement la forme d'un « voyage » vers l'inconnu. Ce raid, il le prépare avec la volonté ferme de l'accomplir vite quoi qu'il lui en coûte. Avant son déclenchement, il n'a qu'une idée vague de l'ennemi qu'il aurait face à lui. Ce qu'il sait c'est qu'il doit tout faire pour éviter tout combat de rencontre qui lui ferait perdre du temps. Il n'a également qu'une idée assez vague du terrain auquel il sera confronté et en conséquence aucune idée précise des distances qu'il va devoir parcourir. Un seul principe occupe son esprit et guide son action, celui de la vitesse d'exécution.

Avant même d'avoir défini son idée de manœuvre, il expose sa philosophie générale à ses subordonnés au cours du mois d'août. Simple, voire expéditive, elle rappelle davantage celle des campagnes coloniales que celle de la « guerre européenne » : « *ne marcher qu'au pas, ne compter que sur soi, vivre sur le pays, ne pas s'embarrasser de scrupules* ». ¹⁷ Ce qui, en d'autres termes veut dire que ses hommes ne pourront, dans une région dont chacun connaît la pauvreté en ressources, vivre et combattre qu'avec ce qu'ils transportent dès leur départ.

Pour les 3 000 cavaliers de Jouinot-Gambetta, tout commence donc le 12 septembre lorsque la brigade, qui vient de se concentrer dans la plaine de Florina, est placée en alerte permanente. C'est alors que Jouinot-Gambetta a officiellement confirmation de sa mission qui lui enjoint de couper la retraite des armées ennemies dans la profondeur du champ de bataille et pour ce faire « *atteindre Uskub, s'en emparer, et fermer ainsi le défilé de Kalkandelen* » ¹⁸. Puis l'attente commence car tant que la rupture du front n'a pas eu lieu et la poursuite commencée, la cavalerie ne peut pas entreprendre l'exploitation du succès initial. Le 14 septembre l'artillerie alliée entreprend de bombarder les lignes ennemies puis le 15 à l'aube l'assaut est lancé. L'effort initial est fait à la jonction entre la XI^e armée allemande ¹⁹ et la I^e armée bulgare en direction général du Dobropolje par la 2^e armée serbe du voïvode Stefanovic. ²⁰ En dépit d'une résistance bulgare notoire, les Franco-serbes percent le front dans des conditions telles que le général Franchet d'Espèrey put envisager de déclencher, sans délai, son raid de cavalerie en direction d'Uskub.

Le 21 septembre au cours de l'après-midi, il se rend en personne au poste de commandement de Jouinot-Gambetta afin de confirmer ses ordres et de montrer, par sa présence, aussitôt connue de tous, l'importance qu'il accorde à la prise d'Uskub. S'adressant à Jouinot-Gambetta il lui déclare : « *Tout le front ennemi s'écroule [...]. Emparez-vous au plus vite*

¹⁷ G. Jouinot-Gambetta, *Uskub ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire...*, op. cit., 17.

¹⁸ Actuellement Tetovo. G. Jouinot-Gambetta, *Uskub ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire...*, op. cit., 21.

¹⁹ Essentiellement composée d'unités bulgares depuis le départ des allemands en renfort sur le front français.

²⁰ Le 2^e Armée serbe est composée de la division Choumadia, de la 122^e DI française et de la 17^e DIC française.

de Prilep et marchez sur Uskub! ».²¹ Aussitôt les trois régiments reçoivent l'ordre de se tenir prêts à partir : « *En exécution d'un message téléphoné reçu du général commandant la Cavalerie à 16 h 25, le régiment doit se tenir prêt à monter à cheval à 18 h 30* ». ²² Le soir même, dès 22 heures, les premiers escadrons quittent leurs campements avec comme objectif initial Prilep. Le déplacement s'effectue de nuit afin d'en renforcer la discrétion. Il en est ensuite le plus souvent ainsi jusqu'à la chute d'Uskub. Dans la nuit du 22 au 23 septembre le 1^e RCA qui fournit l'avant-garde de la brigade progresse lentement à travers les tranchées bulgares abandonnées. Il doit régulièrement remettre en état des passages obstrués ce qui impose « *un effort considérable de tout le personnel du régiment* ». ²³ En milieu de journée, une patrouille pénètre sans difficulté dans Prilep abandonnée. L'accueil est chaleureux, « *la patrouille Cayla [est] reçue en triomphe par les habitants, heureux de voir apparaître les premiers soldats alliés* ». ²⁴ Prilep occupé, le 4^e RCA reçoit l'ordre de fournir à son tour l'avant-garde de la brigade et de pousser ses reconnaissances sur l'axe Prilep-Brod-Uskub, par l'Ouest. Il est bientôt pris sous le feu de l'artillerie et de l'infanterie ennemies qui l'immobilisent et lui coûtent quelques pertes en hommes et en chevaux. Il en rend immédiatement compte au général Jouinot-Gambetta. C'est cet incident qui donne naissance aux premières divergences entre Jouinot-Gambetta et l'état-major de l'AFO. La raison en est simple. Alors que l'état-major veut que les ordres d'opérations qu'il a préparé pour la brigade de cavalerie soit appliqués à la lettre, Jouinot-Gambetta garde à l'esprit qu'il doit remplir la mission que Franchet d'Espèrey lui a confiée. Il estime que les ordres d'exécution qu'il a reçu de l'état-major de l'AFO doivent certes guider son action mais certainement pas la brider ! Or leur application stricte lui impose de marcher vers Uskub en suivant l'axe Prilep-Brod (axe Ouest) qui se trouve sous le feu ennemi. Ce qui veut dire que la progression ne pourra se faire que lentement et en combattant qui plus est contre une infanterie installée en défensive et couverte par de l'artillerie. Aussi décide-t-il de poursuivre sa marche en progressant par l'Est en direction générale de Vélès, même si cela rend l'état-major de l'AFO furieux. Le JMO du 4^e RCA rend parfaitement

²¹ Cité par T. Moné, *op. cit.*

²² Journal des Marches et Opérations (JMO) du 1^{er} RCA, SHD GR 26N 899/5.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

compte de la prise de décision de Jouinot-Gambetta lorsqu'il montre que les renseignements fournis par le 4^e RCA, les Serbes et les guides locaux imposent à Jouinot-Gambetta de « conclure que la cavalerie cherchant à atteindre Uskub par cet axe de marche [Prilep-Brod] sera soumises à des difficultés telles qu'il est plus que probable qu'elle ne pourra remplir sa mission ou que, si elle peut y arriver, les délais de temps nécessités rendraient ses efforts inutiles ». ²⁵ Il décide en conséquence de laisser momentanément sur place le 4^e RCA et de reprendre sa marche vers Uskub en passant à l'Est par la route qui relie tout d'abord Prilep à Vélès.

Et à partir de cet instant, pour une raison théoriquement inexplicquée, pour ainsi dire aucun des pigeons voyageurs envoyés par l'état-major de la brigade en direction de celui de l'AFO ne retrouve le chemin de son pigeonnier. Pourquoi une telle « désorientation » des pigeons ? Au-delà donc d'une possible mais surprenante perte du sens de l'orientation des pigeons, l'historien peut proposer une interprétation qui s'appuie sur l'expérience militaire de Jouinot-Gambetta. En vieux militaire qu'il est, Jouinot-Gambetta sait qu'il ne faut surtout pas désobéir aux ordres. Mais il sait aussi que l'accomplissement de la mission est « sacré » ce qui veut dire que s'il n'est plus en mesure ni de rendre compte ni de recevoir des ordres, il doit, coûte que coûte, continuer à la remplir en s'adaptant aux circonstances. Ce que, lui qui « en à vue d'autres » tout au long de sa carrière africaine, décide de faire en toute indépendance d'esprit... et en envoyant au Diable Vauvert l'état-major. Ainsi, du 24 au 28 septembre, c'est-à-dire de son départ de Prilep jusqu'à son arrivée devant Uskub, la grande majorité des messages « théoriquement » envoyés par Jouinot-Gambetta à l'AFO ne parviennent à destination et la brigade de cavalerie qui progresse sur des itinéraires non planifiés commence à être considérée aussi bien par Henrys que par Franchet d'Espèrey comme « perdue ou faite prisonnier ». ²⁶

Le déplacement vers Vélès s'effectue quant à lui presque sans combat hormis un accrochage avec quelques mitrailleurs du 12^e régiment saxon qui se solde par la perte d'une dizaine d'hommes. Au cours de ce déplacement, davantage donc que des combats, c'est de la chaleur qui assoiffe les chevaux et de la poussière qui dessèche les gorges que souffrent

²⁵ Journal des Marches et Opérations (JMO) du 1^e RCA, SHD GR 26N 900/2.

²⁶ G. Jouinot-Gambetta, *Uskub ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire...*, op. cit., 73.

les cavaliers. « *Nous avons, écrit Jouinot-Gambetta, l'impression d'être exposés à la flamme ardente d'un four de verrier* ». ²⁷

Arrivé à proximité de Vélès, Jouinot-Gambetta est confronté, dans un cadre différent, à une situation proche de celle qu'il a connu à Prilep. Mais cette fois c'est à l'attitude de l'armée serbe, qui s'apprête à investir Vélès par les armes, qu'il doit s'adapter. Va-t-elle, elle qui marche comme lui vers Uskub, réussir à investir Vélès rapidement ou non ? Si elle il parvient il marchera vers Uskub par la rive gauche du Vardar. Mais si elle marque le pas, il poussera vers Uskub par la montagne, par les sentiers inconnus qui traversent la Golesnitsa-Planina. Ce faisant il prend un risque important qu'il estime calculé sachant que l'ennemi est partout en retraite, que l'action de sa cavalerie commence à semer le désarroi dans les esprits et enfin parce qu'il sait aussi que la division serbe *du Danube* et la 11^e division d'infanterie coloniale française (11^e DIC) ne sont pas éloignées.

L'aventure : une brigade de cavalerie sur les entiers de la Golesnitsa-Planina

C'est le 26 septembre, à 7 h 25 du matin que commence le moment le plus important du raid vers Uskub lorsque Jouinot-Gambetta adresse à ses commandant de régiment l'ordre suivant : « *le passage du Vardar à Vélès n'étant pas possible, l'ennemi le tenant, la cavalerie, pour remplir sa mission, va se porter immédiatement sur Uskub par la direction Drenovo, Paligrad* ». ²⁸ En d'autres termes la brigade de cavalerie se lance à travers le massif de la Golesnitsa-Planina dont elle ignore tout, en s'efforçant de trouver et de suivre la piste qui relie successivement Vélès, Rakovets, Drenovo, Gorno Yaboltschichté, Aldintsi, Tsrvena Voda, et Dratchevo avant de déboucher sur Vodno et Uskub. Le peu de répit laissé aux trois régiments avant leur nouveau départ est mis à profit pour faire venir de Prilep où s'est installée la dépôt de la brigade tout le ravitaillement possible. En effet même s'ils ne connaissent pas encore les sentiers sur lesquels ils vont cheminer, les retours des premières patrouilles leurs donnent quelques

²⁷ G. Jouinot-Gambetta, *op. cit.*, 48.

²⁸ Ordre du général Jouinot-Gambetta, Armée française d'Orient, Cavalerie, état-major, n° 355/3 du 26 septembre 1918, SHD GR 25N 609 et Journal des Marches et Opérations (JMO) du 1^{er} RCA, SHD GR 26N 900/2.

informations utiles. Dont l'une est essentielle : Jusqu'à Uskub, aucun ravitaillement ne sera possible et la région qu'ils vont traverser est avant tout vide d'hommes et pauvre en ressources. Il faut donc emporter sur les hommes, les chevaux et les mulets tout ce qu'il est possible d'emporter en vivre et en munitions... et si possible un peu plus !

Dès les premières heures de marche, les patrouilles envoyées en éclaireur rendent compte d'une réalité que personne n'avait osé envisager. Les cartes fournies par l'état-major de l'Armée d'Orient sont souvent fausses ou au minimum très approximatives et nombre des pistes indiquées comme carrossables sont en fait de simples sentiers de chèvres.

La progression vers Uskub se transforme rapidement en un véritable calvaire avec des dénivelés qui font passer les hommes d'une altitude de moins de 300 mètres à Rakovets à plus de 1300 mètres à Gorno Yaboltchichté et même d'atteindre les 1 800 mètres entre ce village et Aldintsi. A plusieurs reprises des unités s'égarèrent et doivent rebrousser chemin ce qui ajouté aux « *montées abruptes, descentes presque verticales, aux voyages en zigzag dans les éboulis rendent notre avance extrêmement laborieuse* »²⁹ Il faut parfois même, pour éviter que les animaux ne tombent dans des précipices les décharger de leur bât et les recharger un peu plus loin le tout sous une chaleur qualifiée par les hommes qui s'y connaissent, d'africaine ! Jusqu'à ce que, la brigade progressant sur des sentiers de montagne de plus en plus étroits, tout demi-tour devienne impossible. La brigade se transforme alors en une colonne unique qui s'étire sur de quelque 10 kilomètres. Le long de cette colonne, le seul moyen pour communiquer, pour donner des ordres ou transmettre des comptes rendus consiste à faire circuler des messages d'homme à homme le long de la colonne ! Après 48 heures le ravitaillement commence à manquer même si les habitants fort peu nombreux des hameaux traversés accueillent toujours les Français avec beaucoup de plaisir et de gentillesse.

Enfin, le 28 à l'aube, la marche d'approche vers Uskub touche à sa fin et Jouinot-Gambetta ordonne à tous de prendre quelques heures de repos, de regrouper toutes les unités et de se préparer pour l'attaque d'Uskub.

Ce même 28 septembre, à Salonique, le général Franchet d'Espèrey, loin de s'imaginer ce qui viennent de vivre ses cavaliers, fulmine.

²⁹ G. Jouinot-Gambetta, *op. cit.*, 58.

Cela fait deux jours qu'il n'a reçu aucune information concernant l'exécution la mission, essentielle à ses yeux, qu'il a confié à Jouinot-Gambetta... donc à Henrys ! Il fait alors remarquer au général commandant l'armée d'Orient, dans une lettre peu amène qu'il est incapable de lui dire où se trouve la brigade de cavalerie qui « n'a pas donné de ses nouvelles depuis son arrivée à Vélès », avant de lui rappeler qu'il doit « orienter à tout prix cette cavalerie dans la seule direction qui permette d'arrêter le repli de la XI^e armée allemande c'est-à-dire Uskub ». ³⁰

A quelque 250 kilomètres de là, le général Jouinot-Gambetta a consacré la journée du 28 au repos et à la préparation de l'attaque surprise contre Uskub.

Une nouvelle fois il part vers l'inconnu car depuis son départ de Vélès s'il n'a pas donné de ses nouvelles à Salonique il a également été privé de la majorité des informations dont il aurait besoin pour attaquer la ville. Il en rend compte avec grandiloquence dans ses mémoires : « le lendemain, à la pointe du jour, il faut libérer la glorieuse capitale de la Vieille-Serbie et priver de sa base la X^{ie} armée allemande [...]. Seuls, livrés à nos pauvres ressources, sans canons sérieux, sans infanterie, le ventre creux, nous sommes décidés à réussir, nous voulons farouchement répondre au désir de notre général en chef ». ³¹ Il sait seulement, éléments importants, que le groupement Tranié et l'armée serbe qui avaient également pour objectif Uskub ne doivent pas « être loin » et qu'il lui vaudrait donc, de toute urgence, rechercher le contact avec eux.

Le plan de Jouinot-Gambetta et la prise d'Uskub

Comptant toujours sur l'effet de surprise, Jouinot-Gambetta décide d'enfermer la ville dans une nasse, de couper les deux principaux axes qui la relie au monde extérieur et de procéder enfin à une attaque frontale le long du Vardar. Pour ce faire il confie au RMSM la mission d'encercler par l'Ouest qui se traduit par la conquête des hauteurs de Vodna et

³⁰ Note du général Franchet d'Espèrey au général Henrys, n°213/3 du 28 septembre 1918. Dans la même note Franchet d'Espèrey indique à Henrys qu'il a l'intention de faire passer la cavalerie sous « ses ordres directs » ce qui est un désaveu cinglant pour le chef de l'AFO. SHD GR 20N 551.

³¹ G. Jouinot-Gambetta, *op. cit.*, 81.

la coupure de l'axe Uskub-Kalkandelen. Le 1^{er} RCA doit remplir la même mission par l'Est en franchissant le Vardar à Urumli, puis en conquérant les collines qui surplombent la ville depuis le Nord-Est. Il doit également envoyer des reconnaissances vers le Sud, en direction générale de Vélès afin de localiser et de prendre contact avec l'armée serbe et le groupement Tranié. Enfin il appartient au 4^e RCA de déboucher directement du sud sur la ville par la rive occidentale du Vardar et de s'en emparer.

C'est sous un épais brouillard qui favorise les déplacements que les opérations commencent le 29 septembre à 5 heures du matin. Le premier régiment à entrer en lice est le RMSM. Il progresse vite vers le sommet de la Vodna ne rencontrant que quelques résistances allemandes qui balaye aisément. Puis, poursuivant son action d'encercllement de la ville, il coupe les deux voies ferrées qui quittent Uskub en direction de Kalkandelen vers l'Ouest et de Kačanik vers le Nord. Il capture à cette occasion un important matériel et fait de nombreux prisonniers allemands peu combattifs.

Pendant ce temps, le 1^{er} RCA, qui a quitté sa base de départ à la même heure que les Spahis voit un de ses escadrons accroché par un bataillon d'infanterie bulgare alors qu'il traverse le Vardar à gué. L'escadron Besson, puisque c'est de lui qu'il s'agit, « se heurte à 5 h 30 à un bataillon bulgare destiné à tenir les passages du Vardar. L'escadron se met au combat à pied et attaque les Bulgares dans un terrain très couvert par des réseaux et des tamaris et coupé de nombreux fossés». ³² Dans les heures qui suivent le reste du régiment, informé de la situation, arrive en renfort, charge au sabre, combat à pied et met finalement les Bulgares en déroute. Il poursuit ensuite, avec du retard, sa mission d'encercllement par l'Est et occupe successivement les hauteurs Nord-Est de la ville et la voie ferrée Uskub - Kumanovo qu'entre 13 et 15 heures.

Le 4^e RCA enfin se met en marche à 6 heures 30. Peu après son départ sur un axe Sud -Nord qui doit le conduire au cœur de la ville, son avant-garde est prise sous le feu d'un train blindé qui se trouve sur la voie ferrée Uskub-Vélès.

« Des balles sifflent de tous les côtés, raconte le chef d'escadrons Bernard, des obus de 37 éclatent sous les pieds des chevaux. Des chevaux de main, échappés à leurs conducteurs, galopent au hasard. Quelques chevaux tombent, tués ou blessés. [...]. Un détachement ennemi d'une centaine d'hommes qu'on n'avait pas encore aperçu

³² JMO 1^{er} RCA

*ouvre le feu à courte distance sur les fourrageurs, renforçant ainsi le tir du train blindé. Il nous apparaît alors que nous sommes tombés dans une embuscade».*³³

Une partie du régiment met pied à terre, fait front, manœuvre et repousse les Bulgares qui se replient tout comme le train blindé. La vitesse de réaction des Chasseurs d'Afrique et leur bonne coordination a permis de venir à bout rapidement d'une embuscade qui aurait pu avoir un résultat différent.

Dans l'ensemble, et en dépit des accrochages subis par les deux RCA, la surprise est totale dans Uskub. La défense, inorganisée est sporadique. Elle ne peut rien contre l'élan des cavaliers grisés par une victoire qu'ils sentent proche. C'est la débandade dans les rangs bulgares et allemands qui sont néanmoins parvenus à commencer à évacuer de la ville sans que les cavaliers, trop peu nombreux ne puissent les intercepter :

*« sept trains de 20 à 25 voitures chacun, une locomotive à l'avant et une à l'arrière marchant à toute vitesse et se suivant à quelques centaines de mètres quittent Uskub et se dirigent vers Kumanovo-Nich. Une file presque ininterrompue de voitures s'échelonne sur la route Uskub-Kumanovo. En ville, de fortes explosions suivies de colonnes de fumées se font entendre, de gros incendies s'allument surtout dans le bas quartier. Ce spectacle de la débâcle ennemie grise les hommes... Uskub est à nous ! »*³⁴

Il n'est pas encore midi lorsqu'une foule nombreuse, hommes, femmes et enfants réunis, envahit les rues, se précipitent vers les cavaliers français et leur offrent des fleurs et des cigarettes. Bientôt les rues sont pavoisées de drapeaux serbes et de quelques drapeaux français. Et lorsque les Français arrivent devant l'Hôtel de ville ils voient que sa porte principale est déjà surmontée d'un portrait du roi Pierre Ier de Serbie.

La victoire est totale. Reste à la célébrer comme il se doit. C'est ce qu'ordonne le général Jouinot-Gambetta lorsqu'il signe la note de service qui stipule que *« l'état-major de la cavalerie, le 1^e régiment de Chasseurs d'Afrique, le 4^e Régiment de Chasseurs d'Afrique et le Régiment de marche de Spahis marocains sont autorisés, chacun, à faire prendre à la gare 10 bœufs, à les abattre et à les cuire aussitôt »*.³⁵

³³ Rapport du chef d'escadrons Bernard du 4^e RCA, Uskub le 30 septembre 1918, SHD, GR 25N 609.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Note de service du commandant d'armes, armée française d'Orient, Cavalerie, état-major, 1^{er} octobre 1918, Uskub, SHD GR 25N 609.

Dragan Bakić

*Institute for Balkan Studies
Serbian Academy of Sciences and Arts
Belgrade*

TRANSITION FROM AUSTRIA-HUNGARY
TO YUGOSLAVIA
THE SERBIAN ARMY IN BOSNIA AND HERZEGOVINA
IN LATE 1918

Abstract: This paper details the entry of the Serbian army into Bosnia and Herzegovina in the concluding stage of the Great War, after the breakthrough of the Salonica (Macedonian) front. It examines the interaction of the Serbian army with the newly established authorities in the province, in Sarajevo and on the local level, in the vacuum brought about by the collapse of the Habsburg regime, and the order and peace keeping to which the presence of Serbian soldiers was crucial. On the basis of military records, the paper challenges the conventional wisdom about the creation of Yugoslavia by shedding additional light on the attitude of the three Bosnian-Herzegovinian religious and ethnic communities towards the Yugoslav unification realised in Belgrade on 1 December 1918.

Key words: Great War, Serbian Army, Bosnia and Herzegovina, National Council, Yugoslavia

After the breakthrough of the Salonica (Macedonian) Front in September 1918, Austro-Hungary was approaching its military downfall. Due to the rapid and overwhelming victories of the Entente Powers and especially the Serbian army, the Serbian territory was liberated by 1 November and, when the Serbian troops reached the Drina, Sava, and Danube rivers, it became clear that the offensive would soon

continue toward the territory of the shaken Monarchy. The Habsburg Empire did not have to contend only with unfavorable outcomes of military operations: internal discontent was also rapidly approaching boiling point. In the South Slavic territories of the Dual Monarchy, where the idea of the unification of Slovenes, Croats and Serbs (SCS) into a single sovereign state was increasingly taking root, especially from the beginning of the last wartime year, political parties and factions that championed the Yugoslav platform began to emerge. That tendency was clearly expressed in the formation of the National Council of SCS in Zagreb, finally established on 5–19 October 1918 as the representative body of the South Slavic population and included delegates of almost all political groups.¹ Ten days later, when the Croatian parliament (*Sabor*) severed constitutional and legal ties with Austria-Hungary, and the State of the Slovenes, Croats and Serbs was declared, the National Council became the supreme executive organ of the self-proclaimed state.

Its task was extremely challenging: to provide food for the general population, especially in passive areas; to ensure peace and public order, threatened by gangs mostly comprised of army deserters (known as the green cadres), POW returnees, and even locals; and prevent the spread of Bolshevism. The representatives of the newly established regime in Zagreb put this succinctly when they explained to the Serbian officers that in “Austria-Hungary, anarchy had replaced the monarchy.”² Another exacerbating factor was that the Zagreb-based National Council could not effectively control any territory beyond Croatia and Slavonia. In reality, a “movement of councils,” on the pattern of Central European

¹ Bogdan Krizman, „Osnivanje ‘Narodnog vijeća Slovenaca, Hrvata i Srba u Zagrebu’ 1918”, *Historijski zbornik*, VII (1954), 23–32 and „Početak rada ‘Narodnog vijeća SHS’ u Zagrebu 1918 godine”, *Istoriski pregled*, I/1954, br. 2, 39–47; Zlatko Matijević, „Narodno vijeće Slovenaca, Hrvata i Srba: osnutak, djelovanje i nestanak (1918/1919)”, *Fontes*, 14/1 (2008), 35–66.

² *Veliki rat Srbije za oslobođenje i ujedinjenje Srba, Hrvata i Slovenaca 1914–1918 g. i događaji po izvršenom ujedinjenju do demobilizacije 1920 god* [henceforth VRS], knjiga 31 (Beograd: Štamparska radionica Ministarstva vojske i mornarice, 1939), available at: <https://velikirat.nb.rs/items/show/1252>, Drinska divizija Kdtu I Armije, 6. novembar 1918, u 18 časova, o.br. 13707, p. 60. On the general situation, see Bogumil Hrabak, *Dezerterstvo, zeleni kadar i prevratna anarhija u jugoslovenskim zemljama 1914–1918* (Novi Sad: Filozofski fakultet, Institut za istoriju, 1990).

lands, emerged,³ and new councils kept sprouting both through the local population's spontaneous initiatives and on the orders of the national councils that were taking control of the historical provinces inhabited by the Habsburg Yugoslavs. To safeguard its territories from neighboring countries, especially the imperialist aspirations of Italy, and to maintain peace and order, armed forces would be needed. The National Council's Department of National Defense took control of all military forces of the State of SCS, which began to be referred to as the "National Army of SCS." However, all attempts of the Zagreb regime to establish more organized armed forces ultimately failed because the demoralized soldiers, having just returned from the frontlines, hurried home and refused to heed calls for mobilization in the name of the State of SCS.⁴ Finally, the primary political task was to achieve unification with Serbia and Montenegro into a single state, but the Zagreb politicians were divided in their opinions about the optimal way of achieving unification.

Multiple papers published while the Yugoslav state still existed discuss those problems, above all, the relationship between the National Council of SCS and Serbia during the formation of that country.⁵ Unfortunately, the recent past has failed to bring new, more diverse and exhaustive knowledge about this topic because it has tended to be seen from the different historiographic viewpoints of the successor countries. Conflicting views of the dissolution of the country are reflected in the divergent views of its historical expediency and, consequently, the way in which it was created. In short, the conflicting interpretations can be reduced to the dilemma of whether the founding of a common Yugoslav state represented the liberation of the Slovenes, Croats, and Bosnian-Herzegovinian Muslims

³ Milorad Ekmečić, *Stvaranje Jugoslavije 1790–1918*, 2 knj. (Beograd: Prosveta, 1989), II, 803. The best general account of the dissolution of Austria-Hungary and the creation of Yugoslavia is provided in Bogdan Krizman, *Raspad Austro-Ugarske i stvaranje jugoslavenske države* (Zagreb: Školska knjiga, 1977).

⁴ Mile Bjelajac, „Stvaranje vojske Narodnog vijeća Slovenaca, Hrvata i Srba”, u: *Srbija 1918. godine i stvaranje jugoslovenske države* (Beograd, 1989), 365–378; Vlado Strugar, „Vojska, zaštitnica otadžbine, pod vrhovnom komandom Aleksandra Karađorđevića” u: Vlado Strugar, *Vladar Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca: studija i građa* (Beograd: Srpska književna zadruga, 2010), 481–499.

⁵ Dragovan Šepić, *Italija, saveznici i jugoslavensko pitanje 1914–1918* (Zagreb: Školska knjiga, 1970); Đorđe Stanković, *Nikola Pašić i jugoslovensko pitanje*, 2 knj. (Beograd: BIGZ); Ekmečić, *Stvaranje Jugoslavije*.

(present-day Bosniaks) from the alien domination of Austria-Hungary and voluntary unification with the Kingdom of Serbia or brute occupation and annexation of non-Serbian areas.⁶ This paper hopes to contribute to our knowledge about the formation of the Kingdom of Serbs, Croats, and Slovenes (SCS/Yugoslavia) by focusing on the interaction between the advancing Serbian army and the newly formed government bodies in Bosnia and Herzegovina (B&H), which, due to its central geographic position and ethnic and religious diversity, had particular importance in the creation of the Yugoslav state. Supplementing the impetus given by high politics, i.e., Serbia's military and political interventions, with information about the "grassroots" reactions of the population and the activities of the newly established central government in Sarajevo and local national councils throughout B&H, as actors in the developments that influenced the behavior and actions of the Serbian army, this approach should yield a more comprehensive and realistic picture of the creation of the new state.

To fully comprehend those events, it is important to understand the shift that took place in B&H due to the collapse of Austria-Hungary before the Serbian forces set foot on the territory of the province. From the outset, the pro-Yugoslav political factions in B&H, initially only Serbian and Croatian, were represented in the Zagreb National Council with 18 designated delegates and had six places in the smaller Central Council.⁷ The Muslims did not initially have representatives in the supreme governing body of the new revolutionary government – a logical consequence of the distrust caused by the behavior of their political leaders, who had advocated reframing B&H as an autonomous province of Austria-Hungary, preferably as an independent unit or, alternatively, a part of Hungary or a special-status unit within Croatia.⁸

⁶ Mile Bjelajac, „1918. Oslobođenje ili okupacija nesrpskih krajeva?“, u: *Prvi svetski rat i Balkan 90 godina kasnije* (Beograd: Institut za strategijska istraživanja i Odeljenje za vojnu istoriju, 2011), 199–223.

⁷ Bogdan Krizman, „Zapisnici Središnjeg odbora 'Narodnog vijeća Slovenaca, Hrvata i Srba' u Zagrebu“, *Starine*, knj. 48 (1958), 336–337.

⁸ Nusret Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu i njegova djelatnost nakon sloma Austro-Ugarske“, *Prilozi*, 19 (1982), 164–166. Husnija Kamberović, *Mehmed Spaho (1883–1939): politička biografija* (Sarajevo: Vijeće Kongresa bošnjačkih intelektualaca, 2009), 20–22 rightly corrects the claims of earlier historiography that Mehmed Spaho accepted Yugoslavism as early as 1917 or early 1918, arguing that his

Only some of their younger leaders (most notably, Mehmed Spaho and Halidbeg Hrasnica) publically and fully endorsed the political program of national unification of Serbs, Croats and Slovenes. Consequently, two representatives (Mehmed Spaho and Hamid Svrzo) were subsequently co-opted into the Plenum and Central Council of National Council. Their number was starkly disproportionate to the Muslim share in the population of B&H.⁹ However, a more important event for the situation in B&H was the formation of new government bodies in Sarajevo, who were in charge of the entire province. The surviving documents do not allow a full reconstruction of the course of events, but it is evident that the Main Committee of the National Council of B&H became operational no later than 24 October and that at its suggestion the Presidency of the Central Council of the Zagreb National Council appointed the first government of B&H, headed by Atanasije Šola, who had just returned from the Travnik prison.¹⁰ The members of that cabinet were, in fact, delegates from the ranks of the Main Committee of the National Council of B&H.¹¹ The organization of the new government reached down to the local level because the Main Committee decided on 28 October to establish county, district and village committees of the National Council.¹²

It is important to note that Šola did not take over the cabinet without the Zagreb National Council approving his appointment,

acceptance of that concept did not become evident until September 1918 (after the visit of Count Tisza to Sarajevo).

⁹ Atif Purivatra, *Jugoslavenska muslimanska organizacija u političkom životu Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 2 izd. (Sarajevo: Svjetlost, 1977), 22–23.

¹⁰ Dragoslav Janković, Bogdan Krizman, *Građa o stvaranju jugoslovenske države (1.I-20.XII 1918)*, 2 knj. (Beograd: Institut društvenih nauka, 1964), II, 383–385; *Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu. Narodna vlada i Glavni odbor Narodnog vijeća SHS za Bosnu i Hercegovinu. Inventari i građa* (Sarajevo: Arhiv Bosne i Hercegovine, 2008), 35. Bogdan Krizman, „Bosna i Hercegovina i jugoslovensko pitanje u 1918. godini”, *Prilozi*, 4 (1968), 113 cites 20 October as the date when the Main Committee of NC was formed.

¹¹ *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 358; Hamdija Kapidžić, „Rad Narodnog vijeća SHS Bosne i Hercegovine u novembru i decembru 1918.”, *Glasnik Arhiva i Društva arhivista Bosne i Hercegovine*, god. III, knj. III (1963), 149.

¹² Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu”, 166–168; Draga Mastilović, *Hercegovina u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca (1918–1929)* (Beograd: Filip Višnjić, 2009), 52.

which in itself suggested the recognition of the latter body's authority. However, the Sarajevo government gradually began to act of its own accord, sometimes even in defiance of the intentions of the Zagreb-based supreme executive body. Rather suggestively, the question of the relationship between the central and provincial governments was discussed in relation to the method of appointing not only the Sarajevo cabinet but also the National Council in Ljubljana. Starting from the position that "every part of our state of SCS must unconditionally obey the central government," it was decided that the provincial government should "include representatives of all parties that have joined forces in the National Council," and that those cabinets needed to submit proposals for their membership, which the "presidency would then decide on."¹³ The Zagreb National Council envisaged a centralized system of government for the entire Yugoslav-inhabited territory, reflecting its view that all those people belonged to the same, three-named nation in the process of forming a separate polity through its separation from Austria-Hungary, but in opposition to the independent view of some political factions about integral unification with Serbia and Montenegro. Indeed, on 3 November, National Council acknowledged and sanctioned the formation of "autonomous governments in Slovenia and Bosnia,"¹⁴ although its relationship with them remained contentious, which was also the case with the provincial government of Dalmatia, a province with a Croat majority. The relationship of the provincial governments with the central one in Zagreb was discussed again on 14 November due to a note sent by the National Council of Dalmatia. Individual opinions have not been recorded, but it is suggestive that the discussion led to the conclusion that the presidency of the National Council had to communicate with the Serbian government as soon as possible in order to form a joint government for the entire Yugoslav state – a body whose competences would include railways, armed forces, finance, and foreign affairs. In addition, National Council also considered the problematic relations between the local national councils (*narodna vijeća* at local level) and provincial authorities: the former were denied executive powers to prevent "a conflict with the autonomous regions," and therefore it was

¹³ Krizman, „Zapisnici Središnjeg odbora”, 353.

¹⁴ *Ibid.*, 355.

concluded that they should be disbanded after urgent municipal and city elections.¹⁵ All of that suggested that the ambitions of NC to establish regular governance operations, with itself at the center of administrative apparatus, clashed with the reality of the extraordinary situation and the general confusion that came with the collapse of the old regime and the uncertainty of not knowing what the new state and social order would look like.

A bloodless revolution took place in B&H, like in other South Slavic lands. Aware of the general situation and his position, the provincial governor of B&H, General Stjepan Sarkotić, a steadfast opponent of the Yugoslav unification who had previously advocated the creation of Great Croatia in a trialist or sub-dualist framework of the Dual Monarchy, transferred his powers to the National Council of B&H on 1 November.¹⁶ That same day, the Main Committee of the National Council in Sarajevo issued a declaration glorifying the momentous “creation of a big, strong, and independent Yugoslavia from the Vardar to the Soča Rivers” and calling on the citizens to behave in a disciplined and orderly fashion: “Protect everyone’s assets and property, protect the personal freedom and safety of every fellow citizen.”¹⁷ The responsibility for maintaining order in the country and tackling its numerous problems now fell on the Main Committee of National Council for B&H and the National Government, whose

¹⁵ *Ibid.*, 363.

¹⁶ Milan Jojkić, *U susret srpskoj vojsci u Sarajevu 1918. Doživljaji od tri dana* (Beograd: Antikvarna kolekcija, knjiga 2, 2018, reprint izdanja Sarajevo: I. Gj. Gjurgjevića, 1918); Krizman, „Bosna i Hercegovina i jugoslovensko pitanje u 1918. godini”, 116–122. For more details on the Austro-Hungarian wartime policy towards B&H, especially the views and suggestions of General Sarkotić, see: Hamdija Kapidžić, „Austrougarska politika u Bosni i Hercegovini i jugoslovensko pitanje za vrijeme Prvog svjetskog rata” u: Hamdija Kapidžić, *Bosna i Hercegovina pod austrougarskom upravom* (Sarajevo: Svjetlost, 1968), 198–261; Milorad Ekmečić, „General Sarkotić i planovi spasa Monarhije 1918”, u: Midhat Begić, ur., *Zbornik radova posvećenih uspomeni Salke Nazečića* (Sarajevo: Folizofski fakultet, Svjetlost, 1972).

¹⁷ Ferdo Šišić, ur., *Dokumenti o postanku Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca* (Zagreb: Matica hrvatska, 1920), 218–219; *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 456–457; Sonja Dujmović, „Bosna i Hercegovina i 1918. godina”, u: Radovan Cukić, Veselinka Kastratović Ristić i Marija Vasiljević, ur., *Dan vredan veka 1–XII-1918* (Beograd: Muzej Jugoslavije, 2018), 70.

members had been recruited from its ranks and hence included members of various political groups (the place reserved for the Social Democratic Party remained vacant). The National Government took office on 3 November.¹⁸ The new authorities had no choice but to rely on the existing bureaucratic apparatus, and the local national councils being established throughout the province were instructed to work in cooperation with the regular government bodies without interfering with their competences, although that would prove difficult to implement in practice. Another problem was keeping public order because the police and gendarmerie, which the population despised and saw as the wardens of the old regime and which had no authority left, essentially stopped functioning. All attempts to rebuild gendarmerie foundered on a low turnout for recruitment.¹⁹ Hence, the Sarajevo National Council called on the local authorities to, in agreement with the committees of the National Council, form the National Guard, whose commanders would be superior to the gendarmerie and police constabularies, but this solution, too, proved ineffective because untrustworthy and suspicious members of the Guard often resorted to troublemaking and violent behavior instead of keeping order and disarming the retreating Habsburg army.²⁰

¹⁸ The members of Prime Minister Šola's cabinet were Jozo Sunarić (internal affairs), Vaso Ristić (finance), Danilo Dimović (justice), Mehmed Spaho (trade, mail, and telegram), Vjekoslav Jelavić (agriculture and mining), Savo Jelić (public works and railways), Uroš Krulj (healthcare), Tugomir Alaupović (education and religion), Šćepan Grđić (food and livelihood), Stevo Žakula (national defense); no one was appointed the minister of social welfare, the office reserved for the Social Democrats. Six of the cabinet members were Serbs, four were Croats, and one was a Muslim. The most exhaustive overview of the new government bodies is given in Kasim Išević, „Struktura i funkcionisanje organa državne uprave u Bosni i Hercegovini u vremenu od 1918. do 1924. godine”, *Glasnik Arhiva i Društva arhivskih radnika Bosne i Hercegovine*, god. II, knj. II (1962), 13–69.

¹⁹ Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu”, 173–174.

²⁰ Hamdija Kapidžić, „Pokušaj ujedinjenja Bosne i Hercegovine sa Srbijom u novembru 1918. godine”, u: Kapidžić, *Bosna i Hercegovina pod austrougarskom upravom*, 266–269; Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu”, 172–173; Enes Omerović, „Elementi represije u radu Narodnog vijeća Slovenaca, Hrvata i Srba za Bosnu i Hercegovinu i Narodne vlade za Bosnu i Hercegovinu”, *Historijska traganja*, 3 (2009), 188–190.

In addition to the difficulties faced by all other South Slavic lands, B&H was struggling with two other problems specific to this province. The collapse of the old regime had led to an agrarian revolution in rural areas, where the serf-peasants rose against the landowner beys and aghas (regardless of its colonialist narrative about having a civilizing mission in B&H, the Austro-Hungarian regime had preserved the Ottoman feudal system), plundering and burning down their estates, even attacking and killing them in some places. As Muslims made up over 90 percent of landowners and Christians, mostly Orthodox, the overwhelming majority of dependent serfs, the social revolt was largely identified with religious antagonism.²¹ A major contributing factor was the bitter resentment of the Serbian people due to the terror it had suffered from the Sarajevo assassination in 1914 to the end of the war, including numerous atrocities committed over Serbian civilians by the *Schutzkorps*, an auxiliary militia made up of Muslim (and some Catholic) riffraff whom the Habsburg authorities had provided with arms.²² In addition, since the summer of 1917, eastern Bosnia and southeastern Herzegovina had suffered devastating raids by the *comites* of Montenegro, for whom this kind of banditry was a traditional way of securing additional income for their impoverished highlander families. Like in the case of the agrarian unrest in B&H, religious differences once again came to the fore because the Montenegrin looters tended to attack Muslim villages, or “Turks,” as they saw them, but they were not averse to raiding Orthodox Serbian villages as well in search of cattle or any kind of movable property.²³

Unable to handle all those difficulties, acutely aware of their potential to evolve into total anarchy, and lacking adequate force, the Sarajevo government was forced to seek outside help. As the government was formed on the premise of Yugoslav unification with the kingdoms

²¹ Milan Gaković, „Agrarni nemiri u Bosni i Hercegovini poslije Prvog svjetskog rata”, *Glasnik Arhiva i Društva arhivskih radnika Bosne i Hercegovine*, god. VI, knj. VI (1966), 171–179.

²² Vladimir Ćorović, *Crna knjiga: patnje Srba Bosne i Hercegovine za vreme Svetskog rata 1914–1918* (Beograd, Sarajevo: I. Đ. Đurđević, 1920); Pero Slijepčević, „Bosna i Hercegovina u Svetskom ratu”, u: Pero Slijepčević i saradnici, ur., *Napor Bosne i Hercegovine za ujedinjenje i oslobođenje* (Banja Luka, Beograd, 2017 – reprint izdanja Sarajevo, 1929), 219–277.

²³ Hrabak, *Dezerterstvo, zeleni kadar i prevratna anarhija*, 157–167.

of Serbia and Montenegro, the advancing Serbian army was expected to provide effective aid. The decision about this was made at the session of the Main Committee of National Council on 3 November, and three delegates (Milan Jojkić, Hamid Svrzo, and Vjekoslav Jelavić) were tasked with opening “negotiations with the commander of the Entente troops about the role of Allied battalions in B&H for order and peacekeeping purposes.”²⁴ Notably, the decision mentioned Entente troops rather than the Serbian army, although the intention to establish contacts with the units of the Serbian Second Army, by that time already in the territory of B&H, was clear enough. This formulation seems to have been chosen to avoid the apprehension of actors who had reservations about unification with Serbia and Montenegro. Although not explicitly stated, this was certainly a reference to some Croat political factions sympathetic to the ideology and policy of Josip Frank in Croatia and Slavonia, who were, before and after the war, gathered around Josip Stadler, Archbishop of Vrhbosna.²⁵ In any case, the three delegates of the Sarajevo National Council immediately set out for Višegrad to deliver an official invitation to the Serbian troops to head to Sarajevo with permits issued by the Austro-Hungarian military command, with the consent of General Sarkotić.

The Entrance of the Serbian Army in Bosnia and Herzegovina

After the Serbian army reached the Drina river, the subsequent operations partly depended on the situation on the ground in B&H, of which there were quite vague, and even false, notions. According to news from neutral Switzerland, a Yugoslav army was established in Zagreb; “the Kingdom of Great Serbia was proclaimed” in Sarajevo; sailors in Pula declared that the local navy was Yugoslav, and the fleet in the Bay of Kotor was believed to have done the same. There were even rumors

²⁴ Kapidžić, „Rad Narodnog vijeća SHS Bosne i Hercegovine”, 151; *Grada o stvaranju jugoslovenske države*, II, 471–473.

²⁵ Zoran Grijak, *Politička djelatnost vrhbosanskog nadbiskupa Josipa Stadlera* (Zagreb, Sarajevo: Hrvatski institut za povijest, Vrhbosanska nadbiskupija Sarajevo, 2001); Zlatko Matijević, „Državno-pravni položaj Bosne i Hercegovine u političkim koncepcijama dr. Ive Pilara (1917.-1918.)”, *Prilozi*, 31 (2002), 137–154.

that the Yugoslav troops, which had obviously rebelled, cut off the retreat route of the Austrian army as it was withdrawing from the Piave river. Based on this combination of true, exaggerated, and downright fictitious reports, the French general Franchet d'Espèrey, commander of the Allied troops on the Macedonian Front, intended to invite the commander of the purported "Yugo-Slavic army" to establish contacts with the commander of Serbia's First Army, Petar Bojović, as the commander of the Allied troops in Belgrade, to come to an agreement about working together. "He instructed me to get in touch with you [and said] that we needed to establish contacts as soon as possible with the national movement in Bosnia and north of the Sava and Danube and to prepare for and explore the possibility of establishing contacts with the Commanders of the Yugo-Slavic troops by air, telegraph, and any other available means," reported the Serbian liaison officer, cavalry Major Mirko Marinković.²⁶ Having received Marinković's report, the Serbian Supreme Command ordered Bojović and Stepa Stepanović, the commander-in-chief of the Second Army, to find out what the situation was on the other side of the border through the patrols that had crossed over earlier and to get in contact with the above mentioned Yugoslav "organs." The commander of the newly formed Adriatic troops was also instructed to find out about the situation in Kotor and capture it.²⁷ It was unclear what kind of resistance could be expected from the shaken Austro-Hungarian army or what the intentions of the government in Vienna were regarding resistance in the future. As the Supreme Command informed Prince Regent Alexander,

²⁶ VA, popisnik 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kutija 25, fascikla 1, dokument 2, list 6, Depeša Šefa sekcije za vezu pri štabu komande savezničkih vojsaka majora Marinkovića, 20. oktobar 1918, u 21 čas [The dates in military documents are given according to the Julian calendar, which was officially in use until mid-1919, unless the original states differently; in the main text, the dates follow the Gregorian calendar]; Bogdan Krizman, „Srpska vrhovna komanda u danima raspada Austro-Ugarske 1918”, *Historijski zbornik*, XIV (1961), 177. For the most exhaustive overview of the endgame operations of the Serbian army in the context of the Yugoslav unification, see Chapter 10 in Petar Opačić, *Srbija, Solunski front i ujedinjenje 1918*, 2. dopunjeno izdanje (Novi Sad: Prometej, 2018).

²⁷ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 6, Depeša Vrhovne Komande komandantima Prve i Druge Armije i Jadranskih trupa, OBR.31.667, 21. oktobar 1918; see also: pop. 4, kut. 53, fasc. 27, dok. 12/64, Vojvoda Mišić Komandantu II Armije, 21. oktobar 1918, O.Br.31667.

again based on some reports from Switzerland, it seemed that “Austria was determined to evacuate Montenegro, and it seemed probable that it would also do so with a part of Bosnia and Herzegovina.”²⁸ In any case, the Supreme Command’s order to Bojović and Stepanović was to, after the troops reached the Danube, Sava, and Drina – the borders separating the Kingdom of Serbia from Austria-Hungary, “allow our army to truly rest after the superhuman exertions it has been through.”²⁹

On 3 November, the advance guard of the Timok Division took Vardište and Dobrun on the Bosnian side of the border, and the beleaguered enemy troops retreated toward Višegrad.³⁰ This clash – a minor skirmish, in fact – was the only armed conflict that the Serbian army fought in the territory of B&H. In late afternoon of the same day, the Austro-Hungarian troops informed that they wanted a cessation of hostilities. The commander of the Timok Cavalry Division reported that an emissary of the Austrian army, a lieutenant of the 18th Brigade of the 45th Landwehr Infantry Division, had visited him with a sergeant and brought a document written by the commander of his brigade (18th Schützen of the 45th Division), Colonel Hasslehner, to the Serbian commander in Vardište, containing the official announcement that a truce was in place, that the Austrian troops had received orders to retreat to the left bank of the Drina, and that consequently he hoped that the Serbian side would cease hostilities. The scout platoon in Dobrinja was met by the mayor and municipal administrator of Višegrad, who asked the Serbian army not to attack and spare the city because the Austrians had no intention of putting up resistance.³¹ As the Supreme

²⁸ *Veliki rat Srbije za oslobođenje i ujedinjenje Srba, Hrvata i Slovenaca 1914–1918 g. i događaji po izvršenom ujedinjenju do demobilizacije 1920 god.* [hereafter VRS], knjiga 30 (Beograd: Štamparska radionica Ministarstva vojske i mornarice, 1937), available at: <https://velikirat.nb.rs/items/show/1251>, 29. oktobar, o.br. 31495, str. 577.

²⁹ VRS, knj. 30, 31. oktobar, u 18.20 časova, o.br. 31592, str. 632; Krizman, „Srpska vrhovna komanda”, 175.

³⁰ VRS, knj. 31, 3. novembar, o.br. 22460, str. 4; VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 11, Vrhovna komanda ministru vojnom, majoru Marinkoviću, komandantu II armije, 21. oktobar 1918, OBR.31.695, Stanje 21 oktobra; isto, list 14, depeša od komande II armije, 21. oktobar 1918, OBR.22460.

³¹ VRS, knj. 31, 3. novembar, o.br. 31694, str. 3; knj. 31, 3. novembar, 18:20 časova, o.br. 1195, str. 16; VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande,

Command informed Major Marinković, around noon on 4 November, the emissaries of Višegrad were given the same truce conditions that had been delivered to those of the Hungarian government at the same time. The delegates of the 45th Austrian division returned on the following day around midday and stated that they accepted all terms, but since the division had dispersed by then, the Supreme Command believed that their “response was to be disregarded.”³²

Given that this Austrian division had dispersed, the Timok Cavalry Division entered Višegrad, and one battalion and two mountain guns made their way to the city from Mokra Gora.³³ On the night of 4 November, Lieutenant Colonel Petar Kosić, the staff commander of the Timok Division, telephoned from Višegrad the news from Sarajevo (there was a telephone line between the two cities) about the formation of the national government, its demand – repeated several times – that at least one battalion of the Serbian army should head for Sarajevo, and the arrival of three delegates (Jojkić, Svrza, and Jelavić), who were also asking for troops.³⁴ Finally, Lieutenant Colonel Kosić asked for an urgent order to dispatch the requested troops to Sarajevo. Having heard the news, Field Marshal Stepanović ordered his division commanders: “Due to the proclamation of the unification of Bosnia with Serbia and Yugoslavia in Sarajevo, the need might arise for the troops of this army to move into Bosnia, toward Sarajevo. Therefore, please urgently take the necessary steps to get your divisions [Šumadija and Timok] ready to move if such an order is issued.”³⁵ He also instructed them to secure Višegrad, which would become the base for the troops arriving from western Serbia and to send the detachment led by Colonel Milan Nedić from Užice to

kut. 25, fasc. I, dok. 2, list 11, Vrhovna komanda Šefu sekcije za vezu pri štabu komande savezničkih vojsaka majoru Marinkoviću, 31. oktobar 1918, OBR. 31.694.

³² VRS, knj. 31, 5. novembar, o.br. 31744, str. 33–34. The descriptions of the talks about the implementation of the truce between Lieutenant Hasslehner and the Serbian Lieutenant Colonel Živan Ranković, commander of 14th Infantry Regiment of the Timok Division, is available in Jojkić, *U susret srpskoj vojsci u Sarajevu 1918*, 30–32.

³³ VRS, knj. 31, 5. novembar, str. 45–46.

³⁴ VRS, knj. 31, 4. novembar, str. 30.

³⁵ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/20, Vojvoda Stepanović Komandantima Šumadijske i Timočke divizije, 23. oktobar 1918, u 1:30 časova, Čačak, O.Br.22494.

the city.³⁶ Eventually, the Višegrad detachment was formed to “ensure order and secure state-owned and private property.” Its commander was Lieutenant Colonel Avram Berah, who was instructed to urgently send one company to Rogatica to serve as its garrison and maintain order in agreement with the local authorities.³⁷ Lieutenant Colonel Avram Berah was also told to reduce or disband, in line with the circumstances and possibilities, the garrisons in Sjenica, Prijepolje and Pljevlje in Serbia, which were part of his detachment, to free up as many troops as possible for Bosnia, and to collect the weapons the enemy had thrown away and store them somewhere safe.³⁸

Having received enough information about the situation in B&H, the Supreme Command authorized Stepanović to immediately send to Sarajevo some of his cavalry units and one or two infantry battalions with one mountain gun. “These troops will maintain order in Sarajevo and support the work of the National Council on the unification with Serbia,” read the instructions of Field Marshal Živojin Mišić, Chief of Staff of the Supreme Command.³⁹ Demarcating the area that the Serbian troops were to capture (including the whole of Srem, Slavonia, Croatia, Bosnia, Herzegovina, and Dalmatia), the Supreme Command was also taking into account the need to maintain peace and order in the captured territories: “The Army commanders will send some troops, the cavalry, some battalions with a mountain gun or two. Sometimes it is enough to send a company to a given place, just so that our army makes

³⁶ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 14, dok. 17/69, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, 23. oktobar 1918, u 1 čas, O.Br.22493.

³⁷ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/23, list 2–4, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, 23. oktobar 1918, br. 22501; pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/26, Vojvoda Stepanović Komandantima Timočke i Šumadijske divizije i Novopazarskog odreda, 24. oktobar 1918, Čaačak, O.Br.22568; VRS, knj. 31, 6. novembar, u 10 časova, o.br. 22568, str. 63–64.

³⁸ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/30, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, 26. oktobar 1918, O.Br. 22600; VRS, knj. 31, 8. novembar, u 16.25 časova, o.br. 22600, str. 95.

³⁹ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 34/1, Vojvoda Mišić Komandantu II Armije, 23. oktobar 1918, predato u Nišu u 2 časa, O.Br.31726; pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 147, fasc. 7, dok. 9/51, Vojvoda Mišić Komandantu II Armije, 23. oktobar 1918, 0.30 čas; VRS, knj. 31, 4. novembar, o.br. 31726, str. 18.

an appearance. Organize local authorities comprised of locals everywhere right away and use the confiscated weapons to arm our people; conversely, disarm any ill-disposed locals.”⁴⁰ It also stated that the demarcation line between the occupation zones of the First and Second Army should run along the rivers Krivaja-Bosna-Sava and further upstream. The commander of the Second Army was instructed to contact the Adriatic troops via Herzegovina and do everything in his power to capture the sea ports. The last order was of utmost importance to allow a sea route for delivering supplies to the troops and the civilian population; on the other hand, it would prevent any occupation attempts of the Italian army and navy should Rome try to achieve its annexationist ambitions.

On 5 November, the commander of the Second Army, Field Marshal Stepanović, arrived in Vardište and met with the members of the National Council, who had a written authorization for their mission and again requested the deployment of Serbian troops to Sarajevo to “establish order in the city and secure state-owned and private property.” They confirmed that the Austrian forces were in disarray and certainly not battle-ready, but that they nonetheless represented a threat to public safety. The enemy units previously stationed in Višegrad had retreated toward Rogatica with a small supply of weapons for personal protection. To meet their requests, Stepanović formed the Sarajevo Detachment (made up of the 14th Regiment minus one battalion, one mountain gun, and the cavalry squadron of the Timok Division) led by the General Staff Colonel Milan Nedić, the commander of the 1st Infantry Brigade of the Timok Division, who was to travel by rail to Sarajevo on the following day. Granting the request of the National Council to provide a competent General Staff officer to organize their militia, an ongoing project that had been started with little success, the general temporarily assigned Lieutenant Colonel Kosić, the staff commander of the Timok Division, to the Sarajevo detachment. Also, the command of the Second Army was contacted by the county prefect of Rogatica, who asked for additional troops to put an end to the pillaging of the scattered enemy

⁴⁰ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 27, Vrhovna komanda komandantu I i II armije, 23. oktobar 1918, OBR.31.749; pop. 4, kut. 65, fasc. 13, dok. 19/9, Vojvoda Mišić Komandantu II Armije, Niš, 23. oktobar 1918, O.Br.31149; VRS, knj. 31, 5. novembar, u 19 časova, o.br. 31749, str. 32.

troops (they were raiding warehouses, and there was concern that they might move on to private property), so Stepanović asked the Supreme Command to allow him to send the army to Rogatica and other towns that might request assistance.⁴¹ Thus, already in this earliest phase of the Serbian army's entry into B&H, the pattern that would be replicated in the advance of the Second Army emerged. Following the rough guidelines of the Supreme Command, which envisaged capturing this entire territory, these units were often deployed in response to the constant and persistent pleas and demands of the newly formed revolutionary organs of government, the national councils, to whom only Serbian troops could lend firm support and authority for maintaining public security.

For the National Council in Sarajevo, the crucial problem was maintaining public order in the province in the vacuum created by the retreat and disintegration of the Austro-Hungarian troops, threatening to evolve into anarchy. This was clearly reflected in the pleas that the representatives from Sarajevo communicated at their meeting with Stepanović: "1. To have the Austrian troops withdraw from the Montenegrin border from Foča to Kotor through Italy rather than Bosnia and Herzegovina; 2. Not to deploy *comites* detachments in Bosnia and Herzegovina; 3) To provide financial assistance to the National Council for the wages of railroad and administrative workers if the funds that the Council has at its disposal prove insufficient or if the people refuse to accept the Austrian currency that the Council has at its disposal."⁴² During the meeting, General Stepanović gave the National Council delegates a copy of the orders he had previously given to Colonel Nedić, the commander of the Sarajevo detachment, to let them know what they

⁴¹ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, Depeša komandanta II armije, 23. oktobar 1918, OBR.23.502; pop. 4, kut. 59, fasc. 7, dok. 3/117, Vojvoda Stepanović Vrhovnoj Komandi, 23. oktobar 1918, OBR.22502; pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/22, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, Vardište, 23. oktobar 1918, O.Br.22500; pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/2, pukovnik Milovanović Komandantu Timočke divizije, 23. oktobar 1918, Vardište, O.Br.22500; VRS, knj. 31, 5. novembar, u 21 čas, o.br. 22502, str. 35.

⁴² VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 67, Depeša iz Užica od komande II armije, 24. oktobar 1918, OBR.22503; pop. 4, kut. 59, fasc. 7, dok. 3/118, Načelnik Štaba pukovnik Milovanović [za Vojvodu Stepanovića] Vrhovnoj Komandi, 24. oktobar 1918, OBR.22503; VRS, knj. 30, 6. novembar, u 14.10 časova, o.br. 22503, str. 53–54.

could ask of him. He noted that they were unsettled by the instruction to help the National Council regarding unification with Serbia “because they feared that their opponents could construe it as a sign of an invasion. I calmed them down by explaining that the instruction should be taken to mean that we would help the National Council when it asks us to, against those who might try to hamper its work on the unification.”⁴³ Three days later, the National Government for B&H submitted to the Serbian commander in Sarajevo a document in which it explained in more detail its demands and views about the most necessary measures that the Serbian army should take to ensure public security and railway, telegraphic and telephone communication.⁴⁴

Immediately after the first units of the Sarajevo detachment reached the city, a report arrived describing that along the way “at every station and upon arrival at the Sarajevo railway station, the commander of the regiment and all other men in the 1st echelon were greeted... with utmost enthusiasm by all social classes from the city of Sarajevo and its area. In the addresses delivered at the railway station and in front of the National Government building to welcome our army, the president and members of the National Government and National Council emphasized our heroic and superhuman effort which has been glorified by this magnificent success. They highlighted that all of them and the entire population of Bosnia and Herzegovina were very happy that they had lived to see the creation of the Great Kingdom of Serbs, Croats, and Slovenes.”⁴⁵ Reflecting the Supreme Command’s guidelines about the need to reach the Adriatic Sea, Colonel Nedić was ordered to urgently send one battalion with a mountain gun from Sarajevo to Trebinje, Dubrovnik, and other towns, and preferably a company to Mostar, too. He had to “a) try to enhance, as quickly and as much as possible, the transport potential of the railway line Dobrunj-Sarajevo, and then further to the sea; b) to find the most suitable way to seek and get in contact with the Adriatic troops of Colonel Milutinović... c) to report

⁴³ VA, pop. 4, kut. 59, fasc. 7, dok. 3/119, pukovnik Milovanović Vrhovnoj Komandi, 24. oktobar 1918, OBr.22504; *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 495–496.

⁴⁴ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 4, dok. 1/2015, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 27. oktobar 1918, OBr. 13399; VRS, knj. 31, 9. novembar, o.br. 6742, str. 110–111.

⁴⁵ VRS, knj. 31, 6. novembar, str. 65.

how many and whose troops are in the Bay of Kotor.”⁴⁶ Indeed, the 3rd Battalion of the 14th Infantry Regiment arrived in Trebinje, and one company of the same battalion made its way to Dubrovnik. According to the reports, the Serbian troops were greeted in these cities, as well as in Mostar, “with utmost enthusiasm by the locals, with the loudest ovations and cries: ‘Long live King Petar, Long live the supreme commander Heir Presumptive Aleksandar, Long live the brave and invincible Serbian army.’”⁴⁷ A few days later, Colonel Nedić ordered the 2nd battalion of the 13th Infantry Regiment, with its staff, 1st and 2nd company, and a machine gun squad, to take the railway via Metković for Split, the most important sea port in the Adriatic still beyond the reach of the Italians.⁴⁸

In the meantime, the troops of the Drina Division of the First Army were taking control of northern Bosnia. They crossed the Drina River shortly after Stepanović’s troops crossed the border. One patrol of the squadron of the 2nd Cavalry Regiment entered Bijeljina on 6 November. In a letter to the commander of that regiment, the president of the National Council of the Bijeljina county informed him that the people had taken control in their own hands.⁴⁹ On the following day, the Bijeljina National Council requested to be “sent at least one infantry company for maintaining order so as to prevent pillaging by the Austro-Hungarian soldiers still in the area.”⁵⁰ The commander of the 3rd squadron of the 3rd Cavalry Regiment reported that Dr. Perić and Judge Petar Varadin, members of the National Council of Bijeljina, had returned with a patrol to Loznica and that their town was “decorated with Serbian flags, and walls covered in posters with the slogan ‘Long live the emperor [*sic*] of Great Serbia Petar I.’”⁵¹ At the same time, mounted patrols set

⁴⁶ VRS, knj. 3 I, Kdt II Armije kdtu Timočke divizije, 11. novembar, u 10.20 časova, o.br. 22662, str. 148–149.

⁴⁷ VRS, knj. 3 I, 14. novembar, str. 187.

⁴⁸ VRS, knj. 3 I, 18. novembar, str. 228.

⁴⁹ VRS, knj. 3 I, Izveštaj upućen kdtu I Armije, 6. novembar, u 2 I čas, o.br. 13709, str. 62.

⁵⁰ VRS, knj. 3 I, izveštaj komandira 3. eskadrona 2. konjičkog puka, kapetana Jovana Krstića, 7. novembar, o.br. 105, str. 78.

⁵¹ VRS, knj. 3 I, izveštaj kdtu Jadarskog odreda Drinske divizije, 9. novembar, u 7.30 časova, o.br. 8019, str. 108.

out for Srebrenica, Zvornik, Rača, and Janjina.⁵² The commander of the scouting squadron from Loznica reported at 11.25 that “from Tuzla came engineer Djordje Radja and Ilija Purić from Zvornik with the invitation for our units to head to their towns. In Tuzla, this is needed to protect the local coal mine, salt factory, and soda factory and to prevent the spread of Bolshevism, especially because there are many foreigners among the workers, including some with defeatist views.”⁵³ After the vanguard of the Serbian army established contacts with the local population and familiarized itself with the situation on the ground, the left column of the Drina division was ordered to cross the Drina near Ada Kurjačica and Zvornik; the bulk of these troops were instructed to follow the direction Bijeljina-Brčko and the smaller remaining part the line Tuzla-Doboj-Bosanski Brod. The bulk was later supposed to head to Djakovo, i.e., to cross from Bosnia into Slavonia.⁵⁴ The Serbian army marched into Brčko at 4 P. M. and was given a ceremonious reception by the locals. Buildings were covered in posters reading: “Long live Great Serbia, long live Emperor [*sic*] Petar I, long live the Serbian Army.” One company, armed with a machine gun and a mountain gun, was to remain stationed in Tuzla, and the president of the National Council was informed of that decision.⁵⁵

As noted above, eastern Herzegovina was in a particularly difficult situation due to the raids of the Montenegrin *comites*, who were part of a centuries-long tradition in which stealing moveable property, primarily livestock, represented an economic activity of sorts. The same method of

⁵² VRS, knj. 31, 7. novembar, str. 77. The Adriatic Detachment reported that the patrol of the 3rd Squadron of the 3rd Cavalry Regiment had crossed the river with three *comites* and a few locals from Loznica and continued to Janja, adding that the enemy soldiers were throwing down weapons and surrendering to the National Council or going home; a second patrol crossed the river near Ljubovija and headed to Srebrenica with some locals and soldiers of the National Council; one officer patrol crossed the river Drina near Zvornik (VRS, knj. 31, 7. novembar, str. 79).

⁵³ VRS, knj. 31, kdt Drinske divizije kdtu I Armije, 7. novembar, u 22.20 časova, o.br. 13744, str. 78.

⁵⁴ VRS, knj. 31, 10. novembar, 12 časova, o.br. 13766, str. 125–129.

⁵⁵ VRS, knj. 31, 13. novembar, str. 168. The distribution log of the First Army for 4 November 1918 shows that the 1st Infantry Regiment was deployed in northern Bosnia, Tuzla, Brčko, and Novi Grad (VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 317).

securing livelihood had previously been used in the Montenegrin territory. According to the president of the Pljevlja municipality and a few other locals who had sought assistance from the Serbian army “with tears in their eyes,” the situation was dire indeed. “There are no authorities and no order, anarchy at its worst, Montenegrins, *comites* and raiders, have robbed the Muslim population to the bone, and now they’ve begun indiscriminately pillaging all Montenegrins. Due to the threat, all women and children have fled into the woods.”⁵⁶ Since this pattern of behavior had spread to the vulnerable territory of Herzegovina, the apprehension that the delegates of the Sarajevo National Council showed in their conversation with General Stepanović regarding the actions of the *comites* marauders is very understandable. On 11 November, one battalion of the Višegrad detachment was deployed in the border area between Montenegro and Bosnia “because of the Montenegrin raiders threatening to pillage some towns and at the request of the Bosnian Council.”⁵⁷ This problem, which we will revisit later, would prove difficult to solve not just for the powerless Sarajevo government but also for the scarce Serbian troops, which had enough trouble with maintaining public security even in much calmer areas, a task that distracted them from their main duty of demarcating the territory claimed by the emerging state of the Serbs, Croats, and Slovenes. Public security in Herzegovina did not substantially improve until 1921 – almost three years after the founding of the new state and after the execution of a few well-known rogue leaders.⁵⁸

In spite of all operational challenges, the Supreme Command was particularly mindful of the political side of the occupation that the Serbian army was implementing. Aware of the significance that the relationship between the troops and the local population could have for the establishment of the Yugoslav state, the division commanders

⁵⁶ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, Izveštaj komandanta II armije, 23. oktobar 1918, OBR.22598, forwarding the report of the commander of the Novi Pazar detachment from the previous day; pop. 4, kut. 66, fasc. 15, dok. 28/16, pukovnik M. Ž. Milovanović [za komandanta] Vrhovnoj Komandi, 23. oktobar 1918, O.Br.22498.

⁵⁷ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 188, Depesa od komande Druge Armije, 29. oktobar 1918, OBR.22.659.

⁵⁸ Mastilović, *Hercegovina u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca*, 244.

were sternly instructed to “warn all troops, especially all officers, to be very careful in their behavior in those Serbian areas and generally avoid all kinds of political conversations because that could, at least in the early stages, have very undesirable effects. In general, you should have in mind that these troops were sent to introduce order and prevent anarchy, so the conduct and all activities of those units must reflect orderliness and discipline.”⁵⁹ Lower-ranking commands and smaller units mostly did their best to behave in line with this order. This was often rather difficult due to the antagonism that had surfaced over the wartime years. A Serbian officer left a testimony about the mood of the Serbian people during his unit’s march from Srebrenica to Han Pijesak: “In the towns through which we passed, the locals came to see the commander of our [2nd] battalion [of the 14th Infantry Regiment of the Timok Division, Lieutenant Colonel Dimitrije Mitrović], as the senior officer in our detachment and gave him information about the atrocities committed against the Serbs during the war. They even brought lists of the perpetrators, who are now posing as Serbian best friends. In those cases, our commander would summon all officers in the battalion and, in their presence, replied to those people that the army was instructed by the Supreme Command not to get involved in those kinds of things.”⁶⁰ “Those kinds of things” were left to be resolved by the regular civilian courts after the post-war situation stabilized.

Functioning of the authorities, political situation, order and peace keeping

The commander of 14th Infantry Regiment of the Timok Division, Lieutenant Colonel Živan Ranković, who had arrived with the first echelon of the Sarajevo detachment and established contact with the

⁵⁹ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 197–198, Depeša od komande Prve Armije, 26. oktobar 1918, OBR.19.216 i list 228, Vrhovna Komanda Komandantu I i II Armije, depeša iz Beograda, 2. novembar 1918, OBR.32096; VRS, knj. 31, 8. novembar, o.br. 19216, str. 90–91; VRS, knj. 31, 15. novembar, o.br. 32096, str. 188; VA, pop. 4, kut. 65, fasc. 13, dok. 19/25, Vojvoda Mišić Komandantu II Armije, 2. novembar 1918, O.Br.32096.

⁶⁰ Tadija Pejović, *Moje uspomene i doživljaji 1892–1919*. (Beograd: izdanje piščevo, 1978), 103.

Sarajevo National Council, reported that this body had asked to be given the needed number of ships to transport the Austro-Hungarian army from the Bay of Kotor to Rijeka. Like the new provincial government of Dalmatia, it had also asked for those ships not to be Italian and not to allow Italian troops to enter Dalmatia. It was believed that enough food for approximately 150,000 people needed to be brought on ships to ensure a normal supply. “The situation in Sarajevo is completely peaceful. I have put to use and assigned to the needed tasks the parts of my regiments that have already made their way here, in consultation with the National Council. The National Council wants as many Serbian troops as possible to be sent to Bosnia and Herzegovina without delay. It wants to see the commander of the 2nd Army, Field Marshal Stepanović, in Sarajevo as soon as possible,” Ranković added.⁶¹ Stepanović replied that he had forwarded their request about the ships and Italian troops in Dalmatia to the Supreme Command and that the deployment of Serbian troops depended on securing enough supplies for them, asking where and for how many troops food had been ensured so that he could order a move in line with the available supplies. He highlighted the need for some troops to head to the nearest port to secure the maritime supply chain.⁶² The Field Marshal also ordered the units of the Timok Division to be marshaled in Sarajevo, from where they would be deployed as necessary. “The division command will be initially moved to Višegrad, and when a larger number of combat units reach Sarajevo, the division staff will be transferred to Sarajevo. Until the division commander moves to Sarajevo, all troops arriving to Sarajevo will be under the command of the commander of the Sarajevo detachment.”⁶³

That order made Colonel Nedić the most important figure of the Serbian army in the territory of B&H, second only to Stepanović,

⁶¹ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 163, Depeša Vrhovne komande šefu sekcije za vezu pri štabu komande savezničkih vojsaka majoru Marikoviću, 27. oktobar 1918, OBR.31.960; pop. 4, kut. 57, fasc. 4, dok. 1/201, [komandant Timočke divizije] Đura Dokić Komandantu II Armije, 26. oktobar 1918, Užice, O.Br. 13380; VRS, knj. 31, 8. novembar, str. 96.

⁶² VA, pop. 4, kut. 59, fasc. 7, dok. 3/131, Komandant II Armije Komandantu Timočke divizije, 25. oktobar 1918, OBR.22618.

⁶³ VA, pop. 4, kut. 65, fasc. 13, dok. 19/20, Štab Druge Armije, 31. oktobar 1918, O.Br.22708; VRS, knj. 31, str. 169.

because the nature of his task meant that he carried out orders not only throughout B&H but also in Dalmatia. He certainly needed to have a considerable level of political tactfulness given his regular communication with the members of the Sarajevo National Government, although the documents more hint at than clearly show that. One of Colonel Nedić's reports aptly encapsulates the challenges he faced:

Because I have a small number of trains at my disposal and because some trains can only admit weaker segments (around two companies), the transport of the troops to Sarajevo is going slowly. The railway line Višegrad-Sarajevo is not guarded by the army, and hence an incident or a malfunction might happen along that route because the scattered Austrian troops are refusing to travel by road and constantly asking to be transported by rail, threatening to do that by force. This also applies to securing the telephone-telegraph line from Višegrad to Sarajevo via Rogatica and Semić, which has been out of order since yesterday. I have learned there is some state-owned materiel in Rogatica and its area, Ustiprača, and the vicinity of Višegrad, and that is not secured either. The local authorities lack sufficient and dependable manpower to maintain order and guard the state-owned and private property from the troops of the disbanded units and the locals. To organize rail and telephone-postal traffic, I intend to send Lieutenant Colonel Kosić to Sarajevo on one of the first trains to organize the traffic in agreement with the government. To secure the traffic, railway, and telephone-telegraph line, as well as some centers in the area of Višegrad and Rogatica, more troops need to be sent: for the railway line Višegrad-Sarajevo, around three companies; for telephone-telegraph line Višegrad-Sarajevo, a cavalry squadron. One battalion is needed for Rogatica and its area; for Ustiprača, one company (of the Rogatica battalion); for Višegrad, its area, and for securing traffic routes, two battalions. All of these units should be united under the command of a senior officer and food provided for them.⁶⁴

An even more complex task was gauging political moods and cooperating with the local authorities, while also keeping an eye on the attempts of Zagreb to put the Sarajevo government under the control of the self-proclaimed State of SCS. Nedić's assessment was that "a large part of the people wanted to unite with Serbia under the Karadjordjević dynasty. Zagreb carries out a propaganda campaign for the formation of a South-Slavic republic without Serbia and Montenegro. Hence, cries of 'Long live the republic!' are occasionally heard in Sarajevo." He recounted that, two days earlier, the Yugoslav government from Zagreb had sent Field

⁶⁴ VRS, knj. 31, Izveštaj kda Sarajevskog odreda, 7. novembar, o.br. 6733, str. 81–82.

Marshal Bekić with two generals, and a number of general-staff and other officers of the Yugoslav army. “I immediately requested an explanation from the [Sarajevo] National Government and asked for these gentlemen to be removed from the territory of Bosnia and Herzegovina because the National Government has entrusted maintaining order and introducing lawfulness in Bosnia and Herzegovina to the Serbian army. Today, these officers have been thanked for their service and will be recalled to Zagreb. Our troops need to take control of Bosnia and Herzegovina, and Dalmatia, too, as soon as possible. They ask for our army on all sides.”⁶⁵ These constant demands for troops came both from the local authorities in the interior and from the Sarajevo government, which guaranteed that it would supply food for the soldiers in the appropriate towns and was inviting Stepanović to come to Sarajevo with his staff. Replying to the demands of the Sarajevo National Council, Stepanović tried to meet

⁶⁵ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 191, Depeša od komande Druge Armije, 29. oktobar 1918, OBR.26.077; VRS, knj. 31, kdt Druge Armije Vrhovnoj Komandi, 11. novembar, u 23.30 časova, o.br. 25077, str. 133–134; VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/3, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 29. oktobar 1918, O.Br.13431. In a telephone conversation with Mate Drinković, commissioner for national defense of the National Council in Zagreb, who insisted on the mission of the officers he had sent, Nedić warned him that if Austrian officers, “now the so-called Yugoslav ones,” turn up again they would not live to return from Sarajevo. See General Svetomir Sveta Đukić, *Memoari*, 2 knj. (Beograd: Medija centar Odbrana, 2014–2015), II, 317–318. Another hindrance for Colonel Nedić was the former captain of the Austrian General Staff, Djebić Marušić, a Croat now serving as the head of the staff with the commissioner for national defense Žakula, “appointed by the National Government in Zagreb and ill-disposed toward the new situation and disrupting our work. The National Government in Sarajevo wants to remove him from Sarajevo in an appropriate way, without angering the Government in Zagreb. Therefore I ask to send him to the staff of the Serbian Supreme Command to work as an officer who is very familiar with the circumstances in the army of the former Austro-Hungarian Empire and the situation in Bosnia and Herzegovina.” (VA, pop. 4, kut. 53, fasc. 2, dok. 3/41, Vojvoda Stepanović Vrhovnoj Komandi, 13. novembar 1918, O.Br.22983) On the disagreement between Drinković and the government for B&H regarding the military-territorial organization of the province, see: Kapidžić, “Rad Narodnog vijeća SHS Bosne i Hercegovine”, 187–188; Kapidžić, “Pokušaj ujedinjenja Bosne i Hercegovine sa Srbijom”, 270–272. The minutes from the 10 November session of the National Government about this matter are published in: *Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu*, 119–120.

them insofar as he had adequate manpower to do so.⁶⁶ In that chaotic situation, providing food for the population also had a political dimension. Forwarding the request of the National Government for B&H that the Serbian government procure from the Allies specific amounts of food to the ports in Split and Metković to prevent “horrible hunger,” Colonel Nedić said: “The government of Bosnia and Herzegovina asks our official circles to make it known that the food was sent by Serbia because of the agitation among the people. The food should be delivered one month from today at the latest.”⁶⁷ General Stepanović ordered Nedić, through the commander of the Timok Division, Colonel Đura Dokić, to inform the Sarajevo government that he had “taken the necessary steps as per its request.”⁶⁸ At the request of the Sarajevo government, the Supreme Command asked the command of the Allied troops in Thessaloniki not to transport Austro-Hungarian prisoners from Kotor by land through B&H so as not to put an additional strain on the already overstretched railways, to remove the need to feed the prisoners, and prevent any wrongdoings and raids they might attempt.⁶⁹ The next report Nedić sent about the general situation in B&H was rather favorable:

The political action is not strong in general in any direction. Croatian and social-democratic elements are a little more visible in their calls for a

⁶⁶ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/3, Štab Druge Armije Komandantu Timočke divizije, 29. oktobar 1918, O.Br.22670.

⁶⁷ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 205, Vrhovna Komanda Glavnom intendantu Vrhovne Komande, 31. oktobar 1918, OBR.32.033, brings the text of the letter of the Second Army command; pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/8, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 30. oktobar 1918, O.Br.13450. The document has been published without the two quoted sentences in: VRS, knj. 31, str. 157.

⁶⁸ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/8, Komandant II Armije pukovniku Dokiću, 30. oktobar 1918.

⁶⁹ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 223–224, Depeša iz Čačka od komande Druge Armije, 1. novembar 1918, OBR.22712 and Vrhovna Komanda [iz Beograda] majoru Marinkoviću, 2. novembar 1918, OBR.32082; VRS, knj. 31, izveštaj kda Sarajevskog odreda, 13. novembar, u 17.50 časova, o.br. 6759, str. 170; 14. novembar, u 9.15 časova, o.br. 22712, str. 174–174; VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/27, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, bez datuma, O.Br.13496; VRS, knj. 31, izveštaj kda Sarajevskog odreda, 14. novembar, u 23.50 časova, o.br. 6785, str. 187.

republic. Order in general is satisfactory. The population in the border area toward Montenegro is a bit unsettled by the emergence of *comites* bands and bandits coming from Montenegro and Sanjak, especially in the area of Kalinovik and Gacko. There are occasional robberies by the locals along the railway line, especially in the centers where state-owned supplies are kept. At the points where segments of our troops are deployed, raids and unrests die down with the appearance of the troops. The Dalmatians keep repeating their demands for our army to be sent in, especially to Spljet [Split], Knin, Cavtat, and Slano. It would suffice to send 1 battalion to these towns. Railway, telegraph, and telephone service is uninterrupted and satisfactory, with the exception of occasional difficulties. The diet of our troops is very good. Order and discipline are satisfactory. We have still not established contacts with the troops of Colonel Milutinović, although it was sought in the towns along the border frontline with which we have telegraph and telephone links from here.⁷⁰

On 7 November, the Serbian Supreme Command authorized the former defense minister, General Božidar Terzić, to get involved in “the regulation of all military and other issues in the territory of Bosnia, Herzegovina, and Dalmatia, in agreement with the National Council in Sarajevo and other organs of government in those provinces.”⁷¹ Essentially, General Terzić was asked to ensure harmony between the authorities, primarily the National Council for B&H, and the Serbian military, i.e., the Second Army, which was deployed in those areas. To ensure the success of Terzić’s mission, Field Marshal Stepanović was ordered to assist him by providing the personnel for his staff and aid him in any way he might need to complete his “delicate task.”⁷² Stepanović

⁷⁰ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 231–232, Depeša od komande Druge Armije iz Čačka, 1. novembar 1918, OBR.22732; pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/24, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 1. novembar 1918, O.Br.13483. Interestingly, a few weeks later, it was found that the telegraph and telephone lines were being purposely cut off, so Field Marshal Stepanović ordered these acts to be prohibited and made punishable by martial law – by the death penalty. (VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 7, dok. 3/68, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, 27. decembar 1918, O.Br.23886) He also asked for the cooperation of the Sarajevo government to hand the transgressors over to the military authorities.

⁷¹ The text of the authorization is given in full in: VRS, knj. 31, 7. novembar, o.br. 31915, str. 84–85; Krizman, „Srpska Vrhovna komanda”, 191.

⁷² VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 119, Vrhovna komanda Komandantu II armije, 28. oktobar 1918, OBR.31.915.

wanted to know if, in light of General Terzić's departure for Sarajevo, he needed to go to the city with his staff or if he should stay in Čačak, the town that had become the distributing center of his army. The Chief of Staff of the Supreme Command, Field Marshal Mišić, instructed him to go to Sarajevo.⁷³ After General Terzić explained the contents of his authorization to the new authorities in Sarajevo, the Main Committee of the National Council of B&H and the government recruited from its ranks held a joint session on 18 November and made conclusions on all points. Although they accepted all points of Terzić's instructions, it is characteristic that the reply contained some caveats in an effort to be considerate to the Central Committee of the National Council in Zagreb. For instance, regarding the territorial military organization of the provinces, it was mentioned that the Bosnian-Herzegovinian "delegates would, one of these days, report the issue at the session of the central committee in Zagreb, and it will settle the issue in agreement with them and the delegates from Dalmatia, i.e., the Provincial Government in Split." As for the formation of a people's army in the former Habsburg provinces – a project of great importance in view of the territorial aspirations of Italy and the proportionate scarcity and exhaustion of the Serbian troops, they emphasized strengthening the gendarmerie as the primary concern, while the "final decision on the organization of the People's Army is deferred to the Central Committee of the National Council in Zagreb." Regarding the organization of a navy in the Dalmatian coastlands, the view was that "the consent of the Provincial Government for Dalmatia ... was needed."⁷⁴ Finally, Terzić was told that, as per his wishes, the local authorities were informed of his mission and that the commissioner of defense Žakula was authorized to assist him and act as an intermediary between him and the National Government for B&H in all military matters. Terzić acquainted his superiors with the report of the Sarajevo government submitted in response to the "authorization, which was accepted in full" – the general was obviously not particularly

⁷³ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 147, fasc. 7, dok. 9/57, Vojvoda Stepanović Vrhovnoj Komandi, 1. novembar 1918, br. 22718; pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/5, Vojvoda Mišić Vojvodi Stepanoviću, 2. novembar 1918, eksped. u 22 časa, OBr.32086; VRS, knj. 31, 15. novembar, o.br. 32086, str. 188.

⁷⁴ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/13, Vlada Narodnog Veća S.H.S. u Bosni i Hercegovini generalu Terziću, 8/24. novembar 1918, Br. 13812/prez.

sensitive to the nuances in the reply he received or simply did not deem them important.⁷⁵

The first longer report of General Terzić indicated that he had not received any political guidelines for his activity, which would prove a serious handicap in his discussions with prominent citizens of Sarajevo:

Having come into contact with notable political figures in Sarajevo, I also met the editors of Serbian newspapers in Sarajevo, and they asked what direction their papers should take regarding the situation in these areas. I replied that it is a matter for the governments, from which they should seek guidelines, and that I, as a soldier, neither have permission nor want to get involved in politics because I came here on a special and strictly military mission to establish order in the military domain and in agreement with the national governments in those provinces; but I advise that it is in our general interest that they write on the basis of the Corfu Declaration [signed in July 1917 by the representatives of the Serbian government and the Yugoslav Committee comprising emigrants from Austria-Hungary; it listed the basic principles that the future Yugoslav state would rest on], in a mollifying yet convincing tone so as not to irritate the political parties that have yet to definitively declare their support for the Corfu pact. I have also told this to the President of the National Government, Mr. Šola, who agrees with my view. To avoid any awkward situations in the future, I ask the Supreme Command for its opinion and the instructions of the Serbian Government until it appoints its delegate – an appointment badly needed because I am often asked even by some members of the National Government for reports about the political situation, our relations with our allies, but I am unable to answer those questions because I am neither familiar [with those topics] nor authorized to do so.⁷⁶

In response to Terzić's demand, on 20 November, the Supreme Command sent him precise political instructions. It emphasized that it was in the interest of Serbia for B&H to declare its intention to unite

⁷⁵ VA, pop. 4, kut. 24, fasc. 1, dok. 2/1, list 590, 10. novembar 1918, Operativni Delovodni Protokol II Armije. On 28 November, Žakula invited Bosnians and Herzegovinians to sign up for volunteer service in the Serbian army through the local committees of the national councils (Milošević, „Slom austrougarske uprave i formiranje narodnih vlasti”, 189, fusnota 51).

⁷⁶ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 281, Depeša br. 4 generala Terzića iz Sarajeva, 5. novembar 1918, OBR.32.250. For the writings in the press see: Božica Mladenović, „Štampa Bosne i Hercegovine o dočeku srpske vojske novembra 1918”, u: *Srbija 1918. i stvaranje jugoslovenske države* (Beograd: Istorijski institut, 1988), 382.

with Serbia in the same way that Dalmatia had already done and that it would be best if the initiative came from the “Bosnian government” in a public manifesto. “In this regard, you should work with the necessary tactfulness and discretion. Try to discuss this matter only with Šola with some tactfulness and let him be the initiator of all this. We need this unification to happen as soon as possible, so your action with utmost discretion is necessary only with Šola until the government’s representative, soon to be appointed, arrives.”⁷⁷ After these consultations, Terzić sent a new report in which he, judging by the arguments presented therein, forwarded Šola’s views about the matters they had discussed:

1/ Regarding the wishes of the Supreme Command that the Bosnian Government declares unification with Serbia, the current situation in Bosnia and Herzegovina suggests that the Government needs to be very tactful and cautious and avoid rushing this, especially out of consideration for the Croats, who are also present in the national government in Sarajevo. We will work directly to make the matter come to fruition; the majority of Croats are in favor of the unification. The first step has already been made by entrusting the management of all supply warehouses and equipment to the Serbian army. We could also achieve this right now by force, but with fear of complications. The Muslims are for us and recognize the Karadjordjević dynasty, and they have declared that they will be loyal citizens. 2/ Due to the unresolved agrarian question, the Heir Presumptive needs to issue a suitable statement to give hope to the Muslims that the matter will be resolved through legal channels and their interests protected and that they will not be financially at a loss, which they fear because there are agitations that their property will be taken away and distributed to the peasantry. 3/ The Bosnian Government said that it has followed the instructions of the Serbian Government so far and that it will continue to do so; if a change in the direction of policy is wanted, they should be given the appropriate instructions. 4/ The Serbian army in those provinces should be reinforced to ensure the safety of property and personal security, especially that of the Muslims, who are afraid of retribution. They only respect the Serbian army and Serbian authorities and have faith in them. 5/ The Bosnian Government believe that it can easily settle matters with the Montenegrins. That is not a matter of concern for them although the agents of [the deposed Montenegrin] King Nikola have spared no expense for agitation. 6/ The influence of Zagreb is strongly felt; they are being sent people, former

⁷⁷ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 281, Vrhovna Komanda generalu Terziću, 7. novembar 1918, OBR.32.250.

Austrian officers, to organize the army and military affairs in the country. They keep rejecting them. 7/ The Government asks to be informed if the Corfu Declaration remains in force in full or if it has been modified and in what way.⁷⁸

The Supreme Command, as well as the Serbian government, accepted Terzić's reasons about the inopportunity of pressurizing the Sarajevo government to declare itself in favor of unification with Serbia. General Petar Pešić, assistant to the chief of staff, wrote a brief note on the received document: "Communicated at the conference. Do nothing else regarding this point."⁷⁹ Anyway, Terzić's mission proved short because, already on 22 November, the Supreme Command appointed him commander of the Vardar Division in the south of Serbia and told him to assume his new post immediately.⁸⁰ Field Marshal Stepanović was informed of Terzić's departure and that the latter's powers would pass on to him to "perform that duty in addition to [his] regular ones."⁸¹

Since Stepanović did not want to personally perform that duty, he founded a separate Department for Organization as part of the Second Army staff. For the head of this department, he appointed Colonel Nedić, who had already worked as an intermediary between the Sarajevo National Council and the Serbian military command to the satisfaction of both sides and thus seemed the most suitable person for this kind of task (Colonel Dokić was told to find a temporary replacement for the post of the commander of the 1st Infantry Brigade of the Timok Division). To the department he assigned Lieutenant Colonel Kosić, who had been Nedić's chief of staff in the Sarajevo detachment, and the cavalry Major Petar Nedeljković, who served in the Second Army staff. "The remaining personnel will be made available to the head of the department by the commander of the Timok Division, and he can also take some staff from the Commissioner of National Defense of the National Government in

⁷⁸ Krizman, „Srpska Vrhovna komanda”, 209; *Grada o stvaranju jugoslovenske države*, II, 664–665.

⁷⁹ Krizman, „Srpska Vrhovna komanda”, 210; *Grada o stvaranju jugoslovenske države*, II, 664–665.

⁸⁰ VA, pop. 4, kut. 25, Delovodni protokol Odeljenja za organizaciju štaba II armije, naredba Vrhovne Komande bez broja, 9. novembar 1918, list 5.

⁸¹ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/9, Vojvoda Mišić Komandantu Druge Armije, 8. novembar 1918, u 17:20 časova, Pov.Ađ.Br.148376.

Sarajevo. The internal organization of the department, given the nature of its tasks, will be made by its chief. The department will keep its own logs and records, and the archives of the Extraordinary Representative of the Supreme Command with the National Government in Sarajevo should be moved to the department. In the spirit of the department's task, the chief will communicate directly with the National Government in Sarajevo and Splug [Split] and report everything to me," ordered Stepanović and declared that the department would start working on 12 November, of which he also informed the Sarajevo government.⁸² The importance of the role of the Department for Organization was also reflected in Stepanović's additional order that it would bear "the mark 'Dj' because it represented the *djeneralštab* [general staff] for territorial matters."⁸³ Given this reorganization in the Second Army staff and the fact that the staff of the Timok Division arrived in Sarajevo on 27 November, Stepanović also dissolved the Sarajevo detachment two days later and put all of its constituent units under Colonel Dokić's command.⁸⁴

The main problem with peace keeping and public security was directly tied to the establishment of new "national" authorities and the degree of power they enjoyed. In view of the latter, the situation was complicated due to the overlapping competences assumed by the newly formed local authorities, the central Bosnian-Herzegovinian government in Sarajevo, the Zagreb-based National Council and, although they generally tried to avoid getting involved, the Serbian military authorities. The situation was especially chaotic in Bosanska Krajina. While the Zagreb National Council initially established control in Banja Luka, Bosanski Novi and Prijedor and the towns were kept peaceful, in

⁸² VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/48, list 2–3, Naredba O.Br.22.902. Komandanta Druge Armije za 10. novembar 1918. god; also see, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/48, list 1, Vojvoda Stepanović Narodnoj Vladi za Bosnu i Hercegovinu (prosleđeno Zemaljskoj Vladi za Dalmaciju), 12. novembar 1918, O.Br.22902. The National Government for B&H "was thankful for receiving" this notice (pop. 4, kut. 66, fasc. 15, dok. 33/2, Narodna Vlada Vojvodi Stepanoviću, Sarajevo, 30/17. novembar 1918, br. 14027).

⁸³ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/56, Naredba O.Br.23133 Komandanta II. Armije za 17. novembar 1918. god.

⁸⁴ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/54, Vojvoda Stepanović Komandantima Timočke divizije i Sarajevskog odreda, 14. novembar 1918, O.Br.23021; VRS, knj. 31, 28. novembar, u 13 časova, o.br. 23021, str. 312.

Bosanska Dubica and Bosanska Gradiška the local administrative organs did not want to be subordinated to the National Council in Zagreb, and it seemed that they would have to be forced into submission.⁸⁵ A lot depended on the current circumstances and the appropriate decisions of individuals. For instance, the parish priest Nikola Kostić, who headed the National Council of Banja Luka, asked military support from the Zagreb National Council when he learned that some 1000 retreating Austro-Hungarian soldiers were coming to his town from Prijedor.⁸⁶ However, the local national councils in Bosanska Krajina, above all in Banja Luka, were autonomous in their actions not only from the Zagreb National Council but also from the provincial authorities in Sarajevo which were their direct superiors.

The only effective force that could be counted upon to ensure peace and order was the Serbian army, so its assistance was sought from all quarters. According to a report of the Serbian military delegate in Zagreb, Lieutenant Colonel Dušan Simović, “the delegates from Bosanska Krajina are asking that our troops head to Banja Luka, Prijedor, Bosanska Gradiška, and Bosanski Novi as soon as possible to ensure order – especially to Prijedor, a railway intersection and rich mine. Near Bosanska Gradiška and Prnjavor, there are corn and potato fields that could be destroyed unless safeguarded. Finally, they ask for some troops to be sent to Perković to secure communication with Croatia. Forwarding this, I ask for this demand to be met and troops sent to the said places if possible and deemed important enough.”⁸⁷ For his part, the commander of the Sarajevo detachment, Colonel Nedić, also advised sending troops to the northwestern part of Bosnia, which was “inadequately occupied or not at all,” because that area had “a large number of former Austro-Hungarian soldiers from the so-called Green Cadres and because the political tendencies of the population of that region were diverse, [and hence,] troops needed to be stationed in the most important towns,

⁸⁵ Bogumil Hrabak, *Dezerterstvo, zeleni kadar i prevratna anarhija*, 278–279.

⁸⁶ *Ibid.*, 283.

⁸⁷ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 2, list 260–261, Vrhovna Komanda Komandantu Druge Armije, 5. novembar 1918, OBR.32183; pop. 4, kut. 65, fasc. 13, dok. 19/35, General Pešić Komandantu II Armije, 6. novembar 1918, OBR.31283. The sentence mentioning Croatia is missing from the document published in: VRS, knj. 31, 18. novembar, o.br. 32183, str. 215.

such as: Prijedor, Krupa, Bihać, Bosanska Gradiška, Bosanski Petrovac, Glamoč, Ključ, and Knin /in Dalmatia/. Two infantry battalions would be needed for this. Also, the Dubrovnik-Sarajevo railway line needs to be secured, and one battalion would be needed for that. I ask the Commander to please designate three more infantry battalions to be stationed in Bosnia and Herzegovina.”⁸⁸ Nedić’s suggestions were usually accepted because he had already been authorized by Stepanović to, reflecting the tempo of the arrival of the Timok Division units in Sarajevo, send garrisons to the appropriate places, in agreement with the National Council and to immediately report any change in the distribution of the troops.⁸⁹ In the towns of Bosanska Krajina where, at the request of local national councils, the detachments of the national army arrived on the orders of Zagreb (Bihać, Bosanska Dubica, Kostajnica, and Bosanska Gradiška), before the arrival of the Serbian Second Army, the intention was to unite the commands by placing all available forces under Field Marshal Stepanović.⁹⁰

As noted above, the experiences with national guards were largely very bad. The county committee of the National Council in Tuzla complained that the guard members were “disrupting order and peace with their violent behavior and arrest of the gendarme of finances and certain individuals either out of ignorance or personal vendetta. The National Government is requested to please take urgent steps with the Supreme Serbian Command to deploy sufficiently strong detachments to those places to establish order, reorganize the gendarmerie according to local needs, and disarm the guard or bring it under their command or else there will be a response from the embittered social classes and anarchy.”⁹¹

⁸⁸ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/12, pukovnik Nedić Komandantu II Armije, 9. novembar 1918, O.Br.6865 (the addendum contains the distribution of the Sarajevo detachment).

⁸⁹ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 6, dok. 3/42, Vojvoda Stepanović Komandantu Timočke divizije, 1. novembar 1918, O.Br.22741.

⁹⁰ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 26, fasc. 1, dok. 1, list 210, Depeša od šefa vojne misije u Zagrebu, 3. januar 1919, br. 489.

⁹¹ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. 11, dok. 54/18, telegram br. 606 od 15. novembra [?] 1918. On the conduct of the national guards in Tuzla, see Adnan Jahić, “Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, *Historijska misao*, 2 (2016), 108–113.

In light of these circumstances, the arrival of the Serbian army to Tuzla brought “unquestionable relief” to the members of the local county committee of the National Council.⁹² Srebrenica also reported that the guard was terrorizing the local clerks.⁹³ Reports of the wrongdoings committed by the members of the National Guard also arrived from Derventa and Dubica, accompanied by invitations to the Serbian army to come and establish peace and order.⁹⁴ It should be noted, however, that there were cases where the guard conscientiously performed its duties: in Kupres, there was an armed conflict between the local guard and some raiders, with fatalities, and order was eventually restored by a company of Serbian soldiers on route to Livno; ten of those soldiers were left behind to maintain peace in the town.⁹⁵ But in view of the described experiences, the demands of the National Government in Sarajevo for the county authorities to, in cooperation with the committees of the National Council, disarm the people and the soldiers coming back from the front, while also safeguarding the confiscated weapons⁹⁶ and doing their main duty of protecting the citizens’ personal safety and state-owned and private property, were clearly unrealistic.

By far the most critical security situation was in the eastern part of B&H. Due to the reports of Montenegrin raids in the Prijepolje county and in Goražde, Colonel Dokić suggested that the battalion of the Šumadija Division within the Višegrad detachment be deployed in Sanjak and eastern Bosnia – in Goražde, Čajniče, and Rogatica. The suggestion was accepted for the most part.⁹⁷ At the request of the Sarajevo government, the commander of the Sarajevo detachment asked to station a garrison in Trebinje, where a large supply of military materiel was kept, because the town was “surrounded by Montenegrin *comites*

⁹² Jahić, „Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, 108.

⁹³ VA, pop. 4, kut. 25, Delovodni protokol Odeljenja za Organizaciju štaba II armije, Poverenik za Narodnu Odbranu, 21. novembar, br. 461, list 8.

⁹⁴ Milošević, „Slom austrougarske uprave i formiranje narodnih vlasti”, 188–189.

⁹⁵ VRS, knj. 31., Izveštaj kda 13. pešadiskog puka, 1. decembar, o.br. 5438, str. 338.

⁹⁶ Jahić, „Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, 110.

⁹⁷ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 4, dok. 1/208, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 28. oktobar 1918, OBr.13406; Štab Druge Armije Komandantu Timočke divizije, 28. oktobar 1918, O.Br.22642.

bands,” and the command of the Second Army granted the request.⁹⁸ Perhaps the best testimony to the audacity of the plundering hoards was left by the commander of the 14th Regiment of the Šumadija Division Stanković: “Last night, around 150 armed Montenegrins came to Bileća and delivered a letter to the town commander in which they demand the release from prison of six soldiers of the national guard, who were arrested on the grounds of insubordination, and the confiscation of weapons from the Muslims given to them by the National Council. Unless this is done, they are threatening to attack and raid Bileća, and there will be casualties. Please urgently reinforce the Bileća garrison with the troops from Dubrovnik because the French troops are also there and plead with the commander of the Adriatic army to prevent the Montenegrins from plundering.” The commander of the Timok Division ordered Colonel Stanković to send temporary reinforcements to the city with the needed troops from Trebinje and to “act as energetically as possible to preserve order and authority in Bileća.”⁹⁹ Stanković soon reported that the raiders had attacked the barracks in Bileća and that the attack had been repelled, six attackers captured and one wounded, while the rest had taken flight.¹⁰⁰ It is difficult to imagine the full extent of the raids that beset Herzegovina, but the report from Mostar to the effect “that the Montenegrin raiders came to the counties of Trebinje, Bileća, Gacko, Nevesinje, Ljubinje, and plundered all Muslim villages” seems indicative.¹⁰¹ Unfortunately, all countermeasures had little to no effect. In view of the difficult security situation, the Sarajevo National Government ordered a court martial to be founded in the most vulnerable counties, and on 12 November, the court martial was extended to the entire territory of Herzegovina. But not a single sentence was passed until the end of the year.¹⁰² The utter inefficacy of the judiciary undoubtedly reflected

⁹⁸ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 5, dok. 2/1, Pukovnik Dokić Komandantu II Armije, 29. oktobar 1918, O.Br.13429.

⁹⁹ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 6, dok. 2/84, Pukovnik Stanković Komandantu II Armije, 25. novembar 1918, O.Br.13773.

¹⁰⁰ VA, pop. 4, kut. 57, fasc. 6, dok. 2/85, Pukovnik Stanković Komandantu II Armije, 25. novembar 1918, O.Br.13786; VRS, knj. 31, 8. decembar, str. 381.

¹⁰¹ VA, pop. 4, kut. 25, Delovodni protokol Odeljenja za organizaciju štaba II armije, Poverenik za Narodnu Odbranu, 4. januar 1919, br.2249, list 102.

¹⁰² Mastilović, *Hercegovina u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca*, 213.

the chaotic situation in the interregnum between the fall of the Austro-Hungarian administration and the establishment of the new regime. There were indications that the raids from Montenegro were, at least to some extent, politically motivated. According to the county prefects from Herzegovina – perhaps exaggerating to exonerate themselves from any blame – some Montenegrin marauders were agitating in favor of their deposed king, Nikola Petrović, and intentionally creating unrest and anarchy to foster discontent among the population and turn them against the new situation.¹⁰³

The difficulties that the Serbian Army had in taking control of the territory were reflected in the demands of Field Marshal Stepanović. He asked for “a loan for confidential purposes,” two additional battalions of the Šumadija Division “to be stationed in Bosnia, Herzegovina and Dalmatia, for maintaining order and guarding equipment and materiel warehouses given to him by the National Government in Sarajevo to use and protect”; he also asked for a sufficient number of officers for various posts in different towns, for resolving the matter of accepting Serb, Croat and Slovene officers into the Serbian army in line with the suggestion he had submitted to the Supreme Command; and for the settlement of the question of allowing volunteers to join the Serbian army to reinforce its effective strength because his troops were falling ill; he asked the Supreme Command to outline a military-territorial distribution plan and send him instructions for the military organization of the country and the formation of the army; he also suggested that the financially ruined Čabrinović family (due to the role of its members in the Sarajevo assassination of 1914) be given financial aid.¹⁰⁴ The troubles of the commander of the Second Army become much clearer when we take into account that the troops of the Timok Division that had occupied the bulk of B&H amounted in early December to just 5,121 soldiers in Sarajevo and 6,732 elsewhere.¹⁰⁵ Atanasije Šola was shocked to learn that the Supreme Command was intending to concentrate in Sinj and Mostar

¹⁰³ *Ibid.*, 218–219.

¹⁰⁴ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 25, fasc. 1, dok. 4, list 24, Operativno Odeljenje štaba Vrhovne Komande zastupniku ministra inostranih dela gospodinu ministru finansija, 18. novembar 1918, OBR.32703.

¹⁰⁵ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 7, dok. 3/60, list 5, Naređenje Vojvode Stepanovića, 25. novembar 1918, O.Br.23282.

five battalions to be deployed against an Italian onslaught in Dalmatia. "If this order of the Supreme Command is executed, the bulk of the territory of Bosnia and Herzegovina will remain without stationed troops. Due to the disorderly situation in the country, the return of soldiers from Russian imprisonment and the spread of Bolshevism through them, the constant marauder incursions from Montenegro and the robberies committed by the locals, it is necessary to keep all stationed troops where they are and send new troops from elsewhere in these special circumstances. I ask you to urgently intercede with the Minister of Defense and the Supreme Command and get this order about the sending of these troops to Dalmatia and Mostar rescinded," Šola pleaded and managed to get his request granted.¹⁰⁶

A particularly sensitive problem was the cooperation between the national councils as the representative bodies of the new regime and the Serbian army. The commissioner for defense of the National Government for B&H asked Field Marshal Stepanović to get his local commanders to help the civilian authorities in the task of disarming the local population, which the latter accepted and issued the appropriate orders to the commander of the Timok Division.¹⁰⁷ Regarding collecting weapons from the population and some parts of the National Guard, Field Marshal Stepanović also mentioned the report that "some commanders ... in Bosnia, Herzegovina, Dalmatia, and Novopazarski Sanjak do not limit themselves to doing the roles assigned to them and instead violate their orders by interfering in internal matters, going as far as to join in the debates about some political questions." To put a stop to this practice, he sternly warned his commanders "to restrict themselves to doing the task assigned to them: keeping peace and order, ensuring personal safety, and safeguarding state-owned and private property. Anyone who after this order chooses to disregard the role assigned to him will taste the full severity of legal accountability."¹⁰⁸ But despite the best efforts of the Serbian troops to help, the National Government in B&H could not

¹⁰⁶ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 147, fasc. 10, dok. 10/75, [ministar unutrašnjih dela] Svetozar Pribičević ministru vojnom, 21. decembar 1918; dok. 10/80, Vrhovna Komanda Komandantu II Armije, 28. decembar 1918, O.Br. 34291.

¹⁰⁷ VRS, knj. 31, 26. decembar, đbr. 437, str. 481.

¹⁰⁸ VRS, knj. 31, Naredba kdta II Armije, 12. decembar, đbr. 97. str. 406.

fully complete the disarmament of the population. Emphasizing that he has no “other measures to take to implement this except if I were fully authorized to use all repressive measures, without resorting to firearms, and if the Supreme Command deems it necessary for me to complete the disarmament, then I ask to be given this authorization and for all organs of administrative and civilian governance to be placed under my command because otherwise the endeavor will be compromised, just as it has been so far. If this is not wanted, then I request that an appropriate order be issued to the local government, and I will keep assisting them as I have done so far.”¹⁰⁹ The Supreme Command did not want to additionally burden the overstretched troops and replied to continue with the disarmament like before.¹¹⁰ Although the tendency of the Serbian military command was not to let the army interfere in the work of the civilian authorities, in practice that distance often proved difficult to maintain. On the one hand, there was the pressure of the Sarajevo government for the Serbian army to perform the duties that would, in normal circumstances, be the job of the police, such as securing commercial railway traffic. To lend as much support as it could to Sarajevo, which also had political importance, the Serbian government did its best to meet all of its demands. Hence the minister of defense allowed the army to help with peace and order keeping “when necessary” and in the specific cases mentioned by Atanasije Šola in his letter of 16 December.¹¹¹ On the other hand, there was a natural resistance of the Supreme Command toward the tendency to draw the army into the civilian affairs, especially at a time when it could barely meet the enormous military demands it was facing. To prevent or at least minimize this, Field Marshal Mišić decreed that “the investigation and confiscation of stolen and plundered private property, according to the reports and complaints of the owners, belongs to the purview of the civilian and not military authorities. Any investigations

¹⁰⁹ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 26, fasc. 1, dok. 1, list 246–247, Depeša od komande Druge Armije, 6. januar 1919, OBR. 24046.

¹¹⁰ VA, pop. 3, Operacijski dnevnik Operativnog odeljenja Vrhovne komande, kut. 26, fasc. 1, dok. 1, list 247, Vrhovna Komanda Komandantu II Armije, 9. januar 1919, OBR. 34723.

¹¹¹ VA, pop. 4, kut. 53, fasc. 27, dok. 12/110, list 2, Komanda II Armije Atanasiji Šoli, 14. decembar 1918, O.Br.23639. The letter has not survived.

of that kind are to be immediately aborted; if the owners keep asking for the mediation of the military authorities in these matters, instruct them to address their complaints to the relevant civilian authorities.”¹¹² Field Marshal Stepanović insisted that his troops had been doing that all along.

The proclamation of Yugoslavia: choosing between Serbian and Yugoslav unification

In late November, a political crisis of sorts broke out, which mostly undermined the position of the National Government for B&H. As is well known, the Zagreb National Council, above all its members who advocated the political ideas of the Party of Rights, had reservations about an unconditional unification with Serbia, preferring an arrangement in which not only Croatia but the entire South Slavic space of the former Habsburg Monarchy would remain a separate territorial-political unit within the emerging Yugoslav state. Although the objective circumstances were not in their favor, the National Council was not in a rush to complete the unification process, but the pressure for its urgent proclamation came from Dalmatia, the most vulnerable to an onslaught of the incoming Italian occupation army and navy. Naturally, stalling and waiting also made the Serbian people on the other side of the Danube, Sava and Drina anxious: having eagerly welcomed the Serbian army, they believed that the establishment of civilian rule by the Serbian government in Belgrade was a done deal. Ultimately, the masses of Serbs outside of Serbia saw the imminent unification as a Serbian unification, while the Yugoslav unification was of secondary importance for them, if it aroused any real interest at all. The most convincing testimony of this sentiment among the Serbs of northern Dalmatia was left by the commander of the 13th Infantry Regiment of the Timok Division, Lieutenant Colonel Miloje Jelisijević, reporting about their passage through Knin and Drniš: “I noticed myself, and many people told me, that they had no liking for Yugoslavia at all and that they only knew Serbia and the Serbian king (in the thunderous ovations and boundless enthusiasm, not a single person mentioned Yugoslavia), while the cries ‘Long live King Petar, long live the

¹¹² VA, pop. 4, kut. 65, fasc. 16, dok. 20/116, list 2, pukovnik Jovanović Komandantu II Armije, 14. januar 1918, Pov.Br.10367.

heir presumptive, long live Great Serbia' could be heard every minute."¹¹³ As time went on and the unification failed to materialise, reactions began to surface. "When during those days, whispering began about some negotiations about the organization of our new state, Banja Luka quickly and covertly organized the entire Bosanska Krajina and most of Bosnia so that Bosnia and Herzegovina be annexed to the Kingdom of Serbia without any caveats. And that took place on 27 November that same year."¹¹⁴ Indeed, what followed was a wave of proclamations about the unification of B&H with Serbia under the scepter of King Petar I issued by local national councils in larger and smaller settlements, highlighting the unanimous mood of the people, regardless of their religious affiliation. Banja Luka and Bosanska Krajina were at the forefront with their majority Serbian population, whose determination to implement the unification directly with Serbia, without any mediation of Zagreb, erased even the authority of the Bosnian government in Sarajevo. "As of today, we are subject only to His Majesty King Petar and the Serbian royal government in Belgrade," read one typical proclamation of the national council of Bihać. "Provincial governments can only act on behalf of His Majesty King Petar and on behalf of the Serbian royal government should it confer those powers on them."¹¹⁵ It is important to note that the wave of proclamations was by no means limited to the Christian Orthodox Serbs. In Ljubuški, which had 92.70% Catholics, 6.77% Muslims and only 0.43% Orthodox believers, the county committee of the National Council, whose members reflected this religious structure,

¹¹³ VA, pop. 4, kut. 67, fasc. 4, dok. 53/2, ppukovnik Miloje Jelisićević Komandantu Timočke divizije, 28. novembar 1918, Spljet, Pov.O.Br.5487; VRS, knj. 31, Kdt II Armije Vrh. Komandi, 19. decembar, u 3.20 časova, o.br. 23528, str. 442. The quote from VRS, which was not accurately copied from the original document, thereby slightly changing its meaning but not the general sense, is given in: Milan Gulić, "Stupanje srpske vojske na područje Dalmacije 1918. godine", u: Aleksandar Rastović i Miljan Milkić, ur., *Kraj Velikog rata – put ka Novoj Evropi* (Beograd: Istorijski institut i Institut za strategijska istraživanja, 2020), 53.

¹¹⁴ Vaso Glušac, "Banja Luka", *Glasnik Jugoslovenskog profesorskog društva*, knj. XIV, sv. 10–12 (juni-avgust 1934), 891; see also Đorđe Mikić, *Banja Luka na Krajini hvala* (Banja Luka: Opština Banja Luka, Institut za istoriju, 1995), 423–424.

¹¹⁵ Quoted in: Borivoje Milošević, "Nacionalni pokreti i političke prilike u Banjoj Luci i okolini u vrijeme stvaranja jugoslovenske države", *Zbornik Matice srpske za istoriju*, 96 (2017), 82–83.

also proclaimed direct unification with Serbia.¹¹⁶ In Livno, a town with a majority Croatian population, the local national council spoke of the liberation of “our people of all three faiths” and declared “at a solemn session, unification with the Kingdom of Serbia and Montenegro into one state under the scepter of His Majesty King Petar I.”¹¹⁷ As we have seen, the same happened in Bihać, where the proclamation of 27 November about the unification of “our fatherland with the Kingdom of Serbia” was signed by many Muslims and Catholics.¹¹⁸ This clearly shows that the uncertainty and insecurity that had resulted from the fall of the Austro-Hungarian regime motivated the non-Serbian population to embrace the solution that seemed as the only feasible one in the new situation. There is no doubt that the disciplined and honorable conduct of the Serbian army – the only actor capable of reintroducing peace and order – left a favorable impression on the non-Serbian population, creating the necessary conditions for a relatively peaceful transition into the new state. But the attitude towards the initiative from Bosanska Krajina depended on the political conjunction in a given milieu. For instance, the county committee of the National Council in Tuzla chose to ignore the call from Banja Luka to proclaim unification with Serbia.¹¹⁹ On the whole, the “grassroots” unification movement had intense momentum, as evidenced by the fact that as many as 42 out of 54 counties in B&H issued a proclamation about their unconditional and immediate unification with Serbia.¹²⁰

Historians have associated this wave of proclamations with the influence of the Serbian government and Supreme Command through the mission of Milan Pećanac, the inspector of religious affairs in the Ministry of Education.¹²¹ As we have seen, the arrival of a delegate of the Serbian government was announced already in the instructions given to

¹¹⁶ Mastilović, *Hercegovina u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca*, 53–54; Draga Mastilović, *Između srpstva i jugoslovenstva: srpska elita iz Bosne i Hercegovine i stvaranje Jugoslavije* (Beograd: Filip Višnjić), 296.

¹¹⁷ VA, pop. 4, kut. 67, fasc. 1, dok. 6/1, 18. novembar / 1. decembar 1918.

¹¹⁸ VA, pop. 4, kut. 67, fasc. 4, dok. 47/1, 15/28. novembar 1918.

¹¹⁹ Jahić, „Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, 138.

¹²⁰ Mikić, *Banja Luka na Krajini hvala*, 423–424.

¹²¹ Kapidžić, „Pokušaj ujedinjenja Bosne i Hercegovine sa Srbijom”, 275–276; Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu”, 185–186.

General Terzić to encourage the unification of B&H with Serbia through Šola. When Pećanac was chosen for the role, due to, among other things, his personal connections with Bosanska Krajina, he was told to “see and consider the circumstances on the ground, revive his friendships, and see people.”¹²² Stojan Protić, minister of finance, informed the prime minister, Nikola Pašić, then in Paris that Pećanac would be given instructions in Corfu and asked for his approval and suggestions. The government’s delegate then spent some time in Dalmatia and Zagreb, no doubt talking with many people, and on 20 November submitted a report that described the mood in Dalmatia, B&H, and Croatia as being in favor of their unification with Serbia. He believed that as many Serbian troops as possible needed to be sent to the new areas and that unification could be realized through the decisions of “the relevant factors – the Councils or, possibly, the local diets.” The aim was to eliminate the views manifested at the Geneva Conference of 6–9 November 1918 among the representatives of the Serbian government, opposition, National Council in Zagreb, and the Yugoslav Committee, advocating the creation of a confederative, dualist Yugoslav state. That would prevent the creation of a state “modeled after and associated with the Austro-Hungarian lands autonomies and a new state would be built according to the Corfu Pact and perhaps even better ... than some of its architects believed and certainly better and differently than if the spirit permeating the statement about the course of the last negotiations and conclusions in Geneva were to prevail.”¹²³ However, all this testifies only to the informative nature of Pećanac’s mission; there are no indications that he was instructed to work – like General Terzić before, although his mission had been cancelled – or that he indeed worked on convincing the local national councils in B&H to issue proclamations about their direct unification with Serbia. In addition, in the quoted report to the government, Pećanac said that he would not head to Banja Luka on the following day as he had previously announced. Thus, the delegate of the Serbian government had abandoned his plans to travel to Banja Luka shortly before the agitation in the city and the entire Bosanska Krajina for unification with Serbia intensified. His mission came to an end when he was told via the Supreme Command to “immediately come back to

¹²² *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 496.

¹²³ *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 621–622; Kapidžić, „Pokušaj ujedinjenja Bosne i Hercegovine sa Srbijom”, 275–276.

Belgrade and call on Minister Protić,” but we do not know when exactly he was recalled.¹²⁴ All of the above suggests that Pećanac’s mission has been given too much importance in historiography. The mood on the ground, especially in Bosanska Krajina, was such that the Serbian government and the Supreme Command had no need to encourage the local bodies of the new authorities to declare themselves in favor of something that had been their greatest wish – unification with Serbia. As it turned out, the opposite happened: the government and the military command tried to calm the enthusiasm of national councils throughout B&H and maintain the authority of the Sarajevo-based National Government to allow the unification to go through in the Yugoslav spirit and in cooperation with Zagreb.

Telegrams with proclamations, accompanied by greetings and praises for the Serbian army, arrived at the address of the Second Army command from all quarters, and Field Marshal Stepanović thanked everyone and conveyed their contents to the Sarajevo government and the Supreme Command. After the Main Committee of the National Council in Sarajevo received the telegram from Banja Luka about the local national council’s proclamation of unification with Serbia and the statement of the Banja Luka county that it chooses to be subordinated only to the royal government in Belgrade or the authorities it appoints, with the proclamation of the unification in Bihać and the news that Tuzla and Mostar (towns with a majority Muslim and Catholic majority, respectively) intended to do the same, Atanasije Šola, through Field Marshal Stepanović, sent a letter to Svetozar Pribičević, vice-president of the Central Committee of the National Council of SCS, who was in Belgrade at the time. He asked the Central Committee of the National Council to reach an agreement with the Serbian government and “come to a principled conclusion about this matter, immediately inform the National Government for B&H of it, and give the necessary instructions as to how to proceed.” He also asked for the matter of jurisdiction to be resolved. “The matter is very urgent, there is fear of anarchy, therefore reply by telegram immediately.”¹²⁵ The Sarajevo government was obviously

¹²⁴ VA, pop. 4, kut. 24, fasc. 1, dok. 3/1, list 74, Operativni Delovodni Protokol II Armije, nema datuma, O.Br.34402.

¹²⁵ VA, pop. 4, kut. 68, fasc. 6, dok. 30/2, Atanasije Šola Svetozaru Pribičeviću, attached to Šola Vojvodi Stepanoviću, 15/28. novembar 1918, broj 13937/Prez.; Kapidžić,

between a rock and a hard place – between the strong “grassroots” mood to put a stop to the political maneuvers and the intolerable uncertainty by unifying with Serbia and its own wish to avoid seeming as if it were acting against the Zagreb National Council and undermining its authority. This reticence on the part of Šola and his associates had also been noticeable earlier, when General Terzić had proposed that the National Government declare itself in favor of unification with Serbia. On that occasion, it had cited the difficulties that the conduct of the Croats could create and asked the Serbian government for clear instructions. Now, Šola and other Serbian representatives again did not want to assume responsibility for a public and unequivocal declaration of intent regarding the demands on the ground. More recently, it has been suggested that the Serbian politicians who were dominant in the Sarajevo National Council and had been gathered around the *Narod* journal before the war, favored working in agreement with Zagreb, unlike the supporters of the late tribune Petar Kočić from Bosanska Krajina, who were excluded from the decision-making process, and that this was an important factor that led to the indecision of Šola and like-minded people between Belgrade or Zagreb.¹²⁶ This would suggest that the Serbian representatives in Sarajevo did not adequately represent the will of the Serbian people in late 1918.

The same hesitancy, and even reluctance, to pursue Serbian rather than Yugoslav unification characterized the activity of Vladimir Ćorović, later a renowned historian, who in those decisive moments served as the commissioner of the National Government for B&H co-opted into the presidency of the National Council of SCS in Zagreb and the direct link between the two governments.¹²⁷ Admittedly, Ćorović informed the National Council in Zagreb that the Sarajevo government was fully on board with the suggestion of the Dalmatian government for unconditional and immediate unification with Serbia.¹²⁸ But this support had been given for a suggestion of Croatian politicians who formed the

„Pokušaj ujedinjenja Bosne i Hercegovine sa Srbijom”, 279–280; *Grada o stvaranju jugoslovenske države*, II, 662–663.

¹²⁶ Mastilović, *Između srpstva i jugoslovenstva*, 297–301.

¹²⁷ Kapidžić, „Rad Narodnog vijeća SHS Bosne i Hercegovine”, 213.

¹²⁸ Krizman, „Zapisnici Središnjeg odbora”, 366.

government of a province where the majority population was Croatian, so any reproaches or accusations of “separatism” from the Central Committee of the National Council as the central government body of the entire State of SCS were out of the question. However, once the Bosnian-Herzegovinian counties began en masse to declare themselves in favor of unification with Serbia, Ćorović resolutely resisted these actions, no doubt influenced by his political milieu. “The statements of some Bosnian counties about joining Serbia are inappropriate although perhaps understandable,” he told the National Government for B&H. “In the interest of the general national cause, we should, however, try not to get ourselves accused of separatism and harmonize everything with the work of the Central Committee of the National Council of SCS, which is developing completely in the spirit of unity and the royalist principle.” Ćorović also warned that the population of Lika – residents of Croatia rather than B&H – intended to follow the example of the mentioned Bosnian counties, above all the nearby town of Bihać, and that they had “instructed them not to do so.”¹²⁹

The proclamation of the creation of the Yugoslav state, officially named the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes, on 1 December in Belgrade, in the presence of Prince Regent Aleksandar and a delegation of the National Council in Zagreb, put a stop to all dilemmas about what kind of state would be formed. The State of SCS was fused into a joint country with the Kingdom of Serbia, which definitely erased any possibility of a Serbian rather than a Yugoslav unification. The decision was made by the political and military leadership of Serbia. Hence, the indecisiveness and dithering of the Serbian politicians in the National Government for B&H was not of crucial importance for the outcome of the unification. The Serbian government was the actor that, aware of all the facts and circumstances in both Sarajevo and Zagreb, decided to leave and abort the already begun process of Serbian unification – it should be borne in mind that the provincial Dalmatian government was also willing to declare unification with Serbia amid the reservations of the politicians in the central National Council of SCS – and proceed with the creation of the Yugoslav state as soon as Zagreb showed clear willingness to do so. However, the wave of proclamations from the counties of B&H continued

¹²⁹ Mastilović, *Između srpstva i jugoslovenstva*, 301, 342.

even after the proclamation of 1 December, undermining the authority of the provincial government in Sarajevo and putting the Serbian government in an awkward position. “From Bihać, Kostajnica, Konjic, Srebrenica, Ključ, Tešanj, Beljina, Banja Luka, etc., we have received telegrams declaring unification with Serbia,” Field Marshal Stepanović was briefed by Stojan Protić, minister of finance, acting as the deputy of prime minister Pašić, who was in France. “Please let everyone know, to avoid any confusion, that the governance should stay in the hands of the National Government in Sarajevo until new orders [are given].”¹³⁰

As, according to the act of 1 December, national representative bodies, including the Sarajevo government, were to continue to rule in the country, Šola asked Stepanović:

Do you agree to give us the necessary assistance in the given circumstances to maintain the authority of the National Government where it proves necessary? We ask you to please come to an agreement with the Serbian Supreme Command in Belgrade, the Royal Government, and let us know as soon as possible. The reason for this request is mostly the disorderly situation in Banja Luka and some other towns. We have learned from reports that our orders are not being implemented there and that no one is heeding the instructions of the National Government; what is more, according to reports, things are happening there that are against the law and that we, as the National Government, can neither sanction nor take responsibility for. To put a stop to this, it is very necessary for you to provide assistance from the Serbian army so that we can peacefully, if at all possible, put in order the unruly and chaotic situation over there. If needed, violence would be used but, of course, only as a last resort after exhausting all gentler means. To support our demand, we add that we are in possession of an encrypted letter of the royal Serbian government, which you sent us with your act of 19.XI. (2.XII.) of this year [with Protić's above mentioned dispatch].¹³¹

Having received Šola's telegram, the command of the Second Army asked “permission from the Supreme Command and the Government to provide military assistance to peacefully resolve the unruly situation in B. Luka and its area, with the use of force if necessary, after all other means

¹³⁰ VA, pop. 4, kut. 65, fasc. 14, dok. 19/76, Đeneral Pešić Komandantu II Armije za Narodnu Vladu u Sarajevu, 19. novembar 1918.; VRS, knj. 31, Kdt II Armije Kdtu Timočke divizije, 4. decembar, o.br. 23158, str. 358–359; *Građa o stvaranju jugoslovenske države*, II, 683.

¹³¹ VA, pop. 4, kut. 66, fasc. 15, dok. 33/4, Atanasije Šola Vojvodi Stepanoviću, 3/16. decembar 1918, br. 14.233/Prez.

are exhausted.”¹³² Field Marshal Stepanović seems to have received such an order, judging by his reply to Šola that they could “count on the assistance of the army when necessary.”¹³³ Regardless, the Serbian troops seem to have avoided confrontations with the local population because there is no record that they ever resorted to violence or even a demonstration of force to support the Sarajevo government in its conflict with the authorities in Banja Luka and Bosanska Krajina. Instead, Field Marshal Stepanović tried to placate those who, like *singelos* Gavriilo Vukojević, the abbot of the Ozren Monastery, and other prominent citizens of Bosansko Petrovo Selo, continued to ask, even eight days after the 1 December decree, for unification with Serbia and subordination only to “King Petar and his lawful heirs for whom we have suffered earlier and never more than in this war.” The Field Marshal’s response with which he tried to mollify the conflicting tendencies was highly characteristic: “While I thank everyone for welcoming the army, I ask you to please continue your loyal service to the National Government for Bosnia and Herzegovina, which would be the greatest pleasure to HM King Petar I.”¹³⁴

The Sarajevo government discussed the situation in Banja Luka and proposed severe measures against the leaders of the town’s national council and the county chief, but none of these suggestions were accepted so as not to additionally inflame the mood.¹³⁵ The only implemented measure was the penalty served by the police to four Serbs in Sarajevo because their aspirations for unification with Serbia were seen as disruptive to public order.¹³⁶ As the Yugoslav unification in Belgrade had become a *fait accompli* and news of it spread throughout the province, proclamations on the ground began to assume a different, politically correct tone. An indicative example is that of the county committee of the National Council in Mostar, whose intention to proclaim direct unification with Serbia had, until recently, been a cause of concern for the National Government for B&H: on 4 December,

¹³² VA, pop. 4, kut. 24, fasc. 1, dok. 3/1, list 10, Operativni Delovodni Protokol II Armije, bez datuma, br. 14233.

¹³³ Šehić, „Narodno vijeće SHS za Bosnu i Hercegovinu”, 184.

¹³⁴ VA, pop. 4, kut. 67, fasc. 1, dok. 14/1, 26. novembar 1918.

¹³⁵ Kapidžić, „Rad Narodnog vijeća SHS Bosne i Hercegovine”, 287–297; Milošević, „Prilike u Banjoj Luci i okolini u vrijeme stvaranja jugoslovenske države”, 83–84.

¹³⁶ Mikić, *Banja Luka na Krajini hvala*, 424.

this body, “on behalf of the entire same-blooded people regardless of religious differences, with enthusiasm and utmost joy” welcomed the “unification of Serbia and Montenegro with the lands of the independent state of the Slovenes, Croats and Serbs into the joint kingdom of Serbs, Croats and Slovenes under the scepter of the illustrious Karadjordjević dynasty.”¹³⁷ Similar messages emphasizing the Yugoslav character of the unification between the State of SCS and Serbia also came from Teslić, a waqf county, and Glamoč.¹³⁸

Considering the “grassroots” response, i.e., the attitude of the population of B&H to the process and eventual declaration of the unification, we can accept the view of a well-known Serbian historian that the Yugoslav state was created with the consent of the (large) majority of the South Slavic population of the disintegrated Habsburg Monarchy.¹³⁹ However, this assessment was given based on a binary distinction of the citizens’ stances – either in favor of or against the unification, without a consideration of what that unification represented for specific ethnic and religious communities and what their prevalent feeling about that act was. This consideration seems equally important for the Serbian and the non-Serbian population, although historiography has tended to dogmatically posit that the overwhelming majority of Serbs were for Yugoslavia. It was not until very recently that scholars began to notice that the “question of what the Serbian population would have chosen in the dilemma between ‘Great Serbia’ and Yugoslavia” was rarely asked, although this was primarily a reference to the inhabitants of the Kingdom of Serbia.¹⁴⁰ But for the Serbs in B&H, this dilemma was not merely academic: as we have seen, in late November 1918, it was a very real choice between directly joining Serbia or participating in the creation of a “compound state” modeled after the defeated Austria-Hungary, in which they would end up in a territorial-political entity controlled by Zagreb. Faced with this quandary, the response of the Bosnian-Herzegovinian Serbs from below was almost unanimous, but they had little influence on the ensuing

¹³⁷ VA, pop. 4, kut. 67, fasc. I, dok. 8/I, 4. decembar 1918 – po novom.

¹³⁸ VA, pop. 4, kut. 70, fasc. II, dok. 58/I; dok. 60/I, 5. decembar po novom; kut. 67, fasc. I, dok. 9/I, 4. decembar 1918 – po novom; dok. 10/I, 5. decembar 1918 – po novom.

¹³⁹ Ekmečić, *Stvaranje Jugoslavije*, II, 829–832.

¹⁴⁰ Mira Radojević, *Srpski narod i jugoslovenska kraljevina 1918–1941* (Beograd: Srpska književna zadruga, 2019), I tom, 236.

events. Of course, they accepted the Yugoslav unification because, for them, like all Serbs beyond the borders of Serbia, it meant they would fall under the jurisdiction of the Serbian king and government. As for the Muslim population, it was not until late October and early November that their leaders accepted the unification program – partly out of conviction, but mostly out of political opportunism in an effort to put a stop to the intolerable uncertainty, especially because they feared retributions from the Serbian army, which had been an enemy force until shortly before that.¹⁴¹ Finally, the disappearance of the Habsburg Monarchy left no alternative solutions to the Muslims. The Croats were divided: some supported their representatives in the Sarajevo National Council while others, those aligned with the views of the Party of Rights, accepted the unification simply out of necessity.¹⁴² The spectrum of political moods among the masses in B&H was much more complex than the statement that the majority unquestionably accepted the Yugoslav unification of 1 December in Belgrade would suggest.

¹⁴¹ Jahić, „Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, 103–105; Adnan Jahić, *Islamska zajednica u Bosni i Hercegovini za vrijeme monarhističke Jugoslavije* (Zagreb: Bošnjačka nacionalna zajednica i Islamska zajednica u Hrvatskoj, 2010), 73–76; Husnija Kamberović, „Projugoslavenska struja među muslimanskim političarima 1918. godine”, *Historijska traganja*, 3 (2009), 91–105.

¹⁴² When the leadership of the Party of Rights for B&H sent a letter to the Central Committee of the National Council of SCS in Zagreb asking to join this body, the Main Committee of the National Council in Sarajevo replied that their statement did not reveal whether they fully accepted the program of the Yugoslav unification. (Jahić, “Kako je Tuzla dočekala stvaranje Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca”, 104, f. 13) The same request from the headquarters of the Party of Rights in Zagreb was rejected even more resolutely. (*Narodno vijeće Slovenaca, Hrvata i Srba u Zagrebu 1918–1919.: izabrani dokumenti*, priredili Marina Štambuk-Škalić i Zlatko Matijević (Zagreb: Hrvatski državni arhiv, 2008), 109–113)

Jean-Noël Grandhomme

Université de Lorraine

Nancy

« UN HOMME-CLÉ DU DISPOSITIF
DE FRANCHET D'ESPÈREY : FERNAND VIX
(1876–1941)

DE L'OFFENSIVE DE MACÉDOINE À LA MISSION
MILITAIRE DE L'ENTENTE EN HONGRIE »

Résumé : Fernand Vix, né en 1876 à Strasbourg, en Alsace alors annexée par l'Allemagne, devint officier français et fit toute sa carrière dans les troupes coloniales où il fut obligé non seulement de faire preuve de ses capacités de meneur d'hommes mais aussi de s'atteler à des tâches diplomatiques lors de ses missions en Extrême-Orient, en Afrique et dans les Balkans lors de la Grande Guerre. En tant que chef d'état-major de la 17^e division coloniale, le lieutenant-colonel Vix organisa et guida l'attaque de sa division lors de la bataille de Dobropolje, bataille qui décida de l'issue de la guerre dans les Balkans. Suite à l'armistice avec la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie, Vix fut nommé chef de la mission de l'Entente à Budapest où il dut gérer les difficiles relations de la Hongrie avec ses voisins ainsi qu'avec la République des conseils de Hongrie de Bela Kun.

Mots-clés : Fernand Vix, troupes coloniales, Extrême-Orient, Afrique, Front d'Orient, Hongrie.



Fernand Vix
photo d'identité

Si les commandants en chef des armées alliées en Orient : les généraux Sarrail,¹ Guillaumat² et Franchet d'Espèrey,³ ont fait l'objet d'études scientifiques⁴ – bien qu'assez peu nombreuses –, ceux de l'armée française d'Orient, Cordonnier, Leblois, Grossetti, Regnault et Henrys, ont très peu intéressé les chercheurs. Que dire alors des commandants des différentes grandes unités de cette armée, aujourd'hui bien oubliés, sans parler de leurs chefs d'état-major... ?

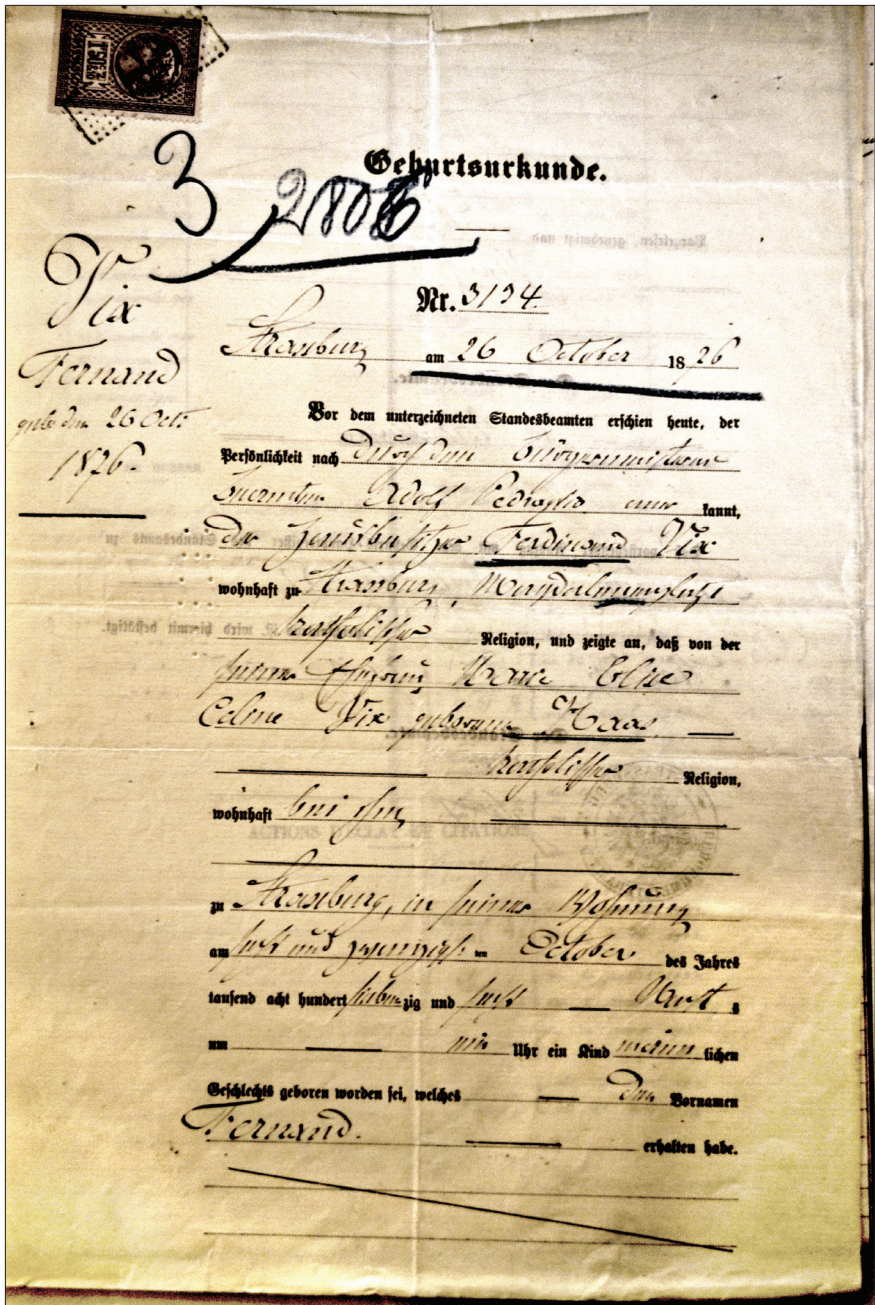
C'est à l'un d'entre eux, le lieutenant-colonel Vix, chef d'état-major de la 17^e division d'infanterie coloniale, que nous nous intéressons ici. Non seulement il a joué un rôle important lors de la préparation et de l'exécution de l'offensive de rupture de l'armée d'Orient en septembre 1918 – dont sa division a été un des fers de lance – puis de son exploitation, mais il a ensuite été le chef de la mission militaire de l'Entente en

¹ Carcopino Jérôme, « Le Général Sarrail », *Revue des Deux-Mondes*, n° 5, 1970, p. 378-390. - Grandhomme Jean-Noël, « Maurice Sarrail, commandant en chef des armées alliées en Orient (1915-1917). Portrait d'un personnage controversé », in Florin Țurcanu et Jean-Noël Grandhomme, *La Grande Guerre dans les Balkans : regards croisés, perspectives comparées*, Sofia, 2018, p. 8-23. - Labayle Éric, « Le Général Sarrail », 14-18. *Le Magazine de la Grande Guerre (MGG)*, n° 32, juin-juillet 2006, p. 28-37. - Tanenbaum (Jan Karl), *General Maurice Sarrail, 1856-1929. The French Army and Left-Wing Politics*, Chapel Hill, 1974. Par ailleurs, les mémoires de Sarrail : *Mon Commandement en Orient (1916-1918)*, Paris, 1920, ont fait l'objet d'une réédition annotée et commentée par Rémy Porte (Saint-Cloud, 2012).

² Correspondance de guerre du général Guillaumat, 1914-1919, transcrite et éditée par Paul Guillaumat, Paris, 2006.

³ Buirette Olivier, *Le Rôle du maréchal Franchet d'Espèrey au sein de l'armée d'Orient*, DEA, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1997. - Fassy Gérard, *Le Rôle du maréchal Franchet d'Espèrey dans la campagne d'Orient*, Maîtrise, Reims, 1992. - Gosa Pierre, *Un Maréchal méconnu. Franchet d'Espèrey. Le vainqueur des Balkans, 1918*, Paris, 1999. - Grandhomme Jean-Noël, « Le Maréchal Franchet d'Espèrey, trait d'union entre la France et la Serbie », in Dušan T. Bataković, *La Serbie et la France. Une Alliance atypique. Relations politiques, économiques et culturelles, 1870-1940*, Belgrade, 2010, p. 297-314. - Guelton Frédéric, « Louis Franchet d'Espèrey, maréchal de France », *MGG*, n° 18, février-mars 2004, pp. 20-27. - Мемоари. Солунски фронт, Србија, Балкан, Централна Европа, 1918-1919, Нови Сад, 2018 (trad. serbe d'une partie des mémoires, présentée par Vojislav Pavlović).

⁴ Voir aussi Hamard Bruno, « Les Commandants français des armées alliées d'Orient et la défense de la crédibilité du front balkanique », *Revue historique des armées*, n° 201, décembre 1995, pp. 108-117. - Fassy Gérard, *Le Commandement français en Orient (octobre 1915-novembre 1918)*, Paris, 2003.



Acte de naissance

Hongrie. À ce poste il a dû aborder une nouvelle facette du métier de soldat, celle de diplomate, chargé de gagner la paix après avoir vaincu sur le champ de bataille. Une tâche redoutable.

Fils de Ferdinand Vix et de Marie Élise Céline Haas, Fernand Vix⁵ naît le 26 octobre 1876 à Strasbourg, en Alsace alors annexée par l'Allemagne ; il passe toute son enfance à Sand,⁶ un village situé à quelques kilomètres plus au sud, dans la maison de son beau-père, le meunier Alfred Albrecht, que sa mère, veuve, a épousé en secondes noces. Envoyé en 1886 faire ses études au Lycée de Nancy, en Lorraine française, il y est reçu aux baccalauréats ès-lettres et ès-sciences ; et en 1893 il obtient la nationalité française.

Nous verrons d'abord comment cet homme originaire des « Provinces perdues » a, comme beaucoup d'autres Alsaciens et Lorrains, choisi de servir dans l'Empire colonial, avant de participer à la Grande Guerre en France. Dans un deuxième temps nous nous intéresserons à son action sur le front de Salonique, puis à son rôle à Budapest. Enfin, nous envisagerons la suite de sa carrière et de la fin de sa vie.

Début de carrière en Extrême-Orient

Entré à Saint-Cyr en octobre 1896, Vix signe un engagement volontaire à la mairie de Versailles et promet « de servir avec fidélité et honneur pendant trois ans, à partir de ce jour ». ⁷ Sorti de l'école dans la seconde moitié du tableau, 295^e sur 555, il est nommé sous-lieutenant en octobre 1898 au 1^{er} régiment d'infanterie de marine à Cherbourg. « Jeune officier d'un caractère doux et discipliné, d'une intelligence ordinaire et d'un esprit réfléchi », note en avril 1899 le lieutenant-colonel Caudrelier, commandant en second de Saint-Cyr, il « n'a pas suffisamment d'énergie, de fermeté ni d'initiative, mais semble devoir acquérir en qualité quand il aura un peu

⁵ La source principale de cette contribution est le dossier du général Vix, conservé au Service historique de la Défense (SHD), au Château de Vincennes, sous la cote 13 Yd 306. Merci à Mickaël Mathieu, docteur en histoire contemporaine de l'Université de Lorraine à Nancy, pour l'avoir photographié.

⁶ Où une rue porte son nom.

⁷ Sur l'acte d'engagement, sa mère est signalée comme décédée, il est donc orphelin à ce moment.



Mission militaire française à Budapest

plus l'habitude du commandement ». « De taille moyenne, vigoureux », il « se livre peu », il a « beaucoup d'amour-propre » ; il « promet un bon officier à la condition d'être bien guidé dans les débuts », ajoute le commandant, le général Maillard.

Désigné pour le Tonkin, Vix rejoint le 9^e régiment d'infanterie de marine à Hanoi en août et il fait partie du corps d'occupation du Kouang-Tchéou-Wan, territoire cédé à bail par la Chine à la France. « Très zélé, trop même, se surmène de travail, bon topographe », note en avril 1900 le chef de bataillon Roche, commandant par intérim du régiment, qui change cependant de ton en septembre : « À défaut d'officier disponible, M. Vix a dû remplir pendant quelques semaines les fonctions de portedrapeau, officier de casernement, ce qu'il a fait sans aucun zèle, en rechignant, sans chercher à se mettre au courant du service. » Le 31 août Vix

retourne en Chine au sein du corps expéditionnaire du général Voyron,⁸ qui comprend la brigade du général Bailloud, formée d'infanterie de ligne et de zouaves (10 000 hommes) ; et celle du général Frey, composée d'infanterie de marine (7 500 hommes).

Après la guerre sino-japonaise de 1895, les puissances européennes sont intervenues pour modérer les appétits de Tokyo sur le continent et se sont fait octroyer des bases et des concessions de la part du gouvernement de Pékin. Les nationalistes chinois, groupés autour de l'impératrice Tseu-Hi (mère de l'empereur Pu-Yi) et du prince Touan, suscitent et encouragent alors en sous-main, à l'été de 1899, la révolte dite des « Boxers ». Avec le mot d'ordre : « Anéantir les Européens », les membres de cette secte des « Poings de Justice » multiplient les exactions (massacre de chrétiens autochtones et de missionnaires, assassinat du ministre d'Allemagne, le baron von Ketteler, sièges des quartiers de Tien-Tsin et de Pékin habités par les Occidentaux, et notamment de leurs légations). Six puissances européennes (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, Italie, Autriche-Hongrie), ainsi que les États-Unis et le Japon, dépêchent alors des troupes en Chine pour y protéger leurs ressortissants et y rétablir leur semi-protectorat. Les forts de Takou sont réduits au silence le 17 juin 1900 et Tien-Tsin est prise le 14 juillet. C'est seulement le 14 août que les troupes alliées délivrent les légations assiégées de Pékin, coupées du monde depuis le 21 juin. Dans la foulée elles pillent la ville et mettent à sac le Palais d'été. La force internationale qui est constituée en juillet est peu après placée sous les ordres du feld-maréchal allemand von Waldersee.

Dans ce contexte, promu lieutenant le 16 octobre, Vix est muté au 16^e régiment d'infanterie de marine le 14 novembre. « Officier très zélé », il « a une bonne instruction et une éducation parfaite », « beaucoup d'entrain et d'allant », mais il « a cependant encore besoin d'être guidé », écrit le lieutenant-colonel Arlabosse le 15 novembre à Tien-Tsin. Atteint de

⁸ Voir Voyron Général, Rapport sur l'expédition de Chine (1900-1901), Paris, 1904. - Bourgerie Raymond, Lesouef (Pierre), La Guerre des Boxers (1900-1901). Tseu-Hi évite le pire, Paris, 1998. - Fleming (Peter), The Siege at Peking (1900), New-York, 1959. - Frey Général, Français et alliés au Pétchili, Paris, 1904. - Grigorianz Alexandre, Le Siège de Pékin. 1900. L'attaque des Occidentaux par les Boxers, Lausanne, 1989. - Pélacot Colonel de, Expédition de Chine de 1900 jusqu'à l'arrivée du général Voyron, Paris, 1901.

fièvre typhoïde, Vix est soigné à l'hôpital de Pao-Ting-Fou. En avril 1901 il est muté au 1^{er} régiment colonial.⁹ Jusqu'au milieu de cette année les troupes françaises prennent part aux tournées de police interalliées contre les dernières bandes rebelles dans le Petchili.

Vix l' « Africain »

De son côté, rapatrié *via* Takou, Vix est rentré en France en août. « Esprit très militaire, dévoué, consciencieux et modeste », « fort intelligent et instruit », il « manque un peu d'autorité sur le terrain à cause de son extérieur maladif et de sa voix grêle », constate en février 1902 le lieutenant-colonel Beyiser. Appelé en janvier 1903 au 2^e régiment de tirailleurs sénégalais, Vix commande le détachement et le poste de Tiébissou à l'entière satisfaction de son capitaine. Affecté en février au bataillon de la Côte-d'Ivoire, il s'acquitte bien du service de ravitaillement à Tiassalé, étudie avec un grand intérêt les populations. Nommé à l'état-major particulier de l'Afrique occidentale française (AOF) à Dakar en avril 1904, il « est servi par une intelligence claire et par une force de volonté rare ». « Alsacien du pays annexé », il « parle parfaitement l'allemand et a l'avantage d'être pourvu d'une certaine fortune personnelle », note le chef de bataillon commandant la région de Baoulé, Betsellère, en octobre. Vix « possède les aptitudes voulues pour servir dans les corps indigènes », même s'il « ne connaît pas la langue parlée dans le pays », précise le même en novembre.

Rapatrié par Grand Bassam en novembre 1904, Vix rejoint le 7^e colonial à Rochefort, où il seconde le capitaine de la compagnie d'instruction, puis l'officier d'approvisionnement. En 1907 il est l'auteur d'un travail intitulé : *Étude des procédés de combat de l'infanterie d'après l'histoire et les règlements*, remarqué par le général Archinard, commandant du corps d'armée colonial. En septembre 1907 il participe aux grandes manœuvres du Sud-Ouest et en septembre 1908 à celles du Centre. Désigné en octobre pour le 1^{er} tirailleurs sénégalais à Dakar, il est promu capitaine le 25 décembre et il prend en mars 1909 le commandement de la 5^e compagnie (à Goumbou) du 2^e sénégalais. De décembre 1909 à février 1910 il est

⁹ Du fait du passage des troupes de marine au ministère de la Guerre le 1er janvier 1901, elles ont reçu le nom de troupes coloniales.

dans le Haut-Sénégal et le Niger au sein de la colonne envoyée contre les Habbés, au cours de laquelle, écrit le colonel Simonin en avril 1910, il « a pleinement justifié sa réputation d'officier remarquablement doué au point de vue militaire », notamment au cours des combats de Kmia le 2 janvier 1910 et d'Ibissa le 14. En décembre 1911 il est affecté à la 8^e direction (troupes coloniales) de l'état-major de l'armée à Paris.

La Grande Guerre sur le front occidental

Vix entre à l'école supérieure de Guerre le 24 octobre 1913, mais ses études sont interrompues par les événements. Affecté à l'état-major de la 5^e brigade coloniale le 2 août 1914, il participe à la désastreuse bataille des frontières, au cours de laquelle l'armée française est surprise par les Allemands et connaît la plus grande hécatombe de son histoire : il est engagé le 22 août à Neufchâteau (Luxembourg belge), les 26-27 au bois de Jaulnay - où il est renversé avec sa monture par un projectile de gros calibre -, le 31 à Briuelles-sur-Bar (Ardennes) et le 6 septembre à Écriennes (Marne). « Doué d'une bravoure à toute épreuve, le capitaine Vix conserve sous le feu toute sa lucidité d'esprit pour juger une situation, préparer des ordres et des instructions, et se porter sans hésitation sur les points les plus exposés pour transmettre les ordres ou recueillir des renseignements, constate, le 8 septembre, en pleine bataille de la Marne, le général Goulet, commandant de la brigade. Durant les marches longues et pénibles exécutées par la 5^e brigade, (il) a rempli malgré des fatigues excessives tous les devoirs d'officier d'état-major avec un zèle au-dessus de tout éloge ».¹⁰ Après la stabilisation du front, Vix organise le secteur de son unité.

Nommé au 7^e colonial le 1^{er} janvier 1915, chef de bataillon à titre temporaire le lendemain (et à titre définitif le 5 mai), il prend le commandement du 3^e bataillon. Passé à l'état-major de la 15^e division coloniale en juin, il se distingue lors de l'offensive de Champagne du 25 septembre (qui conduit cependant à un échec). Blessé le 28 par une balle à la jambe

¹⁰ Vix est cité à l'ordre de la 4^e armée le 4 décembre 1914 : « A fait preuve de bravoure et d'énergie à tous les combats auxquels il a pris part. A transmis des ordres sous le feu violent de l'infanterie et de l'artillerie ennemies et a su les interpréter avec intelligence dans les circonstances les plus difficiles. »

droite, au Bois n°20, près de l'observatoire du général Bro, commandant de la division, il « a fait preuve pendant les journées du 25 au 29 septembre 1915 d'une grande assurance et d'une grande énergie », il a « exécuté des reconnaissances difficiles sous le feu violent de l'artillerie et de l'infanterie ennemies, et assuré le fonctionnement du service de la division, malgré les difficultés de communications et les changements incessants de la situation tactique », dit la citation qui accompagne sa nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur, le 25 octobre. Bro lui trouve cependant, parmi de nombreuses qualités, un « caractère difficile » (notes du 22 janvier 1916). « Je ne me suis pas aperçu que le commandant Vix fût d'humeur difficile, rétorque le 22 février 1917 le général Guérin, successeur de Bro. Il a effectivement du caractère, et beaucoup », ainsi qu'une « connaissance la plus complète des nouveaux procédés de guerre ».¹¹

Pendant l'offensive du Chemin des Dames, en avril-mai, Vix fait à nouveau preuve, certifie Guérin, « de la plus belle énergie et de qualités militaires tout à fait hors de pair. Il a l'étoffe d'un chef de haute valeur et rendra dans le grade supérieur des services de tout premier ordre » (notes du 24 mai). Lieutenant-colonel le 6 juillet, Vix prend ensuite part, en septembre-octobre, à la défense de Verdun dans le secteur de Douaumont.¹² « A préparé de très importantes opérations de guerre et a établi et fait exécuter à cette occasion de nombreux projets d'organisation

¹¹ Vix est cité à l'ordre du 2^e corps d'armée colonial le 5 janvier 1917 : « Chef d'état-major d'une division engagée, a assuré sans interruption pendant quarante-cinq jours un service des plus pénibles, veillant à tous les détails, surmontant toutes les difficultés résultant d'un bombardement incessant de l'ennemi. Après quelques jours de repos avec sa division, a de nouveau fait preuve pendant six semaines consécutives d'une rare énergie et des plus belles qualités militaires. A fait de nombreuses reconnaissances personnelles dans des circonstances difficiles et périlleuses pour assurer la préparation des opérations. »

¹² Le 19 mars 1918 Vix est cité à l'ordre de la 15^e division coloniale : « Officier supérieur de la plus haute valeur, animé du plus pur esprit des devoirs, doué des plus brillantes qualités d'intelligence, de caractère, de volonté et de bravoure, consacrant tout son temps et tout son effort à la guerre. Cherchant sans cesse à améliorer la condition des troupes et à perfectionner leur instruction en vue du combat. A pris une très large part à la préparation et l'exécution des brillants faits de guerre au cours desquels la division s'est distinguées, notamment dans l'Argonne, en Champagne, sur la Somme, sur l'Ardre, devant Verdun. Mérite d'être cité en exemple à la division dont il était le plus ancien représentant et à laquelle il s'était dévoué sans relâche avec toute l'ardeur de son grand cœur. »

et plans d'engagement, tous rédigés avec une précision et une netteté remarquables », écrit Guérin en mars 1918, à la veille du premier « coup de boutoir » de Ludendorff.

À l'armée d'Orient

Vix n'est pas témoin des grandes offensives allemandes sur le front occidental. Mis à la disposition du général Henrys, qui commande l'armée française d'Orient, il embarque en effet pour Salonique à Marseille le 29 mars. En Macédoine il est nommé chef d'état-major de la 17^e division coloniale, fonction dans laquelle il est bien noté par le général Bordeaux, son commandant : « Viens de donner le plein rendement de ses belles qualités militaires, mises au service d'un cœur ardent, passionné par la guerre et par le bien général. » En secteur à Rapéché et à Bernik, la division attaque le 9 mai les lignes bulgares dans la boucle de la Tcherná. Au tournant d'août et de septembre, « se dépensant nuit et jour sans compter », Vix mène à bien « la préparation de l'attaque de la division dans un secteur de montagnes à 1 500 mètres d'altitude au milieu de difficultés matérielles considérables », écrit le 25 octobre le général Pruneau,¹³ commandant depuis juin de la 17^e division. Celle-ci participe à l'offensive lancée par le commandant en chef des armées alliées en Orient, le général Franchet d'Espèrey,¹⁴ prenant une part essentielle, aux côtés de l'armée serbe, à l'attaque sur le Dobropoljé. Le 15 septembre elle prend d'assaut les puissantes organisations bulgares du plateau de Kravitzá, malgré plusieurs contre-attaques ennemies, ainsi que les positions du Kravitchki Kamen, de Borova et d'Obla Tchouka. Après le combat de Gradsko (le 24), le front bulgare est rompu. « Le long des pentes escarpées et boisées de Kravitsa, sur un terrain coupé de ravins, au milieu

¹³ Voir Billotte Général, *Le Souvenir du général Pruneau, des troupes coloniales (1^{er} avril 1873-13 novembre 1936). Discours prononcé le 17 novembre 1936 aux obsèques du général Pruneau*, Paris, s.d.

¹⁴ Voir Cazeilles Colonel, *La Rupture du front bulgare par la 17^e DIC*, Paris, 1929. - Goursolas André, *Victoire en Orient : la 17^e division d'infanterie coloniale 1918-1919*, Maîtrise, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1986. - Ravelo de Tovar Emmanuel, *La Vie d'une division française dans les Balkans (1916-1919) : la 17^e DIC*, Maîtrise, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1972.

d'un fouillis inextricable d'arbres et de branches abattues », dit Pruneau à ses « marsouins »¹⁵ au soir de cette victoire qui permet aux « Serbes tout émus de fouler à nouveau le sol de leur patrie », « vous avez atteint tous vos objectifs, bousculant l'ennemi, lui faisant mille prisonniers, lui enlevant cinq canons de campagne, onze canons de tranchées, quarante mitrailleuses ».¹⁶

Pruneau attribue une bonne part de ce succès à son chef d'état-major : « Sur un terrain abrupt et boisé, écrit-il, il a puissamment contribué au succès complet de la 17^e DIC, qui perça les lignes de défense bulgares dans la journée du 15 septembre et provoqua la retraite de l'ennemi, puis sa déroute dans les journées suivantes. Au cours de la poursuite acharnée qui s'en suivit, à une allure dont la rapidité est unique dans toute la guerre actuelle », il « ne cessa de se montrer un chef d'état-major incomparable, tant pour assurer constamment la convergence des actions de toutes les unités vers l'ennemi en fuite que pour surmonter avec une ténacité admirable les difficultés vraiment extraordinaires du service du ravitaillement, au milieu d'un pays montagneux desséché, sans voies de communications, souvent sans ressources, même en eau potable. Je n'avais jamais rencontré un auxiliaire aussi parfait au cours de la guerre et je viens de demander pour lui au général en chef une proposition à titre exceptionnel pour le grade de colonel, qu'il a dignement et si largement mérité » (notes du 25 octobre).¹⁷

Le 24 septembre la division prend le monastère de Tchitchevo, franchit ensuite le Vardar à Oulantsa et poursuit l'ennemi jusqu'à Egri Palenka (où elle arrive le 10 octobre, quelques jours après l'armistice de

¹⁵ Surnom des soldats de l'infanterie coloniale.

¹⁶ Voir Pruneau Général, « La Victoire de Macédoine, 15-29 septembre 1918 », Journal des Poilus d'Orient, septembre et octobre 1936.

¹⁷ Vix est cité par Franchet d'Espèrey à l'ordre du commandement en chef des armées alliées en Orient : « Officier supérieur de tout premier ordre qui au cours de la guerre n'a cessé de donner le plein rendement de ses belles qualités militaires mises au service d'un cœur ardent et passionné. Chef d'état-major d'une division d'attaque, s'est dépensé sans compter pour assurer dans des conditions particulièrement difficiles la préparation et l'exécution de l'assaut de positions bulgares que la nature du terrain et les travaux de l'ennemi faisaient considérer comme imprenables. A pris ainsi une très large part au succès complet de l'attaque qui a provoqué la rupture du front bulgare et permis l'exploitation du succès de la division. A fait preuve à nouveau des plus brillantes qualités de coup d'œil, d'initiative, de jugement et de volonté dans la poursuite acharnée qui a amené la défaite des armées bulgares. »

Salonique, conclu le 29 septembre entre les Alliés et la Bulgarie). Elle permet ainsi le développement victorieux des opérations en Macédoine serbe. Du 12 au 29 octobre elle est transportée en train dans la région de Pirot (Serbie). « Quel accueil dans les villages ! écrit à cette occasion Louis Cordier, vétéran de la division Pruneau. (...) Comme elles nous émeuvent, ces acclamations de paysans, ces sourires qui, à notre passage, éclairent les visages amaigris ! »¹⁸ De Pirot les troupes françaises font mouvement vers Knjaževac et Zaječar, puis elles mènent de petites opérations sur le Danube dans la boucle d'Orșova (Oršava) contre les troupes austro-allemandes encore présentes en Roumanie.

Après l'armistice de la Villa Giusti (3 novembre), les Austro-Hongrois sont mis hors-jeu, et c'est bientôt le tour des Allemands du maréchal von Mackensen (le 11). Le 13 novembre l'armistice de Belgrade conclu avec la Hongrie indépendante complète ceux de Salonique, Moudros, Padoue et Rethondes. L'article 3, imposé pour des raisons militaires et non politiques par Franchet d'Espèrey - qui ne connaît pas l'existence du traité secret du 17 août 1916 entre l'Entente et la Roumanie¹⁹ -, précise : « Les armées alliées ont le droit permanent d'occuper toutes les localités, tous les points stratégiques qui seront désignés par le général en chef. Elles ont droit de passage sur toute l'étendue du territoire hongrois ». ²⁰ Dans ce contexte, la 17^e division se dirige quant à elle vers Smederevo, en Serbie, à partir du 20 novembre.

Proconsul des Alliés en Hongrie

C'est alors que Vix la quitte, nommé le 26 novembre par Franchet d'Espèrey chef de la mission de l'Entente à Budapest, dont fait partie le major Mihailo Bodi, de l'armée serbe. Depuis le 30 octobre la Hongrie vit sous le régime de la République démocratique, dirigée par la figure principale de

¹⁸ Voir Cordier Louis, « Du Dobropolje à 1 050 ; pèlerinages aux secteurs de la 17e DIC en 1917-1918 », Almanach du combattant, 1935. - *Ibid.*, Ceux du premier armistice. Souvenirs d'un marsouin de la division Pruneau. Armée d'Orient 1918, Clermont-Ferrand, 1936, nlle éd. Aurillac 1972. - *Ibid.*, « Un Héros du front d'Orient, le général Pruneau », L'Écho de Belgrade, mars 1937.

¹⁹ Voir Grandhomme Jean-Noël, La Roumanie de la Triplique à l'Entente, 1914-1919, Saint-Cloud, 2009.

²⁰ Țepelea Ioan, 1919. Les Fronts de l'Europe nouvelle, Oradea, 1996, p. 26-28.

la révolution anti-habsbourgeoise, Mihály Károlyi²¹, « le comte rouge », chef de file de l'opposition de gauche sous la monarchie. Károlyi veut croire que l'Entente tiendra compte de ses positions modérées pendant la guerre et négociera avec lui comme si le royaume de Hongrie n'avait pas été l'une des composantes essentielles des Puissances centrales : selon lui, la Hongrie, en quelque sorte « première victime des impérialistes », a droit à la mansuétude des vainqueurs.

Henrys et Vix disposent des pleins pouvoirs pour le règlement, sur le territoire dont ils ont la responsabilité, de la question de l'évacuation des troupes hongroises, allemandes et autrichiennes, le général Berthelot²², commandant de l'armée du Danube, restant en charge des seules opérations qui se déroulent en Transylvanie²³. Le 16 décembre, à la suite de pressions quotidiennes exercées par Vix²⁴, Károlyi fait finalement arrêter Mackensen – jusque-là toujours arrogant et insaisissable – au passage de son train en gare de Budapest, et il l'assigne à résidence²⁵ ; les troupes allemandes, quant à elles, s'écoulent vers leur patrie. En Transylvanie la ligne de démarcation entre troupes hongroises et roumaines pose problème²⁶. En effet, à Belgrade, Franchet d'Espèrey a tracé une ligne presque calquée sur l'ancienne frontière, qui part de la haute vallée du Someș (Szamos), oblique vers le sud-ouest en direction de Bistrița (Beszterce),

²¹ Voir ses mémoires, publiés en exil : *Egy egész világ ellen*, Munich, 1922 (Gegen eine ganze Welt. Mein Kampf um den Frieden, Munich, 1924) et *Memoirs: Faith without Illusion*, Londres – New-York, 1956.

²² Voir Grandhomme J.-N., Henri-Mathias Berthelot. Du culte de l'offensive à la stratégie globale, Ivry, 2011.

²³ Țepelea, *op. cit.*, p. 56-57. – Voir Hamard Bruno, « Franchet d'Espèrey et Berthelot : deux perspectives de stabilisation régionale en Hongrie méridionale (1918-1919) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 200, septembre 2001, p. 25-36. - Vesa Vasile, « Les Rapports entre les généraux Henri-Mathias Berthelot et Louis Franchet d'Espèrey durant l'hiver 1918-1919 », in George Cipăianu et Vasile Vesa, *La Présence française en Roumanie pendant la Grande Guerre 1914-1918*, Cluj, 1997, p. 163-172.

²⁴ *Le Temps*, 4 décembre 1918.

²⁵ Țepelea, *op. cit.*, p. 57.

²⁶ Nouzille Jean, *La Transylvanie terre de contacts et de conflits*, Strasbourg, 1993, p. 218.

vers le Mureş (Maros), dont elle suit le cours jusqu'à la confluence avec la Tisa (Tisza).²⁷ Cela ne satisfait pas le cabinet de Bucarest.

Dès le 13 novembre les premiers éléments roumains franchissent donc les Carpates, et le mouvement s'accroît à partir du 20 ; ils entrent à Toplița (Maroshévíz) et Miercurea Ciuc (Csíkszereda) le 26.²⁸ Le 1^{er} décembre la « Grande Assemblée nationale d'Alba Iulia » (selon la terminologie roumaine) proclame l'union de la Roumanie et de la Transylvanie (sans représentants hongrois). Les délégués désignent un Conseil dirigeant, présidé par Iuliu Maniu, pour administrer la région dans la période transitoire. Les Hongrois ne peuvent toutefois se résoudre à la perte de l'une de leurs provinces historiques.

Les pertes sont sensibles aussi du côté du nouvel État tchécoslovaque. Le 3 décembre Vix remet à Károlyi une note (complétée trois semaines plus tard) qui fixe ainsi la limite provisoire : « 1/ Frontière nord actuelle de la Hongrie ; 2/ frontière ouest de la Hongrie, jusqu'au Danube ; 3/ cours du Danube jusqu'au confluent de l'Eipel (ou Jpoly) [Ipel, Ipoly] ; 4/ cours de l'Eipel jusqu'à Rimaszombat [Rimavská Sobota], cette ville appartenant à la Slovaquie ; 5/ ligne droite de Rimaszombat jusqu'au confluent de l'Ung [Ouj, Uh] ; 6/ cours de l'Ung jusqu'à la colline Úszók. » La frontière définitive devant être fixée par la Conférence de la Paix, Vix prie Károlyi de « donner l'ordre de retirer les troupes hongroises au sud des lignes » mentionnées dans la note. Tout en protestant, le gouvernement hongrois s'exécute.²⁹

Le 9 décembre Károlyi rejette en revanche solennellement les décisions de l'Assemblée d'Alba Iulia, contraires, selon lui, à l'armistice de Belgrade, qui prévoyait le maintien de l'administration hongroise dans la région. En conséquence, il déclare nuls et nonavenus tous les actes du Conseil dirigeant, qu'il se refuse à reconnaître.³⁰ En même temps, l'armée roumaine poursuit l'occupation des villes et villages de la province : Târgu-Mureş (Marosvásárhely) le 3 décembre, Bistrița le 6 et

²⁷ Macartney C. A., *Hungary and her successors*, Oxford, 1937, p. 276.

²⁸ Tușu Dumitru, « Les Actions de l'armée roumaine en Transylvanie au cours des années 1918-1919 », *Revue roumaine d'histoire (RRH)*, 1985, n° 1-2, p. 106-108.

²⁹ *Le Temps*, 29 décembre 1918.

³⁰ Durandin Catherine, *Histoire des Roumains*, Paris, 1995, p. 153.

Braşov (Brassó - Kronstadt) le 7.³¹ Budapest répond par la désignation d'un haut-commissaire de la Hongrie de l'Est, le professeur Apáthy, qui s'établit à Cluj (Kolozsvár - Clausenburg) le 8 décembre, afin d'assurer la pérennité de la présence magyare face à l'administration roumaine, qui se met simultanément en place à Sibiu (Nagyszeben - Hermannstadt).

Le 13 décembre Franchet d'Espèrey permet à l'armée roumaine, mais seulement « pour assurer l'ordre, la vie et les biens des habitants », d'occuper « tous les pays roumains qui ont fait partie jusqu'à présent de l'ancienne Monarchie austro-hongroise », sauf le Banat, disputé entre Roumanie, Hongrie et Serbie.³² Prenant le message du commandant en chef des armées alliées en Orient au pied de la lettre, Berthelot, philo-roumain, demande alors à Vix de donner l'ordre (sous prétexte d'éviter toute friction entre les troupes hongroises et roumaines) aux Hongrois d'évacuer Cluj, sans tenir aucun compte du refus de Károlyi,³³ et lui-même autorise le haut commandement roumain à dépasser la ligne de démarcation.³⁴ Les Hongrois se retirant sans combattre, le général Moşoiu, commandant des troupes roumaines de Transylvanie,³⁵ fait occuper Sighişoara (Segesvár – Schäßburg) le 16 décembre, Blaj (Balázsfalva) le 17, Alba Iulia (Gyulafehérvár) le 20 et enfin Cluj le 23.³⁶ L'initiative surprend Franchet d'Espèrey, mais Berthelot la justifie dans son journal : « Je constatais malheureusement que les intérêts de la Roumanie passaient après ceux de nos ennemis. »³⁷

Afin d'apporter sa caution personnelle aux Roumains, Berthelot effectue d'ailleurs une tournée en Transylvanie et au Banat du 25 décembre 1918 au 3 janvier 1919, qui prend des allures triomphales, malgré des incidents inter-ethniques. Le 31 décembre il rencontre Apáthy, avec qui il trouve un accord : les Roumains s'arrêteront sur la ligne Baia Mare

³¹ Tuţu, *op. cit.*, p. 106.

³² *Ibid.*, p. 180.

³³ *Ibid.*, p. 181.

³⁴ Arhiva ministerul Afărecilor externe al României, Bucarest, Fonds Paris, Dosarul 60, Mission militaire alliée en Hongrie à Commandant des armées alliées en Orient, 23 décembre 1918.

³⁵ Nouzille, *op. cit.*, p. 218.

³⁶ SHD, 20 N 795, Note du GQG roumain, s.d.

³⁷ Torrey Glenn E., General Berthelot and Romania. Mémoires et correspondance 1916-1918, New-York, 1987, p. 220.

(Nagybánya)-Cluj-Alba Iulia-Deva (Déva).³⁸ Les Magyars doivent comprendre qu'ils ont perdu la Transylvanie et que l'armée française se tient fermement aux côtés des Roumains.³⁹

Ceux-ci dépassent bientôt la ligne de démarcation - que le président du Conseil, Ion I. C. Brătianu, ne reconnaît pas comme prenant en compte les aspirations légitimes des Roumains.⁴⁰ Le 3 janvier 1919 Berthelot prend connaissance du rapport du lieutenant-colonel Landrot, qu'il a chargé de visiter les régions contestées : les Hongrois ont certes gravement violé la convention d'armistice, explique l'officier, mais les Roumains, de leur côté, manifestent la ferme volonté « de créer, avant la paix, une situation de fait qui réalise l'occupation militaire totale et même (établi) l'administration roumaine de toute la région à laquelle ils prétendent ». Loin de blâmer cette attitude, Landrot la justifie au contraire par le désir des Roumains de préserver leurs compatriotes de Transylvanie des représailles hongroises.⁴¹

À Budapest une crise gouvernementale entraîne l'accession, le 11 janvier, de Károlyi à la présidence de la République, tandis que le docteur Dénes Berinkey est appelé à la présidence du Conseil. « C'est la politique extérieure qui conditionne en réalité toute la vie intérieure de la Hongrie, constate un officier français. En face des Tchécoslovaques, des Serbes et des Roumains, il n'y a, à vrai dire, qu'un seul parti. Communistes et bourgeois ont la même haine, et tous les Magyars, de quelque classe qu'ils soient, sont unanimes dans la violence de leurs sentiments xénophobes. »⁴² Les relations avec les autres voisins s'étant à peu près normalisées, « le gros effort de réaction nationale est tenté contre la Roumanie et s'il s'explique par l'ethnographie très mêlée de la Transylvanie et le désir de sauvegarder les droits de l'importante minorité hongroise, l'intransigeance roumaine - il faut bien le reconnaître -, l'impérialisme démesuré du cabinet de Bucarest, ont largement contribué à aggraver la situation ».

³⁸ SHD, Fonds Berthelot, I K 77, Carton n° 4, Berthelot au Ministre de la Guerre, 23 août 1923.

³⁹ Torrey, *op. cit.*, p. 203.

⁴⁰ Nouzille, *op. cit.*, p. 218.

⁴¹ Alexandrescu Vasile, Preda Dumitru et Prodan Costică, *La Roumanie et sa guerre pour l'unité nationale. Campagne de 1918-1919*, Bucarest, 1995, p. 182.

⁴² Bernachot Général), *Les Armées françaises en Orient après l'Armistice de 1918*, Paris, 1970-1972, vol. I, p. 156 (*Armée d'Orient - AO, Compte-rendu de janvier 1919*).

Le Conseil dirigeant n'est pas en reste, dont les gardes nationales, « assez peu disciplinées d'ailleurs, décrètent des mesures de rigueur et d'exception contre les militants hongrois ». En conséquence, « les Roumains qui, au début, avaient été en général bien reçus, ont vu très rapidement baisser leur popularité. (...) Les communautés saxonnes, armées avec le matériel de Mackensen, affirmaient en particulier leurs sympathies pour la Hongrie »⁴³ (elles votent pourtant à leur tour l'union avec la Roumanie le 22 janvier⁴⁴).

Entre-temps, le président du Conseil, ministre de la Guerre, Georges Clemenceau, a pris personnellement la situation en main. « Il ne doit être, jusqu'à nouvel ordre, exercé en Hongrie et en Transylvanie aucune action qui soit de nature à modifier le *statu quo* résultant des instructions déjà données et à préjuger des règlements territoriaux qui incombent exclusivement à la Conférence de la Paix », écrit-il le 21 janvier, se rangeant donc à l'avis de Franchet d'Espèrey contre Berthelot : priorité à l'action antibolchevique en Russie et gel de la situation en Transylvanie afin de ne pas pousser les Hongrois dans les bras de Lénine. Le commandant en chef des armées alliées assure la coordination de l'ensemble des opérations en Orient. Son autorité s'exerce directement dans les Balkans, en Hongrie, en Bulgarie et en Dobroudja. Berthelot, « tout en conservant auprès du gouvernement roumain le rôle qui lui a été attribué par les instructions antérieures, est spécialement et exclusivement chargé de l'action progressive en Russie méridionale ».⁴⁵ Le voilà donc dépossédé de toute prérogative en ce qui concerne la Transylvanie.

Le 23 février la presse française donne de larges extraits de la longue note que Berinkey vient d'adresser à Vix, dans laquelle il explique notamment que « l'occupation militaire n'est qu'un état transitoire et ne devrait pas être appliquée en vue de transformer par la force l'occupation en véritable annexion »⁴⁶ Sur le terrain, les incidents reprennent entre Roumains et Hongrois : le secteur de Zalău (Zilah) est le théâtre de combats le 15 janvier, et à nouveau dans la nuit du 22 au 23 février.⁴⁷ Le 20

⁴³ *Ibid.*, p. 157-158.

⁴⁴ Macartney, *op. cit.*, p. 277.

⁴⁵ SHD, 7 N 800, Ministre de la Guerre à AO, 21 janvier 1919.

⁴⁶ *Le Temps*, 23 février 1919.

⁴⁷ Alexandrescu et al., *op. cit.*, p. 217.

février le lieutenant-colonel Sangnier, sous-chef d'état-major de l'armée du Danube, constate un renforcement du dispositif militaire hongrois, tandis que des bandes armées « pillent et massacrent dans toute la zone à l'ouest de la ligne de démarcation ». ⁴⁸ Les Roumains, qui réclament le retrait des Hongrois au-delà de la Tisza, ⁴⁹ obtiennent, lors de la séance du 26 février de la Conférence, la fixation de la ligne Satu Mare (Szatmárnémeti)-Oradea (Nagyvárad)-Arad. ⁵⁰ Après de nouveaux incidents, un officier de l'armée du Danube, le colonel Hayaux du Tilly, parcourt la Transylvanie afin de calmer les esprits. ⁵¹

À l'occasion de ces troubles, Vix est mis en cause par le général Patey, commandant du 2^e groupement de divisions d'infanterie d'Orient, envoyé en Transylvanie par Berthelot, qui, dans un rapport du 8 février sur les événements, l'accuse à mots couverts de « magyarophilie ». Le général Charpy, chef d'état-major des armées alliées en Orient, prend alors la défense de Vix. Il ressort du rapport, écrit-il le 25 février, que Berthelot et Patey, « portés naturellement à se faire les défenseurs de la cause roumaine, semblent perdre de vue de se régler uniquement, dans les questions d'occupation en Transylvanie, sur les directives du général d'Espèrey (...), seul chargé de l'application des armistices avec la Hongrie et dans les Balkans, et que toutes les questions d'armistice, mêmes roumaines relatives à la Hongrie, doivent obligatoirement être traitées par son intermédiaire ». Selon Charpy, les incidents de Zilah « ne se seraient pas produits si les Roumains n'avaient pas dépassé une fois de plus la deuxième ligne de démarcation qui leur avait été imposée, ligne qui d'ailleurs se trouvait déjà fort en avant de la ligne tracée par l'armistice. (...) En réalité, les autorités militaires roumaines n'ont jamais voulu reconnaître l'existence des diverses lignes de démarcation fixées par le général Franchet d'Espèrey et ont certainement cherché des prétextes pour gagner à la main. (...) Quoiqu'il en soit, le lieutenant-colonel Vix, dans toutes ces circonstances, n'a fait que se conformer à la mission qui lui avait été confiée. Il a assumé une tâche délicate, il a eu à lutter contre des difficultés

⁴⁸ *Ibid.*, p. 226.

⁴⁹ SHD, 6 N 217, Berthelot au Ministre de la Guerre, 20 février 1919.

⁵⁰ Alexandrescu et al., *op. cit.*, p. 227.

⁵¹ Berlo Maria, *Evoluția relațiilor româno-franceze în perioada 1919-1926*, Thèse, Iași, 1989, p. 98.

multiples, et il s'en est tiré à son honneur. Il a été attaqué successivement par les Hongrois, qui lui reprochaient son intransigeance, par les Tchéco-Slovaques et les Roumains, qui l'accusaient de les défavoriser, et tous, peu à peu, lui ont rendu hommage et ont proclamé son impartialité et son esprit de justice. Avec un personnel restreint, il a résolu les questions les plus délicates et les plus variées et a fait assurer intégralement les clauses de l'armistice. Enfin, il a maintenu l'ordre dans une ville et une région troublées. Il ne me semble donc pas mériter les critiques qui lui sont adressées. » Charpy conclut en qualifiant Vix de « remarquable officier », qui ne peut « envisager les occupations réclamées par les Roumains au-delà de la ligne fixée par l'armistice que comme des occupations d'ordre stratégique et n'a nullement à prendre en considération les revendications territoriales et ethniques des Roumains au sujet desquelles la Conférence de la Paix seule aura à se prononcer. En particulier, il est dans son rôle en prétendant que la reconnaissance par le gouvernement hongrois du Comité transylvain n'implique nullement comme conséquence la séparation de la Transylvanie et de la Hongrie, et l'occupation des territoires transylvains par les troupes roumaines ».⁵²

La « note Vix » et la République des Conseils

Afin de faire cesser les affrontements en Transylvanie, le Conseil suprême allié, par l'intermédiaire du général de Lobit, commandant provisoire de l'armée de Hongrie à la suite d'Henrys, demande à Vix de remettre, le 20 mars, un ultimatum au cabinet Károlyi : il lui faut accepter sous vingt-quatre heures l'avance des troupes roumaines plus de cent kilomètres à l'ouest de la ligne déterminée par Franchet d'Espèrey et la création d'un corridor tampon⁵³. Károlyi affirme plus tard que Vix lui aurait précisé, « à plusieurs reprises et avec une insistance particulière », que la nouvelle ligne de démarcation n'avait pas le caractère d'une ligne purement stratégique, mais constituait la frontière politique provisoire de la Hongrie (ce que le chef de la mission militaire alliée dément ensuite à plusieurs reprises).⁵⁴ L'opinion publique hongroise unanime se refuse à

⁵² Feuilletés conservés dans le dossier Vix au SHD.

⁵³ Alexandrescu et al., *op. cit.*, p. 229.

⁵⁴ Şeicaru Pamfil, *La Roumanie dans la Grande Guerre*, Paris, 1968, p. 444.

accepter cette mise en demeure. Károlyi, qui est bien forcé de constater la faillite de sa politique vis-à-vis des Alliés, joue alors sa dernière carte : « (Je) m'adresse au prolétariat mondial pour obtenir aide et justice », dit-il dans un document qu'il a ensuite nié avoir écrit,⁵⁵ ne reconnaissant qu'avoir encouragé la formation d'un « cabinet social-démocrate pur » qui « repousserait, lui aussi, les exigences du lieutenant-colonel Vix ». « Je confie le pouvoir au prolétariat mondial », proclame-t-il, en faisant remarquer que les gouvernements bourgeois ou socialistes-bourgeois sont impuissants et déconsidérés ; et il présente sa démission.⁵⁶ Béla Kun le remplace à la tête de ce qu'Otto Bauer, le théoricien de l'austro-marxisme, appelle une « dictature du désespoir ».⁵⁷ Devenu agent de la propagande bolchevique pendant sa captivité en Russie, Kun, militant socialiste juif transylvain, entré dans le cercle des intimes de Lénine, joue sur le nationalisme. Les idéologues grands-magyars comptent sur le mépris des valeurs de la diplomatie *bourgeoise* nourri par les bolcheviks et espèrent qu'ils vont tenir tête à l'Entente à l'exemple de ceux de Russie. Paradoxalement, les « Rouges » constituent l'ultime carte de la vieille Hongrie.

Le 21 mars la République des Conseils est donc proclamée pour s'opposer au dépeçage du pays prévu par les Alliés et déjà partiellement entré dans les faits.⁵⁸ Son programme est publié dès le lendemain : « Le pays ne peut être sauvé de l'anarchie et de l'effondrement que par le socialisme, par le communisme. La révolution hongroise est en même temps menacée d'une catastrophe sur le plan international. La Conférence de la Paix de Paris a décidé d'occuper militairement la presque totalité des territoires de Hongrie. Elle considère les zones occupées comme des frontières politiques définitives, rendant par là même impossible le ravitaillement en produits alimentaires et en combustible de la Hongrie révolutionnaire. Dans cette situation, il n'est resté à la révolution hongroise

⁵⁵ Bien qu'il en ait d'abord formellement reconnu la paternité dans un entretien à l'*Arbeiter Zeitung*, journal socialiste autrichien, résumé dans *Le Temps* du 29 juillet 1919.

⁵⁶ Entretien à l'*Arbeiter Zeitung*. Károlyi reste à Budapest jusqu'en juillet, sans prendre jamais ses distances avec la République des Conseils. Après sa mort, dans les années 1960-1970, sous János Kádár, il est honoré par le pouvoir communiste.

⁵⁷ Voir aussi Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris, 1987, p. 18.

⁵⁸ Dobrinescu Valeriu-Florin, « La Reconnaissance internationale de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie », *RRH*, 1987, n° 1-2, p. 10.

qu'un moyen pour survivre : la dictature du prolétariat (...). Le conseil de gouvernement révolutionnaire (...) condamnera à mort les bandits de la contre-révolution et les pillards. Il organise une grande armée prolétarienne qui fera valoir la dictature des ouvriers et des paysans sur les capitalistes et les grands propriétaires foncières hongrois, ainsi que les boyards roumains et les bourgeois tchèques. Il proclame sa communauté de pensée et de sentiment entière avec le gouvernement russo-soviétique et offre une alliance armée aux prolétaires de Russie. Il adresse au salut fraternel aux ouvriers d'Angleterre, de France, d'Italie et d'Amérique et les appelle en même temps à ne pas tolérer un instant l'odieuse campagne de brigandage que mènent leurs gouvernements capitalistes contre la République des Conseils. »⁵⁹ « L'expression souvent employée de "Commune de Budapest", pour mettre en parallèle la République des Conseils avec la Commune de Paris, écrit l'historien socialiste Julien Papp, traduit bien le fait que, pareillement à la situation française de 1870-1871, en Hongrie aussi la révolution sociale dérivait pour une large part de la défense nationale. »⁶⁰

Budapest connaît alors quelques jours de troubles, tandis que des rumeurs contradictoires circulent à l'étranger. Le 28 mars le *New York Herald* reproduit ainsi un rapport rédigé le 24 par Václav Parti, un membre de la commission de la navigation sur le Danube, qui a cherché à obtenir l'aide de Vix pour faire libérer des membres de la légation tchécoslovaque détenus par les nouvelles autorités. « Quand j'arrivai à sa maison, écrit-il, elle était déjà entourée par les gardes rouges qui, vers 8 heures du soir, arrachèrent le drapeau français arboré au sommet de la maison. Vingt soldats français, sans armes, se trouvaient dans le jardin. Dans la foule qui entourait l'habitation on disait que le colonel Vix était blessé et même qu'il avait été arrêté. » Parti se rend alors au quartier général de la mission interalliée, à l'hôtel *Ritz*. « Tous les drapeaux de l'Entente avaient été enlevés, remarque-t-il, les bureaux de la Croix-Rouge avaient disparu et avec eux le lieutenant-colonel Freeman, représentant de l'amiral Troubridge [président de la commission interalliée pour le Danube].

⁵⁹ Papp Julien, *De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)*, Pantin, 2015, p. 197-200.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 201.

Le concierge me dit que le colonel était parti la veille pour Belgrade. »⁶¹ Le 29 *Le Temps* annonce que Vix est interné à l'hôtel *Hungaria* ; le 30 que son état-major et lui « ont quitté Budapest, courtoisement traités par le gouvernement du Soviet, qui assure leur sécurité ». En réalité, il est en effet réfugié à Belgrade avec les membres des missions française, britannique et serbe, après avoir subi un internement de cinq jours à Budapest, dans leur villa de la rue Andrassy. « Les autorités hongroises, précise *Le Temps* du 31, ont observé une attitude correcte à l'égard des officiers alliés. Cependant on a l'impression qu'elles n'arrivent pas toujours, malgré leurs efforts, à dominer la situation. C'est ainsi que les membres des missions alliées ont été insultés dans les rues, et leur domicile a été envahi par les gardes rouges. La même anarchie existe en province. Le train qui emportait les missions vers Szegedin (Szeged) a été arrêté à Trustke-Skernet [*sic*] par le Soviet local, et les Alliés ont dû longuement parlementer avec lui avant de pouvoir continuer leur route. »

La négation des effets de la défaite constitue toujours l'un des axes fondamentaux de la politique hongroise. Kun, qui redoute une intervention alliée, envoie un mémorandum à la Conférence le 24 mars, protestant de ses intentions pacifiques à l'égard de tous les peuples, ceux de l'Entente y compris, et demandant l'ouverture de négociations directes avec les vainqueurs. En même temps, il mobilise, et cherche à accroître son armée, tandis que dans une interview accordée au journal néerlandais *Vaterland*, il se dit certain « que le passage au communisme aura lieu dans toute l'Europe ».⁶²

Les Roumains et les Tchécoslovaques, très inquiets, font savoir à Franchet d'Espèrey qu'ils sont prêts à intervenir pour renverser le communisme hongrois ; les unités de l'armée française de Hongrie sont concentrées dans la région de Szeged-Arad-Timișoara (Temesvár) ; on peut compter aussi, en soutien, sur les deux divisions serbes, stationnées l'une dans le Banat, et l'autre entre le Danube et la Tisza. Toutefois, la Conférence ajourne d'abord l'option militaire et décide, le 4 avril, la médiation du général sud-africain Smuts,⁶³ tout en soumettant la Hongrie à un

⁶¹ *Le Temps*, 28 mars 1919.

⁶² Kun Béla, *La République hongroise des Conseils*, Budapest, 1962, p 117.

⁶³ Nagy Z. L., « Les Révolutions en Hongrie de 1918-1919 », in *Histoire de la Hongrie*, Budapest, 1974, p. 471-472.

blocus drastique dès le 28 mars. Le Conseil suprême allié demande à Kun d'accepter les conditions des armistices des 4 et 13 novembre 1918, tandis que la fixation définitive de la frontière serait déterminée à l'issue d'une « conférence des représentants de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, des Slaves du Sud, de l'Autriche et de la Hongrie (...) sous la présidence d'un représentant des grandes puissances ». En attendant Smuts s'engage à persuader l'Entente « de lever immédiatement le blocus de la Hongrie et d'adoucir les conditions d'existence ».

Kun formule des contre-propositions irréalistes et met en cause « les solutions des questions territoriales fondées sur l'impérialisme de conquête »⁶⁴. Conscient de la faiblesse de son armée, qui compte à ce moment à peine 60 000 hommes (en général de peu de valeur), il semble attendre un soutien russe.⁶⁵ La République des Conseils n'a-t-elle pas pour seule raison d'être, aux yeux de la grande majorité des Hongrois, d'incarner la résistance aux pressions des Alliés ? La fuite en avant constitue donc la seule solution.

Le 6 avril Franchet d'Espèrey et Berthelot décident à Bucarest de l'action à mener en Hongrie.⁶⁶ Tirant prétexte de plusieurs nouveaux assassinats - tel celui du préfet du *județ* (département) de Bihor (Bihar megye) -, les Roumains attaquent l'armée bolchevique magyare le 16 avril, encouragés par Berthelot, pour qui ils « ont le droit de riposter par l'offensive en cas d'attaque et d'avancer jusqu'à la limite de la zone neutre, pour occuper la zone qui leur a été attribuée ».⁶⁷ Sans participer directement aux combats, les Français couvrent le flanc gauche de l'armée roumaine qui, dès les premiers jours, bouscule la division sicule, entre à Oradea et Debrecen.⁶⁸ « L'attaque roumaine paraît avoir surpris l'armée hongroise en pleine crise de réorganisation, sinon même en état de désorganisation complète », notent les observateurs français.⁶⁹ Les Hongrois sont d'ailleurs rapidement pris en tenailles puisqu'une offensive tchécoslovaque est lancée à partir d'Ungvár (Ujgorod, Ujhorod) le 23 avril. Là encore, les

⁶⁴ Le Temps, 10 avril 1919. Voir aussi Tuțu, *op. cit.*, p. 112-113.

⁶⁵ Nagy, *op. cit.*, p. 466.

⁶⁶ Torrey, *op. cit.*, p. 215.

⁶⁷ Tuțu, *op. cit.*, p. 116.

⁶⁸ Nouzille, *op. cit.*, p. 219.

⁶⁹ Bernachot, *op. cit.*, vol. 2, p. 191 (AO, Compte-rendu d'avril 1919).

Alliés soutiennent largement l'opération par le biais de l'action directe des généraux (français) Pellé, chef de la mission militaire française en Bohême ; et (italien) Piccione, commandant des légions tchécoslovaques d'Italie, désormais affectées au front de Slovaquie. Le 28 avril Roumains et Tchécoslovaques font leur jonction sur la Tisza.

L'Armée rouge magyare devient cependant rapidement un adversaire plus sérieux. Quelques semaines plus tard, elle semble être composée de 150 à 200 000 hommes (avec, toutefois, une artillerie et une cavalerie faibles),⁷⁰ dont 15 000 provenant des milices ouvrières et peut être 2 000 volontaires étrangers, surtout des anciens prisonniers de guerres russes.⁷¹ La République des Conseils, quoi qu'elle professe une idéologie fortement antimilitariste, continue donc à militariser une société hongroise et elle recourt à des éléments ralliés de la caste honnie des officiers pour encadrer son armée. C'est le rôle que joue, non sans talent, auprès de Vilmos Böhm, commandant en chef, son chef d'état-major, le colonel Aurél Stromfeld, ancien officier de l'état-major général de l'armée impériale et royale. Cependant les cadres d'Ancien Régime sont étroitement surveillés par des commissaires politiques. Dans le même temps, Tibor Szamuely, commissaire aux Affaires militaires, est chargé de la répression des activités contre-révolutionnaires.

Le 25 avril Lénine ordonne à l'Armée rouge de tendre la main aux forces hongroises, mais l'offensive soviétique partie de Galicie échoue, brisée par les troupes de la République nationale ukrainienne (UNR) sur leur front sud.⁷² Le 1^{er} mai les troupes roumaines atteignent la Tisza. Le 3 mai un armistice est conclu : « Les hostilités entre la Hongrie et la Roumanie cesseront dès la signature de la présente convention par les représentants respectifs » et « la Hongrie s'oblige à désarmer toutes les troupes qui ont combattu contre la Roumanie. Les troupes de la Roumanie évacueront le territoire de la Hongrie qui se trouvera en-dehors de la frontière qui sera fixée par le traité de paix, après la conclusion de ce traité ».⁷³ L'Armée rouge profite de l'accalmie sur le front roumain pour concentrer ses forces contre les Tchécoslovaques, qui sont rejetés

⁷⁰ Id., vol. 3, p. 125 (AO, Compte-rendu de mai 1919).

⁷¹ Papp, *op. cit.*, p. 211-212.

⁷² Joukovsky Arkady, Histoire de l'Ukraine, Paris, 1993, p. 86.

⁷³ *Ibid.*

au nord d'une ligne Salgótarján (Šalgótarján)-Eger (Jáger)-Miskolc (Miškovec).

Au cours de ces événements, la position de Vix est très délicate. « Comme chef de la mission de Budapest chargée de l'exécution des clauses de l'armistice, dit un ordre signé Henrys, (il) s'est dépensé sans compter, montrant en toutes circonstances beaucoup d'activité et d'énergie. A eu une très belle attitude lors des troubles bolchevistes du 21 au 26 mars 1919, a su en imposer aux révolutionnaires et a donné à tout son personnel l'exemple du calme et de la fermeté. » « A rempli ses fonctions avec conscience, intelligence et une grande fermeté, précise Lobit le 15 mai. A pris de l'ascendant sur les membres du gouvernement hongrois, ce qui a permis de solutionner des questions importantes. Aurait parfaitement réussi s'il n'avait adopté parfois vis-à-vis du gouvernement hongrois une façon d'agir un peu cassante dans des cas où cette attitude n'était pas utile. » « Il a dû faire face à Budapest aux difficultés les plus grandes, tient à préciser encore Henrys, le 11 août. Discussions incessantes avec le gouvernement hongrois pour obtenir l'exécution des clauses de l'armistice, il y est parvenu par sa fermeté et sa patience. Difficultés graves entre Tchécoslovaques et Hongrois d'une part, entre Hongrois et Roumains de l'autre, qu'il est parvenu à faire disparaître par une attitude calme, impartiale et conciliante. Arrestation du maréchal Mackensen, qu'il a su obtenir du commandement hongrois grâce à sa ferme insistance et d'après mes propres instructions. »

En Pologne

Classé au dépôt du 21^e régiment colonial depuis le 27 mai, Vix profite d'une permission à Strasbourg, désormais française. Le même jour il est nommé chef du 2^e bureau (renseignements) de la mission militaire française en Pologne, commandée par Henrys à Varsovie depuis le 1^{er} avril. Composée d'environ deux cents officiers, cette mission est chargée d'organiser des éléments polonais disparates provenant des armées russe, autrichienne, allemande et française, de les instruire à la lumière des règlements de l'armée française et de leur fournir les matériels les plus modernes (car pour l'heure, seule l'armée « bleue » du général Haller,

formée en France, en dispose). Entre juin et décembre Henrys organise seize écoles militaires, dont celles d'état-major à Varsovie. Toutefois, d'inévitables frottements se produisent : au nationalisme ombrageux de certains officiers polonais répond l'arrogance de certains officiers français arrivés avec leurs certitudes de vainqueurs.

La tâche des instructeurs doit être accomplie dans un contexte de neutralité (officielle), en dépit de la guerre larvée ou déclarée de la Pologne contre les bolcheviks et les Allemands, parfois contre les Lituanais, les Tchécoslovaques et les Ukrainiens. En effet, l'objectif du commandant en chef et chef de l'État, le général Piłsudski - constituer une grande fédération dite « d'entre-mers » (*Międzymorze*), qui réunirait la Pologne, la Russie blanche (Biélorussie), l'Ukraine et la Lituanie, dans une vaste entité qui s'étendrait de la Baltique à la mer Noire, seul moyen pour lui de faire contrepoids à la puissance de la Russie) -, est combattu, pour des raisons diverses, par tous ses voisins, et vu d'un mauvais œil par les Alliés, qui se méfient d'un homme qui a longtemps rêvé d'une Pologne indépendante sous la protection des Puissances centrales. Après la prise de Vilnius (Wilno) le 21 avril 1919, les Polonais s'emparent pourtant de Minsk (Russie blanche), tandis qu'ils combattent aussi en Volhynie et en Galicie. Essentiellement préoccupée par l'hypothétique renaissance du danger allemand, la France regarde avec bienveillance leurs efforts pour arracher le plus de territoires possibles à l'Allemagne en Posnanie et en Silésie, mais elle désapprouve cette expansion à l'Est au détriment d'une Russie qu'elle compte conserver comme grande alliée de revers après la victoire espérée des Blancs.

Dans ses difficiles fonctions en Pologne, Vix est l'objet d'appréciations contradictoires. « Il y a montré les qualités de volonté et de travail qui le caractérisaient et, avec des moyens faibles, (il) a obtenu des résultats considérables, dans l'organisation de son bureau, dans l'ascendant pris sur son personnel, qu'il a en partie formé, dans la surveillance d'une situation extrêmement complexe sur les fronts allemands, tchécoslovaques, bolchevistes et lithuaniens, estime le 4 janvier 1920 le colonel Expert-Bezançon, délégué aux opérations. Son intelligence, son savoir et la sûreté de son jugement se sont imposés à tous, en particulier aux officiers polonais qu'il a aidés à collaborer avec ses officiers et ont écouté avec soin pour l'organisation de leur 2^e bureau et la production de leur travail. » Le ton change avec le général Billotte le 25 mars : « Un peu déçu

par les difficultés qu'il a éprouvées avec les Polonais, qu'il eût voulu traiter par la manière forte, a quitté la Pologne en mars. A fourni une somme de travail considérable et a montré de brillantes qualités et sa personnalité particulièrement accusée. »

À Madagascar

Placé au 21^e régiment colonial en avril, à son retour de Pologne, Vix y est là aussi chargé de l'instruction. Chef d'état-major du corps colonial en septembre 1921, il est nommé colonel le 23. « Très actif, très doué, le premier à la besogne, il est un excellent aide du commandement et justifie en tous points les excellentes notes qui lui ont été données antérieurement », estime le général Mazillier, commandant du corps d'armée.

Commandant du 1^{er} régiment de tirailleurs malgache en mars 1924, Vix embarque pour Madagascar. « Son action sur ce corps, où le commandement s'était montré défaillant dans les derniers temps, n'a pas tardé à se faire sentir, constate en septembre le général Dhers, commandant supérieur des troupes de l'Afrique orientale française. Des abus ont disparu. Le service, la discipline, l'instruction des cadres et de la troupe se sont heureusement transformés sous son impulsion. Il a montré ainsi qu'il est capable de faire un chef de corps modèle comme il a été un excellent chef d'état-major. Ses qualités le désignent pour arriver rapidement aux étoiles. » Vix s'est notamment efforcé d'améliorer la qualité de vie du soldat. En juillet 1926 il devient le commandant du 1^{er} régiment mixte de Madagascar. Comme tous les coloniaux, il est atteint de diverses affections. Les membres de la commission de rapatriement de Tananarive lui diagnostiquent ainsi, en août, « un rhumatisme musculaire, accès palustre et congestion hépatique » ; et il est rapatrié en octobre.

Au Levant

En septembre-octobre 1927 il suit les cours du centre d'études tactiques d'artillerie de Metz ; et en décembre ceux du centre des hautes études militaires de Versailles. « Esprit juste, précis et équilibré, d'allure générale timide et un peu effacé, écrit, le 8 septembre 1928, le directeur, le général Weygand. A fourni des travaux de valeur très inégale, surtout en raison

de la sécheresse de quelques-uns d'entre eux. Raisonne sobrement sur le papier comme dans la discussion. N'a pas le goût, peut-être par réserve, de développer ses idées. Sur le terrain, le général Vix a montré plus de fermeté dans l'exposé et la défense de ses décisions, et il a donné l'exemple d'une heureuse transformation. » Général de brigade depuis le 28 février, commandant du 1^{er} groupe de subdivisions de la 3^e région à Rouen, Vix ne reçoit en revanche que des éloges de la part du général Charpy, maintenant commandant du 3^e corps d'armée.

Le 30 avril 1929 il embarque à Marseille pour Beyrouth. Le 11 juin il est affecté au commandement des régions de Damas, du Djebel druze et du Hauran (Syrie) par le général Bigault du Granrut, commandant supérieur des troupes du Levant, qui voit dans ce célibataire un « soldat dans l'âme, travailleur acharné ne vivant que pour son métier ». Général de division le 20 mars 1933, Vix est l'objet, le 1^{er} août, au moment où il quitte son commandement, d'un ordre général flatteur de la part de Bigault du Granrut : « Pendant plus de quatre ans, sous son active impulsion, ses troupes instruites, travailleuses, entraînées ont fourni dans tous les domaines un effort dont les résultats ont été hautement appréciés, en particulier par M. le haut-commissaire de la République [Damien de Martel]. Tour à tour maniant l'arme et l'outil, elles ont construit sur les hauteurs dominant Damas une zone fortifiée remarquablement organisée ; appelées à agir pour le maintien de l'ordre, elles ont montré la solidarité, le calme, le sang-froid d'unités bien dressées, bien encadrées, bien commandées. (...) Instructeur de premier plan, le général Vix a donné à ses camarades des enseignements qu'ils garderont : soldat ne voulant rien être que soldat, il leur laisse quelque chose de plus, l'exemple d'une existence régie par un inflexible sens du devoir et par une droiture impeccable. » En août le *Théophile Gautier* le ramène à Marseille. De nouveau sujet à des ennuis de santé consécutifs à ses séjours aux colonies, il fait la saison à Lamalou-les Bains, station thermale de l'Hérault.

En disgrâce ?

En mars 1934 il est nommé membre du comité consultatif de défense des colonies. « Il est désirable qu'il puisse être appelé à prendre le plus tôt possible un commandement de division en France, pense en octobre le général Claudel, inspecteur général des troupes coloniales. (...) »

Ses qualités bien établies de droiture et de rigueur morale l'indiquent (également) comme un prochain et excellent candidat à un commandement supérieur aux colonies. Je lui crois aussi l'étoffe d'un commandant de région. » Finalement désigné pour le commandement de la 2^e division coloniale sénégalaise à Toulon en octobre, Vix est placé dans la section de réserve par anticipation sur sa demande, un an plus tard, en octobre 1935, car, expliquait en septembre le général Freydenberg, commandant supérieur des troupes coloniales dans la métropole, il « espérait être nommé à un commandement supérieur aux colonies », mais il s'est « vu préférer un officier moins ancien ».

Aigri, ou simplement indisponible, il ne se rend pas le 1^{er} décembre à Strasbourg, où l'on célèbre le deuxième centenaire de la naissance du maréchal Kellermann, duc de Valmy (1735-1820). À cette occasion, le ministre de la Guerre, Jean Fabry, inaugure les quatre grandes plaques qui encadrent le portail d'entrée du Cercle militaire, place Broglie, portant les noms des 135 généraux auxquels la ville a donné le jour, dont le sien.⁷⁴

Vix reprend brièvement du service au début de la Seconde Guerre mondiale. Commandant de la 54^e division d'infanterie le 2 septembre 1939, il en est relevé au bout de deux mois de « Drôle de guerre » et replacé au cadre de réserve, sans emploi, le 1^{er} décembre. Domicilié square Victorien Sardou à Paris, il meurt le 21 mars 1941 à Neuilly-sur-Seine, alors que son Alsace natale est annexée de fait par l'Allemagne nazie.⁷⁵

Le but de la première partie de sa vie : recouvrer les « Provinces perdues » semble alors avoir tourné au cauchemar, puisque le drapeau allemand – sous sa pire forme, celui de la svastika – flotte de nouveau dans les rues de sa ville natale. On peut penser que la Débâcle de mai-juin 1940 et les images de la visite de Hitler dans la cathédrale de Strasbourg ont dû considérablement assombrir ses derniers moments. Vix n'a jamais oublié sa province natale, où il est retourné plusieurs fois en permission

⁷⁴ Le Temps, 2 décembre 1935.

⁷⁵ Vix est titulaire des décorations suivantes : Médaille coloniale agrafe « Afrique occidentale française » ; Légion d'honneur (chevalier, 25 octobre 1915 – officier, 16 juin 1920 – commandeur, 8 juillet 1932) ; Croix de guerre ; Médaille commémorative de la Grande Guerre ; Médaille interalliée dite « de la Victoire » ; Officier du Nicham Ifikhar de Tunis ; Commandeur de l'Étoile noire de Porto Novo (Dahomey) (11 juillet 1927) ; Médaille d'argent de la Valeur militaire (Italie) ; Médaille de l'Empire britannique ; Médaille commémorative 1914-1918 (Serbie).

avant 1914, notamment en 1907. Pendant la Grande Guerre il a combattu pour elle, mais aussi pour la libération de la Serbie, et la délivrance de cette dernière lui est apparue comme le prélude à libération de l'Alsace-Lorraine. Au cours du conflit, il a perdu son cousin alsacien, le meunier Auguste Haas (chez qui il s'était rendu avant-guerre, quand celui-ci habitait à Plaisance, dans le Gers), né la même année que lui, tué en Champagne en septembre 1915.⁷⁶

Vix l'Alsacien est aussi un « marsouin », doté d'une solide expérience coloniale. Après avoir servi en Asie du Sud-Est et en Afrique, il fait une « belle guerre » sur le front occidental. Habitué à vivre en pays étranger, ayant l'expérience, après la campagne de Chine, des opérations menées dans le cadre d'une coalition, il a le profil idéal pour l'armée d'Orient. Les maladies et la chaleur ne le rebutent pas. Ouvert aux autres cultures, il n'éprouve aucune difficulté à travailler avec les officiers serbes, et le résultat est spectaculaire. Auréolé par sa contribution à la percée du 15 septembre 1918, il est choisi par Franchet d'Espèrey pour une mission extrêmement délicate. À Budapest il est chargé de faire comprendre aux dirigeants hongrois qu'ils ont perdu la guerre et sa célèbre « note » du 20 mars 1919 – pour laquelle il ne joue en réalité qu'un simple rôle de courroie de transmission – provoque rien de moins qu'un changement de régime et l'installation – certes éphémères – d'un régime communiste au cœur de l'Europe. En Hongrie, Vix est l'objet d'une véritable légende noire. La plupart des historiens n'ont pas de mots assez durs pour le document qu'il a été chargé de transmettre au comte Károlyi. Paul Lendvai parle ainsi de « l'infâme ultimatum des Alliés (...) qui ampute de vieilles terres magyares de la Hongrie ».⁷⁷ Si le nom de « Trianon » demeure le symbole de ce que les Hongrois considèrent comme une injustice, celui de Vix y est souvent associé.

Cet officier général est donc représentatif à la fois de la « génération de la Revanche », devenue celle de la Victoire, et des difficultés de la recherche de la paix.

⁷⁶ Voir Iscard Philippe, *Vivre et mourir à la guerre. Auguste Haas, 1876-1915. Lettres à sa famille d'un Alsacien mort pour la France* (2 octobre 1914 – 27 septembre 1915), Strasbourg, 2014.

⁷⁷ Lendvai Paul, *The Hungarians. 1000 Years of Victory in Defeat*, Londres, 2003, p. 367.

John Keiger

University of Cambridge

THE BALKANS AND EAST CENTRAL EUROPE A SOURCE OF POST-WAR GREAT POWER RIVALRY AND ESTRANGEMENT BETWEEN PARIS AND LONDON

Abstract: This paper reviews the attitudes of France and Great Britain towards the newly-formed and enlarged states of East Central Europe and the Balkans after the Great War. Starting from these considerations, it analyses how the differences between Paris and London in their policies towards the region became part of the growing rivalry between the two great powers. The conflicting views were rooted in financial, military and geostrategic reasons, which all combined to contributing to the gradual estrangement. Britain steadfastly refused to underwrite France's system of eastern alliances, which militated against the construction of a viable security settlement for the whole European continent. Finally, an attempt is made to assess the impact that France's support for the troubled states of East Central Europe and the Balkans had on the failure to make a military alliance with Britain, and how the failure of the two great powers to cooperate for the sake of stabilising the region affected their long term interests.

Key words: France, Great Britain, East Central Europe, Balkans, Franco-British rivalry, eastern alliances, Poland, Czechoslovakia, Romania, Yugoslavia

At the end of the Great War of all the belligerent nations Britain was the most satisfied. London had secured most of its vital interests: elimination of Germany as a military and economic rival; the evincing of Russia as a strategic threat to India; the securing of the British Empire; the domination of the Royal Navy on the high seas; the freedom to trade world-wide.

France was satisfied as far as defeat of Germany and maintenance of her empire was concerned. But what weighed heavily on her strategic priorities at the peace conference and through the 1920s was to ensure that Germany did not rise again to threaten her very existence. To that end she sought first to weaken Germany for the future, second to counterbalance her power on the European continent by alliances or, finally, to bind her so closely to France and the European states that Berlin's sovereignty and freedom of manoeuvre were severely restricted and her capacity to wage war limited.

The main plank of the second of these options, to forge security alliances, principally with Britain, but also with the states of East Central Europe, laid bare the contradictions in her diplomatic and military objectives and none more so than over the future of the Balkans, that region of Europe that Churchill described as producing more history than it consumes.¹

According to the French historian Georges Castellan, 'La carte dessinée à Versailles est le résultat d'un compromis non négocié entre la volonté des peuples et les intérêts des grandes puissances victorieuses.'² Before, during and after the Great War, Great Power influence was keenly felt in the Balkans. Before 1914, that influence pervaded the two Balkan Wars from 1912 to 13 and their aftermath. During the Great War it was the Great Powers that enticed the Balkan states into the conflict on both sides. At the Peace negotiations and throughout the 1920s the reorganisation of the Balkan state system took place at the whim of the victorious powers, notably Britain and France.

East-Central Europe and the Balkans became a source of great power rivalry between London and Paris and an additional source of Franco-British estrangement with serious consequences for the construction of a viable European security system, with Britain refusing to support an eastern frontier version of Locarno despite French pressure to do so. To understand why this came about requires, first a look at

¹ Quoted in M. MacMillan, *Peacemakers. The Paris Conference of 1919 and Its Attempt to End War* (London: John Murray, 2001), 122.

² S. G. Castellan, *Histoire des Balkans* (Fayard, 1991), 434, cited in F. Roussane Saint Ramond, « Les Etats balkaniques après la Première Guerre mondiale. Vers un nouveau départ? » In 1918–1925. *Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 128.

what the attitude of Paris and London was to the states of East Central Europe; second an analysis of what was at the heart of Franco-British rivalry and the two countries gradual estrangement.

France and Britain's attitude to the states of East Central Europe

France

France was not as enthusiastic in practice for nationalist movements as is often claimed. Of far more importance for France than strict respect for national rights was the drawing together of national entities of sufficient size to block Germany to the east. Neither Poland, Czechoslovakia, nor Yugoslavia (all of whom France supported strongly) were constructed on the principle of nationalities, but were pluri- and multi-ethnic groupings intended to constitute an 'Eastern Barrier'.³

It was clear that Czechoslovakia had identity problems. Minorities represented one third of the population : 3.2 million Germans, 700,000 Hungarians and 500,000 Ruthenians, not to mention the Poles in the majority in Teschen, a territory occupied by Czechoslovakia in January 1919, much to the chagrin of the newly constituted Poland.⁴ So too did Yugoslavia (not to be called so officially until 1929) made up of Serbs, Croats, Slovenes and Montenegrins, but also with its admixture of 15% minorities (Germans, Hungarians, Albanians, Turks and Romanians), not to mention the different religious and social differences.⁵ As for Romania, it seemed to have benefitted from remarkable good fortune. Its population had more than doubled to 18 million and its territory had also more than doubled to the size of that of England or Italy. Little

³ G.-H. Soutou, « L'ordre européen: de Versailles à Locarno ». In *1918–1925. Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 302. More broadly on France's eastern European system of alliances see P. Wandycz, *France and Her Eastern Allies*, Minneapolis, 1962.

⁴ I. Bulei, « Le problème des changements territoriaux, conséquence de la chute des empires ». In *Formation et décomposition des États en Europe au 20^e siècle*, eds. Antoine Fleury, Franz Knipping, Dusan Kovac et Tomasz Schramm, (Brussels: PIE Peter Lang, 2012), 69. Poland's minorities equalled nearly 40%, 70.

⁵ *Ibid.*, 69.

wonder that one of Romania's politicians could comment ironically that 'Rumania is so lucky it doesn't even need politicians'.⁶ But in expanding thus Romania, with 28,1% minorities, like many other states in Europe favoured by the Versailles peace treaties, did so at the cost of insecurity, with disgruntled neighbours waiting expectantly for the moment to recoup their losses. Ironically, the Versailles peace settlement reproduced the national complexities of the Austro-Hungarian empire shortly after provoking its decomposition.

Furthermore, most of these newly created or reconfigured states were situated at the geopolitical crossover and potential flashpoint between the Slav and German worlds. This left Germany with comparative room for manoeuvre compared to the pre-war world. Of the three powerful states that had boxed in Germany geographically prior to the war, France, Russia, Austria-Hungary, only France remained, but with little ability to act to the east of Germany. Indeed the birth of Poland made things worse, not least for France, as Lord Balfour, the British foreign minister had predicted back in 1916 : 'La Pologne sera transformée en un royaume indépendant devenant un Etat tampon entre la Russie et l'Allemagne, tandis que la France sera à la merci de l'Allemagne lors d'une future guerre pour la simple raison que la Russie ne pourra pas l'aider sans violer la neutralité de la Pologne'.⁷ Yet France had been one of the champions of a reconstituted Polish state.

Despite this precarious picture of the newly created or expanded states of East-Central Europe born of the debris of former empires in central Europe, French decision makers increasingly supported the newly formed states in the region and adjusted policy to accommodate them. Thus 1920 witnessed what the French historian Maurice Vaisse calls « la levée successive des hypothèques » (« the gradual lifting of constraints ») for France. She abandoned her project of a Danubian Confederation based on Hungary ; she relinquished support for the White Russians ; she supported a threatened Poland by sending her arms and military advisors.⁸ This allowed French policy in the region to transition in the summer of 1920 to supporting the new military and political association of

⁶ *Ibid.*, 68, 70.

⁷ Quoted in *Ibid.*, 71.

⁸ D. Vaisse, *Diplomatie et outil militaire*, 334–335.

the Czechs, the Serbs and the Romanians set up to counter Hungarian irredentism and revisionism.⁹

What motivated France's support for this region?

First the region provided France with potential military and economic clients. After the Great War the French army's influence internationally was at its zenith. Several foreign states from Brazil to Europe called on French officers to build or reorganise their armed forces.¹⁰ East Central European states were prominent in that list. In 1919 General Eugène Mittelhauser became Head of the French Military Mission and from January 1921 to December 1925 the second Chief of Staff of the Czech army, allowing him to create an army along the French model, equipped of course with French weaponry and materiel. General Henri Berthelot's presence in Romania with French and Romanian troops in late 1918–19 thwarted revolutionary pressure in Bessarabia, Moldavia and warded off Hungarian bolcheviks to become a Romanian national hero (to this day a Romanian district is named after him). General Franchet d'Espèrey ('Desperate Frankie', as the British, unable to pronounce his name, called him) commanded the allied Salonika expedition in 1918 that broke the Southern Front and overran much of the Balkans. This made him a regional hero and he was rewarded in January 1921 with the title of Field-Marshal by the Yugoslavian monarchy, as well as having a boulevard named after him in Belgrade. Thus the prestige of French soldiery led to military missions in the Balkans which more often than not went hand in hand with purchases of French weaponry and equipment.

Second, France in the 1920s had as its guiding star the imperative of 'security'. The German threat had not disappeared; Germany still had her demographic and industrial might. Paris was not going to be fobbed

⁹ C. Vrain, « Le révisionnisme hongrois ». In *1918–1925. Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 212–213.

¹⁰ D. Vaisse, *Diplomatie et outil militaire*, 329; see for example M. Čaplovič, 'Les généraux et les officiers supérieurs français dans l'armée tchécoslovaque au début des années vingt'. In *Bâtir une nouvelle sécurité. La coopération militaire entre la France et les Etats d'Europe centrale et orientale de 1919 à 1929*, ed. Maurice Vaisse, (Vincennes : CEHD/SHAT, 2001), 373–399; also B. Michel, 'Le rôle de la France dans la formation des officiers d'Europe centrale dans les années vingt'. In *Bâtir une nouvelle sécurité*, ed. Vaisse, 39–50.

off with vague promises of security provided by a toothless League of Nations or general disarmament. French decisionmakers believed that France's security on the European continent should be direct, precise, territorial and geopolitical.¹¹

Most of all the French feared a rapid German military strike. Hence the importance of the French Army of the Rhine; but also the logic of creating a network of alliances in the east on Germany's eastern borders. No longer able to count on her erstwhile ally Russia in the east (because of revolution), nor since 1920 on the United States (isolationist) or Great Britain (return to splendid isolation), she felt impelled to construct and rely on political and military alliances with the states of east central Europe, who also feared German revanchism. Hence the idea of a *cordon sanitaire* around Germany with the potential theoretically to concentrate some hundred divisions east of Germany.¹²

A third motive for France wishing for a diplomatic and military partnership with East Central Europe was that in theory collaboration should be mutually beneficial. France was attractive to these states because she could offer them the support of a victorious and influential Great Power. Moreover, France (unlike Italy, for instance) was a status quo power and a guarantor of Europe as established by the peacemakers at Versailles, which was to the taste of most of the Central and South-eastern Europe states. Furthermore, France was ready to aid these states to rebuild their armies and to help build them a new war industry. In the event of having to come to their aid theoretically France could do so by an audacious attack through Germany.¹³

Thus France steadily built up this network of eastern alliances in the course of the 1920s. France had two allies in the East: Poland with whom she signed a military convention on 19 February 1921; Czechoslovakia with whom she exchanged letters for collaboration on 26 and 31 Jan 1924. This was completed by two bilateral treaties with Poland and Czechoslovakia at Locarno in 1925 stipulating support and mutual assistance in the event of an unprovoked attack. Furthermore, a secret protocol was annexed to the Franco-Romanian treaty on 10 June 1926

¹¹ Soutou, « L'ordre européen: de Versailles à Locarno ». In 1918–1925. *Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 315.

¹² D. Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire*, 329.

¹³ *Ibid.*

and another to the Franco-Yugoslavian friendship treaty on 11 November 1927, which provided for exchanges of view between the various general staffs with a view to military cooperation.

But of course the problem was that Poland and the states of the Little Entente created in 1921 between Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia, did not get on together. Czechs and Poles were divided over the Silesian territory of Teschen, annexed by the Czechs; the Czechs, Romanians and Yugoslavs were more hostile to Hungary than to Germany. This disharmony was exacerbated by Balkan states being on opposing sides during the war, not to mention the bitterness engendered by the redrawing of frontiers following the Versailles peacemaking process. These embryonic nations had to learn, or relearn, how to live in harmony with their neighbours.¹⁴

In wishing to use these states as a counterweight to Germany, France was hitching herself to the region's troubles for years to come. It was made worse by the progressive dissolution of the Versailles settlement and the increase in French military commitments outside Europe, not to mention her financial problems that cut military budgets. In allying herself with these trouble-torn states in the name of security France was simultaneously diminishing the possibility of sealing a military alliance with London, a basic tenet of her pre- and post-war foreign policy.¹⁵

Britain

Following the Great War, as a satisfied power Britain quickly moved to return to her geopolitical and geostrategic position pre-1914: only

¹⁴ F. R. Saint Ramond, « Les Etats balkaniques après la Première Guerre mondiale. Vers un nouveau départ? ». In 1918–1925. *Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 128.

¹⁵ Some in France were conscious of this weakness and its impact on the possibility of an alliance with Britain. Whereas at the beginning of 1921 some members of the Quai d'Orsay were pushing for France to back a Czechoslovak-Polish agreement to settle their differences, in February 1921 Foreign Minister Aristide Briand opted for a Franco-Polish agreement on the grounds that a wider accord involving Czechoslovakia might compromise an alliance with London. See

I. Davion, « La rivalité polono-tchèque et ses conséquences pour le système d'alliances français 1919–1924. » In 1918–1925. *Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 192.

peripheral interest in the European continent, or at most that of arbiter, avoiding any serious commitments, especially military; the restoration and encouragement of economic liberalism on the continent, notably by setting up suitable central banks in new states, and further afield.

The British, like others at the peace conference, believed that the Balkans were potentially a source of instability for Europe. They were perceived to have caused trouble for decades in the Ottoman and Austro-Hungarian empires, and of course they had sparked the Great War. What then was France doing allying her fate to such turbulent states?

The British were largely indifferent to what happened in the Balkans, as they were to most of central Europe, so long as British interests, whether strategic, commercial or financial were protected. They preferred strong and stable states to act as barriers against Germany and Russia. Amongst the British public there were admirers for ‘gallant little Serbia’, even Albania and Montenegro, but British governments generally were not prepared to spend force or money on them.

East Central Europe: a source of Franco-British rivalry and estrangement

France deeply hoped to maintain the alliance she had sealed with Britain during the war. This hope almost came to fruition on 28 June 1919 with the signing of a Franco-British assistance treaty for the eventuality of German aggression. But this treaty was made conditional on ratification of the Versailles treaty by the United States Senate, which it refused to do in 1920. Britain’s guarantee to France did not see the light of day.

But this did not stop Paris trying to extract some sort of military guarantee from Britain in the following years.¹⁶ The terrain was not propitious given renewed Franco-British friction over Europe, the Middle East or the League of Nations. With Britain resorting to her traditional stance of not wishing to allow any one state to dominate the continent

¹⁶ France made no fewer than 4 attempts to seal an alliance in 1921 alone, according to the British Foreign Secretary. Cf. Lord Curzon’s memorandum on the question of a Franco-British alliance, confidential, 28 December 1921, *Documents on British Foreign Policy* (hereafter *DBFP*), ed. Rohan Butler and JPT Bury, HMSO, (London, 1960), 1st series, vol XVI, Doc n°. 768, 863.

of Europe, France was firmly in her sights as the most powerful state on the continent, albeit a weakened one. East Central Europe contributed to France's difficulty in seeking an alliance with Britain.

Financial differences

Post-war the British, but also the Americans, could not understand how France could spend so much on military expenditure when she had war debts to settle. In particular Paris's 'generosity', as perceived from London, towards East Central Europe and the Balkans, provoked sarcasm in the British press. France was depicted distributing military and financial aid to these states while protesting to London and Washington that she was not in a position to reimburse her war debts.

A widely circulated cartoon of 1924 bore the title: "Why France cannot pay her debts". It showed the French prime minister Raymond Poincaré climbing a ladder to a tree full of vultures to feed them bags of money. The vultures bear the names French, Romanian and Polish armies. To the right is a bemused young lady named Great Britain presenting to Poincaré a note entitled "French war debts". Poincaré replies "I haven't any time to give you, Madame. I have to feed my little birds."¹⁷

Franco-British financial rivalry in East Central Europe was also on display over the creation of new central banks in the newly formed states of the region. Traditionally before the war this had been a region where French finance had been pre-eminent, but since the war's end London had superseded France in the area given the latter's ongoing financial problems.

The 1920s marked the first great wave of central bank expansion of the twentieth century. Many states which had done without central banks now wished to create them, in particular the newly independent states of central and eastern Europe. One of the tasks of these central banks was to create modern standards of financial governance. London had been at the apex of the pre-war global credit system with the Bank of England informally providing the norms and practices for the global

¹⁷ Caricature by Houy on book cover A. Turner, *The Cost of War. British Policy on French War Debts, 1918–1932*, (Brighton: Sussex Academic Press, 1998).

financial system.¹⁸ It was largely at Britain's behest that in the early 1920s international credit operations to stabilise the weaker European currencies had been placed in the hands of the Financial Committee of the League of Nations. This was the most important agency for the reestablishment of fixed exchange rates based on gold, which the Governor of the Bank of England and officials from the Board of Trade had created, that Britain now dominated and which was rightly regarded as an arm of the Bank of England.¹⁹ As the Governor of the Bank of France explained in 1928:

“England is thus completely or partially entrenched in Austria, Hungary, Belgium, Norway, and Italy. She is in the process of entrenching herself in Greece and Portugal. . . . The currencies [of Europe] will be divided into two classes. Those of the first class, the dollar and the pound sterling, based on gold, and those of the second class based on the pound and dollar—with a part of their gold reserves being held by the Bank of England and the Federal Reserve Bank of New York, the latter moneys will have lost their independence.”²⁰

Up until 1926 Paris had had to endure Britain's financial dominance in the region because her financial position was so much weaker than London's. The Governor of the Bank of England, the imperious Montagu Norman, whose francophobia was legend, had already attempted to frustrate French currency stabilisation schemes for Poland, Romania and Greece put forward by the Governor of the Bank of France, Emile Moreau during 1927–28.²¹

But by 1928 with the stabilisation and strength of the French franc under Raymond Poincaré, and the pound sterling's difficulties, France

¹⁸ R. D. Germain, “Financial governance in historical perspective: lessons from the 1920s”, 6 <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2008/Germain.pdf>, accessed on 25 September 2009.

¹⁹ R. Boyce, “Why International Finance Mattered: 1919–1939”. In *A Companion to International History 1900–2001*, ed. G. Martel, (Oxford: Wiley Blackwell, 2010), 182; R. Boyce, *The Great Interwar Crisis and the Collapse of Globalization*, (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2009), 145.

²⁰ 6 Feb 1928, Emile Moreau, quoted in Chandler, *Benjamin Strong, Central Banker*, 379–80 cited in M. Newton Rothbard, *America's Great Depression*, 5th ed., (Auburn: Ludwig von Mises Institute, 2000), 152.

²¹ On this see Turner, *Cost of War*, 242; Boyce, “Why International Finance Mattered”, 187.

was able to force Britain to accept the Bank of France's role in establishing central banks in the area and in setting up financial institutions. She was also able to push for international credits to be extended to those countries with whom Paris had close political and military ties such as Poland, Romania and Yugoslavia and to gain a share in the stabilisation of their central banks.²²

Geostrategic differences

Before the Versailles peace conference, London in line with her allies agreed that Poland be independent. But Britain was not prepared to invest much to see this come about for lack of national interest. There was also the fear that Poland could become a liability. Who would defend it if its neighbours Germany and Russia attacked? Also the British were not enamoured by either of the Polish leadership factions, General Pilsudski, who had fought against them and seemed a dangerous radical, or Roman Dmowski and the Polish National Committee which seemed too right-wing.

France, by contrast, was very supportive of 'a big and strong, very strong' Poland, from as early as 1917, according to foreign minister Stephen Pichon. French policy to Poland was a mixture of the practical and the romantic. Practically a strong Poland, allied perhaps to Czechoslovakia and Romania, could replace the counterbalance to Germany that Russia once represented. Romantically, because in the popular mind Poland was Marie Walewska, the beautiful mistress of Napoleon Bonaparte, whose son had become foreign minister of France, it was Chopin and George Sand, the Polish volunteers who fought with France against Prussia in 1870. Poland rallied Catholics and liberals alike, none more so than Clemenceau, who had written in his newspaper *L'Homme Enchaîné* at

²² Turner, *Cost of War*, 242; Boyce, *Great Interwar Crisis*, 162–164. For more on this spat between the British and French central banks, J. Keiger, "Wielding Finance as a Weapon of Diplomacy: France and Britain in the 1920s", *Contemporary British History* 25(1) (2011), 29–47. F. Clavert, « La France, la petite entente et la Pologne: relations économiques et financières de la signature du traité de Versailles à la crise », *Valahian Journal of Historical Studies*, 2004, 31–46. <<http://www.valahianjournal.info/>>. <halshs-01101175>

the outbreak of war that ‘Poland will live again.’²³ These two very different views of the geopolitical worth of Poland seen from London and Paris were highlighted during the highly complex and protracted negotiations amongst the Allies over the definition of Poland’s frontiers in 1919. British and French premiers David Lloyd George and Georges Clemenceau clashed repeatedly, the former increasingly taking the side of Germany, the latter of Poland. Whereas Britain was being vaccinated against having anything to do with what it saw as the weak and quarreling nations of East Central Europe France, on the other hand, was so seduced by Poland’s geostrategic counterweight to Germany as to ignore the pitfalls of tying itself to the area.

As for the Czechs who were generally admired by the peacemakers in Paris for their bravery and reasonableness, this still did not apply to Lloyd George. He saw their leader Edvard Benes as ‘the little French jackal’ and Czech claims excessive. But here again Britain had no real interests at stake in the new little country of Czechoslovakia.²⁴ Once again geopolitical security interests seduced the French who hoped for a country strong enough to join with Poland and the new South Slav state of Yugoslavia to act as a bulwark against Bolshevism and Germany. Of course Polish-Czechoslovak relations quickly deteriorated and came to physical blows over the disputed territory of Teschen in January 1919. Once again Lloyd George as one of the lead negotiators on the Supreme Council was able to witness first hand and voice his irritation at how a dispute over a seemingly insignificant territory could envenom relations between two friendly powers whom France viewed as potential allies. He was famously to ask the House of Commons later that year : ‘How many members ever heard of Teschen ?’ only to add: ‘I do not mind saying that I had never heard of it.’²⁵

The French who normally sided with Poland chose Czechoslovakia on this occasion to ensure that she was sufficiently bolstered to play a full role as part of the *cordon sanitaire* against Bolshevism and Germany. The French chose to ignore or turn a blind eye to the ambivalence of modern ethnic nationalism imposed on an older, different world and the

²³ MacMillan, *Peacemakers*, 222.

²⁴ MacMillan, *Peacemakers*, 240.

²⁵ Quoted in *ibid.*, 250.

resentment that it caused between her future military allies, not to mention those between Czechs and Slovaks themselves. This Franco-British difference in perception of the geostrategic interest, reliability and potential source of friction of East Central Europe was all the more poignant as London and Paris's relations deteriorated from the war's end.

The need to protect the route to India through the Suez canal rendered the eastern Mediterranean a British strategic interest (and by extension to a certain extent the southern Balkans). Consequently, Britain felt the need to deny other major powers from muscling in, notably France. Franco-British friendship had stood the test of war; could it stand the test of peace? French warships and bases in the sector were not welcome. As the British Foreign Secretary Lord Curzon put it on 2 December 1918:

'A good deal of my public life has been spent in connection with the political ambitions of France, which I have come across in Tunis, in Siam, and in almost every distant region where the French have sway. We have been brought, for reasons of national safety, into an alliance with the French, which I hope will last, but their national character is different from ours, and their political interests collide with our own in many cases. I am seriously afraid that the great Power from whom we have the most to fear in the future is France.'²⁶

Differences over the future of the defunct Ottoman Empire provided further potential for clashes between London and Paris, which had its own interests and investments in the region. Mistrust was mutual. Curzon warned: 'France is a highly organised State, has boundless intrepidity, imagination, and a certain power of dealing with Eastern peoples.'²⁷

By May 1919 Lloyd George and Clemenceau had fallen out over the partition of the Ottoman Empire and how much the French should get. It was even claimed that Clemenceau offered Lloyd George a choice between pistols and swords.²⁸

France's politico-military agreements with East Central Europe were a double-edged sword. They appeared to give France security to the east, but they also undermined the possibility of a more substantial

²⁶ Quoted in *ibid.*, 384.

²⁷ *Ibid.*, 384.

²⁸ *Ibid.*, 447.

Franco-British alliance in the west. France's eastern alliances became an additional pretext for London not to succumb to France's unrelenting attempts to secure such an alliance on the grounds that Czechoslovaks, Romanians and Yugoslavs were divided among themselves and thus a diplomatic and military liability likely to draw France, and with her, Britain, into a conflict.²⁹

In a long meeting at 10 Downing Street on 21 December 1921 the British Prime Minister, David Lloyd George, explained to his French opposite number, Aristide Briand: 'The British people consider the populations in this area of Europe to be unstable and excitable; they could begin fighting at any moment and the righteousness of their disputes could be very difficult to determine.' Lloyd George went on to say that while he was willing to give France a guarantee in the event of a German invasion in the west, 'the British people were not very interested by what took place on the eastern frontier; they would not be ready to be involved in the squabbles that could occur concerning Poland, Dantzig or Upper Silesia. On the contrary there was a general reluctance to meddle in these questions whatsoever.'³⁰

In reality Britain's attitude to France's eastern alliances was ambivalent: a source of weakness, but also strength. Britain's foreign minister, Lord Curzon, had been informed by the British General Staff that France's eastern allies could supply substantial armies: Poland 30 divisions, Czechoslovakia 12, Romania 23, Yugoslavia 16. Curzon warned that combined with France's 100 divisions these armies were 'a serious threat to peace and freedom in Europe.' What he really feared was France's military superiority on the European continent (together with her powerful submarine fleet).

²⁹ For a fuller discussion of this, see J. Keiger, « La Perception britannique de la coopération militaire entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale au début des années vingt ». In *Bâtir une nouvelle sécurité. La coopération militaire entre la France et les Etats d'Europe centrale et orientale de 1919 à 1929*, ed. Maurice Vaisse, (Vincennes: CEHD/SHAT, 2001), 651–659.

³⁰ Notes of a Conversation between Mr Lloyd George and M. Briand at 10 Downing Street, Wednesday, December 21, 1921 *DBFP*, Series I, vol XV, no 110. A few years later, even the francophile Austen Chamberlain insisted in a famous quip that the Polish Corridor was something for which 'no British government ever will and ever can risk the bones of a British grenadier.' Quoted in D. Dutton, *Austen Chamberlain. A Gentleman in Politics*, (Bolton: Ross Anderson Publications, 1985), 250.

Against a background of international disarmament underway at the Washington Conference at this time, Curzon fulminated against 'the weapons of France and her satellites in Europe' that kept 'Europe on the boil' and gave minor powers like Romania, Czechoslovakia, Yugoslavia and Poland an excuse to maintain excessively large armaments which were a temptation for themselves and a threat for their neighbours.³¹

A few days later Curzon's irritation with French armaments was irrepressible: "The enormous French weapons which will be maintained according to the new proposal must be considered in relation to the Polish and Czechoslovak armies that are in the process of being trained and organised by French officers and which are at this very moment under the nominal command of Marshal Foch. So long as this formidable military combination is maintained with no promise of reduction, the threat to European peace will continue and it will be idle to speak of disarmament."³²

The value of France's eastern alliances, as viewed from London, was thus more complex than might be surmised. In reality with Britain's army in 1922 reduced to a mere 230,000 men,³³ France's superiority on the European continent, bolstered by her eastern alliances, gave succour to the British fear of a new French hegemony in Europe. Britain's support for disarmament was founded as much on strategic self interest as anything else. In wishing to return to her traditional policy of Splendid Isolation and the Balance of Power on the cheap, she had to ensure disarmament on the European continent. This would allow her to reduce the military budget and spend money on the social projects which Lloyd George had promised soldiers during the war: 'Homes Fit for Heroes'.

The military alliance that France sought from Britain in the 1920s would never materialise in peace-time, only in part because of French commitments to her eastern European allies. Ironically, for all the bluster

³¹ Curzon to Balfour [Head of the British Delegation at the Washington Conference], 23 November 1921, *DBFP*, vol X, Document no. 442. He concluded that any naval agreement between the three great naval powers would threaten peace if nothing was done 'to reduce drastically the armaments of France and her satellites in Europe'.

³² Curzon to Balfour 27 November 1921, very urgent. Personal and secret, *Ibid.*, vol. X, Doc no. 452.

³³ J. Gooch, "The Armed Forces". In *The First World War in British History*, eds. Stephen Constantine, Maurice Kirby, Mary Rose, (London: Edward Arnold, 1995), 200.

of Britain's politicians that British opinion cared not for the nations of East and Central Europe, it was precisely because of Germany's invasion of Poland in September 1939 that London declared war on Berlin and quickly sealed an alliance treaty with France.

Conclusion

After the Second World War the senior French Foreign Ministry permanent official in the 1920s and Secretary General of the Quai d'Orsay from 1933 to 1940, Alexis Léger, was disenchanted with France's interwar system of eastern alliances. 'Ce n'étaient pas les diplomates mais les militaires qui, en France, tenaient le plus aux alliances à l'Est.' According to Léger the commitments that this system imposed on France were 'morally and legally embarrassing', whereas the military continued to view them positively.³⁴ The Quai d'Orsay in these years was more focussed on reconciliation with Germany and a rebuilding of Europe. This was also the view of the British.

So was 1921 a 'missed opportunity' for a Franco-British alliance, as Jacques Bariéty has asked?³⁵ Perhaps. But the cause of that failure was not merely France's eastern alliances. As Lord Curzon pointed out, Franco-British differences were numerous in the post-war world.³⁶ More directly at cause, for right or wrong, was Britain's return to a policy of not joining entangling alliances on the European continent, with France or anyone.

³⁴ E. Cameron, « Alexis Saint-Léger Léger » In *The Diplomats*, eds. G.A. Craig, F. Gilbert, (New York, 1974), vol. 2, 393, quoted in N. Jordan, « Mécontentement cordial : les diplomates et les soldats français face au problème de la barrière de l'Est (1923–1925) ». In *Bâtir une nouvelle sécurité*, ed. Vaisse, 25.

³⁵ On a possible Franco-British pact, see J. Bariéty, « Le projet de pacte franco-britannique, 1920–1922 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 193, September 1999, 83–99; J. F. V. Keiger, *Raymond Poincaré*, (Cambridge: Cambridge University Press, 1997), 285–294 and '«Perfidious Albion?» French Perceptions of Britain as an Ally after the First World War'. In *Knowing Your Friends. Intelligence Inside Alliances and Coalitions from 1914 to the Cold War*, ed. Martin S. Alexander, (Routledge: Abingdon, 1998), 37–52; also A. Orde, *Great Britain and International Security 1920–1926*, London, 1978, chapter 1.

³⁶ See the list of other reasons set out by Curzon in the important document, Memorandum by Lord Curzon on the question of an Anglo-French alliance, Confidential, 28 December 1921, *DBFP*, 1st series, vol XVI, Doc n°. 768, 860–870.

With the benefit of hindsight, it might be suggested – as have some historians – that this was a missed opportunity for France and Britain to cooperate more seriously on the stabilisation of East Central and Southern Europe. Edvard Benes, the Czech foreign minister, of whom Lloyd George was so critical, understood Prague's interest in encouraging better cooperation between the Great Powers, especially France and Britain, because it was in the immediate interests of the smaller states in East Central Europe.³⁷ But it was also in the longer term interests of both London and Paris. Here Britain was the principal culprit for washing her hands of the region. The new states from the Baltic to the Black Sea were surrounded by revisionist powers: the Soviet Union, Italy, Germany. From the outset instability and tensions undermined whatever coherence Versailles had attempted to give the region. In not cooperating together London and Paris were leaving the region in a vacuum that in years to come Germany and Russia would fill.

³⁷ For example B. Michel, « La Tchécoslovaquie et la paix (1918–1925) ». In *1918–1925. Comment faire la paix?*, eds. Claude Carlier, Georges-Henri Soutou, (Paris: Economica, 2001), 146.

Stanislav Sretenović

*Institute of Contemporary History
Belgrade*

DIFFICULT SORTIE DE GUERRE AMONG
THE ALLIES IN THE ADRIATIC SEA
ITALY, FRANCE AND THE NEW KINGDOM OF SERBS,
CROATS AND SLOVENIANS, 1918–1924

Abstract: In this paper the author deals with the symbolic and strategic rivalry between Italy and France over the foundation of the new Kingdom's of Serbs, Croats and Slovenians navy in the aftermath of the World War One. The two "Latin sisters", France and Italy, allies and rivals from the war, didn't support their small Serbian war ally in the creation of the new South Slav's Kingdom navy dominated by the ex-Austria-Hungary's maritime officers and sailors. But, while France wished to influence this navy by its "soft power" on the basis of Franco-Serbian "brotherhood in arms" inherited from the war, Italy opposed it totally. In fact, the new royal navy was a compromise of the allies from the war that reflected the uncertain internal and external position of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenians in Central Europe, the Balkans and the Mediterranean.

Key words: Navy, Military, Legacy of War, Adriatic, Mediterranean, Balkans, Italy, France, Serbia, Kingdom of Serbs, Croats and Slovenians.

The disappearance of Habsburg Empire at the end of the Great War opened to Italy wide perspectives, especially that of taking its place as a dominant power in the Balkan peninsula. With the weakening and the collapse of the Ottoman Empire, it was all Eastern Mediterranean that opened to Italian ambitions. In such a Balkan and Mediterranean perspective inherited from the XIX century, the control

of the Adriatic sea was the first step to realize. But, the Italian projects clashed with the military, economic and cultural presence of France in that region. The French presence was perceived in Rome as a barrier to its expansion not only to the Balkans and to Central Europe, but also towards the whole Mediterranean sea where the two “Latin sisters” were in rivalry in Tunisia and Libya. In the Balkans, the two allies—France and Italy, went out from the war with a burden of the “Adriatic dispute”¹ were their small but “valiant” Serbian ally and its program of unification of South Slavs was at stake.

On 11th November 1918, day of the signature of the Armistice in Rethondes, France and Italy were military present and politically interested and involved in South-Eastern Europe. The French Army of the Orient, together with Serbian Army, its ally from the very first day of the war, have already crossed the Danube, left Serbian border and were in the Pannonia Plain, while the Italian Army was operating in the Eastern Adriatic coast, Albania and Bulgaria. In fact, the Italian army went to a “race” with its Serbian ally supported by the French army for the occupation of ex-Austria-Hungary’s territories that were promised to Italy by the London Treaty from April 1915. The Serbs were claiming the same territories in the name of the “right of nationalities” supporting the anti-Italian Croatian and Slovenian nationalism under the Yugoslav ideology’s wing. As a result of Franco-Serbian victories during the war, on the 1 December 1918 in Belgrade, the prince-regent Alexander Karađorđević² proclaimed the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes (Kingdom SCS). It consisted of peoples with different cultures, religions and experiences of war. The army of the new state was built on the basis of victorious predominantly Francophile Serbian army. But, as Serbia didn’t have the sea, the new royal navy had to be built exclusively on the ex-enemies Austro-Hungarian legacy of mostly Croatian and Slovenian officers and sailors. How the allies from the war, the Italians, the French and the Serbs, dealt with this new issue in the aftermaths of the war ?

¹ Frédéric Le Moal, *La France et l’Italie dans les Balkans, 1914–1919. Le contentieux adriatique*, Paris, L’Harmattan, 2006, 407 p.

² Branislav Gligorijević, *Kralj Aleksandar Karađorđević*, I-III, Beograd, Zavod za udžbenike, 2002.

The Austro-Hungarian legacy in the Adriatic: integration or exclusion?

After the Armistice, the French and the Italian navy in the Adriatic hurried up in requisition of ex-Austro-Hungarian commercial and military navy hoping that the peace conference will leave them this fleet as a war damage. In December 1919, in Fiume (Rijeka) and in Dalmatia out of Italian occupation, the French disembarked the “Yugoslav” crew from four “modern” commercial ships which were transported to France³. Under the order of French government all Austro-Hungarian warships from the Gulf of Kotor (Cattaro) were transported and concentrated in Bizerte, port in French Northern Africa, known among the Serbs for its role in their recovery during the war. Even on the Skadar (Scuttari) lake, the French required some ex-Austro-Hungarian tugboats. On the Danube, it was the inter-allied armistice commission under the presidency of British admiral Ernest Troubridge⁴ who organized the navigation after the war.

The Kingdom SCS put the naval questions under the responsibility of the new Ministry of Army and Navy led from 1918 by Serbian army generals as ministers. The navy command consisted exclusively of ex-Austro-Hungarian high ranking officers was a part of that Ministry. The new South Slav state, with Ante Trumbić⁵, Croatian politician from Dalmatia, as Foreign Minister (1918–1920), had intransigent aspirations to built commercial and especially war navy on the Adriatic in anti-Italian perspective. These aspirations were strongly supported by the newspapers *Novo Doba* (New Age) and clerical *Jadran* (Adriatic), both from Split (Spalato), Trumbić’s birthplace where he had been mayor (1906/07)

³ Archivio Storico Diplomatico Ministero degli Affari Esteri (ASD MAE), Roma, Affari politici 1919–1930 (AP 19–30), Jugoslavia (Jug.) 1304, Italian Delegation at the Peace Conference to the Ministry of Foreign Affairs (MFA), Paris, 14 January 1920, confidential, p. 7.

⁴ Danilo Šarenac (ed.), *The Forgotten Admiral: extracts from the diary of Sir Ernest Troubridge (1915–1919)*, Belgrade, RTS-Serbian Ministry of Defense-British Embassy, 2017, 342 p. Bilingual English- Serbian edition.

⁵ Ante Trumbić (Ivo Petrinović, ur.), *Izabrani spisi*, Split, Književni klub, 1986, 371 p.; Dejan Đokić, *Nikola Pašić and Ante Trumbić: the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes*, London, Haus publishing, 2010, 227 p.

during the Austrian rule. These two newspapers orchestrated the propaganda in favor of the creation of an important „Yugoslav“ war navy. With this idea, immediately after the war, the Kingdom SCS expected to inherit a good part of the Austro-Hungarian fleet, but soon was disillusioned. Even France, the most important Serbian ally from the war didn't want to fulfill the „Yugoslav“ hopes in naval matters. Thus, the Kingdom SCS had to build its navy from the basement and the first step was the construction of one important war port. It was especially *Jadran* who exited the public opinion by the presence in Split of Slovenian Anton Dolenc, ex-Austro-Hungarian Commander, now officer of the royal naval command in mission to Dalmatia with the aim to study the conditions of the creation of war navy⁶. Dolenc wrote a very ambitious report, published in parts by *Jutro* without any critical sense. Under the pressure of the newspapers from Split, the royal government sent to that city hydro technical engineers to examine the possibility of the enlargement of the port but according to the existent projects of ex-Austro-Hungarian government⁷. The Austro-Hungarian legacy couldn't calm the spirits of Italians and South Slavs. While the Peace conference negotiated the Italian- Kingdom SCS territorial dispute, different incidents occurred in Italian occupied regions of Venezia-Giulia, Istria, Fiume, Quarnaro and Dalmatia between Italians and Croats and Slovenians⁸. Incapable to find the solution, the Peace conference left two countries to resolve their dispute in bilateral negotiations.

The signature of the Treaty of Rapallo in November 1920, didn't bring the expected stability in the Adriatic. The independent state of Fiume under the protection of the League of Nations remained the subject of disagreement between Italy and the Kingdom SCS. The question of Fiume exited constantly Italian, Croatian and Yugoslav nationalists. The Royal Government searched for a compromise in relationship to Fiume, while on the other hand it tried to build a respectable naval force to satisfied the anti-Italian extremists in internal policy. Based on the

⁶ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1304, Italian Delegation at the Peace Conference to MFA, Paris, 14 January 1920, confidential, p. 3.

⁷ *Ibid.*, p. 6.

⁸ Dragoljub R. Živojinović, „La Dalmazia o morte“. *Italijanska okupacija jugoslovenskih zemalja (1918–1923)*, Beograd, Zavod za Udžbenike, 2012, 437 p.; Rolf Worsdorfer, *Il confine orientale*, Bologna, Il Mulino, 2009, 454 p.

experience of French support during the war, it expected that France would contribute to the creation of the royal navy. But, France had to take into consideration its relations with Italy who didn't want a "French naval division" in the Adriatic.

The Aristid Briand's cabinet that came into power in January 1921 with Gabriel Guist'hau as a Minister of Navy wished to stay aside in Italian- South Slav tensions. The French Navy Minister didn't want to be exposed to the Italian accusations for supporting the Kingdom SCS. That is why he decided to call back to France the Captain E. Picot, French naval officer, who participated in the defense of Belgrade in 1915, than in Serbian retreat and was linked to the prince-regent Alexander Karađorđević personally. After the war, Picot participated on his own in confidential conversations with the regent regarding the creation of the Kingdom's navy, activity that exacerbated the Italian press. In his report regarding Picot's recall, the French Plenipotentiary Minister in Belgrade Frédéric Clément-Simon (1921–1924) estimated the presence of this officer in the Kingdom "quasi useless", linked to the past and to "a page of history" of Serbia⁹.

In fact, the context of Serbia in the aftermath of war had changed. From Rome, the French ambassador Camille Barrère (1897–1924) regularly informed his government on Italian accusations concerning the navy of the Kingdom SCS. The Roman newspaper *Il Messagero* wrote on mid-July 1921 that, from the moment of the disappearance of Austria-Hungary, French policy had the aim to postpone the dual monarchy by the power which "would have the same role of suffocation of the Adriatic"¹⁰. This term was taken from the pre-war Italian irredentist circles that considered the Adriatic as Italian sea. In that view, the existence of Austria-Hungary and the presence of its navy in the Adriatic represented the obstacle for the realization of national unity of all Italians from Venice, Istria, Quarnero and Dalmatia with the "fatherland". According to the newspaper, Italy was facing the new naval power created and supported by France.

⁹ Affaires Etrangères Archives Diplomatiques (AEAD), La Courneuve, série Z-Europe 1918–1940 (Z-E 18–40), sous-série Yougoslavie (Youg.), 25, Clément-Simon to Briand, Belgrade, 6 June 1921.

¹⁰ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Barrère to Briand, Rome, 16 July 1921, telegram.

But, this attitude was exaggerated. During 1921, the French support to the navy of the Kingdom SCS was limited to the fluvial fleet on the Danube, faraway from Italy. Symbolically, on the French National Day of 14 July 1921, French Ministry of Navy gave as a present to the prince-regent Alexander the reconnaissance warship of type “5” which was sent to Danube in 1919 by the inter-allied armistice commission. The French Navy explained this decision by practical reasons, not military ones: it decided to free itself of warships in a bad technical conditions that could not be sent back to France. Contrary to the Italian press who saw “the hard military threat in the Adriatic”, the Italian Ambassador in Paris Lelio Bonin-Longare (1917–1921) informed his government about the characteristics of the given French ship and concluded that there was not the change to Italian disadvantage in a French policy of friendship¹¹. He then blamed the Italian press for showing the signs of “pathologic neurosis” and asked the Governmental intervention on the press to stop exiting the public opinion around “the smallest” incidents in international relations. For France, the gift of 14 July was well calculated. Against the accusations of Italian press, French diplomacy could respond by recalling the common Franco-Italo-Serbian struggle against Austria-Hungary symbolized by the French National Day and its celebration on the Danube. Within the Serbs, it showed the sign of friendliness towards the regent Alexander in the moment when it recalled captain Picot.

The Naval policy of Italy and the Kingdom SCS was in fact carefully observed by British diplomacy. In the report to his ambassador in Rome from the mid-September 1921, the British Naval attaché estimated that the Naval plans of the Kingdom SCS for the year 1922 were modest and defensive by nature¹². He estimated the naval armament of the Kingdom to be of only six light torpedo boats without military value and six small mine warships that have been received from Germany in 1921 on the count of war reparations. The SCS navy had the plans to buy in the near future one old boat for training, six anti-torpedo boats and six submarines. British naval attaché concluded that the creation of the

¹¹ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1306, Bonin-Longare to Foreign Ministry (Rome), Paris, 19 July 1921, telegram.

¹² The National Archives (NA), Kew, 421/301, captain Diggle to G. Buchanan, Rome, 19 September 1921. The report was transmitted by G. Buchanan to the Foreign Minister George Curzon of Kedleston from Rome on 23th September 1921.

“week power” was a necessary defensive measure for the Kingdom SCS government. Dalmatian islands couldn’t anymore be a natural defense of the coast against an hypothetical enemy equipped with a new long guns and aviation. That is why the submarine fleet and the anti-torpedo boats were the solution for taking the enemy faraway from ports and railways in Dalmatia. In fact, for the Anglo-Americans, it was the balance of naval power in the world that counted the most. Between November 1921 and February 1922, the five naval powers met at the conference in Washington and decided the limitation of armament in the field of big warships. In that field, the advantage was given to the British and the Americans while the French navy was “degraded” to the same level as Italian navy¹³.

However, the Italian diplomacy was worried that the French navy could disturb the agreed balance by selling the old cruisers to the countries considered “friends” of France. The information that the French were intending to sell to the Kingdom SCS the cruiser *Justice* provoked the reaction of a rapid collect of information on the subject¹⁴. The Italian Ministry of Foreign Affairs (Palazzo Chigi) intended to protest together with the British on behalf of the regulation of the Washington conference. But, French Foreign Ministry (Quai d’Orsay) was against this selling which was at the stage of negotiations between the government of Kingdom SCS and one private society nominally French, but in reality with German capital.

On the Adriatic, while Italy was still militarily present in Dalmatia windrowing slowly its forces from the three areas of that region according to the Rapallo Treaty, the French diplomacy supervised the activity of the young Kingdom SCS navy. The French consul in Dubrovnik (Ragusa) Marie-Albert Henriet (1920–1924) observed with interest the first arrival of one Kingdom’s SCS warship (*Galeb*) to the port of Split (Spalato) in May 1922¹⁵. While the Italian torpedo ship *Missori* was

¹³ The decided coefficients were the following : 5– for Great Britain, 5– for United States, 3– for Japan, 1,75– for France and 1,75 for Italy.

¹⁴ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1307, G. Manzoni to MFA (Rome), Belgrade, 9 May 1922, reserved ; ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1307, Ministry of Navy to MFA, Rome, 29 May 1922, copy.

¹⁵ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Henriet to Poincaré, Raguse, 17 May 1922.

still anchored in the port of Split, *Galeb* came from the gulf of Kotor (Cattaro) via the ports on the islands in central Dalmatia that went to the Kingdom SCS, Korcula (Curzola), Vis (Lissa) and Hvar (Lesina). The visit to Split was solemn and subject to massive manifestations of the population in presence of governmental representatives and patriotic societies. Afraid of incidents, the government organized the strong security measures to prevent the tempestuous manifestations of Yugoslav nationalism. Henriët estimated that the “Yugoslav population” in Split perceived the arrival of royal warship as a counter measure to the presence of Italian boat in the port. With this celebration, the government wished, in fact, to conciliate Croatian nationalism in its Yugoslav form with Italian nationalism. Symbolically, the visit of the commander of *Missori* to the commander of *Galeb* had been organized. In spite of the rumors that the “Yugoslav” commander had refused to receive his Italian colleague, the visit went well. Several days later, the warship *Sokol*, of the same type as *Galeb*, entered the port of Split. Both of them were a part of six boats received in 1921 from Germany and had a minimal military value.

In fact, France feared that Germany would exploit the payment of reparations for the return of its own financial, economic and political return in Eastern Europe¹⁶. This is why the Marshal Louis Franchet d’Esperey¹⁷, in mission to Belgrade in June 1922 for the marriage of the king Alexander, announced that the French government was ready to help the royal army in increasing and modernizing of its armament without speaking of the navy. During the visit of king Alexander to Paris in September 1922, it was confirmed that the French Government will approve a loan for the Kingdom SCS for buying the arms from the French industry. In this way, selling the arms abroad had a financial, economical and cultural aspect : the French capital circulated for the acquisition of French war material; with the material, it was also the French personnel, experts and knowledge that circulated abroad.

¹⁶ Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca, 1918–1929*, Beograd, ISI, 2008, 511 s.

¹⁷ Franše d Epere (Vojislav Pavlović, prir.), *Memoari. Solunski front, Srbija, Balkan, Centralna Evropa, 1918–1919*, Novi Sad, Prometej, 2018, 230 s.

Italy and the failure of France- Kingdom SCS's naval program

The arrival of Benito Mussolini to power in Italy in October 1922, didn't change the policy of previous governments regarding the Kingdom SCS¹⁸. Independently from this political change in Italy, during the second half of 1922 or the first half of 1923, the Raymond Poincaré's government (January 1922–March 1924) with Flaminius Raiberti as Ministry of Navy, sent a Naval attaché to Belgrade. Former Minister of War, Raiberti was known for his wish to renew the French Navy and its importance abroad. But, the mission of Naval attaché, which identity and date of arrival in Belgrade remain unknown, was "completely unsuccessful" because of the disagreement with the plenipotentiary minister Clément-Simon regarding Kingdom SCS's navy¹⁹.

When Naval attaché left Belgrade, it was Clément-Simon and captain Still, commander of the *Chasseurs du Danube*, unit of two small French boats from the inter-allied military control in Budapest, who negotiated the issue of the Kingdom SCS navy with the royal representatives. Probably for that reason, at the beginning of June 1923, was quickly organized the cruising of *Chasseurs du Danube* to Novi Sad and Smederevo on the Danube and Šabac on Sava river. Far away from the Adriatic and the Italian direct suspicions, the cruising of military boats had the aim to hoist the French naval flag and thus symbolically strengthen the ties among the population of the two countries. Among the Serbian population on the Danube and Sava, those ties were already strong and based on the Franco-Serbian memory of the brotherhood in arms during the First World War. Besides the symbolic aspect, the cruising of warships had a practical one : France wished to exploit this memory for getting information on the organization of royal navy and for establishing the relationship between the two navies.

¹⁸ William I. Shorrocks, "France and the Rise of Fascism in Italy, 1919–1923", *Journal of contemporary history*, X, 4, October 1975, p. 591–610 ; William I. Shorrocks, "La France, l'Italie fasciste et la question d'Adriatique, 1922–1924", *Revue d'histoire diplomatique*, XCIV, 1–3, Janvier-Septembre 1980, p. 86–110 ; William I. Shorrocks, *From Ally to Enemy. The Enigma of Fascist Italy in French Diplomacy*, Kent (Ohio), The Kent State University Press, 1988, 355 p.

¹⁹ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Clément-Simon to Poincaré, Belgrade, 5 July 1923, very confidential.

Confidential talks started on Clément-Simon's initiative at the French Legation in Belgrade the next day after the arrival of warships. The French diplomat invited the general Danilo Kalafatović²⁰, deputy minister of Army and Navy and the former military attaché in Paris, admiral Victor Vickerhauser, chief of the supreme command of royal navy, admiral Dragutin Prica, adviser for the questions of navy and navigation, captain Božidar Mažuranić, adjutant of the king Alexander and the captain Still²¹. The talks continued the next day between Vickerhauser and Still and had a more technical character on which Still informed, with a permission of Clément-Simon, the chief of the French naval intelligence service²². Admiral Vickerhauser complained about the military budget which went mostly to the Army and the reconstruction of the country, not to the navy. Concerning buying the submarines, the admiral and the captain had different views. French captain advised purchasing of ten submarines, while royal admiral doubted on the efficiency of submarines in "such a straight" see as the Adriatic and opted for the combination of submarines and airplanes according to the British model. He also regretted that the Washington Naval conference forbidden to five big navies to cede old boats which were still useful to small navies. He confirmed that the Kingdom SCS was intending to maintain the boats that it possessed—the reconnaissance boats on the Danube, five to twelve torpedo boats on the Adriatic and six dredge boats to be repaired.

But, the maintenance of such a small navy made uncertain the future of the officers and crafts inherited from Austria-Hungary who risked to loose the maritime knowledge and skills. Those officers, who represented the basis of the navy of the new state, were under the deep influence of the ideas and methods of the disappeared double monarchy. In a long term perspective, the Kingdom SCS's high military command and the French negotiators in Belgrade didn't count on this inherited former enemy staff. They discussed the education of the future navy command staff which would be able to build the new Kingdom's naval force

²⁰ For the biographies of the Kingdom SCS's high command see: Mile Bjelajac, *Generali i admirali Kraljevine Jugoslavije, 1918–1941*, Beograd, INIS, 2004, 361 s.

²¹ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Clément-Simon to Poincaré, Belgrade, 5 July 1923, very confidential, p. 3.

²² AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Letter addressed on 5 June 1923 to the chief of 2nd Bureau of the Naval headquarter by the captain Still, joint to the previous document.

according to the French model. But, in the lack of financial resources, admiral Vickerhauser was very modest: he asked that France receive in its high naval schools “one Serbian officer”, while captain Still proposed six officers and five to six non-commissioned officers, yet not entering into the financial questions. Nevertheless, Still asked for the commitment of the French navy and supported the results of the negotiations by political and economic reasons :

“I am strongly convinced that we will have a huge political interest to have here a small navy led by a staff filled by our ideas, educated on our methods, moved by the same feelings towards us as the rest of the nation, especially the army. This would, after all, signify that we provide for later the purchase to our industry of naval equipment which would unavoidably be very important.”²³

Later in June 1923, the negotiations continued between king Alexander and Clément-Simon under the impulse of the king who wished to study the expressed ideas in deep²⁴. As if he wished to justify himself for receiving the German material and for the Germanophilia of ex-Austro-Hungarian officers, the king admitted the bad conditions in the navy and expressed the wish to improve them. He used the affective speech, like during the war:

“Only one country can help us in that subject, country that always helped us and that always supported us- France. I see that you are working on that question, but it is necessary to do more. Sent us somebody!”

Under the proposition of the king, it was agreed that, than retreated admiral, Lucien Lacaze, very popular among the Serbs, should be sent to the Kingdom SCS to do the first analysis in perspective of the improvement of the navy. During the war, in Aristide Briand’s government, admiral Lacaze was Minister of Navy from October 1915 to September 1917. He was known among the Serbs for the contribution to the organization of the transport of Serbian troops after the retreat²⁵ from the

²³ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Letter addressed on 5 June 1923 to the chief of 2nd Bureau of the Naval headquarter by the captain Still, p. 4.

²⁴ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Clément-Simon to Poincaré, Belgrade, 5 July 1923, very confidential.

²⁵ Stanislav Sretenović (édité et établi par), *Avec le gouvernement et l’armée serbe de Nich à Corfou, 1915/16: témoignages français*, Novi Sad-Beograd, Prometej-ISI-RTS, 2016, 329 s. (Bilingual French-Serbian edition)

Adriatic coast to Corfu, Bizerte and France and later to Salonika front. He considered Italy as a concurrent in the Adriatic and didn't estimate the value of Italian army and navy. King Alexander maintained a friendship with admiral Lacaze and invited him for summer 1923 to spent some days in his residency in Bled and then one month or more on the coast to study the conditions of the royal navy. The admiral would than create a report which he would sent to the King and to the French government. The report would be ambitious and would have the following as framework : the creation of general naval programme for the royal navy, sending of one or more French instructors to this navy and sending to France the officers, non-commissioned officers and sailors for training. The buying of the naval material in France would be probably put on the count of the French loan.

The Italian diplomacy was aware of Franco-Yugoslav secret naval negotiations. "The secret" was discovered by the royal officers. They wished to give themselves importance by insisting on the French support to the royal navy in front of the Italians withdrawing from Dalmatia. That is why the Italian consul in Split (Spalato) knew about the French meeting with the Kingdom SCS's high naval command and the planed arrival of one French admiral in charge of the reorganisation of royal military and commercial navy²⁶. With the aim to underline the interests of his country in the Adriatic, the Italian consul asked for greater presence and the improvement of Italian commercial navy services in Dalmatia. But, the Italian and the Kingdom SCS's press come into conflict and the Italo-Yugoslav relations deteriorated again²⁷. The nationalistic, pan-Yugoslav newspaper *Balkan* wrote in anti-Italian perspective that the Kingdom SCS would buy the French submarines and anti-torpedo boats. The Italian nationalist press, especially *Idea Nazionale*, responded by accusing Kingdom SCS and France. In that moment, the Italian press led a strong campaign against the visit of French general Henri Le Rond sent to the Kingdom SCS to examine its needs for the army to be ordered on the account of the loan. The French chargé d'affaires in Rome

²⁶ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1309, General consul (Unilta) to Legation (Belgrade), Spalato, 10 July 1923. The document was transmitted to the Italian MFA, the Ministry of Army and Navy and Embassy in Paris.

²⁷ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Charles-Roux to MFA (Paris), Rome, 16 July 1923, telegram.

estimated that when it was the question of “French help to Yugoslavia”, in Italy the people lose the “capability for peaceful thinking”. His advices to Paris concerning naval questions were without ambiguity: “In present circumstances, it exist for us a great interest to avoid that warships went from our hands to the hands of Yugoslavia.”

In Paris, the proposals of king Alexander and Clément-Simon were accepted only partly by consideration towards Italy. In the document sent to the Ministry of Navy, Raymond Poincaré saw the interest to built a small Yugoslav navy led by the staff educated in France and inspired by the same feelings towards France as the Serbian officers of the army, but he was against sending the admiral Lacaze and the French instructors to Kingdom SCS fearing the reaction of Italian government and press²⁸. Poincaré opted for the education of the royal staff in France under the form of regular internship, like for the other foreign participants, as it was less exposed to the Italian critiques. The instructions of the same content were sent to Clément-Simon in Belgrade²⁹. On the official Italian diplomatic demand to provide the enlightenment on the naval plans of France and the Kingdom SCS, the French Ministry of Navy responded that the sending of the French admiral to the Kingdom will not take place, while “a few” royal naval officers will be hosted in the French naval schools³⁰. The Poincaré’s Government wished to content the Kingdom SCS’s demands by the policy of long term “soft” influence on the navy, taking care not to provoke Mussolini which diplomatic support was necessary for the French occupation of the Ruhr region³¹.

Hoping to be discrete, Clément-Simon announced the decision of French government not to sent admiral Lacaze to the low ranking official of the royal Ministry of Foreign Affairs, who indeed responded that it

²⁸ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Prime Minister (PM), MFA (Labonne) to Ministry of Navy (MN), Paris, 23 July 1923.

²⁹ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Prime Minister (PM), MFA (Labonne) to Clément-Simon, Paris, 30 July 1923, telegram.

³⁰ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1309, C. Romano Avezzana to MFA (Rome), Paris, 17 August 1923, telegram.

³¹ Conan Fischer, *The Ruhr crisis, 1923–1924*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 312 p.

was obviously because of Italian protests³². The king Alexander took the French decision with suspicion and deception. With the aim to give to the naval relationship between France and the Kingdom SCS the usual and clear way, the French government decided to have a naval attaché for the Kingdom SCS. For that position, the government designed in September 1923 the lieutenant commander Potier de la Morandière, already naval attaché for three Balkan states (Greece, Bulgaria and Rumania) with a seat in Athens. The most important task of his mission was the sending of the royal officers and non commissioned officers to France. From Rome, the French chargé d'affaires didn't hide his satisfaction for the refusal of Lacaze mission, but he estimated that even sending the royal officers to France will be seen in Italy as an unfriendly initiative³³. It seems that the caution of French diplomacy in the Kingdom SCS's naval question gave the results. In a hypothetical study on war that Italy would led in the Mediterranean sea sent to Mussolini during the Corfu incident, the Italian Minister of Navy Paolo Thaon di Revel (1922– 1925) saw the enemies in the coalition made of Kingdom SCS and Greece joint by the British Empire, France was not even mentioned³⁴.

The inauguration of the Kingdom SCS's navy: a shared responsibility

In fact, France was interested to support the formation of future royal navy staff and to participate, together with other allies from the Great War, to the symbolic aspect of its development. At the end of October 1923, on the basis of the king Alexander and Clément-Simon's previous talks, the royal government organized a solemn inauguration of the Naval academy in Gruž (Gravosa) near Dubrovnik (Raguse) together with the raise of the new navy's war flag. The celebration was held in front of the general public, in presence of the Minister of Army and

³² AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Clément-Simon to Poincaré, Belgrade, 10 September 1923.

³³ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Charles-Roux to MFA (Paris), Rome, 13 September 1923, very confidential.

³⁴ Documenti Diplomatici Italiani (DDI), VII, 2, Memorandum of the Minister of Navy Thaon di Revel for the President of Council, Minister of Foreign Affairs Mussolini, Rome, 13 September 1923.

Navy general Petar Pešić (1922–1924) with the high naval command and the guests, among them the consuls of France, Italy and Great Britain³⁵. Symbolically, the royal navy got the support of the three Serbian allies and protectors from the Great War.

Their participation to the solemn celebration signified their support to king Alexander's internal policy in the context of critiques coming from Dalmatia. The government was blamed for supposed neglecting of naval questions by consideration towards Italy. That is why in the speeches the officials insisted that the „whole Yugoslav nation“ should give more attention to the Adriatic sea, to the principle of the “absolute liberty” of that sea and to the need to protect it from „all greeds“. The speech of general Pešić insisted energetically on the governmental efforts to build the war and the commercial fleet. Indirectly responding to Mussolini, speaking of the Adriatic sea, he used the term „our sea“, which was welcomed frenetically by the audience. Several speakers mentioned the role of the association *Jadranska straža*³⁶ (Adriatic guard) which was accepted with satisfaction.

Jadranska straža was a patriotic association established in Split in 1922 by Croatian and pan-Yugoslav nationalists with the aim to defend the Adriatic sea from the foreigners. It worked on propaganda all over the Kingdom SCS to provoke the interest for the Adriatic and for the constitution of strong national war and commercial fleet. For the Italian consul in Sarajevo, it reminded the Austro-Hungarian association *Flottenverein* by the similarity of its aims and the anti-Italian political tendencies³⁷. Italian consul evoked the Ottoman legacy among the Serbs which was not anti-Italian: he observed that the Serbs and the Muslims were not followers of the association neither materially nor spiritually. But, the association got the support of the royal government and created the committees in a lot of cities all over the country. In fact, the government acted under the pressure of Croatian and pan-Yugoslav excited public opinion

³⁵ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, Henriot to Poincaré, Raguse, 4 November 1923.

³⁶ Norka Makiedo-Mladinić, *Jadranska straža, 1922–1941*, Zagreb, Dom i svijet, 2005, 232 s.

³⁷ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1309, Consul to MFA, Sarajevo, 9 April 1923, reserved. The document was signed by Mussolini.

which was accusing it to neglect the “problems of essential importance”³⁸. Trying to approach Croatians and not to provoke Italians, the royal government supported this private initiative association.

Jadranska straža had the influence on the aggressive tone of Yugoslav press. This part of the press mostly from Dalmatia, argued that if the French fleet doesn't come “to help the defence of Yugoslavia”, the royal fleet couldn't oppose the Italian navy. Commenting the celebration of October 1923, the newspaper from Split *Novo Doba* boasted the activity of *Jadranska straža* and blamed the moderate attitude of the government using the interpretations of the recent past:

“The neutrality didn't save Belgium from the invasion of Teutonic Horde. (...) Neither our ‘peaceful feelings’, nor our ‘neutral’ attitude will save us from the future imperialistic campaign of Italy. The only think that can help us are the good warships with a solid stuff.”³⁹

To the propaganda of the newspaper from Split was added the disinformation launched by the Belgrade political weekly *Preporod* (*Renaissance*) that the ships of the general Wrangler's fleet possessed by the French navy will be given to the Academy in Gruž. The Quai d'Orsay had to deny this officially for the reasons of general politics and especially because of its relations with Italy.⁴⁰

In fact, in November 1923, after the announcement of the arrival of Spanish king to Italy, the Franco-Italian naval relations passed through a crisis with the Western Mediterranean at stake. It had some reflect in Eastern Mediterranean regarding Greece, not the Adriatic sea and the Kingdom SCS. During the royal visit to Rome, the signing of Italo-Spanish political agreements, among them the naval alliance was planed. The semi-official *Le Temps*, announced that if it comes to realization, France would undertake the measures to create the “shield” by the rapprochement with British navy and the navies from “Eastern Europe” without precision which ones⁴¹. According to the Italian ambassador in

³⁸ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1309, Summonte to MFA, Belgrade, 24 September 1923, telegram. The document was transmitted to the Ministry of War and Navy.

³⁹ „The Flag of our War Navy“, *Novo Doba*, Split, 31 October 1923, p. 1.

⁴⁰ AEAD, La Courneuve, Z-E 18–40, Youg., 27, PM, MFA to Clément-Simon, 23 November 1923.

⁴¹ « Le voyage des souverains espagnols à Rome », *Le Temps*, 29 November 1923, p. 2.

Paris, this article signified the “real preoccupation” in the governmental circles in France⁴². With the aim to create the counter balance to the Italo-Spanish agreement and to strengthen the relations between France and the Little Entente⁴³, the French Legation in Athens supported the Greek press to start the campaign for the entrance of Greece into the Little Entente⁴⁴. According to the Italian plenipotentiary minister in Athens, France wished that Greece become “the important factor” in the Mediterranean and was ready to give it a loan and to deliver it the warships. Italian doubts coincided with the trip of Eleftherios Venizelos⁴⁵ to Paris. But the French modest reaction that didn’t overcome the framework of the campaign in the press, came only as a response to the Italian action in the Western Mediterranean, not in the Adriatic. For France, the vital interest was the free communication with its African colonies, from where it planned to bring the personnel in the hypothesis of war in Europe.

Regarding the Kingdom SCS navy at the end of 1923, the Italian chargé d’affaires in Belgrade noted that the royal navy was small and still completely depending of Austro-Hungarian legacy within the stuff. He informed that the navy was led by 108 officers and 2.800 seaman, all of them coming from the ex-Austro-Hungarian navy and counted 6 mine installers, 12 torpedo ships, 12 auxiliary ships, 2 rowboats, 5 wood training boats and one fuel carrying ship⁴⁶. The Italian diplomat told that the royal naval high command had announced a new organization of the navy, but without speaking of French participation.

In January 1924, France supported the signature of the Treaty of Rome between Italy and the Kingdom SCS that consisted of two agreements, one on Fiume and other on friendship and cooperation. By this

⁴² DDI, VII, 2, Romano Avezzana to Mussolini, Paris, 30 November 1923, telegram.

⁴³ Dragan Bakic, *Britain and interwar Danubian Europe: foreign policy and security challenges: 1919–1936*, London, Bloomsbury Academic, 2017, 264 p.

⁴⁴ DDI, VII, 2, Montagna to Mussolini, Athens, 15 December 1923.

⁴⁵ Nikolaos E. Papadakis, *Eleftherios Venizelos: Grčka, Balkan, Evropa*, Beograd, Zavod za udžbenike, 2009, 206 s.; Slobodan G. Markovich, “Eleftherios Venizelos, British Public Opinion and the Climax of Anglo-Hellenism, 1915–1920”, *Balkanica*, 49, 2018, p. 125–155.

⁴⁶ ASD MAE, Roma, AP 19–30, Jug. 1309, Summonte to MFA, Belgrade, 13 December 1923, telegram. The document was signed by Mussolini.

treaty the Independent state of Fiume was divided and the new frontier was established between the two counties. The French policy of long term influence on the Kingdom SCS navy and not provoking Italy in the Adriatic sea contributed to the Italo-Yugoslav *rapprochement* that closed the haunting border problem in the Adriatic sea inherited from the war. For Mussolini, the Treaty of Rome was only an interlude in its provocations in international relations that characterized the new realities of the 1920's Europe.

Luciano Monzali

University of Bari Aldo Moro

LIBERAL ITALY AND THE CONSTRUCTION OF A NEW POLITICAL ORDER IN CENTRAL AND EASTERN EUROPE 1918–1920

Abstract: Aim of this article is to analyze some features of Italian policies towards Central and Eastern Europe after 1918, underlining its merits and its flaws. The inability to build a strong and intimate cooperation with France and Britain, which perceived Liberal Italy as a possible rival in Continental Europe and in the Near East, made difficult for Italian diplomacy to outline a coherent and effective action in the Balkan and in Danube area.

Keywords: Foreign policy, Central Europe, Adriatic Sea, Peace Conference, World War, Italy.

1. Liberal Italy and the creation of a “New Europe” at the Paris Peace Conference.

The military victory in the Great War created great enthusiasm in the Italian political elites and public opinion. The chance had come to realize and achieve the war aims that the Rome government had defined and negotiated with the Entente powers by signing the London treaty of 26 April 1915: the conquest of the Alpine and Adriatic territories (Alto Adige-South Tyrol, Istria-Istra, Trieste and the Isonzo/Soča valley, part of Dalmatia and Albania) that would transform Italy in the dominant power in the Adriatic sea and in the western Balkans; the control of part

of Anatolia and the enlargement of Italian possessions in Libya and the Horn of Africa instead would strengthen Italy as colonial great power.

But, apart from its own direct territorial plans concerning the Balkans and the Mediterranean regions, can we say that Liberal Italy had a clear political vision of the future European order and especially of the future political map of Central-Oriental Europe after World War I? I do not think we can answer in an affirmative and positive way. Surely there were in the Italian ruling class and in public opinion some general and abstract ideas about how to build a new Postwar order in the European continent, for instance sympathy for the principle of national self-determination, desire of a not too harsh and cruel treatment of the defeated enemies, the creation of a balance of power in Europe; but the Rome government did not prepare precise and organized plans and projects about the future of the Eastern part of the continent, the so-called New Europe. There were of course serious reasons that explained this lack of interest and of political thinking from Italy. First of all, until the summer of 1918 Liberal Italy, despite fostering propaganda campaigns favorable to the breakup of the Hapsburg Empire, did not sincerely believe in a complete dissolution of Austria-Hungary. The Italians saw the Hapsburg Empire much stronger and compacter than it really was. On the other hand, Liberal Italy had not political ambitions to play an important role in Eastern Europe and it did not support, like France and Great Britain, the complete disintegration of the Russian Empire. Moreover for the Italians it was difficult to outline clear and coherent political designs about Central and Eastern Europe because there were divergent and different positions within the Italian political elites, not only between Liberals, Socialists and Catholics, but also among the Liberal groups themselves. Among the Italian liberals deep were the differences between the supporters of Giolitti, favorable to a quick restoration of intimate and tight relations with Germany, Austria and Hungary, and the progressive Liberals and Democrats led by Bissolati, Bonomi, Albertini and Salvemini, who wished a close alliance with the western democracies after the war and the creation of new national States out of former Russia and Austria-Hungary's territories. The Orlando-Sonnino government was favorable to Italy remaining part of the Entente, but also very cautious and prudent about the future of Central and Eastern Europe, not wishing to engage itself too openly and strongly in geopolitical areas deemed outside of the sphere of direct Italian interests.

The Orlando government thought mostly about its own political and territorial aims centered on the Adriatic and the Eastern Mediterranean and had not ambitions to play an important role in the Northern and Eastern European areas. To simplify the Italian attitude, we can say that according to the Rome government if France, Great Britain and the United States guaranteed Italian wishes in the Adriatic and the Mediterranean, they could have free hand in Northern and Eastern Europe.

Liberal Italy did not wish French hegemony in continental Europe, but it was convinced that French hegemonism would be limited and counterbalanced by the British, with whom the Italians hoped to create a special relationship, and by the unavoidable resurgence of Germany in postwar Europe.

Italian hopes and designs were to be disappointed. As Vojislav Pavlovic¹ convincingly showed in his book on Serbian-French relations, France and Great Britain did not accept the Italian ambitions of absolute predominance in the Adriatic region and in the Western Balkans. The relations between Italy, the Anglo-French and the Americans soon worsened, and the Serbian-Yugoslav diplomacy tried to exploit this to hamper Italian expansionism in Venezia Giulia, Dalmatia and Albania. When

¹ On Italian foreign policy during First World War: M. Toscano, *Gli accordi di San Giovanni di Moriana. Storia diplomatica dell'intervento italiano (1916–1917)* (Milano: Giuffrè, 1936); L. Riccardi, *Alleati non Amici. Le relazioni politiche tra l'Italia e l'Intesa durante la prima guerra mondiale* (Brescia: Morcelliana, 1992); L. Monzali, *Italians of Dalmatia. From Italian Unification to World War I* (Toronto: Toronto University Press, 2009); Id., *Italiani di Dalmazia 1914–1924* (Firenze: Le Lettere, 2007); Id., *Gli Italiani di Dalmazia e le relazioni italo-jugoslave nel Novecento* (Venice: Marsilio, 2015); Id., *Il colonialismo nella politica estera italiana 1878–1949. Momenti e protagonisti*, (Rome: Dante Alighieri, 2017); L. Valiani, *The End of Austria-Hungary. The definitive account of the collapse of a great Empire* (New York, Martin Secker and Warburg, 1973); Giovanni Orsina, Andrea Ungari, ed., *L'Italia neutrale 1914–1915* (Roma: Rodorigo, 2016); Pietro Neglie, Andrea Ungari, ed., *La guerra di Cadorna 1915–1917*, (Rome: Ufficio storico SME, 2018); H. J. Burgwyn, *The Legend of the Mutilated Victory. Italy the Great War and the Paris Peace Conference 1915–1919* (Westport: Praeger, 1993). Very interesting is the analysis by Vojislav Pavlović of the Italian policy in the Adriatic area: V. Pavlović, *De la Serbie vers la Yougoslavie. La France et la naissance de la Yougoslavie 1878–1918* (Belgrade: Serbian Academy of Science, 2015).

the Paris Peace conference² began the diplomatic situation for Italy was already difficult, with Italian diplomacy in a position of substantial isolation before the allies.

The Adriatic questions and the relations with the newborn Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes became more and more important in Italian foreign policy during 1919 and strained cooperation among the Allies. The hostility toward the strengthening of the Yugoslav State provoked the development of an Italian diplomatic strategy aiming to help all the neighboring States to hamper and block the territorial expansion of Belgrade. Very soon Italy started to support and defend Austrian, Hungarian and Albanian positions against Yugoslavia.

It was especially the Italian Military, present in the territories of the defeated enemies occupied by the Entente armed forces, who pushed for a fast reconciliation with Austria, Hungary and Germany to block French preponderance in the Danube and Balkan regions and to weaken

² On Italian policies at the Paris Peace Conference very useful *I Documenti diplomatici italiani* (Rome: Istituto poligrafico dello Stato, 1952–) (from now on DDI), Series VI, volumes 1, 2, 3, 4. As bibliography we remember only: L. Monzali, *La politica estera italiana nel primo dopoguerra 1918–1922. Sfide e problemi*; in: *Italia contemporanea* 60 (2009) 379–406; Id., *Il colonialismo nella politica estera italiana 1878–1949*, 103–163; Id., *Sidney Sonnino e la politica estera italiana nell'età degli imperialismi europei*. In *La politica estera dei Toscani. Ministri degli Esteri nel Novecento*, ed. Pier Luigi Ballini, (Firenze: Polistampa, 2012) 39; Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*; Id., *Gli Italiani di Dalmazia e le relazioni italo-jugoslave nel Novecento*; F. Caccamo, *L'Italia e la "Nuova Europa". Il confronto sull'Europa orientale alla conferenza di pace di Parigi (1919–1920)* (Milano: Luni, 2000); P. Pastorelli, *L'Albania nella politica estera italiana 1914–1920* (Bari: Jouvence, 1970); R. Albrecht-Carrié, *Italy at The Paris Peace Conference* (New York: Columbia University Press, 1938); H. J. Burgwyn, *The Legend of the Mutilated Victory. Italy the Great War and the Paris Peace Conference 1915–1919*; Id., *Italian foreign policy in the interwar period 1918–1940* (Westport: Praeger, 1997); R. Mosca, *La politica estera italiana dall'intervento alla vittoria*; In Id., *Le relazioni internazionali nell'età contemporanea. Saggi di storia diplomatica (1915–1975)*, (Firenze: Olschki, 1975) 19; L. Aldrovandi Marescotti, *Guerra diplomatica. Ricordi e frammenti di Diario (1914–1919)* (Milano: Mondadori, 1936); Id., *Nuovi Ricordi e frammenti di Diario* (Milano: Mondadori, 1938); S. Crespi, *Alla difesa d'Italia in guerra e a Versailles*, (Milano: Mondadori, 1937); A. Salandra, *I retroscena di Versailles* (Milano: Pan, 1971); V. Emanuele Orlando, *Memorie (1915–1919)* (Milano: Rizzoli, 1960); G. Petracchi, *La Russia rivoluzionaria nella politica italiana. Le relazioni italo-sovietiche 1917–1925* (Bari-Roma: Laterza, 1982) I. J. Lederer, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference: a study in frontiermaking*, (New Haven-London, Yale University, 1973).

the Yugoslav State. From the Villa Giusti armistice to the signing of the Austrian Peace treaty of Saint-Germain (10 September 1919) the Italian occupation forces in Southern Austria were very active and supported strongly the Austrian parties against Yugoslav and Slovene attempts to take control of most part of Carinthia and Steiermark.³ From December 1918 onwards the Hungarian government led by Karolyi started sending appeals for help and cooperation to Italian military and political leaders.⁴ On 13 January 1919 Pietro Badoglio, under-chief of the Etat-Major of the Italian the Army (sottocapo di Stato Maggiore dell'Esercito), wrote to Sonnino underlining the convenience for Italy to support “some elements of the former Hapsburg Monarchy to have a force supporting us against the Yugoslav invadence and intransigence (la invadenza e la intransigenza jugoslava)”.⁵ It was useful, according to Badoglio, supporting Hungarian desires. From Karolyi’s declarations and from the messages brought from Hungarian emissaries it was clear that the Budapest government wanted

³ On Italian-Austrian relations after 1918 interesting documents in *Außenpolitische Dokumente der Republik Österreich 1918–1938*, (from now on ADÖ) (Wien-München: 1993–2016), vol. 1, 2, 3; H. Haas, *Le relazioni italo-austriache dall’armistizio di Villa Giusti al trattato di Saint Germain; Storia e Politica* 12 (1973) 411–428; F. Curato, *Le relazioni italo-austriache alla conferenza della pace*, *ibid.*, 429–457; R. Neck, *Il trattato di Saint-Germain*, *Ibid.*, 458–466; H. Kramer, *L’occupazione italiana a Innsbruck 1918–1920*, *ibid.*, 467–475; G. Marsico, *Il problema dell’Anschluss austro-tedesco 1918–1922* (Milano: Giuffrè, 1983); R. Mosca, *L’Austria e la politica estera italiana dal trattato di St. Germain all’avvento del fascismo al potere (1919–1922)*. In *Id.*, *Le relazioni internazionali nell’età contemporanea. Saggi di storia diplomatica (1915–1975)*; S. Malfer, *Wien und Rom nach dem Ersten Weltkrieg. Österreichisch-italienische Beziehungen 1919–1923* (Wien: Böhlau, 1978); L. Kerekes, *Von St. Germain bis Genf: Österreich und seine Nachbarn 1918–1922* (Wien: Böhlau, 1979); P. Cuomo, *Il miraggio danubiano. Austria e Italia politica ed economia 1918–1936* (Milano: Angeli, 2012).

⁴ See: Archivio storico-diplomatico del Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione internazionale, Rome (from now ASMAE), Archive Conferenza della Pace (from now on Conferenza Pace), C.P. Parte prima, box (since now b.) 7, Pedrazzi to De Martino, 7 December 1918 (received 6 January 1919); ASMAE, Conferenza Pace, parte I, C.P., b. 9, Comando della VI divisione to Governatore di Trento, 6 January 1919, annex to Badoglio to Sonnino, 13 January 1919. Also L. Valiani, *La politica estera dei governi rivoluzionari ungheresi 1918–1919*, *Rivista storica italiana* 4 (1966), 850–911, especially 874; F. Guida, *Ungheria e Italia dalla fine del primo conflitto mondiale al trattato del Trianon*, *Storia contemporanea* 3 (1988), 5–42.

⁵ Badoglio to Sonnino, 13 January 1919.

to cooperate with Italy: it was our interest to support this orientation, “taking also in account the hostility against us showed by the Yugoslavs”.⁶

The Italian Foreign Minister Sonnino was more cautious than the military about establishing open political ties with the Hungarians, fearing about worsening more and more relations with the Allies, and tried to slow down this kind of contacts to Budapest and Wien. At the beginning of 1919 the Italian diplomatic strategy was always that of keeping alive the alliance with France, Great Britain and the United States and to obtain satisfaction of Italian territorial aims in Europe and in the Near East by fostering good relations with the Entente.

Another important factor in Italian attitude towards the political situation in Eastern Europe was the belief that a satisfied and peaceful Russia was a pivotal element to guarantee and safeguard a stable Postwar political order in the continent. All main Italian politicians were convinced that it was Italian interest avoiding an excessive weakening of Russia. This meant that the Italians supported the British position contrary to Polish oriental borders pushed too eastwards and containing too many former Russian territories, so as the Rome government’s reluctance to recognize Ukrainian independence. For the Italian Liberals, a strong Russia was a positive element for the maintenance of the balance of power, the only way to preserve peace and Italy’s position in Europe, according to Italian political tradition.

Italy recognized the dominant role of France and Great Britain in the Baltic region and in Eastern Europe, for instance by accepting French preponderance in Czechoslovakia⁷ and Paris’s military and economic support to the building and consolidation of a large independent Polish State, deemed a useful anti-German and anti-Bolshevik bulwark. At the Paris Peace Conference the Italian delegation often supported the territorial aims of the Polish government, but refused to engage Italy in Eastern Europe despite repeated Ukrainian and Polish requests and the importance of the area in the future balance of power in the continent. In

⁶ *Ibid.* On the favour of the Italian Supreme Command toward Hungary see also: ASMAE, Conferenza pace, parte prima, C.P., b. 7, Biancheri to Sonnino, 16 January 1919.

⁷ F. Caccamo, *Un’occasione mancata. L’Italia, la Cecoslovacchia e la crisi dell’Europa centrale, 1918–1938*; In “Nuova Rivista Storica”, 99 (2015) 111–158. A general interpretation of Czechoslovak foreign policy in A. Suppan, *Hitler – Beneš – Tito. Konflikt, Krieg und Völkermord in Ostmittel- und Südosteuropa* (Wien: Böhlau, 2014), 3 volumes.

1919 the Rome government sent weapons and ammunitions to the Polish, helped Warsaw to obtain favorable southern and western borders and to gain a direct territorial tie to Rumania; Italian diplomacy defended as well Polish interests in former Habsburg Galicia and in Teschen/Těšín/Cieszyn: but Italy refused to send troops to Poland and Ukraine to help the those governments against Bolshevik Russia and did not show a serious interest to participate to the development of the Polish and Ukrainian States neither to establish strong Italian economic influence there. In those months the Italian delegation at the Peace Conference defended the principle of the unity and territorial integrity of the Russian State, prey of a savage civil war between Bolsheviks and anti-Bolshevik forces. Italian diplomats and politicians thought that a too extreme weakening and territorial dismemberment of Russia, also of a Bolshevik Russia, would damage the political balance of power in Europe. This Russophile attitude explains the Italian refusal of establishing diplomatic relations and to recognize the Ukrainian government led by Simon Petljura and Italian reticence to support Polish requests and aims on those parts of Ukraine and Belorussia already part of the Russian Empire.

Italy maintained a Russophile attitude also when during 1919 it became clear that the strongest political power in Russia were the Bolsheviks. If Orlando and Sonnino were cautious in keeping contacts with the Russian Communist Government (but they were ready to have relations with Bela Kun in Hungary), with the Nitti government Italy espoused a policy of trying to strengthen ties with Lenin. Nitti wanted to help Italian postwar economic recovery by improving exports to Bolshevik Russia; he also desired to appease Italian leftwing parties, which all, especially the strong Socialist party, asked for better and friendly relations with the Soviets.

During the Paris Peace Conference Italy showed interest to support the territorial expansion of the Romanian State. Since 1914 in Italian diplomacy was popular the idea that it would be in Rome interest to see the existence of a group of strong not Slavic States (Romania, Hungary) between the Black Sea and the Adriatic that would separate the German world from the Slavs, and also the Yugoslavs from the Russians. So Italian support for the Great Romania project was explainable by Rome wish that the Bucarest government could block and stop the growth of Yugoslav influence in the Danubian region.

Italian interest to stop Yugoslav expansion and to weaken the Kingdom of Serbs Croats and Slovenes influenced strongly also Rome's policy toward Austria.⁸ Italian delegation at the Paris Peace Conference engaged strongly to block Yugoslav and Slovenian annexation plans of Southern parts of Austria and to prevent the attempt of the Prague government to create a common border with the Yugoslav State through the partition of Burgenland.⁹

Instead it was the strengthening of the pan-German unionist movement in Austria and in Germany after the end of the war that helps to explain the new importance of Alto Adige/South Tyrol in Italian postwar foreign policy. Alto Adige was demanded by the Rome government in the Treaty of London of 1915 mostly as a negotiating tool in future Peace negotiations and was seen as a very hypothetical and uncertain annexation. But with the emerging of the Anschluss movement, that pushed Austro-German parties to demand union to Germany in Autumn 1918, the control of South Tyrol became an important territorial aim because it was now deemed pivotal to guarantee the military security of Italy in front of a possible new neighbor, Great Germany. It was the fear of the Anschluss that explains why France, Great Britain and the United States recognized very quickly and without resistance Italian sovereignty on the Southern part of Tyrol at the Peace Conference.¹⁰

⁸ Caccamo, *L'Italia e la "Nuova Europa". Il confronto sull'Europa orientale alla conferenza di pace di Parigi (1919–1920)*.

⁹ Haas, *Le relazioni italo-austriache dall'armistizio di Villa Giusti al trattato di Saint Germain*, 411–428; W. Altgeld, *Jugoslawien und Österreich als Faktoren der italienischen Außenpolitik 1918–1920*; In H. Rumpler, ed. *Kärntens Volksabstimmung 1920. Wissenschaftliche Kontroversen und historisch-politische Diskussionen anlässlich des internationalen Symposiums Klagenfurt 1980* (Klagenfurt: Kärntner Drucks- und Verlagsgesellschaft M. B. H., 1981) 125–149; R. Pupo, G. Caccamo, A. Di Michele, *La vittoria senza pace. Le occupazioni militari italiane alla fine della Grande Guerra* (Rome: Laterza, 2014). A good survey of the difficult relations between Italy and Czechoslovakia in Caccamo, *Un'occasione mancata. L'Italia, la Cecoslovacchia e la crisi dell'Europa centrale, 1918–1938*, 111–158.

¹⁰ On the Alto Adige-South Tyrol question in European and Italian politics in the interwar years: M. Toscano, *Alto Adige-South Tyrol: Italy's frontier with the German World* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1975); R. Schober, *Die Tiroler Frage auf der Friedenskonferenz von Saint Germain* (Innsbruck: Wagner, 1982); L. Steurer, *Südtirol zwischen Rom und Berlin 1919–1939* (Wien-München-Zürich: Europa Verlag, 1980); U. Corsini, R. Lill, *Alto Adige 1918–1946* (Bolzano: Provincia autonoma di Bolzano,

Willing to weaken French help to the Yugoslavs and to convince Paris to accept Italian ambitions to create an exclusive area of influence in the Adriatic region, the Rome government was ready not only to support French designs in Czechoslovakia and Poland but also to give free hand to the Latin Sister in the German question. But Clemenceau, convinced that French security could be guaranteed only by a close alliance with London and Washington, refused Italian proposals, despite the fact that they were seen with favor by the President of the Republic Poincaré and by the Ambassador in Rome Camille Barrère¹¹.

France, Great Britain and the United States were decided to block Italian ambitions in the Western Balkans. The diplomatic clash was unavoidable. After the first tensions on the Yugoslav problem at the Supreme Council at the beginning of April 1919¹², Italians, French, British and Americans clashed openly and fiercely between 19 and 24 April. At the Council of the Four Orlando and Sonnino exposed Italian demands of control of the whole Julian region, including Rijeka/Fiume not foreseen as Italian by the London treaty, and of Northern Dalmatia.¹³ It was mostly the American president Woodrow Wilson that opposed openly Italian aims. In his view the future European boundaries had to respect the rights of small nations and be based on the idea of political cooperation. The

1988); U. Corsini, *Problemi di un territorio di confine. Trentino e Alto Adige dalla sovranità austriaca all'accordo Degasperi-Gruber* (Trento: Comune di Trento, 1994); R. Steininger, *Südtirol 1918–1999* (Innsbruck-Wien: Studienverlag, 1999); A. Di Michele, *L'italianizzazione imperfetta. L'amministrazione pubblica dell'Alto Adige tra Italia liberale e fascismo* (Alessandria: Edizioni dell'Orso, 2003); M. Gehler, *Eduard Reut-Nicolussi und die Südtirolfrage 1918–1958. Streiter für die Freiheit und die Einheit Tirols* (Innsbruck: Wagner, 2007) 2 vol.; K. Weiss, *Das Südtirol-Problem in der Ersten Republik. Dargestellt an Österreichs Innen- und Außenpolitik im Jahre 1928* (Wien-München: Verlag für Geschichte und Politik, 1989); F. Scarano, *Tra Mussolini e Hitler. Le opzioni dei sudtirolesi nella politica estera fascista* (Milano: Angeli, 2012).

¹¹ Caccamo, *L'Italia e la "Nuova Europa"*; D. Perman, *The Shaping of the Czechoslovak State. Diplomatic History of the Boundaries of Czechoslovakia 1914–1920* (Leiden: Brill, 1962).

¹² P. Mantoux, *Les Délibérations du Conseil des Quatre (24 mars – 28 juin 1919)* (Paris: Éditions du CNRS, 1955) two volumes, I, 125.

¹³ L. Aldrovandi Marescotti, *Guerra diplomatica. Ricordi e frammenti di diario (1914–1919)*, 221–239. See also *The Papers of Woodrow Wilson* (Princeton: Princeton University Press 1966–1994) (since now WP), 57, 479–482, and Mantoux, *Les Délibérations*, I, 277–279.

United States were ready to recognize Italian demands to have a favorable strategic frontier in Alto Adige and in the Julian region, but could not accept requests on Fiume and Dalmatia. The stalemate in the Adriatic question was produced by the British and French positions. Lloyd George and Clemenceau recognized the formal value of the London treaty, but, wishing the revision of the clauses on the Mediterranean and the Western Balkans that allowed a too strong Italian expansion, assumed a wait and see attitude that showed in fact their agreement with Wilson's positions.¹⁴ The French-British proposals for a compromise were based on a clear reshaping of the London treaty, with Italian renounce to the Dalmatian mainland, to most of the Dalmatian islands and to Fiume.¹⁵ Not by chance they were rebuked by Italian diplomacy. Wilson, convinced that the Orland-Sonnino government did not really represent and reflect Italian people's will, published an appeal to the Italian nation on the French press, without informing the Italian delegation before. As reaction to this affront, the Italian delegation decided to abandon the Peace Conference and to go back to Italy, to have a vote of confidence from the Italian Parliament. The absence of the delegates produced the stop of the negotiations on the Adriatic question and strengthened anti-Italian feelings in the American, French and British delegations.¹⁶

From the beginning of May the overcoming of the Adriatic controversy became then more complicated by the enlarging of the diplomatic and political Italian-Allies clash on other geopolitical areas. Having news of the landing of Italian troops on the coasts of Anatolia¹⁷, Wilson, Lloyd George and Clemenceau gave their consent to the Greek occupation of Smirne/Izmir¹⁸, town that the Italian-French-British agreements

¹⁴ Mantoux, *Les Délibérations*, I, 292–300.

¹⁵ Mantoux, *Les Délibérations*, I, 307–312, 337–343; D. Lloyd George, *The Truth about the Peace Treaties*, (London: Gollancz, 1938) II, 854–858.

¹⁶ Mantoux, *Les Délibérations*, I, 368–370.

¹⁷ Mantoux, *Les Délibérations*, I, 422, 452.

¹⁸ On Allied reactions to Italian initiatives in Anatolia: M. Llewellyn Smith, *Ionian Vision. Greece in Asia Minor 1919–1922* (New York: St. Martin Press, 1973) 71–75; P. C. Helmreich, *From Paris to Sevres: The Partition of the Ottoman Empire at the Peace Conference of 1919–1920* (Columbus: Ohio State University Press, 1974) 94–101; L. Evans, *United States Policy and the Partition of Turkey 1914–1924* (Baltimore, Johns Hopkins University, 1965), 160 e ss.; M. Macmillan, *Paris 1919. Six Months that changed*

of Saint-Jean de Maurienne of 1917 had given to Italy. Always at early May the Allies decided to accelerate the discussion on the future of the former German African colonies.¹⁹ On 6 May, the day before the return of the Italian delegation to Paris, British, French and American delegates found an agreement on the partition of these territories, which were assigned under the form of international mandates to Great Britain and France, excluding Italy. The day after, the decision was formally ratified by the Supreme Council and communicated to Italy, which found herself excluded from any mandate in Africa and without any territorial compensation apart from generic promises.²⁰

Isolated and deceived, the Italian delegation returned to the Peace Conference on May 7. Between May and June Orlando and Sonnino strove to achieve a territorial compromise on the Adriatic question acceptable to Italian public opinion.²¹ At the same time they tried to obtain some territorial rewards in Africa²² and an international mandate in Anatolia.²³ Among the Allies some French diplomats and the most influential adviser of Woodrow Wilson, Colonel House²⁴, sought to favor an agreement on the

the World (New York, Random House, 2002). Si veda anche: Mantoux, *Les Délibérations*, I, 510–512. On Italian-Greek rivalry: D. Kitsikis, *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix (1919–1920)*, (Paris: Presses universitaires de France, 1963).

¹⁹ Mantoux, *Les Délibérations*, I, 486.

²⁰ A. Marescotti, *Guerra diplomatica*, 299–306. On the meaning of the article XIII of the London treaty: L. Monzali, *La questione etiopica nella politica estera italiana (1896–1915)* (Parma: University of Parma, 1996) 400–410.

²¹ Sui negoziati fra Italia e alleati nei mesi di maggio e giugno: Albrecht-Carrié, *Italy at the Paris Peace Conference*, 153–160; A. Marescotti, *Guerra diplomatica*, 354–360; Riccardi, *Francesco Salata tra storia, politica e diplomazia* (Udine: Del Bianco, 2001) 221–231; M. Petricoli, *L'occupazione italiana del Caucaso: "un ingrato servizio" da rendere a Londra*, (Pavia: Il Politico, 1972), 48–50.

²² F. Salata, *Il nodo di Gibuti. Storia diplomatica su documenti inediti* (Milan: ISPI, 1939) 291–296; G. Buccianti, *Legemonia sull'Etiopia (1918–1923). Lo scontro diplomatico fra Italia, Francia e Inghilterra* (Milan: Giuffrè, 1977) 83–90; Monzali, *Il colonialismo nella politica estera italiana 1878–1949*, 134–144.

²³ A. Marescotti, *Guerra diplomatica*, 337–338; Mantoux, *Les Délibérations*, II, 110–115.

²⁴ On Colonel House's attitude toward the Italian-Yugoslav controversy: C. Seymour, ed., *The Intimate Papers of Colonel House*, London: Houghton Mifflin, 1928), four

Italian-Yugoslav controversy. At middle May the American diplomat Miller and the French politician Tardieu proposed a territorial compromise, that was later known as Tardieu Plan. According to this project, Italy would be awarded the whole of Istria, the Dalmatian towns of Zadar/Zara and Šibenik/Sebenico and the islands of Cherso/Cres, Lissa/Vis, Lussino/Lošinj e Pelagosa/Palagruža, but renounced to the rest of Dalmatia and accepted the creation of a Free State of Fiume whose future would be decided by plebiscite in 15 years.²⁵ The Italians were ready to accept the Tardieu Plan but the Yugoslavs refused it.²⁶ Lloyd George and Clemenceau, tired of the conflict with Italy, tried to convince Wilson to accept the plan, but the American president was against²⁷; he was contrary to an Italian presence on the Eastern Adriatic coast.²⁸ After long discussions, the American leader convinced the Anglo-French to define a unitary proposal that was presented to Italians and Yugoslavs.²⁹ It was foreseen the creation of a large independent Fiume State that would include Eastern Istria, Cherso and Veglia/Krk. Sebenico would become part of the Serbian-Croatian-Slovenian State, while Italy would control in Dalmatia only the islands of Lissa, Lagosta/Lastovo, Lunga/Dugi Otok, with Zadar becoming a free State under the League of Nations protection³⁰. The Italian delegation deemed the new plan quite unfavorable and refused it³¹.

volumes, IV, 448–455.; Lederer, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference: a study in frontier-making*; Charles Seymour, *The Role of Colonel House in Wilson's Diplomacy*, In *Wilson's Foreign Policy in Perspective*, Edward H. Buehrig, ed., (Bloomington: Indiana University Press, 1957) 11–15.

²⁵ Mantoux, *Les Délibérations*, II, 237 e ss.; A. Carrie, *Italy at the Paris Peace Conference*, 184–190.

²⁶ WP, 60, *A memorandum by Douglas Wilson Johnson*, 4 June 1919, 137–138; Lederer, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference: a study in frontier-making*.

²⁷ Mantoux, *Les Délibérations*, II, 326.

²⁸ Mantoux, *Les Délibérations*, II, 326 ; WP, 60, *Hankey's Notes of a Meeting of the Council of Four*, 6 June 1919, 206–213.

²⁹ Mantoux, *Les Délibérations*, cit., II, 327.

³⁰ The Wilson memorandum di Wilson is cited in: P. Alatri, *Nitti, D'Annunzio e la questione adriatica (1919–1920)* (Milan: Feltrinelli, 1960) 36–37. See: WP, 60, 206–210. On Italian opposition to the Wilson proposal: Archivio Centrale dello Stato, Roma, Vittorio Emanuele Orlando papers, b. 7, Colosimo to Orlando, 9 June 1919.

³¹ Alatri, *Nitti*, 37–38.; Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, 113–115.

Weakened by its inability to settle the Adriatic question in favorable terms, strongly criticized by Italian public opinion and parliamentary opposition, the Orlando-Sonnino government fell on June 19, to be succeeded by a new one led by Francesco Saverio Nitti, with Tommaso Tittoni as Foreign minister.

2. Back to old friendships. Nitti, Tittoni and Italian policy toward Eastern and Central Europe.

Despite the wish of Orlando, Sonnino and many Italian Liberals (Albertini, Salvemini, Einaudi) of the maintenance of a strong alliance with the Western countries, little by little Italy estranged itself from the War Allies. France, Great Britain and the United States did not consider Italy an equal partner and sometimes viewed with defiance and hostility Italian political plans in the Balkans and in Eastern Mediterranean. During the Paris Peace Conference it was not possible to achieve a common agreement on Italian aims in Europe, Asia and Africa and this diplomatic failure provoked not only the fall of the Orlando-Sonnino government in June 1919 but also a slow rethinking of the directives of Italian foreign policy.

With the new Nitti government came back to power the old parliamentary group led by Giovanni Giolitti, who had dominated Italian politics in the years before 1914, those of close relations and alliance with Germany and Austria-Hungary. In the summer 1919 it began a coming back to some old patterns of Italian foreign relations typical of the Triple Alliance era. Not by chance Nitti nominated foreign minister Tommaso Tittoni, important political friend of Giolitti and former chief of the Italian Ministry of Foreign Affairs in the pre-war years.

According to Tittoni, Nitti and the more influential Italian diplomats (De Martino, Contarini, Sforza, Lago), Italy needed to pursue a more independent foreign policy, freeing itself from some rigidities of the Entente policies and strategies. Pivotal to the new Italian strategy was in fact a progressive return to the past, i.e. to good and friendly cooperation with the former prewar allies, Germany, Austria and Hungary. Economic and political recovery of Germany was seen favorable as means to help Italy to extract itself from the economic hardships of postwar reconversion and as a counterweight to the dangers of French hegemonism in

continental Europe. Moreover Liberal Italy wanted to create a new international role for itself as mediator, as bridge between winners and losers of the First World War. Here were the origins of the so-called Italian revisionism in Central and Eastern Europe, i.e. the idea that the political order established by the peace treaties was fragile and unstable and that it would be politically wise to milder and mitigate some treaty clauses in favor of the defeated powers. Nitti was one of the first European political leaders who pushed and campaigned hard for the revision of the peace treaties in favor of Germany and Hungary.

The push for political cooperation with Great Britain remained a milestone of Italian foreign policy. But the rhetoric of Italian-British friendship was often a mere abstract talk. In fact between London and Rome there were serious sources of friction, as for instance in the Turkish question, where, after understanding the impossibility to keep control of the region of Adalia/Antalya, little by little the Italians started to side with the Turkish nationalists led by Kemal Atatürk against the British which supported the Greek ambitions of conquering Western Anatolia.³²

In European politics, from summer 1919 the Nitti government tried to conciliate being part of the Entente with seeking good relations with Hungary, Austria and Germany. Italy was the first Entente country to revive formal direct bilateral relations with Budapest, Wien and Berlin. Hungary and Austria were considered bulwarks against the growing influence of Yugoslavia and Czechoslovakia, close allies of France and dominated by deep hostility toward Italy.

Since the fall of the Habsburgs Italy had a friendly attitude towards Hungary, which sent an informal diplomatic Representation to Rome, led by Albert Nemes di Hidvég, already before the signing of the formal peace treaty. The Italians showed good will toward Budapest: according to Salvatore Contarini, secretary general of the Italian Ministry of Foreign Affairs since early 1920, Hungary had a good army and a strong

³² L. Micheletta, *Italia e Gran Bretagna nel primo dopoguerra. Le relazioni diplomatiche tra Roma e Londra dal 1919 al 1922* (Roma: Jouvence, 1999), two volumes; A. Giannini, *L'ultima fase della questione orientale (1913–1932)* (Roma: Istituto per l'Oriente, 1933); H. N. Howard, *The Partition of Turkey. A Diplomatic History 1913–1923* (Norman: University of Oklahoma Press, 1931); Helmreich, *From Paris to Sèvres. The Partition of the Ottoman Empire at the Paris Peace Conference of 1919–1920*; F. L. Grassi, *L'Italia e la questione turca (1919–1923). Opinione pubblica e politica estera* (Torino: Zamorani 1996).

national feeling and identity and was a political factor in Central Europe which deserved consideration. Not by chance in the following years the Italian diplomacy tried, through the effective action of the Italian representative in Hungary, Gaetano Caracciolo di Castagneto, to help the Horthy regime to survive the crisis produced by the attempts of the former King-Emperor Charles/Karl to return to power in Budapest in 1921 and supported the Hungarian claims in the Burgenland controversy.³³

Regarding the political order in Central and Eastern Europe, Nitti, Tittoni and the Italian delegation at the Peace Conference tried to avoid too harsh territorial losses for Hungary and Bulgaria and favored a possible Romanian-Hungarian-Bulgarian entente under the Italian auspices, that would isolate Belgrade and strengthen Italian influence contrasting the French presence.³⁴ The entente never came to life but prefigured future Italian orientation in the Twenties.

Nitti was very critical of the Entente policy in Central Europe and deemed pivotal to guarantee economic recovery in the continent by helping the growth of the German economy. He wished to intensify Italian-German trade and to gain consent among the Socialists and the Catholics who wished a strongly Germanophile foreign policy: it is not surprising so that he became a staunch supporter of close relations with Berlin. In 1920 Nitti sent to represent Italy in Berlin one of the best Italian diplomats, the former Secretary General Giacomo De Martino.

In Italian diplomatic thought the Austrian State had an important role as a bridge between Italy and Germany: this was one of the reasons why Italian diplomacy showed favor to foster good relations with the newborn Republic of Austria. As soon as the Saint-Germain peace treaty was signed, the Rome government ratified it and send a diplomatic emissary, Pietro Tomasi Della Torretta, as political commissioner of the Italian military mission in Wien. The new Austrian leaders, the Socialist Otto Bauer and Karl Renner, thought that their country could come out its dramatic situation only by improving relations with all the neighboring States. The Austrian foreign policy was strongly influenced

³³ Österreichisches Staatsarchiv, Archiv der Republik (from now ÖStA, AdR), 1 Republik 1918–1938, Gesandtschaft Rom-Quirinal, b. 1, Kwiatkowski al Bundesministerium für Aeusseres, 23 ottobre 1921.

³⁴ M. Toscano, *Pagine di storia diplomatica contemporanea* (Milano: Giuffrè, 1963), two volumes; Caccamo, *L'Italia e la "Nuova Europa"*.

and coordinated with the German one and saw in the improvement of ties with Rome a way of weakening of the Entente opposition to the Anschluss: according to Wien and Berlin, the Italians were the least hostile among the War victors to the project of Austro-German union.³⁵

Fearful of the possibility that Austria could become a client of Czechoslovakia and France, Italian diplomacy invited Renner to come to Rome to meet Nitti and sign a treaty of friendship and political co-operation. The agreement, also known as the Nitti-Renner treaty³⁶ of 12 April 1920, promised Italian friendship about the application process of the Peace treaty. Both countries promised each other support in case of aggression from a third part; Austria guaranteed that it would not participate to political or economic unions, federations like the former Habsburg Empire and that it would keep Rome informed of any political or commercial negotiations with other States. During the talks in Rome, Nitti promised a friendly attitude toward the problems of the German minority in South Tyrol and showed a certain flexibility and openness toward the future hypothesis of the Austro-German Anschluss. In fact between 1920 and 1922 Italians were not rigidly hostile to plans of future economic or political Anschluss. They thought it a lesser evil than an eventual breakdown of the Austrian State and its partition among the neighbors which would strengthen the Yugoslav Kingdom and Czechoslovakia. But condition for a possible future Italian support to

³⁵ According to the German Kanzler and Foreign minister, Hermann Müller, Della Torretta had „angedeutet, daß Italien Verhandlungen mit Österreich als Brücke und Vorläufer für Einvernehmen mit Deutschland betrachte“: *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918–1945* (Göttingen 1950–1995) (d’ora innanzi ADAP), A, 3, Müller to German Legation to the Vatican, April 3 1920, d. 99. See as well the statements of Della Torretta, Italian representative in Austria, and Nitti to the Austrian diplomats and politicians: ADÖ, 3, Streng vertrauliche Aufzeichnungen Staatsamt für Äußeres, March 30 and April 13 1920, d. 436; ADÖ, 3, Unterredung zwischen Staatskanzler Renner und Ministerpräsident Nitti, April 8 and 10 1920, d. 438; ADAP, A, 3, d. 99 e note 5.

³⁶ The text of the Nitti-Renner agreement is published in Malfè, *Wien und Rom nach dem Ersten Weltkrieg. Österreichisch-Italienische Beziehungen 1919–1923*, 171–173. See as well: I. Lindeck-Pozza, *I rapporti austro-italiani dal trattato di St. Germain all’avvento al potere del fascismo*; In “Storia e Politica” 13 (1974) 1–16; Mosca, *L’Austria e la politica estera italiana dal trattato di St. Germain all’avvento del fascismo al potere (1919–1922)*, 17–32.

Anschluss was the public and formal German recognition of Italian sovereignty on Alto Adige, act that in 1921 and 1922 the Berlin government refused to make.³⁷

The Nitti-Renner agreement provoked irritation in France and Czechoslovakia, where it was deemed an attempt of Rome to pursue an anti-French policy in Central Europe. In fact the Austro-Italian treaty of April 1920 had not real political effects. Renner lost power in Autumn 1920 and his successors, Mayr and Schober, were critical towards what they saw as excessive concessions made to the Italians by limiting freedom of action of Austrian foreign policy. Italian diplomacy did not appreciate the Austrian will to pursue a policy of friendship and economic cooperation also with Prague; then the rising of irredentist tendencies in German speaking South Tyrol and of revisionist aspirations toward the Italian-Austrian borders in Austrian opinion provoked some tension in bilateral relations and hampered the start of a close political cooperation.

To please the Italian Socialists, strongly sympathetic toward the Lenin government, and convinced of the importance of the Russian market for the Italian economy, the Nitti government tried to start new relations with the Bolsheviks charging the diplomat Giovanni Amadori Virgili with a mission to Moscow to establish direct and permanent contacts the Russian authorities.³⁸ This Italian project was made of difficult fulfillment by the outbreak of the Polish-Soviet War in Spring 1920. Convinced that the Soviet armies were weak and badly organized, with the support of the Ukrainian leader Petliura's troops the Polish president Piłsudski decided to attack the Bolsheviks with a great military offensive in order to conquer most of Ukraine and establish a large Ukrainian State allied with Warsaw. After easy victories in April and May, during the summer the Polish-Ukrainian forces were obliged to retreat to Poland, that was invaded by the Bolsheviks which laid siege to the Polish capital Warsaw.

Despite the efforts of the Italian representative in Poland, Francesco Tommasini, to foster political and economic cooperation between Italy

³⁷ ADAP, A, 5, Rosen to German Embassy in Rome, 10 August 1921, d. 103; ADAP, A, 5, Aufzeichnung des Staatssekretärs im Auswärtigen Amt Haniel von Haimhausen, 15 August 1921, d. 108.

³⁸ Petracchi, *La Russia rivoluzionaria nella politica italiana*, 169–173; E. Serra, *Nitti e la Russia* (Bari: Dedalo, 1975).

and Poland, the Italian-Polish relations were not good, mostly because of Italian efforts to create close contacts with the major enemies of Poland, Germany and Soviet Russia³⁹. Italian sympathies toward Russia became evident with the outbreak of the Polish-Bolshevik war. Italian public opinion was hostile to territorial aims of Poland and to its project of guaranteeing Polish hegemony in Eastern Europe by the establishment of a confederation of States, including Lithuania, Latvia, Ukraine, led by Warsaw. In Italian political circles Polish foreign policy was deemed imperialistic. The Nitti government and then its successor, the Giolitti administration, chose to espouse an attitude of neutrality in the Polish-Soviet war, in contrast with Anglo-French support for Poland.

After the Polish armies were able to defeat the Bolsheviks and to impose a harsh peace treaty to the Lenin government (Riga peace treaty of 18 March, 1921), relations between Warsaw and Rome became obviously abysmal. The Polish-Soviet war showed very clearly that, according to Italian diplomats and politicians, the true regional great powers in Eastern Europe were Germany and Russia and Poland was a secondary factor of international politics.

Naturally main problem of Nitti's foreign policy remained the unsolved Adriatic question. The Italian leader went on looking for a bilateral agreement with Belgrade by trying to obtain Fiume in exchange of territorial sacrifices in Dalmatia. The agreement seemed close to be achieved in May 1920⁴⁰ when in Pallanza Trumbić and Pašić met the Italian minister of Foreign Affairs, Vittorio Scialoja, who had succeeded Tittoni at the end of 1919.⁴¹ The fall of the second Nitti government blocked the Italian-Yugoslav negotiations⁴², which would start again only some months afterwards with the new Giolitti administration.⁴³ In June, weakened politically, Nitti was obliged to resign.

³⁹ On Italian-Polish relations: L. Monzali, *Francesco Tommasini, l'Italia e la rinascita della Polonia indipendente* (Roma-Varsavia: Accademia polacca di Roma, 2018).

⁴⁰ Alatri, Nitti, 460–470.

⁴¹ Lederer, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference*; Alatri, Nitti, 463–465.

⁴² *British Documents on Foreign Affairs: Reports and Papers from the Foreign Office Confidential Print* (Washington 1983–) (from now BDFP), II, F, 4, Buchanan a Curzon, 17 e 23 marzo 1920, docs. 155 e 157.

⁴³ Alatri, Nitti, 470–475.

The Nitti government's foreign policy showed clear limits and flaws. Nitti, Tittoni, Scialoja seemed not completely aware that Postwar Europe was something completely different from the continent as it was before July 1914. There was not anymore a balance of power that allowed Italian diplomacy to oscillate between the rival blocs so as to pursue quite freely its own national and State interests. After the war the continent was dominated economically and militarily by France and Great Britain in front of a weakened and poor Germany and of a divided and deeply suffering Bolshevik Russia. In 1920 Italy had no room and space for free maneuvering and initiatives between London, Paris and Berlin. French hostility and British disinterest and mistrust towards Nitti's initiatives provoked the internal weakening and then the fall of its government in June 1920.

3. Giolitti, Sforza and the failure of an Italian foreign policy in Central and Eastern Europe.

The old master of Italian politics, Giovanni Giolitti, was obliged to go back to government to save and cope with a very difficult internal and external situation.⁴⁴ Socialists, Catholics and Fascists were more and more powerful in front of a Liberal front divided and weakened by many internal personal rivalries. The international position of Italy was difficult as well, with the border with the Yugoslav Kingdom still not defined, Italian armed forces potentially involved in dangerous conflicts in Albania and Anatolia and relations with the Entente powers and the United States cold and conflictual. Giolitti chose to pursue a more prudent and cautious foreign policy, whose main goal was to reduce Italian engagements abroad and improve relations with London, Paris and Washington. To conduct this new foreign relations strategy he decided to nominate a career diplomat, Carlo Sforza⁴⁵, as foreign minister.

⁴⁴ On the new Giolitti government in 1920: N. Valeri, *Giovanni Giolitti* (Torino: UTET, 1971), 287–297; C. Vallauri, *Il ritorno al potere di Giolitti nel 1920*, "Storia e Politica", 2 (1963), 78–100.

⁴⁵ On Carlo Sforza: C. Sforza, *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi* (Rome: Mondadori, 1944); Id., *Jugoslavia. Storia e ricordi* (Milano: Rizzoli, 1948); Id., *Pensiero e azione di una politica estera italiana. Discorsi e scritti* (Bari: Laterza, 1924); L. Zeno, *Carlo Sforza. Ritratto di un grande diplomatico*, (Firenze: Le Monnier, 1999); M. Grazia Melchionni,

Sforza was one of the most talented Italian diplomats, with a rich international experience and an ability to face and conduct risky missions, as he demonstrated as Italian envoy to the Serbian government in Corfu and as Italian high commissioner in Constantinople. Undersecretary for foreign affairs in the Nitti governments, he exploited that duty to create ties with many Italian political circles and to become close to the French ambassador in Rome, Camille Barrère. He became an influential official in Italian Ministry of Foreign Affairs by running diplomatic business that the Foreign Ministers and the Prime Minister could not handle because of their frequent absence from Italy due to international engagements and duties. He participated directly to Nitti foreign policy sharing its objectives, but soon he became aware of its risks. The too open approach towards the defeated Powers and the disagreements on the Eastern question had raised mistrust and hostility among the British and the French.

Giolitti and Sforza decided then to improve relations with Paris and London, with the aim to ask for help to close the boundary controversy with Belgrade. This new strategy had success and brought to the Italian-Yugoslav treaty of Rapallo (12 November, 1920).⁴⁶ Rome gained control of the whole Julian Region and maintained a presence in Dalmatia obtaining full sovereignty on Zadar/Zara. The Fiume question was temporally solved by the creation of a free State. In exchange of these territorial sacrifices the Yugoslav government got the official diplomatic recognition by Italy. By signing the so-called anti-Hapsburg convention on the same day in Rapallo, Belgrade was guaranteed by Italy that it would support the territorial integrity and independence of the

La politica estera di Carlo Sforza nel 1920–21, "Rivista di Studi politici internazionali", (1969), 537–570; Id., *La convenzione anti-asburgica del 12 novembre 1920*, "Storia e Politica", 1–2 (1972), 224–264, 374–417; Micheletta, *Italia e Gran Bretagna*, I; Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*; Pietro Quaroni, *Il mondo di un ambasciatore* (Milano: Ferro), 1965, 315–319.

⁴⁶ The text of the Rapallo treaties are published in A. Giannini, *Documenti per la storia dei rapporti fra l'Italia e la Jugoslavia* (Roma: Istituto per l'Europa orientale, 1934), 36–40. On the Italian-Yugoslav negotiations: Sforza, *Jugoslavia. Storia e ricordi*, 154–160; Melchionni, *La politica estera di Carlo Sforza nel 1920–21*, 536–540; Lederer, *Jugoslavia at the Paris Peace Conference*; Riccardi, *Francesco Salata*; Mario Dassovich, *I molti problemi dell'Italia al confine orientale. I Dall'armistizio di Cormons alla decadenza del patto Mussolini-Pasić (1866–1929)* (Udine: Del Bianco, 1989), 197–207; Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*, 191–201.

Yugoslav State against secessionist forces.⁴⁷ Sforza tried to adjust Italian policy in Central Europe to the directives of the French, recognizing the dominant role of Paris in Continental Europe and improved relations with the main French allies, Czechoslovakia, Poland and Rumania.⁴⁸

But the difficult process of application of the Rapallo treaty⁴⁹ and the rise of the ultranationalist fascist movement pushed Italian foreign policy in a tricky position and provoked the fall of the Giolitti government in June 1921⁵⁰. The worsening of the Italian-Yugoslav relations, due to Rome's delays in the evacuation of the Adriatic territories occupied by Italy since 1918 but recognized in Rapallo as under Yugoslav sovereignty, showed how Italian policy in Central and Oriental Europe depended upon the nature of the relations with Belgrade.

Despite the military victory in First World War, which had pushed Italy to the number 3 in the chart of European great powers, in the Afterwar the Italian State was not able to find a satisfactory role in World politics. Despite important territorial gains in Europe Italian public opinion saw the Postwar settlement as unfavorable to its own interests and needs. Italian policies in Eastern and Central Europe lacked effectiveness. The Italian vision of a Europe that needed to be pacified and reconciled by overcoming the discrimination between the victors and the defeated was just and wise, but it was not pursued with forcefulness and courage and remained ineffective. It became clear that Italian ambitions were not proportioned to its own means, resources and capabilities.

⁴⁷ Melchionni, *La convenzione antiasburgica del 12 novembre 1920*.

⁴⁸ Sforza, *Pensiero e azione di una politica estera italiana. Discorsi e scritti*.; Melchionni, *La politica estera di Carlo Sforza nel 1920–21*; Id., *La convenzione antiasburgica del 12 novembre 1920*; Francesco Caccamo, *Italia e Cecoslovacchia negli anni Venti*, "Nuova Storia Contemporanea", 2 (2000), 59–76.

⁴⁹ Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*.

⁵⁰ On the end of the Giolitti government: R. De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista del potere 1921–1925* (Torino: Einaudi, 1966), 101–110; Monzali, *Italiani di Dalmazia 1914–1924*.; E. Gentile, *Storia del partito fascista 1919–1922. Movimento e milizia*, (Bari-Roma: Laterza, 1989), 208–210. About the relevance of foreign policy in the fall of the Giolitti government: BDFA, II, F, 4, Buchanan to Curzon, June 27 1921, d. 327.

Yannis Mourélos

*Université de Aristote
Thessalonique*

Y A-T-IL EU UN IMPÉRIALISME GREC ?

Résumé : Peut-on vraiment, dans ces conditions, taxer l'« Idée » hellénique de tendances impérialistes ? Oui, dans la mesure où elle engendre l'image d'empire et promulgue l'hégémonie comme slogan pour le règlement de cette fameuse « question d'Orient ». Le tout couronné de l'inévitable dosage nationaliste, mais se comportant, tout de même, dans les normes d'une certaine conception irrédentiste. Le seul moment où l'on peut, effectivement, se permettre de parler d'un programme d'expansion à base d'une doctrine préexistante s'étale sur très peu de temps de 1912 à 1922, avant que l'infortuné conflit gréco-turc ne vienne freiner irrémédiablement tout élan irrédentiste. Cette malheureuse campagne d'Asie Mineure (l'historiographie grecque emploie à cet effet le terme, plus imposant, de « désastre ») contribuera à l'unification de l'hellénisme dans le sens inverse de celui préconisé par la « Grande Idée », grâce, notamment, à l'afflux, en Grèce même, d'un million et demi de réfugiés en vertu de la convention de Lausanne sur l'échange des populations. Elle mettra, par la même occasion, un terme à un esprit impérialiste qui, d'une certaine façon, n'aura pas existé.

Mots clés : Impérialisme, Grèce, « Grande Idée », conflit gréco-turc,

Ya-t-il eu un impérialisme grec ? L'impérialisme, diront certains, n'est pas un privilège réservé exclusivement aux Grands. Mais encore faut-il savoir de quel impérialisme on peut ici parler. Quand et dans quel contexte historique celui-ci se développe-t-il ? En repérer les origines et mesurer les ambitions. S'interroger sur sa capacité de résistance (sur sa faculté d'adaptation aussi) aux caprices de la conjoncture internationale. Comparer la perception, théorique, de la puissance à la réalité, démythificatrice, de la force déployée. En certifier, en somme, l'existence, ou bien témoigner de la simple présence de tendances impérialistes, cristallisées au sein d'un irrédentisme exalté.

Tâche ambitieuse, dont les quelques pages qui suivent ne constituent pas, pour autant, un effort d'approche exhaustive. Tout au plus, permettront-elles au lecteur non averti d'entamer une prise de contact avec un sujet multidimensionnel, mais, en même temps, d'une rare spécificité. A condition que celui-ci veuille bien relativiser : ici point d'antagonismes coloniaux, d'expansionnismes économiques et culturels, de dominations de pays sur d'autres par l'échange, etc. Des composantes fondamentales du phénomène d'impérialisme en sont, par conséquent, exclues.

Le peu qui reste, rappelant encore un certain processus impérialiste, frappe à la fois par son aspect circonstanciel et sa faible durée. Car, des cent soixante et quelques années d'existence de la Grèce en tant qu'entité étatique, le seul moment où l'on peut, effectivement, se permettre de parler d'un programme d'expansion à base d'une doctrine préexistante (bien qu'il faille, là aussi, savoir nuancer) s'étale sur très peu de temps – de 1912 à 1922 –, avant que l'infortuné conflit gréco-turc ne vienne freiner irrémédiablement tout élan irrédentiste.

Quant au bien-fondé de cette doctrine, il nous entraîne en plein cœur d'un débat théorique mêlant, tour à tour, des notions touffues et contradictoires, telle la continuité historique d'une nation, à des débordements fougueux mais nébuleux, telle la destinée de cette même nation. Nous voici, donc, aux prises avec un double problème d'identification et d'identité.

Si, au long de la marche de la Grèce dans l'ère moderne, l'on veut bien voir la volonté d'un vieux peuple qui, par son comportement même et sa manière de pensée, se rattache à la tradition, on ne saurait, en revanche, s'empêcher d'en extraire et de souligner les multiples contradictions : le difficile mariage entre deux structures différentes, voire opposées, l'Antiquité païenne et humaniste et Byzance orthodoxe et autocratique ; relation frêle et délicate à cause, aussi, d'une multitude d'interférences provenant du voisinage balkanique et de quatre siècles de domination ottomane. Cette pluralité de facteurs (l'on devrait y ajouter l'universalisme de la culture occidentale vers laquelle les Grecs se sont toujours penchés, une fois leur conscience nationale acquise) se projette en un amalgame mal soudé, soumis plus tard, à son tour, à maintes exploitations de la part des différents groupes sociaux dans leurs conflits, pis encore, à l'ingérence de tiers dans les affaires internes du pays.

Source de malaise, voire même de faiblesse, cette juxtaposition de couches hétérogènes peut aussi bien fonctionner en tant que facteur d'unité. L'uniformité de la langue grecque, préservée à travers les siècles par l'Église orthodoxe, elle-même ayant survécu à la chute de Constantinople, en constitue une première démonstration. Le besoin profond de s'identifier à une page glorieuse mais révolue de son passé en est une autre. Peu importe si le Grec du XIX^e siècle, lui-même héritier de l'esprit des Lumières, se faisait de son passé préchrétien une idée assez vague, mélangée à pas mal d'illusions, ou bien si cette étroite interdépendance, Athènes classique - Byzance théocratique (une relation tumultueuse aux accents antagonistes), lui imposait un constant effort dialectique.

L'unité hellénique semble, donc, avoir été préservée en dépit et à travers cette imposante fresque, imbibée de diversités et de contrastes, avant que la fondation, en 1830, d'un État indépendant ne vienne poser avec persistance la question de l'unification.

Au droit à l'existence s'ajouta, ainsi, le sens de l'espace ; au besoin de s'assumer, le poids de la destinée. Nid national, lieu de dépôt, le nouvel État n'aura, dorénavant, qu'une mission de prédilection ; s'élargir pour embrasser la nation tout entière.

Deux précisions s'imposent du coup. Difficile comme il est, parfois, d'associer l'aspect idéologique, où unité et continuité de la pensée sont garanties à travers le temps, au facteur politique, où des événements comme celui de 1830 constituent, à juste titre, des tournants dans la marche d'un peuple dans l'Histoire, notre périodisation ne tiendra compte que de données politiques. C'est, d'ailleurs, d'un tel domaine que le sujet, pour l'essentiel, dépend. Ensuite, et nous arrivons à notre deuxième point, toute référence au contour idéologique se doit d'être très relative. Le manque de stabilité dans la vie politique, la dépendance étroite du pays vis-à-vis de l'étranger, l'absence d'une infrastructure compétente empêchent, en somme, l'emploi d'un langage agressif. Confus dans ses contradictions, perturbé par ses frustrations, privé de moyens d'action, le Grec de la fin XIX^e - début XX^e siècle suit, mais ne fait pas l'événement. Tout au plus s'accroche-t-il à la queue du convoi, alors que ses propres ambitions voudraient plutôt en faire l'avant-garde.

Peut-on vraiment, dans ces conditions, taxer l'« Idée » hellénique de tendances impérialistes ? Oui, dans la mesure où elle engendre l'image d'empire et promulgue l'hégémonie comme slogan pour le règlement de

cette fameuse « question d'Orient ». Le tout couronné de l'inévitable dosage nationaliste, mais se comportant, tout de même, dans les normes d'une certaine conception irrédentiste.

On ne saurait, en revanche, se priver de signaler un manque flagrant de transparence et de clarté lorsqu'il s'agit d'en pénétrer le sens. Grandiloquente et fragmentaire, ambitieuse et équivoque, la théorie de la « Grande Idée » fait figure d'accessoire substantiel pour exorciser les angoisses d'un peuple, beaucoup plus que de concept philosophique promu au service d'une stratégie d'État.

Comment expliquer, sinon, tout un enchaînement de mécomptes qui marque le XIX^e siècle grec? A l'innocence illusoire des débuts succède l'insécurité de la fin du siècle. Aux faux pas du premier temps, le souci du danger, au moment même où des nationalismes concurrents jaillissent sur les pourtours, seuls quelques gains territoriaux peuvent, encore, alléger ce sentiment de malaise. Mais ne résultent-ils pas, quant à eux, de méthodes et procédés étrangers au pouvoir hellénique? Par contre, lorsqu'il est question de s'immiscer directement pour forcer le règlement d'une affaire en suspens, la tentative se solde, généralement, par un échec humiliant.

A l'aube du nouveau siècle, le profil de la Grèce et de son peuple ne se dresse, donc, guère rassurant. Comment expliquer, alors, l'étonnant virage vers des terrains audacieux pris, pendant les années dix, par la diplomatie hellénique?

Comme si elle voulait satisfaire, de son côté, l'éternel besoin de s'assumer, l'historiographie grecque crut voir, pendant longtemps, en ce phénomène, le reflet d'un processus de mutation. Au fur et à mesure que la connaissance des archives élargit l'horizon de la recherche, des interprétations plus iconoclastes virent le jour. Sans vouloir contester l'existence d'une certaine dynamique non plus que la nécessité de procéder à une transformation profonde des structures de la société, ces estimations s'interrogent quant à la portée réelle du changement survenu. Voyons les choses d'un peu plus près.

Agricole dans sa majeure partie, l'économie hellénique conservera farouchement tous les traits précapitalistes et rien, ou presque, ne présume, pour le moment, son entrée dans l'ère industrielle.

Les circonstances, il est vrai, ne s'y prêtent guère en ce début du siècle. Les rentrées dues aux émigrés ne perdront rien en cadence, mais

se traduiront toujours par des investissements dans le secteur tertiaire. Son esprit aventureux incitera, par ailleurs, le Grec à tenter sa chance au-dehors lorsqu'il ne trouvera pas chez lui un champ propice à son activité. C'est ainsi qu'un courant migratoire important privera le pays d'une main-d'œuvre indispensable pour son développement. A l'extrême veille de la Grande Guerre, l'émigration transocéanique atteindra des proportions désastreuses, à la limite d'une fuite nationale.

Le sentiment d'une certaine résistance des finances grecques aux bouleversements occasionnés par une longue période de guerre (de 1912 à 1918) sonne faux. La hausse des produits agricoles, très favorable, notamment au moment de l'annexion des provinces septentrionales (Macédoine et Epire) en 1913, sera freinée, peu après, par la transformation de ces mêmes régions en champ de bataille. Les bénéfiques, somptueux, des armateurs grecs ne découleront, en fait, que d'une augmentation spectaculaire du coût des transports maritimes, due à la précarité des circonstances. Dans l'octroi, enfin, des crédits par les Alliés, se dégage une tendance dominante qui consiste, ainsi que nous le révèle Jacques Thobie¹, à utiliser la situation débitrice de la Grèce pour renforcer leur propre contrôle sur les finances du pays, dans un projet impérialiste d'après guerre.

La situation, sur le plan social, se présente sous des traits encore moins prometteurs. Une transformation relative des structures économiques du pays (développement du crédit, construction d'un réseau routier et ferroviaire, travaux d'aménagement dans les principaux ports, percement du canal de Corinthe, développement de la navigation à vapeur, etc.), réalisée à l'extrême fin du XIXe siècle, contribuera incontestablement à l'émergence, puis à la consolidation, au sein de la société grecque, d'une classe moyenne aux ambitions politiques. Prise de vitesse par ce mouvement ascendant, l'oligarchie dérivée du passé se verra, subitement, obligée de battre en retraite et de partager le pouvoir, dont elle détenait jusqu'alors le monopole, avec des avocats, des médecins et des hommes d'affaires de la « diaspora ». Aussi faudrait-il signaler, toujours dans le même contexte, une régression du pouvoir exercé par le roi. Il est vrai qu'une révision de la Constitution, en 1911, ne portera pas atteinte aux prérogatives de la Couronne. Il reste cependant que les nouveaux

¹ Jacques Thobie, « Les dettes de guerre grecques vues de Paris », *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, Actes du Colloque tenu en novembre 1989 à Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 157.

venus sur la scène politique contesteront de plus en plus au souverain le droit de se réserver le monopole du pouvoir pour tout ce qui dépendait, notamment, des domaines diplomatique et militaire.

Crise sociale à l'origine, politique par la suite, l'affaire prendra bientôt des dimensions d'une crise constitutionnelle à partir du moment où, dans un ultime effort pour consolider sa propre position, le roi s'acquittera délibérément de ses fonctions de surarbitre afin de se lancer, en tant que chef de parti, dans l'arène des conflits politiques.

Le détonateur en sera le déclenchement de la guerre, en 1914, et l'attitude à adopter face au nouvel état des choses. Une anomalie, vieille déjà de plusieurs dizaines d'années, revêtera, ainsi, le faux aspect d'un différend sur une question de politique étrangère : neutralité ou bien intervention aux côtés de l'un des partis en présence. Ce différend sera irrémédiablement aggravé par le comportement (même si celui-ci semble dicté par les nécessités de la guerre), observé par les puissances de l'Entente, la France en particulier. Une fois engagées militairement dans la région, à partir de 1915, ces dernières n'hésiteront pas, en effet, à s'immiscer directement dans les affaires du pays dans le but de forcer, à leur convenance, le règlement de cette crise interne de la vie politique grecque. De toute cette expérience douloureuse les Hellènes sortiront profondément meurtris et le resteront, pendant une grande partie de l'entre-deux-guerres.

Cette lutte acharnée pour le pouvoir connaîtra, tout de même, une trêve éphémère, au début des années dix. Cela permettra au pays d'entamer un effort d'assainissement de la vie publique par l'introduction, notamment, d'une série de réformes dotant l'État de moyens de gestion plus efficaces (contrôle du système bancaire, réforme agraire, réorganisation des forces armées, recrutement des fonctionnaires d'après des critères bien définis, etc.). De courte durée et de portée réduite, cette tentative sera brusquement interrompue en 1912, sans avoir pu atteindre, auparavant, les résultats convoités, par l'entrée de la Grèce dans une longue période de guerre. Il n'empêche que, combiné avec les succès inespérés enregistrés à la suite des deux conflits balkaniques (superficie et population du pays doublées du jour au lendemain), cet effort d'assainissement insufflera dans les esprits un faux sentiment de puissance.

Les guerres balkaniques, un tournant ? Peut-être. La chance, qui leur avait tant manqué dans le passé, venait de faire aux Grecs un clin d'œil. Cette chance, ces derniers la saisiront pour se permettre de rêver,

désormais, à l'aventure la plus périlleuse : la conquête de Constantinople et l'unification de l'hellénisme.

Signalons ici, car l'endroit s'y prête, la présence d'un paramètre qui pèsera lourd sur la suite des événements. Car ces années d'ardeur impulsive et enthousiaste seront aussi le point de rencontre d'une nation aux prises, plus que jamais, avec ses idéaux chimériques, avec un homme d'État qui répond, manifestement, aux exigences du moment. Originaire lui-même de la partie « irrédimée » de l'hellénisme, Eleuthérios Vénizélos était beaucoup trop imbibé de cette tradition insidieuse pour y rester, finalement, indifférent. Aussi, saura-t-il introduire un style nouveau dans le domaine de la direction des affaires, en dotant le discours politique de l'agilité et de la clairvoyance qui lui faisaient tant défaut.

Tour à tour homme d'État, révolutionnaire, diplomate et politicien, Vénizélos réunira en lui des éléments contradictoires. De nature vive et emportée, il osera défier l'ordre constitutionnel pour passer à la rébellion. Orateur éminent, il saura charmer. « M. Vénizélos — écrira en 1916 le ministre de France à Athènes — est plus encore un prophète et un apôtre qu'un homme politique. Il est dans son rôle en faisant des miracles.² » Paroles à l'image de celui qui fera l'objet d'un véritable culte et sera, en même temps, la cible de reproches véhéments.

Confiant en son instinct, Vénizélos tâchera de tirer de ces années de crise et de bouleversements à l'échelle mondiale le maximum de profit, pour ériger son pays au rang de puissance sur l'échiquier balkanique et méditerranéen. Convaincu que, si l'alliance avec les voisins avait valu à sa politique ses premiers succès, le rapprochement avec les puissances européennes entraînerait sa consécration, il relèvera le défi pour réclamer, en 1918, sa propre part du gâteau ottoman.

Reste à savoir, à présent, si cette mise en chantier d'une politique d'expansion repose sur une perception réaliste du potentiel disponible et si l'opinion publique grecque jugera cet engagement en termes de force ou de faiblesse. Car, d'après Raymond Aron, être puissant, c'est être capable d'imposer sa volonté à autrui, connaître ses forces et s'organiser pour imposer ses objectifs par la négociation ou par la force.³ Or, rien de cela ne semble s'être produit dans le cas qui nous intéresse.

² Yannis Mourélos, *L'intervention delà Grèce dans la Grande Guerre*, Athènes, 1983, p. 33.

³ Cité par René Girault dans *La puissance en Europe 1938-1939*, R. Girault et R. Frank (éd.), Paris, 1984, p. 387-388.

En fait, le décalage signalé entre un discours ambitieux d'un côté et des moyens d'action d'une insuffisance flagrante de l'autre ne saurait surprendre. De cet écart, Vénizélos en personne saura tenir compio. D'où son obsession de faire partie, à tout moment et à n'importe quel prix, d'un système de coalition. L'adhésion à la Ligue balkanique se produira, en 1912, sans qu'une garantie sur un éventuel partage territorial des possessions ottomanes dans les Balkans lui soit accordée. L'entrée de la Grèce dans la Grande Guerre se fera, peu après, au détriment de l'unité nationale. On reprochera même à Vénizélos d'avoir poussé jusqu'aux extrêmes pour arriver à bout de ses desseins.

A partir de 1918, on se trouve en présence de l'exploitation d'une technique impérialiste placée au service d'une stratégie d'expansion. S'associer à un projet de démembrement d'un empire en décadence est en soi un choix téméraire. Soutenir un ensemble de revendications territoriales à l'aide d'un mécanisme compliqué de propagande dont Dimitri Kitsikis nous dévoila les multiples aspects,⁴ relève du domaine de l'ambition. S'engager, enfin, en force dans le guêpier moyen-oriental de l'après-guerre, cela tient de l'audace. Et si, dans ce contexte, le discours semble être bien au point, Vénizélos ne cessera, pour autant, de représenter un pays endetté, disposant d'un régime contesté et de forces armées considérablement affaiblies par des épurations consécutives, enfin, un peuple accablé par une longue période de guerre et déchiré par des discordes interminables d'ordre intérieur.

Approchées rétrospectivement, il est évident que les options de la diplomatie vénizéliste semblent quelque peu aléatoires. Ne pas tenir compte des conditions et des rythmes de l'époque serait, pourtant, une omission inexcusable pour l'historien, car, soudain, tout paraît être de saison.

Sollicité par les Alliés d'envoyer des troupes dans la région de Smyrne dans des circonstances hasardeuses (Paul Mantoux nous éclaire les dessous de cette affaire),⁵ Vénizélos relèvera le défi. En joueur qu'il était, il investira, une fois de plus, sur le seul facteur encore disponible : la chance. Mais les miracles ne se produisent qu'une seule fois, même s'il s'en est fallu de peu.

⁴ Dimitri Kitsikis, *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce*

⁵ Paul Mantoux, *Les délibérations du Conseil des Quatre*, t. I, Paris, 1955, p. 498-499.

Cette malheureuse campagne d'Asie Mineure (l'historiographie grecque emploie à cet effet le terme, plus imposant, de « désastre ») contribuera à l'unification de l'hellénisme dans le sens inverse de celui préconisé par la « Grande Idée », grâce, notamment, à l'afflux, en Grèce même, d'un million et demi de réfugiés en vertu de la convention de Lausanne sur l'échange des populations. Elle mettra, par la même occasion, un terme à un esprit impérialiste qui, d'une certaine façon, n'aura pas existé.

Alberto Basciani

Roma Tre University

MODERNIZATION WITH STEEL THE BALKAN COUNTRIES AND THE ATTEMPT OF INDUSTRIAL DEVELOPMENT AFTER THE GREAT WAR

Abstract: The war revealed to the Balkan ruling classes the weakness of the economic and social structures of their respective states. The paper will attempt to illustrate the effort made in the three main countries of the region (Romania, Yugoslavia and Bulgaria) to transform the economy and infrastructure of those countries in an industrial and modern way, favouring the increase of national enterprises with massive state orders through recourse to protectionism and a system of direct and indirect contributions that in fact, accentuated the exploitation of the countryside in favour of urban centres and the financial and industrial elites. In fact, on the eve of the great depression of 1929, the economies of the three Danubian-Balkan countries had neither successfully completed the transformation into an industrial sense, nor had they been able to offer their countryside a valid model of modern and efficient development.

Key words: Balkans, Balkan economy, post-war, modernization, industrialization, agriculture, nationalism, economic nationalism.

According to S. Zagoroff on the eve of World War II in Romania, Yugoslavia and Bulgaria agriculture was still the largest production sector of the nations' economy, providing more than one third on the national product and employing more than two-third of the national labour force.¹ Yet, just after the Great War, these three medium-size

¹ See S. D. Zagoroff, "General Survey of the Agricultural Economy of the Danubian Countries, 1935-45". In *The Agricultural Economy of the Danubian Countries 1935-45*,

Balkan-Danubian countries experienced the first massive attempt to link their future economic development to industry rather than agriculture.

At the end of the First World War in Central and Eastern Europe in general and in the Balkans in particular, the ruling classes of both the winning and the defeated Countries seemed to share a pressing need: rapidly and deeply strengthening the economic and social structures of their respective States. According to Iván Berend “[...] the peripheral countries of Europe in the South and East, which failed to industrialise during the nineteenth century and were very frustrated by laissez-faire system began to rely on the State regulations and protection”.²

The long and terrible total war experience³ where “[...] big battalions are neither more nor less important than energy and financial resources, farms, factories, mines, transportation systems, and research establishment [...]”⁴ “and the confrontation with the industrialized powers had revealed the weakness of the respective industrial sectors.”⁵ The

eds. S. D. ZAGOROFF, J. Végh, A. D. Bilimovich, (Stanford: Stanford University Press 1955), 10.

² I. T. Berend, “Economic Nationalism: Historical Roots”. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, eds. H. Schulz and E. Kubu, (Berlin: BWV Berliner Wissenschafts – Verlag, 2006), 34.

³ In fact in the Balkans the hostilities began in October 1912 with the First Balkan War. According to Mark Biondich, from October 1912 until the Treaty of Lausanne (July 1923) which ended the Greek-Turkish Anatolian War, the total number of victims calculating deaths, wounded, refugees or expelled populations exceeded six million people. Cfr. M. Biondich, *The Balkans. Revolution, War & Political Violence*, (Oxford – New York: Oxford University Press, 2011), 93.

⁴ Cfr. B. K. Király, “Red Wave in East Central Europe: A Repercussion of a Total War”. In *The Effect of World War I: The Class War after the Great War: the Rise of Communist Parties in East Central Europe, 1918–1921*, ed. I. Banac, (Boulder: East European Monographs, 1983), XII.

⁵ With the exception of Bulgaria, during the conflict all the other Balkan countries experienced a harsh regime of enemy military occupation aimed not only at controlling the territory but also at exploiting it economically. Particularly tough was the occupation regime by the Central Powers in Romania and in Serbia. In the Romanian territories occupied by Germans, Austro-Hungarians and Bulgarians almost total agricultural and mining resources of the country were destined to support the war effort and the civilian populations in the first place of Germany but, in part, also of its allies. A report of a special committee by German administration said that the purpose of the German army was : “the fullest exploitation of the occupied part of Rumania in order

generalized poverty and limitedness of infrastructures and modern industrial sectors⁶, poor urbanization, the overall backwardness of those agrarian societies, dominated by a rigidly classist structure that led to, for example, an unhealthy relationship between the soldiers – the vast majority belonging to peasant classes – and their superiors had spread widely.⁷ Such a situation resulted in war equipment of bad quality, in bad

to secure and export as quickly as possible everything that could be useful for war purposes and for provisioning for the allied countries”. Cf. D. Mitrany, *The Effect of the War in Southeastern Europe*, (New Haven: Yale University Press, 1936), 141. In Serbia food supplies for the occupying force of Austria-Hungary and Bulgaria had to be provided by the occupied territories. The first phase of hard military occupation was characterized by devastating famine. According to Stephan Lehnstaedt after the famine Serbia also expected to export food. Only in April 1916 with the arrival of non-military specialists, price incentives were combined with the threat of force. Despite this measures in 1917 the harvest was modest, local population still suffering severe deprivation and incentives rather sanctions were increased by occupying authorities. At the same time during the war approximately 70,000 people had already come to Austria-Hungary from Serbia and 11,000 worked locally for the rulers. Cfr. S. Lehnstaedt, “Fluctuating between “Utilisation” and Exploitation: Occupied East Central Europe during the First World War”. In *Legacies of Violence. Eastern Europe’s First World War* eds. J. Böhler, W. Borodziej, J. von Puttkamer, (München: Oldenbourg Verlag, 2014), 98, 108.

⁶ Despite some progress made between the end of XIX Century and the first decade of XX Century only after World War II the Balkan Countries were able to sweeping structural change in their economic structure. Cfr. J. R. Lampe, “Imperial Borderlands or Capitalist periphery? Redefining Balkan Backwardness, 1500–1914”. In *The origins of Backwardness in Eastern Europe. Economics and Politics from the Middle Age until the Early Twentieth Century*, ed. D. Chirot, (Berkeley – Los Angeles – London: University of California Press, 1989), 195–202.

⁷ The Romanian Principalities were characterized by large agrarian estate, in the rest of Balkans, especially at the turn of XX Century, traditional village communities (the *zadruga* for example) were disintegrating and a sort of primitive capitalism emerged, the lack of financial credit caused the fall of the smaller agrarian estates in debt. According to Yugoslav scholar Jozo Tomasievich in the *zadruga* system community rights and duties of the population were determined by a sort of communist idea: from each according to his strength and to each according to his needs. Every childless family and also the once with numerous kids was provided with housing, food and land by community itself. Cf. J. Tomasievich, *Peasants, Politics, and Economic Change in Yugoslavia*, (Stanford: Stanford University Press, 1955), 78. According to Iván T. Bérénd after the end of *zadruga* “[...] a rich peasant-merchant elite exploited this situation and lent money at usurious rates of interest [...] this peasant-merchant stratum was one of the elements forming a new native bourgeois elite [...] the independent state authorities determined

training of troops and in the resulting friction amid soldiers on a daily basis. In fact, the huge losses registered in the Balkan armies were among the greatest between all the armies involved in the war⁸.

The difficulties of the first post-war period marked by famines, cold, generalized economic difficulties (inflation, for example)⁹, ethnic conflicts in the contested board-lands, the fear fed by the first establishment in Russia and then in Hungary (March – August 1919), of a Communist power system decided to export the Bolshevik revolution beyond the borders, accelerated –as much as possible – a series of processes of transformation.¹⁰ One last element must also be taken into consideration: the need to pay back the enormous debt accumulated before and after the war. According to Barbara Jelavich before the war the Balkans governments had a high rate of indebtedness and “[...] not only had these debts to be paid, Bulgaria as a defeated country was burdened with a perfectly nonsensical reparation bill”.¹¹

In particular, I will focus my analysis on three specific cases: the Romanian one (coming out as the winner) that of Bulgaria (the great defeated in the Southeast of Europe) and, finally, the Kingdom of Serbs,

and controlled activities, and the powerful people rallying around them formed the core of a developing upper social stratum [...]” Cf. I. T. Berend, *Decades of Crisis. Central and Eastern Europe before World War II*, (Berkeley – Los Angeles – London: University of California Press, 1998) 41–42.

⁸ Between 1915 and 1918 Bulgaria lost 101.248 soldiers, Romania 335.706, Serbia 127.535, Greece 28.000 and Montenegro 3.000. If we add the losses suffered by the Balkan armies during the two Balkan Wars (October 1912 – July 1913) the total number of the losses is the impressive number of 710.000. See R. H. Hall, *The Modern Balkans. A History*, (London: Reaktion Books, 2011), 127.

⁹ According to a French expert on economy sent to Bulgaria by the Paris government, immediately after the war, in 1918 the cereal crop yielded about 1,195,000 tons, while in the years 1903–1912 the average crop had been about 2,286,178 tons. In November 1918, among the 469 railway locomotives, 122 were damaged and 1,212 were destined exclusively to military use. Cf. B. Lory, *La situation économique de la Bulgarie au sortir de la première guerre mondiale*. In *Les Balkans: de la transition post-ottomane à la transition post-communiste*, ed. B. Lory, (Istanbul: Les Éditions Isis, 2005), 254–256.

¹⁰ For a political, economic and social overview of South-east Europe after the Great War see A. Basciani, *L'illusione della modernità. Il Sud-est dell'Europa tra le due guerre mondiali*, (Soveria Mannelli: Rubbettino, 2016), 35–82.

¹¹ Cf. B. Jelavich, *History of the Balkans*, Vol. II, (Cambridge – New York: Cambridge University Press, 1999¹³), 137.

Croats and Slovenes, whose birth (October, 1918) was an absolute novelty in the political history of Europe. This three states had several characteristics in common. It is no coincidence that Nicolas Spulber had grouped these three Balkan countries in the category of those agricultural states “food producing and food exporting countries” which had extremely weak industrial structures.¹² The evolutions experienced during the years following the end of the conflict help us understand how, although with few and strident contradictions, those ruling classes tried to mark a turning point in the internal structure of their respective Countries.

Some data help us to get an idea of the radical changes that took place in the Lower Danube after the war. Romania, with the acquisition of Transylvania, Banat, Bessarabia and Bukovina increased its territory from a surface of almost 138.000 sq km in 1914 to over 304.000 sq. km in 1919, with a population that from over 7 million inhabitants exceeded 17.5 million in 1921. These were some of the numbers of the so-called Great Romania (România Mare) which, after Poland, became the largest and most populous state in Eastern Europe. In the South side of the Danube, in Bulgaria, by contrast, from over 111.000 sq km in 1914 reduced to just over 103.000 sq km in 1919, while the more than 4.7 million inhabitants in 1914, according to data from 1921, had become 4.9 million. The SHS Kingdom, finally, was the sum of the union of the Kingdom of Serbia with the territorial conquests achieved in the Balkan Wars of 1912/13, the Kingdom of Montenegro, plus Slovenia, Croatia and other minor territories. The Kingdom had a territorial extension of about 250.000 square kilometres and little more than 12 million inhabitants. Therefore, considering the losses caused by the war and taking into account the territorial adjustments, the data seem to confirm that beginning in 1919–20 the Balkans were affected by a notable demographic boom (probably the most important throughout Europe) that was grafted however in a context dominated by a marked crisis in agricultural output with negative repercussions on the balance of foreign trade.¹³ Starting from this common

¹² Cfr. N. Spulber, *The State and Economic Development in Eastern Europe*, (Bloomington – New York: Indiana University Press – Random House, 1966), 18–19.

¹³ Such a performance was most likely due to the increase in the birth rate and the decrease in mortality (even infantile): in a few years it was possible to fill the gaps left by the war. Cfr. D. Kirk, *Europe's Population in the Interwar Years* (Princeton: League of Nations, 1946), 10–24.

base, in many aspects and solutions adopted, Romania, SHS Kingdom and Bulgaria seemed to take different paths to achieve the same goal: to transform the economy and society of the two countries in modern ones.

In the Romanian case, the transformation started from an extremely complex and ambitious project: the beginning of the most radical agrarian reform ever attempted in Eastern Europe until then. Surely, the Romanian legislators took in due account the opportunity to weaken the noteworthy (and not at all docile) ethnic minorities that the new extended Kingdom had incorporated within the new borders¹⁴, and to strongly discourage the poorest peasant masses, from the temptation to follow, as in Russia, the revolutionary way to satisfy their land needs.¹⁵ However, beyond these political intentions during the Twenties, although through complex and cumbersome legislative and administrative mechanisms, Romanians witnessed the expropriation of about 6.0 million hectares by their state – the disappearance of the large agrarian estates and the allocation of about 3.8 million hectares to 1.4 million families, which led to the birth of an extensive class of small and medium landowners.¹⁶

In Bulgaria the most striking event was not represented by the agrarian reform, although there was even more limited proportions than the Romanian one (there were no large estates to be expropriated), but rather of political nature.¹⁷ The disastrous outcome of the war favoured

¹⁴ According to the data offered by the census of 1923, Romania hosted 1.412.442 Hungarians, 1.093.191 Jewish, 717.683 Germans, and, finally 981.844 among Russians, Ukrainians, Bulgarians, Serbs, Turks, Armenians etc. In none of the Romanian historical provinces minorities constituted the absolute majority of the population, except for some districts of Transylvania, Bucovina, Bessarabia and Southern Dobrudja. According to the 1930 census the Rumanians constituted 71.9% of the local population. Cfr. L. Boia, *Romania țara de frontiera a Europei* (București, Humanitas, 2001), 97.

¹⁵ Cfr. D. Mitrany, *Il marxismo e i contadini* (Firenze: La Nuova Italia, 1954), 132.

¹⁶ See H. L. Roberts, *Rumania. Political Problems of an Agrarian State* (Hamden: Archon Books, 1969), 22–32.

¹⁷ In Bulgaria, after the end of the Turkish domination and the expropriation of the great properties of the Ottoman feudal lords, the new Bulgarian State allowed the continuation of an agricultural property system based on small and medium-sized properties. The new lands available after the departure of thousands of Turkish families from Bulgarian territories made it possible to support the increase of the peasant population even without substantial improvements in the quantity and quality of agricultural production. Cfr. R. J. Crampton, *Bulgaria: 1878–1918: a History* (New York: Columbia

the rise of the Bulgarian Agrarian National Union (BANU – Bulgarski Zemedelski Narodni Soyuz) and its charismatic leader: Aleksandar Stamboliiski (1879–1923), the only Bulgarian politician who could claim an open and uncompromising opposition to the adventurous policies of Tsar Ferdinand I during the Balkan Wars and in 1915 when Bulgaria joined the Great War as Central Power's ally. Therefore, he did not have too many difficulties to obtain the political leadership in the difficult aftermath of the war. On November 27, 1919 Stamboliiski signed the hard Treaty of Neuilly which sanctioned the Bulgarian defeat in the First World War with harsh territorial amputations (for example once again the fertile territory of South Dobroudja) and some serious limitations of national sovereignty such as, for example, the right to conclude for 5 years independent commercial agreements.¹⁸ The Peace Treaty imposed to Bulgaria an incredible reparation bill of 2,25 billion gold-francs and the payment of occupation fees.¹⁹ But in the 1920, thanks to the diplomatic efforts implemented by Stamboliiski himself, Bulgaria was the first country among the defeated powers to join the League of Nations.²⁰ In the history of Europe it had never happened that a political force, clearly inspired by an agrarian based political influence and that put the countryside at the core of a general project of reorganization and rethinking of the state, would come to power by democratic means. Such a condition was an extraordinary change of perspective from the Bulgarian elite's standpoint. The former forces of Western-inspired power, and in some ways also the socialists, had understood the progress of the Bulgarian nation as a process based on a rapid extension of industrialization, infrastructural network and urbanization²¹. For the agrarians, however, the

University Press, 1983), 176–209. In fact interwar Bulgaria was a perfect example of direct-land exploitation. Cf. S. D. Zagoroff, *General Survey*, 52.

¹⁸ See D. Mitrany, *The Effect*, 190.

¹⁹ In February 1921 when the Bulgarian Government failed in paying the first payment an Ally Reparation Commission was established in Sofia. Cfr. M. Ivanov, A. Tooze, "Disciplining a "black sheep of the Balkans": Financial Supervision and Sovereignty in Bulgaria, 1902–38", *Economic Historic Review* 64/1 (2001), 37–38.

²⁰ See J. D. Bell, *Peasants in Power. Alexander Stamboliski and the Bulgarian Agrarian National Union, 1899–1923*, (Princeton: Princeton University Press, 1977), 85–153.

²¹ On the results and the many contradictions of the Bulgarian economic development after Liberation up to the Balkan wars, see: M. Ivanov, "Indipendenza politica contro

cards were now overturned: a nation consisting essentially of small and medium-sized peasant farms – generally not very modern and devoted to agriculture mainly to survival – had to put the countryside, its needs and its values at the core of the reconstruction of the Country.²²

The situation in the SHS Kingdom was quite different.²³ In this case it was a question of trying to harmonize territories and experiences diametrically different: just think of the small and medium estates typical

declino economico: l'esperienza bulgara, 1880–1910. Un'ipotesi di "sviluppo senza liberazione". In *Schegge d'impero, pezzi d'Europa. Balcani e Turchia fra continuità e mutamento 1804–1923*, ed. M. Dogo, (Trieste: LEG, 2006), 149–170. Throughout the region, western influence since the seventeenth century was always very strong. The birth of national states did not slow down this influence, even in the nineteenth century. According to Leften Stavrianos from XIX century Western Europe influenced the Balkans in the realm of finance as well as demography. Especially important was the railway building that had great repercussions in whole Balkan lands: "[...] the money spent in the process of construction undermined the traditional self-sufficient economy [...] also the railways made possible the importation of large quantities of cheap foreign machine-made goods [...] at the same time [Western] European demands for Balkans agricultural products such a Rumanian grains, Serbian livestock, and Greek currants and tobacco increased [...]. Cf. L. S. Stavrianos, "The Influence of the West on the Balkans". In *The Balkans in Transition. Essays on the Development of Balkans Life and Politics since the Eighteenth Century*, eds. C. and B. Jelavich, (New York: Archon Books, 1974), 196–204.

²² The rise of power in Bulgaria represented the most resounding success ever achieved by an agrarian political force in Europe, however, it was inscribed in the context characterized throughout Eastern Europe by a notable rise of rural-inspired political forces. In fact, the Bulgarian case was not isolated; even in Czechoslovakia (the most industrialised country in Eastern Europe), Romania and the SHS Kingdom, the peasant forces gained so much credit among the voters that years ago, the Italian scholar Bianca Valota, spoke of "green wave". Cf. B. Valota Cavallotti, *L'ondata verde*, (Milano: Centro Italo-Romano di Studi Storici, 1984). According to Pavlos Hatzopoulos, agrarians parties, and especially the Bulgarian one, introduced original political concept, mainly those of the estate and the statist organization, which formed a backbone radical political ideology. The violent reaction of the traditional and nationalistic forces was almost inevitably. Cf. P. Hatzopoulos, *The Balkans beyond Nationalism and Identity. International Relations and Ideology*, (London: I. B. Tauris, 2008), 151.

²³ Like Romania, Yugoslavia was characterised by a massive presence of national minorities: 505.790 Germans, 467.658 Magyars, 439.657 Albanians (nearly all Muslims), 231.068 Romanians, 150.322 Turks, 111.535 Czech and Slovaks and 25.615 Rutens: about 18% of the population belonged to ethnic groups other than Serbian, Croatian or Slovenian. Cf. J. Rothschild, *East Central Europe between Two World Wars*, (Seattle, London: University of Washington Press, 1979³), 202–204.

of Slovenia, the large estates of Croatian Slavonia, not to mention those territories such as Kosovo or Macedonia that belonged to the Ottoman Empire until 1913 and that were characterized by the survival of an archaic landowner structure dominated by owners who in their rural communities exercised much more than a simple right of land ownership. The first step in the Yugoslav agrarian reform was the Interim Decree of 25 February 1919. According to Jozo Tomasevich, the philosophy of this decree was the idea that the land belongs to those who farm it.²⁴ The result was the start of an agrarian reform with pharyngeal mechanisms and characterized by very long implementation times that led to the expropriation of about 2.5 million hectares distributed to 600,000 farmers. According to Christian Giordano, «Vue dans son ensemble, la réforme agraire yougoslave consiste en une série très complexe de mesures reposant sur la colonisation. Il faut dire que, tout de suite après la fin de la seconde guerre des Balkans, on assista à un flux migratoire, non négligeable et plus ou moins forcé, vers la Turquie et, éventuellement, vers l'Albanie [...]»²⁵ Despite the regulations issued, Belgrade's control over the local bureaucracies meant that a strict political-ethnic criterion was the basis for the allocation of land. In those regions where traditional owners of Hungarian and German ethnicity or in any case considered unreliable towards the new Yugoslav state traditionally dominated, a rather radical reform was carried out that tended to favour peasants of Slavic ethnicity. However, this rule was appropriately put aside where the plans of the Serbian Radical Party and Nikola Pašić needed the support – also parliamentary – of the traditional forces. This was the case, for example, in Kosovo and Bosnia where the agrarian reform had rather «soft» implementation – especially in the early 'twenties when Pasic and the Serbian radicals needed the votes of the Muslim formations of Bosnia and Kosovo to pass the approval of the new Constitution of the State of the SHS.²⁶ In the 1920s, the SHS Kingdom in Croatian provinces also saw the establishment of a peasant party: the Croatian Peasant Party (Hrvatska Seljačka Stranka, HSS) dominated by the personality of Stjepan Radić.

²⁴ Cf. J. Tomasevich, *Peasants*, 345.

²⁵ Cf. C. Giordano, "Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale", *Études rurales*, 159–160 (2001), 15.

²⁶ Cf. N. Malcom, *Storia della Bosnia. Dalle origini ai nostri giorni*, (Milan: Bompiani, 1996²), 226.

However, already in the aftermath of unification, the Croatian Peasant Party, perhaps the first political movement in Yugoslavia to be organized in a modern and widespread way in all Croatian regions, while not losing its interest in the problems of the countryside (very serious, however, in almost all of Croatia), nevertheless focused its political objective more in achieving Croatian political autonomy against Serbian centralism than on the actual peasant claims.²⁷

Given these premises, can it be said that agriculture was the absolute protagonist of the Bulgarian, Yugoslav and Romanian economic reconstruction after the war? Only in part is this claim true. According to classical study by George Jackson if the anti-Bolshevism played an important role in starting the agrarian reforms «[...] the other considerations [...] had very little relation to the peasant real problems [...]»²⁸ More than a protagonist, the countryside became one of the privileged tools to find the necessary resources to stimulate industrial development, that through the postulate of necessary, radical restructuring and modernization of the whole economic apparatus became the mantra of the new phase of economic transformation of the South-east of Europe would be based on. In Yugoslavia as in Romania and, to a lesser extent, Bulgaria the strengthening of national capital interest was at the expense of consumers and agriculture: the industrial products prices rose out of all proportion in comparison with the agriculture products prices.²⁹ The countryside and the peasantry were used by ruling class and by intellectuals linked with the governmental parties as a symbol of the nation. In the Balkans (but also in the rest of East Europe) the majority of population were working on the land.³⁰

In particular, once the emergencies of the immediate post-war period was overcome, agriculture became the tool to best promote exports, which would hopefully increase the internal accumulation of

²⁷ Cf. M. Biondich, *Stjepan Radić, the Croat Peasant Party, and the Politics of Mass Mobilization, 1904–1928*, (Toronto – Buffalo – London: University of Toronto Press, 2000).

²⁸ Cf. G. D. Jackson, *Comintern and Peasant in East Europe 1919–1930*, (New York – London: Columbia University Press, 1966), 8.

²⁹ Cf. Ž. Lazarević, *Economy and Nationalism in Yugoslavia*. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, 271.

³⁰ Cf. A. M. Köll, *Agrarianism and Ethnicity – an East Central European Survey*. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, 142–143.

capital with which to promote industrial growth. In Romania, Bulgaria and Yugoslavia, the desire to promote exports stemmed from the great backwardness of the economy: exports, in fact, were the most important means of increasing the internal accumulation of capital. The domestic markets were very poor and then it was the external markets that intensified the accumulation that became the main national source of investment.³¹ Moreover, the important role played by the taxation system – both direct and indirect – is to be considered; think of the various monopolies (tobacco, salt, oil, etc.) managed by the state that equally burdened above all the inhabitants of the countryside whereas the proceeds were channelled mainly in the construction of city infrastructures or, in any case, in economic and social activities that had nothing to do with the promotion of the development of the countryside.³² The State was somehow guarantor of this operation by imposing strict tariffs on any industrial sector involved in such a development. In the Balkans the policy of protectionism was enforced in two ways: tariff protection and direct support to national industrial production. A series of financial and commercial measures limited the industrial imports and helped to preserve the domestic markets to the national products. Those measures especially in Bulgaria, Romania and Yugoslavia played an important role in the respective industrial internal-driven policies.³³

From this point of view, in Romania the new tariff policy had the objective to favour national industry at the expense of agriculture.³⁴ By 1927 Romania established one of the highest tariff protection in Europe (the law was drafted by Manoilescu himself); at the beginning of the 1920s a special Institute for Industrial Credits was established with 60%

³¹ I. T. Berend and G. Ránki, *Lo sviluppo economico nell'Europa centro-orientale nel XIX e XX secolo*, (Bologna: Il Mulino, 1974), 216.

³² Cf. H. Seton-Watson, *The Modernization of Eastern Europe (1918–1941)*. In *Man, State, and Society in East European History*, ed. S. Fischer-Galati, (London: Pall Mall Press, 1970), 256.

³³ Cf. M. Georgieva, *Industry and protectionism in South-Eastern Europe during the Interwar period: a Path to Modernization?* In *Le développement inégal in Europe. L'essor contrarié du pays agricoles*, eds. T. David- J. Batou, (Paris : Librairie Droz, 1998), 282–283.

³⁴ Cf. J. S. Roucek, *Contemporary Romania and Her Problems; a Study in Modern Nationalism*, (London – Stanford: Stanford University Press, 1932), 311.

of the capital contributed by the State.³⁵ According to the spirit of the 1927 Law on the Custom Tariff the protection and the growth of the National industry becomes absolute priority in the Romanian economic policy.³⁶ Also Bulgaria – despite its agrarian government – was among the countries who embraced tariff protection policies with more decision and, if compared to the levels of 1914, customs tariffs grew between 100 and 300%.³⁷ This decision should not surprise us too much! Stamboliiski and his government didn't consider the modernization and industrialization of the country as enemies. Actually, they were against the policy on an industrialization process aimed at rearming the State with the aim to provide an aggressive foreign policy, therefore triggering depressing effects to rural living standards.³⁸ In the Bulgarian quest to modernize the country, the Bulgarian agrarian regime rejected the soviet example and adopted the Danish model instead: promoting the development of cooperatives that would increase the export of consumer goods. At the same time in 1921 the agrarian regime extended the pre-war legislation to promote the industrial development for another 10 years; according to John Lampe these decisions confirm Stamboliiski's intention to favour industrial development if tied to domestic agricultural inputs.³⁹ In the next years, during the bourgeoisie government headed by Andrey Lyapchev, in 1926 and 1928: custom duties rose significantly, according to professor Konstantyn Bobchev custom duties were raised twice.⁴⁰

In SHS Kingdom, customs duties increased by 10% compared to pre-war Serbian levels and afterwards were further increased by another 20%. However, as Iván Berend has shown, in the Kingdom of the

³⁵ Cf. D. Aldcroft, *Europe's Third World. The European Periphery in the Interwar Years*, (London: Ashgate, 2006), 89.

³⁶ Cf. B. Blancheton -N. Nenovsky, *Protectionism*, 6.

³⁷ Cf. I. T. Berend – G. Ránki, *Lo sviluppo*, 201.

³⁸ Cf. J. D. Bell, *Peasants*, 72–73.

³⁹ Cf. John R. Lampe, *The Bulgarian Economy in the Twentieth Century*, (London – Sydney: Croom Helm, 1986), 71–72.

⁴⁰ Cf. B. Blancheton -N. Nenovsky, *Protectionism*, 8. Konstantin Bobchev was the most important Bulgarian theoretician of the theory of the international market and of protectionism. Over the years he has had direct contact with Manoilescu, who in 1933 invited him to hold the aforementioned conference in Sofia at the Bulgarian Academy of Sciences.

Southern Slavs for certain particular consumer goods and industrial products, customs tariffs in the course of the years experienced increases calculated between 70% and 170% compared to pre-war levels⁴¹. It should also be pointed out that in Yugoslavia, for a certain period, the Ministry of Finance made sure to lower the tariffs and various impediments on the export of agricultural and livestock products that had been imposed in the past to avoid shortages of food products in the country and to keep the price of those same goods sufficiently low.⁴²

In Romania strict duties were set on the import of machinery and tools. In the Danubian land high customs duties were, at the same time, one of the levers of financial stabilization in the absence of foreign currency reserves for the coverage of the money supply and gold reserves confiscated by the Bolsheviks after November 1917. Protectionism started in 1921 with minister Nicolae Titulescu.⁴³ Moreover, just like in the rest of Eastern Europe, also in Romania, Bulgaria and in SHS Kingdom, the State also became an entrepreneur. The Romanian state owned several industrially strategical production plants. According to 1936 data, State enterprises assets were valued at 131 billion Lei (the Romanian currency) compared with 317 billion Lei invested in agriculture, of which 247 billion represented just the assessed value of the land.⁴⁴ Also in Bulgaria the state controlled metallurgical, military and steel productions plants and owned important mines including the strategical Pernik coal mines.⁴⁵ However, there is no doubt that among the three countries in question, the one where the State played an indisputable and predominant role in the economy was undoubtedly Yugoslavia. In this case, the role of the state as the manager, controller and inspirer of the national economy was indisputably more pronounced than in any other country in the region. Mining fields and forest industries in Bosnia, banks, weapon industries, canning etc. etc. were in the hands of the state. Between 1926 and 1938, all these activities (but not counting monopolies and other state

⁴¹ Cf. I. T. Bérend, *Decades*, 236.

⁴² Cf. A. Fogelquist, *Politics and Economic Policy in Yugoslavia. 1918–1929*, (Los Angeles (Ca), Global Geopolitics Net, 2011), 216.

⁴³ *Ibid.*, 6.

⁴⁴ Cf. N. Spulber, *The State*, 37.

⁴⁵ *Ibid.*

commodities) provided between 28% and 39% of total state revenues.⁴⁶ As the Yugoslav economist Rudolf Bicanić wrote in 1938:

“in the kingdom [...] The state is the largest employer, the largest purchaser, the biggest trader, industrialist, the largest buyer, the first organizer and owner of the transport system, the largest accumulator of capital [...] the biggest accumulator of capital, the biggest financier [...] the largest regulator of domestic and foreign trade.”⁴⁷

Yet, in the years before the war in Serbia the staunch liberal economists Čedomilj Mijatović (former president of the Serbian Royal Academy of Sciences), Vladimir Jovanović and Aleksa Spasić (Governor of Serbian National Bank) had gained enormous prestige. They recognized the importance of entrepreneurs and wrote about the superiority of private over public ownership. Spasić, a follower of Adam Smith and J. S. Mill, considered institutions to be crucial in determining economic outcomes; he advanced low taxes, a thrifty state, and the rule of law.⁴⁸

As well as Yugoslavia and in the rest of Central Europe and Balkans countries, in Rumania and Bulgaria the Twenties witnessed the State as protagonist in the economic life. Industries, banks, infrastructures (especially transports) and trade were subjugated to the state. According to Nicolas Spulber under the slogan of “nostrification” also directed against the national minorities, the nationalist leaders cut off many valuable contacts with the financial institutions of Central Europe; but, most of all “[...] the slogan “nostrification” discouraged foreign capital at the very moment when foreign investors were ready and willing to invest.”⁴⁹ The Romanian case is emblematic. The political-economic-financial scene was dominated by so-called “liberal oligarchy”, a group of people headed by the Bratianu family. They controlled a huge number of enterprises and banks; at the same time Bratianu family headed the National-Liberal Party that dominated the Rumanian political scene almost throughout the Twenties. According to Angela Harre

⁴⁶ Cf. J. B. Allock, *Explaining Yugoslavia*, (New York: Columbia University Press, 2000), 58.

⁴⁷ Quoted in *Ibid.*, 58–59.

⁴⁸ M. Prokopijević, S. Tasić, “Classical Liberal Economics in the Ex-Yugoslav Nations”, *Econ Journal Watch*, 12/2 (2015), 260–2263.

⁴⁹ Cf. N. Spulber, Changes in the Economic Structures of the Balkans 1860–1960. In *The Balkans in Transition*, 356–357.

“[...] the Bratianu’s economic policy, which was summarised by their slogan On our Own” (prin noi insine), demanded a profound state intervention in economic affairs and financial support, especially for high import tariffs [...] it means exclusion of foreign interference, the exclusion of foreign capitals and nationalisation of industries and raw material [...].”

but the state did not become owner he “[...] reserved property right for private Romanians beneficiaries. Of course, there were few citizens with the financial power to make over businesses [...] At the same time those citizens were all ethnically Romanian”.⁵⁰ In Yugoslavia, from the end of the war until 1922/23, the situation was unfavourable towards the economic activity of foreign citizens. According to Zarko Lazarević, the objective was leading the process of nationalisation – in fact Yugoslavisation – of economic subject ad directing it against the former predominant nations: Germans and Hungarians.⁵¹ As said before, Yugoslavia became a protected and relatively closed marked, high customs served to keep away foreign products and to encourage the birth of a national industry. Despite the real industrial and financial development, Belgrade became the core of Yugoslav economy and “[...] Serbian businessmen often used the state as a tool to achieve their own business interests” just like before the Great War.⁵² The interests of Belgrade’s political and economic circles were often in open contradiction with the needs of the financial and industrial groups in Zagreb and Ljubljana, traditionally more open to contacts and exchange with Central Europe, especially Austria and Germany.

In Rumania, Yugoslavia and Bulgaria, a sort of union between part of the political institutions and part of the academic world seemed to be born. In Sofia, Belgrade and Bucharest the debate about what should be the character of country development involved politicians, economists and intellectuals. Already in the last decades of the nineteenth century Romania and Bulgaria were among the countries where the economic theories of Friedrich List (1789–1846) had become widespread and where economic nationalism understood as “master of ones own house”

⁵⁰ Cf. A. Harre, Economic Nationalism in Romania. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, 257–258.

⁵¹ Cf. Ž. Lazarević, Economy and Nationalism in Yugoslavia. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, 270.

⁵² *Ibid.*

developed into industrialism.⁵³ These theories were understood not only as economic independence but also as a political one.⁵⁴

In Romania the best-known supporter of forced industrialization led by the state was the economist Mihail Manoilescu (1851–1950). In his works Manoilescu linked industrialism, protectionism and corporatism to a unique system of economic nationalism⁵⁵. According to the Rumanian economist, strong industrial development would fuel and promote overall modernization of Romania and defeat its retreat. According to Manoilescu, for a nation shifting from agricultural occupation to industrial ones it is a signal of embracing modernity; therefore, the exodus of rural-urban population from the countryside is by all means desirable and the natural outcome of evolution of society.⁵⁶ The acquisition along this path of economic independence would also favour the expansion of trade, competition and, ultimately, a more balanced relationship between the more developed and the developing countries of the continent. Nevertheless, in Manoilescu's theory, some ideological elements still remained: from his point of view, a purely liberal economic growth vision would inexorably create mere profit as the core parameter, whereas a nationalist-based industrialization process led by the State would aim more to the most general interests of the community and also their well-being. According to Daniel Chiriot, in Manoilescu's theories "[...] the future ideal society would be based partly on economic specialties, that is, various branches of the economy would form corporations".⁵⁷ Every branch of society should be developed in a corporative sense and

⁵³ Cf. H. Schulz, Introduction. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*, 15.

⁵⁴ Cf. I. T. Berend, *History Derailed: Central and Eastern Europe in the Long Nineteenth Century*, (Berkeley: University of California Press, 2003), 140.

⁵⁵ Cf. H. Schulz, Introduction. In *History and Culture of Economic Nationalism in East-Central Europe*. Manoilescu's works enjoyed considerable diffusion abroad. In 1931 in Italy was translated the book: *La teoria del protezionismo e dello scambio internazionale*, (Milan, Treves, 1931).

⁵⁶ Cf. I. Pohořata, "Mihail Manoilescu – Inspirational Even when He Is not Right", *Theoretical and Applied Economics*, 7/512 (2007), 4–5.

⁵⁷ Cf. D. Chiriot, "The Corporatist Model and Socialism. Notes on Romanian Development", in *Theory and Society*, 9/2 (1980), 364.

it he should have as primary interests the nation itself, in this sense that corporations would be totalitarian.⁵⁸

On the other side of the Danube, in Bulgaria, during the war, in a much more coercive manner than in Romania, a set-up of a Committee on the problems of the economy and social supply, which in fact granted an almost total control of the productive apparatus to the State, was attempted. The Bulgarian experience continued for some time after the end of hostilities.⁵⁹ Actually, stemming from this experience in 1919 the book by Aleksandar Tsankov, “Posledstviata ot voinata” (The consequences of the war) was published in Sofia. Tsankov (1879–1959) was an economist (he thought political economy and was the most prominent Bulgarian representative of the German Economic School of economic thought) at the University of Sofia – destined in the following years to cover a role of extreme importance in the Bulgarian political arena. At the middle of Thirties professor Tsankov was a leader of a ultra-right political movement but his economic taught was strongly influenced by Marxism; in fact in his theories he combined social democracy with his conservative and nationalist political view.⁶⁰ On November 5, 1933 Manoilescu had a conference in Sofia, at Bulgarian Academy of Science titled “Economic inequality across nations”. He told the Bulgarian public:

“[...] the huge disparity between agriculture and industry is obvious [...] this difference in productivity between industry and agriculture creates the vast inequality between industrial and agricultural countries [...] the aspiration of agricultural countries for industrialisation is actually their desire to eliminate or at least reduce this inequality. This is a socialism of nations which is even more essential and revolutionary than of classes [...]”⁶¹

In his writing professor Tsankov stated that the war had shaken up the old economic system and that the years of the conflict had allowed the state to take on the role of controller and regulator of the whole

⁵⁸ Cfr. *Ibid.*, 365.

⁵⁹ See G. T. Danailow, *Les effets de la guerre en Bulgarie*, (Paris – New Haven: Presses Universitaires de France – Yale University Press, 1932), 220–345.

⁶⁰ Cf. P. D. Penchev, “The “Alternative” Socialism of Professor Aleksander Tsankov”, in *Economic Alternative*, 2 (2014), 61–75.

⁶¹ Quoted in B. Blancheton, N. Nenovsky, “Protectionism and protectionists Theories in the Balkans in the Interwar Period”, *Cahiers du GREThA*, 2, (2013), 3.

economic system. It would have been difficult to go back⁶². Both the new internal and international situation strongly needed the state to become the main regulating factor of the national economy to promote a decisive modernization process based on industrialization and some – never actually well specified – social solidarity.⁶³ In the following years professor Tsankov focused on the social and economic system made by fascism and bolshevism: both systems had to be applied creatively in Bulgaria with the aim of obtain an original national-socialist system suitable to the Bulgarian economic, social and political situation.⁶⁴ Despite the defeat and the diplomatic isolation, that phase of the first post-war period, in Bulgaria, was characterized by considerable academic fervour. Contacts and exchanges between Bulgarian and foreign scholars increased considerably. According to Nenovsky and Penchev, Bulgarian economists who studied in Germany increased but they were under the influence of the theories of the mainstream economists in general from Western countries, especially Great Britain and France and on all the Austrian school.⁶⁵

Like Bulgaria, also in Yugoslavia an economist with vast experience in the international financial world, Milan Stojadinović, although only in the second half of the 1930s became Prime Minister; but in fact it was Stojadinović himself who imprinted the economic policy of the SHS Kingdom between 1922 and 1926 when he dominated the Ministry of Finance – for a short period also as a minister – whose portfolio was only nominally entrusted to the Bosnian Muslim leader Mehmet Spaho.⁶⁶ Before embarking on his political career Stojadinović spent five years abroad, three of which in Germany; these three years in Munich and Potsdam had a huge impact on his economic and political education. He was strongly influenced by the German Historical School of Economics especially from the theory that argued that economic policies

⁶² Cf. A. Tsankov, *Posledstvijata ot voinata*, (Sofija: Pridvorna Nechatnitza, 1919), 98.

⁶³ Cf. S. Grancharov, *Il pensiero economico in Bulgaria (1915–1944)*. In *Tra speranze e delusioni. La Bulgaria a Versailles*, ed. R. Tolomeo, (Rome: Lithos, 2002), 156–158.

⁶⁴ Cf. N. Nenovsky – P. D. Penchev, “The Evolution of German Historical School in Bulgaria (1878–1944)”, *International center for Economic Research*, Working paper 8 (2013), 17.

⁶⁵ Cf. N. Nenovsky – P. Penchev, “The Austrian School in Bulgaria: a History”, *Russian Journal of Economics*, 4, (2018), 50.

⁶⁶ See A. Fogelquist, *Politics*, 212–220.

should be developed according to each specific local situation rather than being based on any universal model.⁶⁷ Starting from the assumption that the State should work to reduce the loans granted by the National Bank, reduce the monetary circulation and, at the same time, strengthen the dinar; Stojadinović was the bearer of an ambitious and highly integrated economic action in which monetary policy, foreign trade, budget control and trade policy were to virtuously interact among each other and trigger a positive trend in economic dynamics provided that each of those four sectors would achieve all the objectives set. Unfortunately for Yugoslavia the implementation of what he had planned on paper turned out to be much more complicated than Stojadinović had foreseen.⁶⁸

Actually, between 1919 and 1924, Romania, Yugoslavia and Bulgaria experienced the first major industrial growth based not only on the reconstruction and reconversion to non-military purposes of companies, but also on a steady growth of new industrial initiatives.⁶⁹ This was unprecedented in a situation that saw in Belgrade, Bucharest and in Sofia – although for different reasons – a rather limited appeal to foreign financial credit⁷⁰. In Romania, between 1921 and 1924 the volume of new industries (in textile sector, for example) grew by 40% and until 1929/1930 production constantly expanded. In Bulgaria, as early as 1921, industrial production had surpassed 1911 levels – the last year before the Balkan wars – and its industrial growth was the highest among all the countries in the region. In 1929, on the eve of the crisis, the value of industrial investments had increased by 22% if compared to pre-war

⁶⁷ Cf. D. Djokić, “Leader” or “Devil”? Milan Stojadinović, Prime Minister of Yugoslavia (1935–39), and His Ideology. In *In the Shadow of Hitler. Personalities of the Right in Central and Eastern Europe*, eds. R. Haynes and M. Rady, (London: I. B. Tauris, 2011), 157–158.

⁶⁸ Cf. J. Lampe – M. R. Jackson, *Balkan Economic History, 1550–1950. From Imperial Borderlands to Developing Nations*, (Bloomington: Indiana University Press, 1982), 327.

⁶⁹ Cf. A. Teichova, Industry. In *The Economic History of Eastern Europe 1919–1975*, eds. M. C. Kaser and E. A. Radice, (Oxford: Clarendon Press, 1985), 233.

⁷⁰ in fact all the Twenties knew – between highs and downs – an expansion of credit and the inflow of loans in Eastern Europe. The problem was that Bulgaria used the capitals to pay interest and dividend payments. Rumania, in turn, used international loans especially to cover budgetary deficits and currency stabilization. Cf. R. Nötel, “International Capital Movements and Finance in Eastern Europe 1919–1949”, *VSWG: Vierteljahrsschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, 61/HI (1974), 79–83.

levels.⁷¹ But above all, the data show without a shadow of a doubt that until 1923, the year of the violent fall of the agrarian regime, the Bulgarian industrial investments did nothing but grow. Industrial production in Yugoslavia increased by 40% between 1913 and 1929; light industry in particular, concentrated almost entirely in the textile sector, grew from 9% to 26% during the same period.⁷² In 1918 in the SHS Kingdom there were 1,831 industrial companies of various sizes registered; ten years later at least another 1,200 companies were founded.⁷³ In Romania between 1920 and 1921, the law already in force in the Old Kingdom aimed at favouring local industries was extended to the whole country with enormously important change. For example, industries protected by the state could acquire public land at particularly favourable prices, import industrial machinery (considered necessary for the construction of new factories) without increasing duties and reducing transport costs of goods produced. An effect produced by this situation was the birth of the cartels, a phenomenon especially important in the Rumanian industry. In 1918 cartels in manufactures of various everyday necessities as paper, sugar etc. were created. In 1924 a specific law nationalized all subsoil resources and cartelised domestic oil sales mandatory; in 1926 the cartel Socomet embraced, de facto, all national iron and steel manufactures.⁷⁴

In Bulgaria, after the bloody fall of Stamboliiski regime, Professor Tsankov became prime minister and led a coalition government rather than the so-called Democratic Sgovor (Democratic Alliance).

By putting the most liberal demands that called for downsizing of the state intervention in a corner, Tsankov tried to make sure that the often considered idea that “[...] capital should work only for the profit of society as a whole and under the supervision of the state” would become reality. Professor Tsankov, in his new role as Premier, reiterated his willingness to enact measures to limit, at least in part, the so-called capitalist freedom, trying to hinder the freedom of action of the bourgeoisie both in cities and in the countryside and to act in favour of proletarians and

⁷¹ Cf. A. Teichova, *Industry*, 233–234.

⁷² See I. T. Berend, *Decades*, 243.

⁷³ Cf. J. B. Allock, *Explaining*.

⁷⁴ Cf. D. Turnock, *The Romanian Economy in the Twentieth Century*, (London – Sindyney: Croom Helm, 1986), 87.

peasants.⁷⁵ The State tried to regulate, with a series of legislative acts – hence holding the role of the protagonist – the Bulgarian economic life by managing it in first person the most conspicuous part of the foreign trade and the internal one as well. In 1928, at the height of a big and hot debate about what the exact nature of state intervention should be, a new law, which, along the lines of that of 1909, sought to meet the needs of the Bulgarian industry and protect it from foreign competition was promulgated. As John Lampe pointed out, the new Bulgarian import tariffs “[...] laid down the sharpest set of increases recorded among 13 states of continental Europe during 1920s”.⁷⁶ For the same products, as foodstuffs between 1913 and 1927 maximum levels tripled, for others as manufactures tariffs levels simply quadrupled: “[...] these were genuinely protectionist levels⁷⁷.”

So, it was in such a context that since the end of 1929 and then in increasingly aggressive forms the Balkans, as well as the rest of Eastern Europe were attacked by the devastating effects of the crisis generated by the collapse of the New York Stock Exchange. In Eastern Europe in general and in the Balkans Countries more specifically, the new critical economic phase stressed the tendencies toward self-sufficiency: more protectionism and more legislations to protect National industries. Especially in the Balkans the results were not positive, as highlighted by Nicolas Spulber, the South-eastern governments “snagged their own drives, however with erroneous fiscal monetary and lending policies”.⁷⁸

However, in this paper our real interest is in showing the results achieved by the industrialization effort put in place by Romania, Yugoslavia and Bulgaria during the 1920s. According to Maria Georgieva

“[...] when we investigate the results of industrial development achieved with the aid of protectionism, the unfavourable correlation between the direct results and the sum of losses of society in the name of industrialization [...] the consumer losses caused by higher prices of the domestic industrial products [...] the unpaid taxes of encouraged industrial enterprises etc., the ratio between the gains and losses that are calculated in 1 to 2.3/3 should be mentioned”.⁷⁹

⁷⁵ Cf. S. Grancharov, *Il pensiero*, 160.

⁷⁶ Cf. J. Lampe, *The Bulgarian*, 72.

⁷⁷ Cf. *Ibid.*

⁷⁸ Cf. N. Spulber, *The State*, 72–73.

⁷⁹ Cf. M. Georgieva, *Industry*, 289.

Most scholars agree on the virtual failure of the industrial policies and modernization implemented by the Balkan Countries and especially the Danubian ones in the twenties. In addition, these efforts were not able to transform Romanian, Bulgarian and Yugoslav socio-economic structures in a stable and deep way. An agricultural production far from reaching the standards of efficiency and high productivity desired by the extenders of the Romanian agrarian reform, from the mirage of Stambolijski to transform Bulgaria from the Prussia of the Balkans to the Denmark of the Balkans or to integrate in a harmonious way, as in Yugoslavia, the export of agro-industrial and raw materials and the protected growth of national industries, did not allow a modest internal accumulation of capital and therefore, once the initial industrialisation effort was set in motion, it was not able to keep up with the evolution of the technical conditions necessary to arrive at modern production and to increase internal consumption. The agricultural production was still very important for Balkanic foreign trade however; its role in the economic growth was definitely lower than the years before World War One. At the same time in Yugoslavia, Romania and Bulgaria in 1939 the proportion of population employed in agriculture remained roughly the same as in 1910.⁸⁰

Therefore, once the initial industrialization effort was put into motion, it was unable to keep up with the evolution of the technical conditions necessary to achieve modern production standards. In short, as Berend and Ránki pointed out, the Balkans, as well as the rest of Eastern Europe did not emerge from subsidiarity to the more developed Western economies and, ultimately, the boom recorded in the 1920s was actually a slow reconstruction from the disasters of the war rather than a new development phase. Moreover, agrarian reforms, even if urgent from a social and political point of view, did not favour a substantial increase in agricultural production and therefore the accumulation of capital. On the eve of the great crisis, industrial production increased by about 40%, both in Romania and Bulgaria by about 40%: this was not enough to transform the economy decisively.⁸¹ The rate of development in the three Balkan Countries remained lower, in any case to that of the pre-

⁸⁰ Cf. I. T. Berend, Agriculture. In *The Economic History of Eastern Europe 1919–1975*, 206–208.

⁸¹ Cf. I. T. Berend – G. Ránki, *Lo sviluppo*, 281–285.

war years. “[...] the leap forward of the Twenties did not have enough momentum to make them progress far beyond the initial stage.”⁸²

John Lampe had already made it clear that, in Bulgaria, only a small portion of the industries that had risen in these years, managed to expand towards the most technologically innovative and remunerative sectors matching the same quality standards of the West. In short, most of the Bulgarian production had not been touched by real progress, foreign markets remained unattainable and the domestic market was unable to guarantee any substantial development. In general, the quality of Bulgarian industrial productions were lower than those of the West, whereas technical and organizational standards kept on lacking sufficient development. In 1930 most of the productions were textiles and agro-food (66%); the metalworking products only accounted for 8% of industrial production.⁸³ Bulgaria, also at the height of this ephemeral phase of expansion remained a country dominated by the agricultural economy with poor urbanization standards. The spectacular increase of dwellers of Sofia (230 thousand inhabitants in 1926) was due essentially to the arrival of the Thracian, Drobrugiot and Macedonian refugees in the capital.⁸⁴

Even in Romania, industrial development revealed many critical points. The growth indexes of the Twenties – spectacular in appearance – actually represented little more than the return to the overall indexes of 1913. The years 1921–1926 were spent in recovering from wartime destruction.⁸⁵ Moreover, the traditional Romanian working structure was hardly affected by the “progress” of the 1920s and until World War II, more than half of the workforce was mainly used in the processing of raw materials for export. Finally, it should not be overlooked either, in spite of the importance of the tariffs set up to protect national production, that still

⁸² Cf. *Ibid.*, 285.

⁸³ Cf. J. Lampe, *The Bulgarian*, 68–71.

⁸⁴ More than 250,000 out of the of 10 million European refugees in the inter-war years were from Bulgarian origins. The impact of this mass of refugees on the economy, society and politics of a country like Bulgaria of just over 5 million inhabitants in the early 1920s was enormous. See T. Dragostinova, “Competing Priorities, Ambiguous Loyalties: Challenges of Socioeconomics Adaptation and National Inclusion of the Interwar Bulgarian Refugees”, *Nationalities Papers*, 34/5 (2006), 549–574.

⁸⁵ Cf. H. L. Roberts, *Rumania. Political*, 68.

in 1935 only 16% of the machines and engines required by the domestic market were of Romanian production and the rest were imported. At the same time according to Roberts, the growth of capital goods industries did not match the development of a strong internal market. Romanian petroleum and Romanian wood were destined to exports; finally, the growth of the metallurgical industry was due by State demands for armaments especially in the middle of Thirties.⁸⁶ Exactly as in Bulgaria, the Romanian industry was not able to absorb the workforce preceding by agricultural overpopulation. According to Virgil Madgearu, from 1929 to 1938 workers engaged in industries increased by 10.000/90.000 per years but the excess in the agriculture was estimated between 100.000 and 200.000 per year.⁸⁷ According to David Turnock in interwar Romania industrial progress were by no means insignificant, studies reveal a continuity of effort with

“[...] consolidation and expansion along the lines laid down this time. At this stage, however, the range of manufacturing was still narrow and [...] although the capital did not now exert the same overwhelming influence, the main developments were restricted to a “central axis” running from Bucharest to Banat, the left extensive backward areas in the North, South and East [...].⁸⁸

In Yugoslavia, the percentage of the population employed in agriculture in 1921, 79% of the workforce, had remained unchanged in 1930. The figures for industry and mining were 9,9% and 10,8% respectively. In plus there was a surplus population of 44,4% engaged in agriculture. In 1931 the average size of holding was under 6 hectares. Average yields of wheat between 1920 and 1924 were 11,1 quintal for hectare, compared with pre-war average of 13,4 quintals.⁸⁹ The urban development of Belgrade, Zagreb and Ljubljana itself, in some ways remarkable, could not hide the reality of a country still characterized by an archaic social structure and dominated by the countryside despite the presence – like Bucharest – of

⁸⁶ Cf. *Ibid.*, 69.

⁸⁷ Cf. V. Madgearu, *Rumania's New Economic Policy*, (London: P.S. King&Sons, 1930), 32.

⁸⁸ Cf. D. Turnock, “The Pattern of Industrialization in Romania”, *Annals of the Association of American Geographers*, 60/3 (1970), 546.

⁸⁹ Cf. F. Singleton, *A Short History of the Yugoslav Peoples*, (Cambridge – New York: Cambridge University Press, 1991⁴), 154.

some impressive industrial poles such as, for example, the large weapons industries of Sarajevo and Kragujevac owned ... *ça va san dire...* by the State! With a few exceptions, the great majority of state investments were then unproductive and absorbed by the expenses for maintaining the bureaucratic apparatus, the construction of state buildings, the Royal Army (which until the beginning of WWII absorbed enormous resources), etc.. In Yugoslavia, moreover, the State was also the great collector of foreign investments, of which only a small part was channelled towards technological innovation, the opening of new businesses, the sale of credits in agriculture, to small and medium-sized industries, etc.⁹⁰

A conclusion on which most scholars agree on is the virtual failure of the industrial policies and modernization implemented by the Balkan countries in the Twenties. In general for many economic peripheries of Europe the Interwar period was a phase of notable growth. South-eastern Europe was the exception. In general, Balkan Countries experienced an annual growth rate of 0,6%. Such poor result was driven by Bulgaria and Rumania, both countries stagnated in interwar years and forced industrialization had big problems. For example in Bulgaria the contribution of industry to GDP remained at 10% more or less the same date of the pre 1913 period.⁹¹ In conclusion, we can certainly still consider the observations contained in a famous essay by Alexander Gerschenkron on Bulgarian industrialization for Romania, Yugoslavia and Bulgaria: the final results were not the absence of a development, but rather the lack of real, deep structural transformations capable of involving the whole of society.⁹²

Nor, as we shall see, these efforts were to modernize the socio-economic set up of the two Countries in a stable and profound way, not to mention the chronically underdeveloped infrastructural network, also in relation to the needs of countries which, as we have seen, only very partially could be called urbanized and endowed with a serious industrial

⁹⁰ Cf. J.B. Allock, *Explaining*, 60–62; F. Singleton, *A Short*, 154–155.

⁹¹ Cf. M. Morys, “South-Eastern European Growth Experience in European Perspective, 19th and 20th centuries”. In *Monetary and Fiscal Policies in South-East Europe. Historical and Comparative Perspective*, eds. R. Avramov and S. Pamuk, (Sofia: Bulgarian National Bank Series – Finance and Banking History, 2006), 35.

⁹² Cf. A. Gerschenkron, *Aspetti dell'industrializzazione in Bulgaria. 1878–1939*. In *Il problema storico dell'arretratezza economica*, ed. A. Gerschenkron (Torino: Einaudi, 1974), 202.

structure. The infrastructures, the indexes of urbanization, literacy, infant mortality, the spread of chronic diseases of social origin (tuberculosis, alcoholism, pellagra, etc.) continued to remain among the worst – if not the worst in Europe – at the same time the resources used in industrial activities hindered every serious possibility of investment in agriculture. The Bulgarian, Yugoslav and Romanian ones, despite some efforts, remained among the less diversified agricultural economies of Europe but above all, it was not possible to put in place any radical restructuring that would allow to raise the levels of efficiency, modernization, mechanization, spreading of chemical fertilizers, improvement and implementation of animal breeding. In Bulgarian agriculture, for example, the proportion of land dedicated to cereals remained very high, almost two thirds, the same was the amount of the land left fallow: in both cases the highest rate in all Eastern Europe.⁹³ Also in Romania national agriculture was affected by low productivity. This problem was caused by very poor use of fertilisers and machines, a primitive crop rotation system and low quality of livestock. But the main problem was, without any doubt, the lack of adaption of the Romanian agriculture in the crop structure. Until the Second World War the Romanian agricultural activities were dominated by cereals: wheat and maize taking up two thirds of the total and during the interwar period the market of cereals was scarcely buoyant.⁹⁴ According to Allock In Yugoslavia the upland regions of Slovenia remained depressed, In Croatia with the exception of those costal settlements touched by tourism (the only case of development of modern tourism in South-east Europe) the countryside south of Ogulin was characterized by terrible poverty. Slovenia, South Croatia, Dalmatia, much of Bosnia and Montenegro were never fable to meet their own requirement for grain.⁹⁵

Overall, these tares made the two countries, and more generally the whole Balkan Peninsula more exposed to an international crisis, not to mention that the excessive complementarity of their respective economies and political suspicions did not even allow them to try to deal with unity of purpose with the most devastating effects of the Great crisis.

⁹³ Cf. D. H. Aldcroft, *Europe's Third*, 74.

⁹⁴ *Ibid.*, 88.

⁹⁵ J. B. Allock, *Explaining*, 61.

The economic and political-strategic consequences were not long in coming when, starting from 1933, the Third Reich appeared on the Eastern European scene with all the might of the Germanic economy and tools of pressure as innovative as dangerous. Germany was determined to make the natural resources of those countries a fundamental strategic source to support their ambitions of expansion that would later lead them to conquer Eastern Europe.⁹⁶ Yugoslavia on 1 May 1934 was the first Balkan country to sign a commercial Treaty with Nazi Germany.

⁹⁶ See P. N. Hehn, *A Low Dishonest Decade. The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930–1941*, (London – New York: Continuum, 2005), 99–117.

Vojislav G. Pavlović

Institut d'études balkaniques

Académie serbe des sciences et des arts

Belgrade

LA NAISSANCE D'UN HOMME NOUVEAU LE CHEMIN QUE JOSIP BROZ A PARCOURU POUR DEVENIR COMMUNISTE

Résumé : Josip Broz, futur maréchal de la Yougoslavie communiste et père fondateur du mouvement des non-alignés, naît fils d'un paysan croate ; son rêve d'enfance fut de devenir garçon de café. Le désenchantement face à sa profession rêvée arriva vite et mena Broz vers le métier de serrurier mécanicien, ce qui lui permit de faire un voyage de formation à travers différentes usines métallurgiques de son Autriche-Hongrie natale. La Grande Guerre le porta d'abord sur le front serbe et ensuite sur le front russe, pour vivre la révolution d'Octobre comme un spectateur apeuré, cherchant un abri dans les steppes de l'Asie centrale parmi les Kirghizes. De la Russie, devenu l'URSS, il revint au pays devenu entre-temps le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec son épouse russe mais sans aucune ardeur révolutionnaire. Il développa cette dernière brièvement en 1920 à Zagreb, mais la mise hors la loi du parti communiste l'éteignit immédiatement et Broz se réfugia de nouveau dans une pastorale paysanne, cette fois dans la campagne croate. Ce fut là, en 1923, qu'il trouva sa vocation communiste, car il y prit conscience des limites de la vie paisible de père de famille dans la campagne croate. Il décida de s'engager dans la lutte non parce qu'il fut contraint de le faire à cause de sa condition matérielle, mais parce qu'il refusa d'accepter l'existence du « plafond de verre » social dans la société yougoslave. Pour le briser, après une brève tentative d'intégrer le principal parti politique croate, le Parti paysan croate, il se tourna vers le parti communiste, son choix de prédilection vu ses origines, son éducation ou l'absence de celle-ci et surtout son parcours personnel.

Mots clés : Josip Broz, communisme, Autriche-Hongrie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Josip Broz, est né le 7 mars 1892, dans le village croate de Kumrovec, situé à soixante kilomètres au Nord-Ouest de Zagreb, septième fils de Franjo Broz, paysan et charretier de son état, et de Marija Javoršek. La famille Broz était le parfait exemple du caractère multinational de la Double Monarchie, car Franjo était croate, et Marija slovène, originaire du village slovène voisin de Trebče. Les époux Broz avaient une nombreuse progéniture, quinze enfants, dont seulement sept ont dépassé l'âge de la petite enfance. Franjo était un homme maigre, avec un nez aquilin et une peau foncée, un homme aimable, mais de caractère assez faible, laissant le poids du ménage à son épouse. Il avait hérité de huit arpents de terre dont une partie en vignoble, ce qui pour son village était un patrimoine non négligeable. Cependant il fut principalement charretier, travaillant soit comme cocher en conduisant les passagers vers les gares du chemin de fer voisin, soit en transportant des marchandises. Il a fait la connaissance de son épouse lorsqu'il est venu chercher du bois chez le père de celle-ci à Trebče. Après une première période de vie commune, sinon aisée au moins confortable, la situation économique du ménage s'aggrava lorsque Franjo dut diviser son patrimoine avec ses six sœurs, en leur fournissant une dot lors de leurs mariages. À court d'argent, il décida d'en emprunter aux banques locales, ce qui finalement l'obligea à vendre progressivement les terres qui lui étaient restées. Face aux déboires économiques de sa famille, il ne fut pas capable de réagir et il commença à boire. Souvent il retourna ivre à la maison, ce qui ne fut pas pour déplaire à ses enfants, car le plus souvent il riait et jouait avec eux. Une fois ses fils partis et ses terres vendues, Franjo, accablé par les dettes, fut contraint de quitter Kumrovec pour aller travailler comme garde forestier sur le domaine d'une banque dont il était débiteur, dans la commune de Kupinec au Sud-ouest de Zagreb. Après la disparition de son épouse en 1918, il retourna à Kumrovec où il travaillait comme journalier jusqu'à sa mort dans un hôpital de Zagreb en 1936.¹

Josip n'a pas gardé un très bon souvenir de lui, car l'attitude de son père ne lui permit pas de le prendre comme modèle, ni d'avoir de l'estime pour lui. En revanche il aimait et surtout respectait énormément sa mère. Ce fut sa mère qui tenait en main la famille et qui fit de ses enfants de bons catholiques. Ce fut encore elle qui s'employa au mieux à préserver

¹ Vladimir Dedijer, *Novi prilozi za biografiju Josipa Broza Tita*, (Nouvelles contributions à la biographie de Josip Broz Tito), Rijeka, Liburnija, 1981, pp. 151-154.

l'estime du village pour sa famille en essayant de cacher leurs difficultés économiques. Les souvenirs d'enfance de Josip sont avant tout liés à sa mère, son seul point de référence émotionnelle et morale. Sa mort, dont il prit connaissance au retour de la Grande guerre, fut un véritable choc pour lui. Avec la disparition de sa mère, son père aussi sort de sa vie, car Josip n'a jamais plus cherché à prendre contact avec lui, même si, du vivant de son père, il est passé plusieurs fois à Kumrovec et dans les environs.

La famille Broz vivait dans le village croate de Kumrovec, dans la région de Zagorje. La rivière Sutla, coulant paisiblement à quelques kilomètres à l'ouest de Kumrovec, faisait office de frontière entre la Croatie, appartenant au Royaume de Hongrie, et la Slovénie partie intégrante de l'Autriche. Sa Majesté impériale et royale François-Joseph de Habsbourg régnait sur la Double Monarchie. Les deux parties composant la Double Monarchie, l'Autriche et la Hongrie, selon le compromis de 1867 étaient pourvues de leurs propres systèmes politiques et économiques au point que des frontières intérieures à caractère économique et administratif les séparaient. Ainsi, lorsque le petit Josip âgé de seulement deux ans et demi fut envoyé chez grands-parents maternels, dans le village de Trebče, commune de Podsreda, afin d'alléger la charge de famille pesant sur sa mère, il traversa la Sutla et entra en Autriche.²

L'Autriche-Hongrie était un état dualiste, mais dans ses deux composantes vivait une multitude de nations et autres minorités nationales. L'accord de 1867 était un compromis entre la cour et l'aristocratie hongroise fait aux dépens de toutes les autres nations vivant dans le cadre de l'Empire des Habsbourg. Le compromis reconnaissait l'existence du Royaume hongrois dans ses frontières historiques, où se côtoyaient les Croates, les Slovaques, les Roumains, les Serbes, les Ruthènes, outre les Hongrois eux-mêmes. En revanche, la partie autrichienne était la patrie commune des Tchèques, des Polonais, des Slovènes, des Italiens et des Croates sur le littoral adriatique, outre les Allemands d'Autriche. Cependant le compromis reposait sur des fondements féodaux, car la Double Monarchie ne reconnaissait pas le principe national. Les Habsbourg avaient réuni par la conquête et par les alliances dynastiques sous leur sceptre des royaumes allant de la Pologne jusqu'à la Croatie, et des comtés allant de Trieste à la Transylvanie. Après les défaites subies d'abord en Italie (Magenta

² Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 17 novembre 1979, Archives de Yougoslavie, (dorénavant AY), 838, boîte 41.

et Solferino) et ensuite en Allemagne (Sadowa), ils étaient contraints, en 1867, d'arriver à un compromis avec les Hongrois, en leur accordant une parfaite autonomie dans leur Royaume. Les affaires communes de la Monarchie, (affaires étrangères, guerre, et leur financement) étaient gérées par des ministres nommés par le souverain, et ils furent responsables devant les délégations issues des parlements des deux composantes, siégeant à Vienne dans le cadre d'une sorte de Parlement commun. Un nombre limité d'affaires (l'union douanière et monétaire, le commerce extérieur, le réseau des chemins de fer, la poste) était géré par un accord commun entre les deux parties.

Depuis le compromis, les deux parties de la Monarchie construisaient, chacune de son côté, leur propre Etat centralisé. Le cadre constitutionnel, propre à chaque partie, prévoyait un parlement avec une langue officielle pour chaque état. *De facto*, si ce n'est pas *de jure*, car rappelons-le encore une fois, la Double Monarchie ne reconnaissait pas l'existence des nations, la Double Monarchie était un compromis entre les Autrichiens et les Hongrois. Cependant, les deux nations n'avaient qu'une majorité relative dans leurs Etats respectifs. En 1880, les Allemands ne composaient que 36,75% de la population de l'Autriche, tandis que les Hongrois représentaient 41,2% de la population de leur Royaume. Dans les deux parties de la Monarchie, les sujets de François-Joseph vivaient mélangés dans des proportions différentes. La proximité des centres historiques et économiques respectifs, tels que par exemple Zagreb, Budapest ou Prague, favorisait la domination de la nation majoritaire. En revanche, dans les régions périphériques, le mélange des nations était bien plus accentué. Le caractère multinational de la Monarchie était souligné par les migrations intérieures qui suivaient une logique économique et administrative. Les affaires gérées par un commun accord des deux parties étaient confiées à des administrations communes qui envoyaient leurs employés au gré des besoins du service partout dans le Royaume. A titre d'exemple, l'administration de la Bosnie-Herzégovine, gouvernée par les Habsbourg depuis 1878, était composée de bureaucrates venus de toutes les parties de la Monarchie. La complexité du paysage national de la Monarchie eut une importance accrue avec l'essor des mouvements nationaux au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle. Néanmoins, ces mouvements n'arrivèrent pas à s'imposer et le cadre institutionnel de la Monarchie ne fut jamais modifié.

La Double Monarchie ne fut ni une prison des peuples ni un havre de paix et de concorde nationale. Son cadre constitutionnel reposait sur des bases historiques, voire féodales, car le souverain en personne représentait le lien institutionnel majeur entre les deux Etats qui la composaient. De ce fait, l'idée nationale fut absente du cadre constitutionnel, mais l'essor des mouvements nationaux ne fut pas pour autant empêché par le pouvoir politique. La question nationale fut cantonnée dans le domaine privé. Les représentants des divers mouvements nationaux pouvaient s'exprimer dans les deux Parlements en tant que membres de partis politiques, mais non comme leaders nationaux exigeant la reconnaissance de leur nation dans le cadre institutionnel de la Double Monarchie. D'ailleurs le système censitaire favorisait la surreprésentation des Hongrois et des Allemands d'Autriche, pour des raisons économiques, dans leurs Parlements respectifs. Cependant, au niveau local, les mouvements nationaux florissaient, grâce à des journaux, des publications, et autres associations. La Double Monarchie offrait aux diverses nations qui la composaient un cadre institutionnel et économique stable pour leur essor, tout en limitant leur expression politique. De ce fait les mouvements nationaux étaient certainement frustrés et limités dans leur essor. Dans la période précédant la Grande Guerre, les mouvements nationaux issus des pays limitrophes, tels le mouvement italien, le roumain, et le serbe, étaient perçus par les autorités austro-hongroises comme des irrédentismes et combattus par tous les moyens. En revanche, les mouvements des nations dont la presque totalité vivait au sein de la Double Monarchie, tels les Croates et les Slovènes ou les Tchèques, avaient un agenda plutôt réformateur, et leur action n'était pas considérée comme séditeuse ; néanmoins elle fut étroitement encadrée et surveillée par les autorités.³

Bien loin de toutes ces considérations politiques, le petit Josip coulait des jours paisibles, profitant même d'une certaine aisance matérielle, car son grand-père maternel avait plusieurs hectares de bois qu'il exploitait. Cependant, ces quelques kilomètres qu'il avait parcourus tout jeune lui ont fait passer une frontière bien réelle, car dans la famille de sa mère on parlait slovène. De ce fait, le futur Maréchal de la Yougoslavie

³ Voir : Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009.

non-alignée apprit tout d'abord sa langue maternelle, mais ce ne fut pas la langue de sa patrie, car le plus souvent il se déclarait croate. Cet apprentissage particulier des langues, et, comme nous allons le voir, les carences de son éducation, ont été à l'origine des nombreuses théories, toutes aussi hasardeuses que fausses, sur ses véritables origines. Sa manière de parler le croate le désignait aux yeux des partisans des théories du complot ainsi que des journalistes à sensation, à tour de rôle, comme un agent soviétique infiltré ou comme le fils de Juifs viennois aisés. L'explication est, somme toute, banale. Josip Broz n'avait jamais pu, ou su, apprendre à parler correctement le croate. Il a même été recalé à la fin de la première année d'école primaire à Kumrovec, car à son retour de chez son grand-père maternel, il ne parlait que le slovène. Lorsqu'il commence sa scolarisation à huit ans, il a dû réapprendre le croate presque comme une langue étrangère.⁴ Sachant qu'il n'a fait, en tout et pour tout, que les quatre années d'école primaire, dont il a redoublé la première, l'apprentissage du croate ne fut pas un véritable succès pour Josip Broz. D'ailleurs, c'est avant tout une question de critères, car dans sa région il ne devait pas être le seul à parler ce mélange de croate et de slovène, et cela ne posait problème à personne. Cependant, lorsqu'il devint l'icône de la révolution yougoslave et le symbole vivant de la Yougoslavie autogestionnaire et non-alignée, ces carences dans l'apprentissage du croate devinrent à la fois l'objet d'une stratégie de communication cherchant à l'expliquer, et une mode, que la nomenklatura yougoslave s'est auto-imposée selon un procès de mimétisme bien connu. Les cadres du parti cherchaient à copier sa manière de parler pour ressembler le plus possible à leur leader charismatique.

Après avoir terminé l'école primaire à l'âge de 13 ans en juin 1905, Josip dut faire face à la dure réalité de la vie paysanne qui l'obligeait à aller aider son oncle slovène, qui, comme il s'en souvenait amèrement, ne le payait que sporadiquement. Après deux années de ce travail sans véritable avenir, il se trouva devant son premier choix existentiel, qu'il a résolu avec une aisance qui le caractérisera toute sa vie. Que faire de sa vie lorsqu'on sait que Kumrovec et sa famille ne lui offraient aucune perspective réelle ? Sa famille était nombreuse, ses moyens limités, les terres étaient censées être divisées entre tous les frères et sœurs, bref,

⁴ Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 17 novembre 1979.

l'avenir de Josip était clairement ailleurs. La seule voie qu'il a pu envisager fut celle d'un métier. Le choix de métier était révélateur, selon son témoignage, certes, pris au soir de sa vie ce qui n'exclut pas la possibilité de l'auto-construction de son propre mythe. Il disait à son fidèle chroniqueur attiré en automne 1979 qu'à l'âge de 15 ans, son ambition dans la vie était de devenir garçon de café, parce qu'il avait été impressionné par l'élégance de leurs habits noirs.⁵ Doit-on tirer des conclusions sur le caractère arriviste d'un enfant de paysans croates, ou sur le caractère formel et cérémoniel de cette Monarchie des Habsbourg qui survivrait comme le dernier vestige d'un monde qui disparaissait, confronté à l'essor des nationalismes, ou simplement conclure que dès sa petite enfance Josip était fort bien conscient de l'importance de paraître et non seulement d'être. Il faut se rappeler que, lorsque Josip devenu Tito fut promu Maréchal dans le maquis yougoslave, en novembre 1943, en pleine guerre, il se fit faire sur-le-champ un uniforme de Maréchal, selon son propre dessin qui prévoyait des pantalons noirs avec une décoration rouge de rigueur et avec toutes les ornementsations qu'il considéra indispensables pour sa nouvelle dignité. La stratégie de communication ne fut finalement que la théorie qui a défini une pratique dont les bases étaient connues de Josip depuis toujours.

Cependant le chemin jusqu'aux pantalons noirs aux décorations rouges était encore long, car la carrière de Josip commença, en automne 1907, au bas de l'échelle de cette noble profession qu'est celle des cafetiers. Un cousin éloigné l'emmena dans la ville de Sisak, à quatre-vingts kilomètres au sud-est de Zagreb, où il fut engagé dans le café qui jouxtait la caserne de la garnison de la ville. Le bouleversement pour un garçon de 15 ans avait dû être considérable, car outre le travail il se trouva seul dans une ville qu'il ne connaissait pas et où il avait été laissé à lui-même pour trouver son propre chemin. Josip devenu Tito, dans ses souvenirs, n'en parle pourtant jamais. Les doutes, les états d'âme en général, caractérisent peu le personnage. Il se souvient plutôt du fait qu'il lui a fallu peu de temps pour se rendre compte que le travail n'était pas ce qu'il s'était imaginé. Il passait ses soirées et une bonne partie de la nuit à remettre en place les boules de bowling auquel jouaient les officiers de la caserne voisine. Après leur départ, il devait aussi tout nettoyer et préparer pour

⁵ Idem.

l'ouverture du café le lendemain matin. Ce n'était pas la vie qu'il s'imaginait lorsqu'il songeait aux beaux habits des garçons de cafés. Il ne lui a fallu finalement que trois mois pour trouver une voie alternative et abandonner ses rêves d'enfant pour devenir apprenti serrurier dans l'atelier « Kras » à Sisak. Encore une fois, le choix semble avoir été fait d'une manière autonome, suivant les indications recueillies auprès des autres jeunes apprentis qu'il côtoyait sur les bords du fleuve Kupa, leur lieu de rencontre et de divertissement. Une fois qu'il réussit à convaincre maître Kras de l'accepter, Josip fit venir son père qui signa à son nom le contrat d'apprentissage. Non seulement il devint apprenti, mais il s'inscrivit dans l'école qu'il suivait, deux fois par semaine après son travail, à Sisak.⁶

Par hasard, Josip découvrit sa véritable vocation, celle de mécanicien, car il s'engagea dans l'atelier Kras où l'on faisait aussi bien de la serrurerie de précision que des gros ouvrages en fer forgé pour le bâtiment. Auprès de Kras, il découvrit sa passion pour travailler le métal et les dons de patience et de précision qui étaient les siens, qui lui permirent d'exceller dans son métier. Chez Kras il apprit à réparer les serrures compliquées ainsi qu'à réaliser des ouvrages en fonte pour des bâtiments entiers, tout en complétant son éducation formelle par deux années à l'école des apprentis. Au bout de trois années, en 1910, il eut son diplôme d'apprenti et à l'âge de 18 ans il put commencer à chercher un véritable emploi.⁷

Dans ces années qui précédaient le déclenchement de la Grande Guerre, Josip, en tant que sujet de François-Joseph, pouvait librement chercher du travail sur le marché vaste et varié de son empire. La Double Monarchie offrait des possibilités pour de jeunes artisans soit dans les capitales régionales, comme la ville de Zagreb pour la Croatie natale de Josip, soit dans la capitale de l'empire, mais aussi dans la partie la plus économiquement développée de l'Autriche-Hongrie, en Bohême. La liberté de mouvement dans ce vaste marché du travail ne pouvait qu'inciter un jeune homme, privé de toute attache familiale et désireux de se perfectionner dans son métier, de voyager. Les pérégrinations de Josip commencent en septembre 1910 à Zagreb lorsqu'il s'engage dans l'atelier de maître Haramin. Cependant, les aléas du marché du travail firent en

⁶ Idem.

⁷ Tihomir Stanojević ed., *Josip Broz Tito. Autobiografska kazivanja*, (Josip Broz Tito. Récits autobiographiques), Belgrade, Narodna knjiga, 1982, p. 20.

sorte qu'il n'y resta que deux mois. Par la suite, il eut du mal à trouver du travail à Zagreb, et il fut donc obligé de retourner à Kumrovec. Au début de 1911 il fit une tentative pour trouver du travail à Trieste, sans succès, et après un autre bref séjour chez les siens, il est de retour à Zagreb, où, en mars 1911, il arrive à trouver du travail dans l'atelier de maître August Kraus. Dans l'atelier Kraus, Josip eut l'occasion de perfectionner et d'élargir ses connaissances de mécanicien, car on y réparait tout type de véhicules, des bicyclettes jusqu'aux automobiles. Il put y élargir son domaine de compétences car il y acquit des notions de base du travail d'électricien. Ce travail, bien payé et même prestigieux, car l'atelier Kraus jouissait d'une excellente renommée, ne fut pas suffisant pour retenir Josip à Zagreb. Il avait envie de connaître d'autres expériences en dehors de sa Croatie natale. Ainsi en août 1911, Josip commence son voyage de formation afin d'acquérir des compétences professionnelles et de l'expérience personnelle.⁸

Il s'arrête pendant neuf mois, dans une usine slovène à Kamnik, où il travaillait à la chaîne dans la production de serrures. Pendant cette période, Josip commence à faire de la gymnastique et de l'escrime. Cette période paisible se termine avec la faillite de la société qui l'employait : lui et ses 50 camarades se voient offrir du travail en Bohême. Une fois arrivé dans la petite ville tchèque de Cenkov, à soixante kilomètres de Prague, Josip se rend compte que lui et ses amis y ont été conviés pour remplacer des ouvriers locaux en grève. Une entente s'établit assez rapidement entre les nouveaux venus et les ouvriers locaux pour exercer une pression commune sur la direction afin que tous puissent bénéficier d'une augmentation de salaire. Le bon salaire, - Josip se souvenait qu'il pouvait s'acheter un nouveau costume tous les mois car les salaires étaient plus élevés en Bohême- ne le convainc pas de rester sur place.

Au bout de seulement trois mois, Josip continue ses pérégrinations, pour travailler d'abord dans la société Skoda à Plzen toujours en Bohême, produisant des canons. Ensuite il fait un détour par l'Allemagne. Par périodes de quelques semaines, il travaille à Munich, Mannheim, et finalement dans la Ruhr. Cette espèce de voyage initiatique dans les centres industriels d'Allemagne fut pour Josip une sorte de stage de

⁸ Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 18 novembre 1979, AY, 838, boîte 41.

perfectionnement professionnel.⁹ A la fin octobre 1912, il prend le chemin du retour qui l'amène à Vienne et de là à Wiener Neustadt chez son frère aîné Martin, qui y travaillait dans la compagnie austro-hongroise des chemins de fer. Cette fois il est employé par la société Daimler, en tant que mécanicien mais aussi comme pilote d'essai de leurs véhicules. L'emploi chez Daimler fut le plus long pour Josip car il y reste jusqu'à l'automne 1913, lorsqu'il est obligé de faire son service militaire. Il le commence à Vienne, dans les services techniques de l'artillerie impériale, mais après seulement deux semaines il demande à être transféré à Zagreb dans un régiment d'infanterie, afin d'être parmi les siens. Le bref séjour dans le service technique lui a fait comprendre que, même s'il avait les qualifications et les connaissances requises, l'atmosphère y était défavorable pour un Croate comme lui, car les autres conscrits étaient presque tous des mécaniciens autrichiens qui voyaient en lui un intrus.¹⁰

Le périple de Josip à travers les usines de Bohême, d'Allemagne et d'Autriche lui permit d'acquérir une connaissance rudimentaire de l'allemand, et, comme on le disait à l'époque, de « connaître le monde ». La variété du travail qu'il dut accomplir lors de ce voyage fit de lui un mécanicien expérimenté sachant réparer ou faire marcher des machines bien plus compliquées que les serrures de maître Kras. Lors de son séjour à Wiener Neustadt, il prit même des cours de danse. De toute évidence, le jeune Josip fut un homme curieux, ambitieux, cherchant à se perfectionner professionnellement mais voulant aussi apprendre des langues et les usages de la bonne société. Or, toutes ses connaissances professionnelles lui furent d'une utilité limitée à ce moment, car pendant son service militaire de deux ans commença la Grande Guerre, qui dans les années suivantes exigea de Josip un autre type de compétences.

En automne 1913 Josip entame son service militaire dans le 25^{ème} régiment croate de Zagreb. On l'envoie à l'école des sous-officiers, car il est un homme instruit par rapport à son milieu. Ce furent les moments les plus durs de son service militaire. L'exercice quotidien fut particulièrement sévère et exigeant, et Josip fut largement soulagé lorsque l'école se termina et qu'il put, grâce à son grade nouvellement acquis de caporal, être affecté à l'armurerie de son régiment. Il y réparait et reconditionnait

⁹ Dedijer, *Novi prilozci*, p. 233-237.

¹⁰ Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 18 novembre 1979, AY, 838, boîte 41.

des armes, surtout des fusils. Cependant sa volonté d'avancer dans la vie lui permit de se faire remarquer par ses commandants, car il excella dans l'escrime. Les heures et les journées passées à faire de l'escrime à Kamnik lui valurent d'être intégré dans l'équipe, d'abord du régiment, et ensuite de la division. Finalement il participa, en 1914, au championnat de l'armée impériale où il excella dans le fleuret, devenant le second meilleur fleuretiste, ce qui lui a valu de recevoir sa récompense, une médaille et un mois de permission, de la main de l'archiduc Joseph-Ferdinand d'Habsbourg.¹¹

Son service militaire prit une tournure dramatique après qu'en juin 1914, à Sarajevo, Gavrilo Princip, un jeune Serbe de Bosnie, assassina l'héritier du trône de la Double Monarchie, l'archiduc François-Ferdinand. La crise qui s'en suivit fut la dernière dans la série de crises du début du XX^e siècle opposant les puissances centrales (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie) à l'Entente (la France, la Grande-Bretagne et la Russie). La résolution austro-hongroise d'imposer sa loi dans les Balkans, notamment en Serbie, et la conviction allemande que l'attentat de Sarajevo était un prétexte idéal pour commencer la guerre, menèrent à un engrenage qui provoqua la plus grande guerre que le monde avait vue jusqu'alors. Le régiment croate de Josip faisait partie de l'expédition punitive austro-hongroise qui devait imposer l'ordre dans les Balkans et donner une leçon à la Serbie. Il resta sur le front serbe jusqu'au début de l'année 1915. Les batailles, menées sur le territoire serbe, furent particulièrement meurtrières et les victimes civiles se comptaient par dizaine des milliers. À deux reprises, l'armée serbe réussit à repousser les divisions austro-hongroises en dehors de son territoire national, et la ligne de front au début de 1915 était identique à celle du début des hostilités.

La participation de Josip dans les batailles en Serbie fut un sujet délicat dans la Yougoslavie communiste pour des raisons évidentes. Dans ses souvenirs, il ne parle que de son travail dans le service de l'armurerie, qui n'entra jamais en Serbie.¹² Or, en 1941, au début de l'insurrection contre l'occupation nazie, Josip, devenu Tito, démontra une parfaite connaissance de la Serbie occidentale. Il dit à l'époque qu'il y avait combattu en 1914. C'est aussi ce qu'il écrit dans son autobiographie

¹¹ Pero Simić, *Tito, fenomen 20 veka*, (Tito, phénomène du XX^e siècle), Belgrade, Službeni glasnik, 2011, p. 29.

¹² Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 19 novembre 1979, AY, 838, boîte 41.

qu'il rédigea en 1935, pour le Komintern.¹³ Il semble qu'il a raconté ses souvenirs avec un souci indéniable pour son image. Certes, Josip en tant que caporal austro-hongrois, d'ailleurs devenu sergent lors des batailles en Serbie, ne pouvait pas imaginer devenir un jour le président de la Yougoslavie. Cependant, le fait qu'il a sciemment omis d'en parler, ainsi que tous ses biographes officiels, montre à quel point sa biographie est devenue une affaire d'État.

La suite de la guerre posait beaucoup moins de problèmes pour les souvenirs officiels de Josip, devenu Tito. Son régiment fut envoyé sur le front russe, d'abord en Galicie, et ensuite en Bucovine. C'est là, en avril 1915, dans les tranchées, près de la ville d'Okno, aujourd'hui en Ukraine, que Josip, devenu entre-temps sergent-chef, fut blessé et fait prisonnier. La position du régiment de Josip, sur la rive de la rivière Dniepr, fut prise en tenaille, entre l'infanterie russe et la cavalerie tcherkesse. Blessé par un Tcherkesse qui lui transperça l'omoplate de sa lance, il fut transporté dans l'hôpital des prisonniers de guerre à l'intérieur de la Russie, dans un ancien monastère orthodoxe près de la ville de Kazan, aujourd'hui capitale de la république fédérale de Tatarstan. Il y fut soigné pendant 13 mois dans l'hôpital géré par des médecins, prisonniers de guerre austro-hongrois comme lui, d'abord des suites de sa blessure, mais par la suite de la typhoïde aussi. Une fois qu'il fut guéri, au printemps 1916, on l'envoya dans le camp de prisonniers de guerre au sud-est de Kazan dans la ville d'Alatyr, aujourd'hui district fédéral de Volga en Russie.

À cette époque l'armée serbe, qui continuait à combattre à côté de ses alliés de l'Entente, cherchait à recruter des volontaires parmi les prisonniers de guerre austro-hongrois en Russie. Vu que des régiments entiers, comme c'était le cas avec celui de Josip, avaient été constitués de Croates, mais aussi de Serbes originaires de la Croatie ou de la Bosnie-Herzégovine, l'État-major de l'armée serbe espérait qu'un certain nombre d'entre eux serait prêts à continuer le combat contre l'Autriche-Hongrie pour la libération définitive de la Serbie, mais aussi des provinces yougoslaves de la Double Monarchie. Josip ne fut pas parmi ceux-là. D'après ses souvenirs, il est clair que la guerre ne présentait plus aucun intérêt pour lui, d'autant plus qu'il ne s'était pas remis complètement de sa blessure. Il névoque pas la possibilité de rejoindre l'armée serbe, mais il

¹³ Simić, *Tito*, p. 30.

se rappelle qu'il avait bénéficié d'un régime d'emprisonnement libéral, qui lui a permis de fréquenter la famille d'un médecin russe dont la maison jouxtait l'école où les prisonniers de guerre furent cantonnés. Josip eut le temps d'emprunter des livres en russe auprès des filles de ce médecin, ce qui fut le premier pas dans son apprentissage du russe. Il fut en si bons termes avec la famille que les filles commencèrent même à lui donner les leçons de piano.¹⁴ Les prouesses de Josip, devenu Tito, comme pianiste, une des preuves majeures du fait qu'il ne pouvait pas être le fils d'un paysan croate, ont leurs origines dans les leçons de piano qu'il reçut comme prisonnier de guerre à Alatyř.

Cependant, après avoir refusé de s'engager dans l'armée serbe, il fut envoyé dans le camp de prisonniers voisin dans la ville d'Ardatov. Lorsqu'il en eut la possibilité, il quitta le camp pour travailler comme machiniste chez un paysan de la région qui avait un moulin à vapeur. Après avoir passé l'été dans les villages dans la région d'Ardatov en automne 1916, il fut expédié avec les autres prisonniers dans la chaîne montagneuse de l'Oural, dans la ville de Kungur où il se trouva à gérer un détachement de 150 prisonniers qui s'occupaient de la maintenance des lignes de chemin de fer. En tant que responsable, Josip prend contact avec la Croix rouge, mais l'aide, dont il a convenu l'envoi avec le représentant local, un Suédois, termine dans les mains des autorités locales russes. Lorsqu'il cherche à connaître le sort de cette aide, il est envoyé en prison et sévèrement battu. Il en sort après la révolution de février 1917, lorsque les autorités locales se trouvent momentanément désorganisées. Une fois sorti de prison, avec une partie de son détachement il est envoyé dans une bourgade près de la ville de Perm, avec toujours le même objectif, la maintenance des lignes de chemin de fer.¹⁵

Le début de la période des révoltes en Russie n'incite pas Josip à rejoindre spontanément les rangs des révolutionnaires, ce qui d'ailleurs n'est pas évident vu son statut. Lorsqu'il décide de quitter l'Oural et de partir pour Saint Pétersbourg en juin 1917, il le fait suivant la logique qui fut la sienne lorsqu'il cherchait du travail en Allemagne. Il a fait la connaissance d'un ingénieur polonais, à Kungur, dont le fils travaillait à Saint Pétersbourg dans la fameuse société Poutilov, qui était à la pointe

¹⁴ Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 19 novembre 1979, AY, 838, boîte 41.

¹⁵ Idem.

de la production des machines et des canons en Russie. L'ambition de Josip fut donc d'y trouver du travail avec l'aide du fils de son ami polonais, afin de continuer de se perfectionner dans son métier. Une fois à Saint Pétersbourg, il trouve du travail chez Poutilov et assiste, avec ses nouveaux camarades, en tant que spectateur curieux, mais accidentel, à des manifestations en juillet. De toute évidence, il ignore le contexte politique du moment, la réunion du Congrès des Soviets, l'échec de l'offensive de Kerensky de juin 1917, et la décision des régiments de Saint Pétersbourg de refuser d'aller au front. Josip ignore l'exigence politique majeure du moment, qui est aussi le principal mot de ralliement des manifestants, tout le pouvoir aux Soviets. Il est complètement étranger à cette tentative des bolcheviques de prendre le pouvoir des mains du gouvernement provisoire. En simple témoin, il est présent lors de la répression armée des manifestations, dont il tire la conclusion personnelle que son projet chez Poutilov n'est plus d'actualité. Qui plus est, craignant d'être pris lors de la vague d'arrestations qui ont suivi la fin des manifestations, il décide de quitter la Russie aux prises avec des troubles intérieurs. En effet, sa fuite du camp de prisonniers de guerre en Oural était passible de la peine de la mort. Il part pour la Finlande, à l'époque partie intégrale de la Russie tsariste, en route pour la France. Il est finalement pris, ramené à Saint Pétersbourg et jeté dans la prison de la forteresse Pierre-et-Paul.¹⁶

Sa « participation » accidentelle à la révolution russe se termine en prison. Il y fut confronté au choix, soit de déclarer sa véritable identité, soit d'être considéré comme bolchevique et fusillé comme l'un des organisateurs des manifestations. C'est pourquoi il décide d'avouer, après trois semaines de silence, qu'il est un prisonnier de guerre autrichien. Comme le gouvernement provisoire n'avait rien à craindre des « badauds » comme Josip, on le renvoie sous escorte dans son camp en Oural sans aucune punition supplémentaire. Sur le chemin de retour, il fuit de façon à éviter d'être ramené dans le camp de Kungur, et continue son voyage vers la Sibérie. Son objectif était de s'éloigner de l'Oural et de son camp, mais aussi de rejoindre la Sibérie où les vivres se trouvaient en abondance, car ce fut la Sibérie qui approvisionna et la Russie et le front. Cependant sa fuite en Finlande, l'emprisonnement, et le voyage de retour durent

¹⁶ Idem.

plusieurs mois en tout, de sorte qu'il apprend, des premières patrouilles bolcheviques dans le train, que la Révolution d'octobre a éclaté.

Les réactions et les comportements de Josip, mécanicien en Autriche-Hongrie, et Josip, prisonnier de guerre en Russie, révèlent que l'homme ne fut pas influencé par le climat révolutionnaire. Il est toujours le jeune homme avide de nouvelles expériences et de nouvelles connaissances profitant de toute occasion qui se présente pour se perfectionner, animé par la même volonté d'avancer dans la vie et sur l'échelle sociale. La guerre et la révolution ne changent en rien ni sa perspective ni ses objectifs. Arrivé, en novembre 1917, jusqu'à la ville sibérienne d'Omsk, il rejoint le camp local de prisonniers de guerre, et avec eux il est mobilisé dans la milice rouge. En mai 1918, la Légion tchécoslovaque¹⁷, bien armée et bien commandée, mit en déroute la milice rouge près d'Omsk et, en juin, elle prend le contrôle de la ville. Dès lors Josip se sentit personnellement menacé, car la Légion tchécoslovaque avait l'habitude d'enrôler par la force dans ses unités les anciens prisonniers de guerre austro-hongrois. Il décide donc de se mettre à l'abri et se retire dans le village voisin de Mihailovka, où il trouve du travail chez un paysan aisé comme machiniste s'occupant de sa batteuse à vapeur. Une fois que le pouvoir des Blancs se consolide à Omsk, Josip, en août, trouve qu'il est prudent de s'en éloigner davantage, craignant toujours d'être mobilisé par la force dans les régiments tchécoslovaques. Il trouva refuge dans un village de Kirghizes plus loin dans la steppe, cette fois comme machiniste dans un moulin à vapeur. Les Kirghizes vivaient dans des tentes en été et dans des abris sous terre en hiver, bien loin de toutes les affaires politiques et révolutionnaires qui secouaient la Russie et la Sibérie. Josip y passa une année et demie, content de s'occuper de son moulin et complètement intégré dans le village, au point qu'il se souvenait d'y avoir gagné assez pour pouvoir se permettre d'acheter un jument de race anglaise pour

¹⁷ La Légion tchécoslovaque était composée de volontaires tchécoslovaques, anciens prisonniers de guerre austro-hongrois, qui ont répondu à l'appel de chefs de leur mouvement national, Tomáš Masaryk et Milan Rastislav Štefánik, et créé les premiers régiments du futur état tchécoslovaque. Ils ont été organisés et armés par la Russie tsariste à laquelle ils sont restés fidèles, vu qu'elle avait été l'alliée de l'Entente. Les bolchéviques, en revanche, décident dès leur avènement au pouvoir de demander la paix. Les négociations avec les pouvoirs centraux, auxquelles l'Entente ne participe pas, commencent en décembre 1917 pour aboutir à la signature de la paix séparée, le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk.

60 000 roubles. Il se mit d'accord avec le propriétaire du moulin pour garder 20% du chiffre d'affaires pour les frais de roulement du moulin.¹⁸ Avec cette somme il fut considéré comme aisé au point qu'il décida de se marier avec une Russe du village de Mihailovka, du nom de Pelagija Belousova. Au moment du mariage religieux en 1918, l'épouse de Josip n'avait que 15 ans et lui 26.¹⁹

Au bout de deux ans de cette vie presque idyllique dans les steppes, Josip commence à réfléchir sur la possibilité de retourner dans sa patrie. Entre temps la guerre en Sibérie, entre les Rouges et les Blancs, est terminée, et les époux Broz sont obligés de s'adresser aux autorités bolcheviques afin d'obtenir la permission et les documents pour leur voyage. Tout d'abord ils ont dû renouveler leurs vœux en septembre 1920, car le mariage religieux ne fut pas validé par les autorités. Leur voyage commença à Omsk, et les mena, après trois semaines, à Saint Pétersbourg, et ensuite au port de Narva en Estonie, où ils embarquèrent sur un navire allemand en direction du port de Stettin (Szczecin). Par train, Josip et son épouse arrivent d'abord à Vienne, et ensuite, vers la fin du mois d'octobre 1920, ils arrivent dans la ville de Maribor, dans le tout nouveau Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes, fondé sur les ruines de l'ancienne patrie de Josip, la défunte Autriche-Hongrie.

Le retour au pays

Josip et son épouse Pelagija, en octobre 1920, sont obligés de rester une semaine en quarantaine dans la ville slovène de Maribor. Josip retrouve son pays natal qui ne fait plus partie de l'Autriche-Hongrie, dissoute en 1918, mais du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les Habsbourg, dont Josip avait été sujet et soldat, ont été emportés par la Grande Guerre. La société multinationale et multiculturelle sur laquelle ils avaient régné depuis des siècles est divisée en pays nationaux, voire multinationaux : la partie yougoslave est réunie dans le cadre du Royaume^{20*} de Pierre Ier, de la dynastie serbe des Karadjordjević. L'État commun des Slaves

¹⁸ Entretien de Tito avec Tihomir Stanojević, Bugojno, le 19 novembre 1979, AY, 838, boîte 41.

¹⁹ Autobiographie de Pelagija Belousova, AY, 838, IV-3/1.

²⁰ * Par la suite, afin de ne pas répéter toujours le syntagme « le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », on utilisera l'expression abrégée, le Royaume.

du Sud en est à ses débuts, l'union en a été proclamée le 1er décembre 1918. Mais c'est précisément le caractère de l'union qui reste encore en suspens : les conceptions sur l'organisation de la vie commune diffèrent largement entre les nations réunies au sein du Royaume. Leur joie de voir naître un État libéré de toute emprise étrangère est due à un processus européen ayant emporté successivement les empires des Romanov, des Hohenzollern et des Habsbourg. La Conférence de Versailles de 1919 avait aussi pour but de trouver une « solution » géostratégique à la situation nouvelle en Europe centrale et orientale. L'alliance victorieuse cherchait à affirmer la légitimité des nouveaux États victorieux, comme le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou la Tchécoslovaquie, différenciant de ceux fondés sur les vestiges d'empires défunts comme l'Autriche et la Hongrie.

Le Royaume était au cœur de nombreuses controverses, car presque toutes ses frontières étaient contestées par ses voisins. L'Italie triomphante exigeait que ses revendications territoriales en Adriatique, codifiées par les traités interalliés du temps de guerre, soient respectées.²¹ La Hongrie n'oubliait pas d'exiger que le principe des nationalités soit appliqué à la minorité hongroise en Vojvodine, lui permettant de rejoindre la mère patrie. Le contentieux sur la Macédoine entre la Serbie et la Bulgarie, datant de l'époque du retrait forcé des Ottomans, envenimait toujours les relations entre Belgrade et Sofia. Les menaces extérieures sont une des raisons pour la proclamation rapide de la création de l'Etat commun des Slaves du Sud, sans que son architecture constitutionnelle et politique soit précisée. Les élites politiques serbes, croates et slovènes avaient donc le devoir de préserver la stabilité de l'union vers l'extérieur tout en essayant de résoudre les sérieuses difficultés de la vie commune au niveau constitutionnel, politique, économique, et culturel. La première de ces difficultés, et non la moindre, est de savoir s'ils font partie d'une seule nation avec trois noms, ou au contraire de trois nations distinctes. La réponse à cette question fondamentale se pose doublement au niveau constitutionnel : monarchie ou république d'une part, état centralisé ou fédéral d'autre part.

²¹ Le traité de Londres conclu en avril 1915 accordait à l'Italie en Adriatique : la ville de Trieste, la presqu'île d'Istrie, ainsi que la Dalmatie, et sur la frontière autrichienne la région du Trentin - Haut Adige. Ces revendications territoriales sont la raison principale pour que l'Italie se range du côté de l'Entente et entre en guerre en mai 1915.

Les réponses respectives sont conditionnées au plus haut point par les cultures politiques auxquelles les différentes nations ont appartenu précédemment. Les Serbes, ayant vécu une intense vie parlementaire au sein de la Serbie, ethniquement homogène, sont de fervents partisans du concept de monarchie centralisée. Leurs co-nationaux, Serbes de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de la Vojvodine, ainsi que les Monténégrins, partagent leur avis, en se prononçant pour une union inconditionnelle avec la Serbie avant même la proclamation officielle de l'État commun. Tandis que le projet d'une monarchie centralisée recueille la totalité des voix des deux principaux partis serbes, les radicaux et les démocrates, ceux-ci ne sont pas d'accord pour y ajouter le principe d'un état-nation à la française. Si les radicaux considèrent que les trois nations ont leur propre histoire et leurs propres traditions, les démocrates sont de fervents partisans de la nation commune.²² Ces derniers forment d'ailleurs un parti transnational réunissant une composante serbe et une composante croate à laquelle on doit ajouter les Serbes de Croatie avec à leur tête leur chef autoritaire Svetozar Pribičević.²³ Pour Pribičević et les siens, la transposition de l'identité serbe vers une nouvelle identité serbo-croato-slovène semble aller dans la logique de l'union, voire comme le point de couronnement d'une longue lutte pour la libération du joug étranger.

Les collègues croates et slovènes de Pribičević, qui l'avaient déjà côtoyé dans les assemblées austro-hongroises, sont d'un tout autre avis. Les élites politiques et les sociétés croates et slovènes ont connu des décennies de lutte pour l'affirmation de leur propre identité politique et culturelle au sein des diverses assemblées régionales, selon la structure complexe de l'Autriche-Hongrie. Dans ces assemblées élues selon des critères restrictifs, l'agenda national recueillait l'ensemble des suffrages de toutes les sensibilités politiques, slovènes et croates. Y renoncer au profit d'une identité nationale assez imprécise, celle de la nation commune faisant abstraction des différences historiques, culturelles et religieuses,

²² Nebojša A. Popović, *Srpske parlamentarne stranke u Kraljevini SHS 1918-1929*, (Les partis parlementaires serbes dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes 1918-1929), *Istorija 20. Veka*, N° 2, Belgrade 2008, p. 90.

²³ Branislav Gligorijević, *Demokratska stranka i politički odnosi u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca*, (Le parti démocrate et les relations politiques dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), Belgrade 1970, pp 46-56.

devient une tâche impossible pour les Croates et les Slovènes. Leur vision politique est très largement conditionnée par la volonté de donner du corps à leurs revendications nationales aussi bien territoriales que politiques et culturelles. L'adhésion rapide et inconditionnelle à l'union doit être comprise comme plus motivée par la peur face à l'avancée de l'armée italienne en Adriatique et en Slovénie que comme une véritable adhésion à l'idée de l'état-nation commun.

Les différentes visions de l'union sont au cœur de l'agitation politique en vue des élections de novembre 1920 pour l'assemblée constituante. Josip en eut déjà connaissance lors de sa quarantaine à Maribor. Les anciens prisonniers de guerre revenant d'Union soviétique sont tenus à l'écart pour éviter qu'ils ne fassent de la propagande bolchevique. Néanmoins, intéressé par la vie politique, Josip part pour Zagreb dès qu'il le peut, puis à Kumrovec, son village natal, afin de retrouver sa famille dont il n'a aucune nouvelle depuis si longtemps. Les nouvelles sont mauvaises : il apprend déjà à Zagreb que sa mère était morte en 1918. C'est un choc terrible, car elle incarnait pour lui la famille et les souvenirs d'enfance. Selon son propre témoignage, l'image de sa mère représentait le lien émotionnel avec la famille et la patrie tout au long de ses longues années d'exil.²⁴ En son absence, les retrouvailles avec sa famille prennent la forme du recueillement. En effet, rien n'est plus comme avant, car il ne trouve qu'un de ses frères dans son village natal. Ses parents, son frère cadet et ses deux sœurs ont déménagé au sud de Zagreb, où son père est garde forestier. Après s'être recueilli sur la sépulture de sa mère, Josip doit retourner vers sa famille pour des affaires pressantes. Son épouse Pelagija, enceinte de son fils, est sur le point d'accoucher. L'aîné des enfants de Josip naît donc dans la maison de Matilde, la sœur de Josip, à Zdenčina, un village de la région de Jastrebarsko au sud de Zagreb. Il ne vécut que quelques heures, et en l'espace de quelques jours ce deuxième malheur terrible frappe durement Josip. Éprouvé par ses drames familiaux, il se doit néanmoins de penser à faire vivre son couple. Il décide de repartir à Zagreb en quête de travail, laissant son épouse aux bons soins de ses sœurs afin qu'elle reprenne ses forces.

Josip retourne à Zagreb début novembre 1920 et plonge dans l'agitation politique qui accompagne les préparatifs des élections. Il a deux

²⁴ Récit à caractère autobiographique de Tito, Bugojno le 20 novembre 1979, AY 838, boîte 41.

contacts à Zagreb : le syndicat des métallurgistes dont il a été membre jadis, et l'amicale des anciens prisonniers de guerre en Russie. La compagnie soldats ayant vécu la Révolution d'octobre l'amène naturellement vers le parti communiste yougoslave. Il s'y inscrit officiellement à une époque où le parti est parfaitement légal. Le parti communiste yougoslave est créé en 1919, lors de l'union des ailes gauches des partis socialistes des Serbes, Croates et Slovènes. L'appellation exacte est « parti socialiste ouvrier yougoslave », avec entre parenthèses « communiste ». Cette appellation prend toute sa signification à partir de 1920 lorsque le parti yougoslave rejoint l'Internationale communiste et change son nom en parti communiste (PCY).²⁵ Lorsque Josip en devient membre, le parti connaît un essor sans précédent dans un pays dévasté par la guerre et ravagé par la crise économique aggravée par l'impossibilité de créer un espace économique commun.

L'intégration économique du Royaume se voit largement entravée par l'étonnante longévité des anciennes frontières économiques. Au sein de l'empire des Habsbourg, deux parties, autrichienne et hongroise, avaient chacune son propre système économique et son propre réseau de chemins de fer. En revanche, la Bosnie - Herzégovine était gérée directement de Vienne, par l'instance commune de l'empire. La Serbie avait, elle aussi, son propre système économique, son réseau de chemins de fer et sa devise nationale. L'amalgame de tous ces systèmes économiques distincts et séparés s'avéra impossible et le flux économique poursuivit ses relations traditionnelles. En conséquence, la Croatie continua d'être plus proche de Budapest que de Belgrade, malgré l'établissement des nouvelles frontières. C'est le cas aussi pour la Slovénie, toujours tournée principalement vers Vienne.²⁶

Aux difficultés dues à l'impossibilité de créer un marché et une économie communs s'ajoute la crise agricole. La guerre a dévasté l'agriculture serbe. Les tentatives des nouvelles autorités (représentées souvent par des fonctionnaires serbes nouvellement nommés) de faire le recensement des terres agricoles et du cheptel en Croatie provoquent des révoltes

²⁵ Branislav Gligorijević, *Komintern Jugoslovensko i srpsko pitanje* (Le Komintern et les questions yougoslaves et serbes), Belgrade 1992, pp. 38-40.

²⁶ John R. Lampe, *Yugoslavia as History. Twice There was a country*, Cambridge University Press, London 2002, deo, Ekonomski prepreke za ujedinjenje.

paysannes.²⁷ En conséquence le rendement agricole diminue d'au moins 20% seulement en Croatie. De surcroît, les négociants croates cherchent à exporter la production ainsi réduite vers les deux capitales de l'ancien empire où existe une grande pénurie de vivres, et de ce fait les prix sont fort élevés. La capitale croate subit donc les effets des carences de la politique agricole, et la vie y devient très chère. En revanche, l'industrie croate concentrée principalement à Zagreb n'a pas subi les destructions dues à la guerre, et repart de plus belle, offrant des occasions d'emploi pour un mécanicien tel que Josip. Cependant le problème de conversion des devises, entre la couronne des Habsbourg et le dinar serbe, provoque une importante inflation notamment dans les centres industriels.²⁸ Josip peut donc facilement trouver du travail et même en changer, mais il n'arrive pas à gagner suffisamment pour faire venir son épouse. Contraint donc à un célibat forcé, il commence à militer activement dans le parti. Il distribue les tracts du parti et relate lors des réunions informelles son expérience personnelle de la vie en Union soviétique. En tant que militant, il peut aussi savourer l'éclatant succès du PCY aux élections pour la Constituante de novembre 1920.

Les communistes ont su recueillir les suffrages de tous les laissés-pour-compte du Royaume. Leur électorat est composé des ex-prisonniers de guerre revenus de Russie, à l'instar de Josip, de tous ceux qui en dehors de la Croatie veulent marquer leur rejet de l'unitarisme de Belgrade, notamment en Macédoine et au Monténégro, des ouvriers serbes qui ne trouvent pas de travail dans une économie serbe dévastée par la guerre, de leurs camarades croates qui souffrent de l'inflation. Ainsi le parti devient la troisième force parlementaire du pays avec 59 députés et le quatrième parti politique par le nombre de votes recueillis. Mais les autorités réagissent presque immédiatement à ce genre de menaces pour l'ordre établi. La coalition gouvernementale, composée des principaux partis serbes, slovènes et d'un petit parti croate, effrayée par le succès électoral des communistes, décide de réagir dès décembre 1920. En réponse à une série de grèves des mineurs, notamment en Slovénie, organisée par le PCY,

²⁷ Miro Kovač, *La France, la création du royaume « yougoslave » et la question croate, 1914-1929*, Bern : Peter Lang; p. 151.

²⁸ Le taux d'échange entre le dinar serbe (qui avait gardé sa parité avec le franc français), et la couronne autrichienne (qui en revanche avait été dévaluée de 80% par rapport au mark allemand), était finalement fixé à 5 couronnes pour 1 dinar.

le gouvernement décrète l'interdiction de toute propagande à caractère communiste. Les syndicats communistes sont interdits, les militants du parti emprisonnés, seuls les parlementaires élus sont épargnés. Le parti est donc confiné au Parlement et toutes ses activités potentiellement subversives deviennent répréhensibles.²⁹

L'action des autorités contre le PCY reste un cas isolé. Les autres partis d'opposition issus des élections de novembre prennent pleinement part à la vie politique : l'enjeu principal des élections n'était pas les questions sociales, mais constitutionnelles et nationales. La meilleure preuve en était l'éclatant succès du Parti populaire et paysan croate de Stjepan Radić, qui recueillait seulement un faible pourcentage des suffrages exprimés lors des élections avant la Grande Guerre. En revanche, en novembre 1920, il devient le plus grand parti politique, avec 55% de suffrages en Croatie, par son refus d'accepter la monarchie (il se déclare républicain) et le concept de l'état commun centralisé.³⁰ Désormais Radić et son parti incarnent l'idée de l'identité nationale et culturelle des Croates et de la Croatie.³¹ Il est vrai aussi que son électorat paysan accède au droit de vote pour la première fois dans le nouveau Royaume. Néanmoins, ce bouillonnant tribun et champion de la cause croate devient la figure de proue d'une conception alternative du Royaume, fédérale ou confédérale.

Le succès de Radić lors des élections de novembre 1920 est néanmoins tout relatif, car les élections amènent à l'Assemblée constituante une majorité de partisans d'une constitution centralisée. Elle est formée par des partis serbes, comme les radicaux (avec leur chef historique et emblématique Nikola Pašić), les partis transnationaux, comme les démocrates disposant, néanmoins, d'une composante serbe majoritaire,

²⁹ Dušan T. Bataković, *La Yougoslavie : nations, religions, idéologies*, Lausanne : L'Age d'Homme 1994, pp.42.

³⁰ L'intitulé exact du parti lors des élections de novembre 1920 était, *Hrvatska pučka seljačka stranka*, (Parti populaire et paysan croate), pour être changé déjà le 8 décembre en *Hrvatska republikanska seljačka stranka*, (Parti républicain et paysan croate, PRPC), afin d'accentuer son caractère républicain. Le titre sous lequel il sera connu tout au long de la période entre les deux guerres, *Hrvatska seljačka stranka*, (Parti Paysan croate, ou PPC) sera pris seulement en 1925, lorsque Radić accepte de conformer son action politique au cadre constitutionnel du Royaume.

³¹ Ivo Goldstein, *Hrvatska 1918-2008*, EPH Liber, Zagreb 2008, pp. 44-49.

et du parti musulman de Mehmed Spaho³². Ce dernier conclut au printemps 1921 un accord avec Pašić, créant ainsi une majorité en faveur de la constitution centralisée. En revanche, l'opposition, et notamment le parti de Radić, refuse même de siéger au Parlement. Il exige impérativement que les conditions de l'union soient l'objet de nouvelles négociations entre les représentants du peuple souverain croate, c'est-à-dire son parti, et les partis serbes, niant ainsi le fait même de l'union et rejetant l'idée d'une constitution commune. Les communistes, protestant contre le décret de décembre, ne siègent pas non plus au Parlement de Belgrade. La seule véritable opposition présente est celle du parti démocrate-chrétien slovène d'Antun Korošec.³³ Il présente sa mouture de la constitution, fédérale, prévoyant six entités, qui auraient transféré au gouvernement commun un certain nombre de leurs prérogatives.³⁴

La constitution consacrant la monarchie centralisée est votée par la coalition gouvernementale malgré l'abstention des communistes et les partis respectivement de Radić et de Korošec. La constitution se voit solennellement proclamée le 28 juin 1921, à une date hautement symbolique pour les Serbes. Le Royaume devient ainsi une monarchie constitutionnelle, dont le souverain, après le décès du roi Pierre, est son fils, Alexandre, couronné en novembre 1921. Le Royaume commence ainsi une vie politique et parlementaire selon le modèle serbe et le principe : un homme, une voix. Désormais la force des arguments nationaux est directement proportionnée à leur poids électoral et leur capacité à faire des coalitions. Dans ces conditions, les partis serbes, grâce notamment à leur expérience parlementaire, mais aussi à leur poids démographique, ont un certain avantage. Cependant, comme ils transposent leur pratique de jadis dans une société multinationale, les partis serbes se présentent en ordre dispersé, tandis que les autres nations forment immédiatement un

³² Le parti musulman (*Jugoslovenska muslimanska organizacija*, ou JMO), était formé d'anciens dignitaires de l'époque ottomane, qui se souciaient avant tout de faire respecter leurs privilèges en tant que grands propriétaires terriens.

³³ L'intitulé du parti était *Slovenska ljudska stranka*, ou Parti populaire slovène, et il était dirigé par Antun Korošec, un ancien prêtre catholique et docteur en théologie de l'Université de Graz.

³⁴ Les entités prévues étaient : Serbie, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Macédoine. Le Kosovo et la Vojvodine faisaient partie de la Serbie. Lampe, *op.cit.*, p.56.

bloc national représenté par un seul parti, à l'instar de celui de Radić ou de Korošec. Les gouvernements sont donc le fruit de coalitions entre les partis nationaux des Croates, Slovènes et musulmans, avec les partis des diverses orientations politiques des Serbes.

Josip ne suit pas le combat constitutionnel, puisqu'il n'arrive pas encore à trouver un travail suffisamment rémunérateur pour faire venir son épouse à Zagreb. Il craint aussi que son militantisme ne lui vaille d'être arrêté. Une annonce parue dans le journal *Novosti* de Zagreb propose une solution plus calme, loin de l'agitation politique et économique de Zagreb. Le poste proposé est celui de machiniste dans un moulin à vapeur à Veliko Trojstvo, une ville à soixante kilomètres au nord-est de Zagreb. La rémunération prévue est plus que confortable, 2400 dinars par mois, plus des quantités importantes de farine. En quelque sorte, Josip trouve la solution concernant sa situation précaire en répétant l'expérience positive de son séjour chez les Kirghises en Sibérie.

La pastorale à Veliko Trojstvo (Grande Trinité)

Josip et son épouse, à nouveau réunis, déménagent donc fin janvier 1921 à Veliko Trojstvo près de la ville croate de Bjelovar, sur la propriété de Samuel Polak, un riche Juif qui, outre des terres, possède ce moulin à vapeur. C'est un homme aimable et jovial, heureux de trouver en Josip un homme capable de faire la révision des installations du moulin et de les mettre en marche. Il laisse entièrement la charge du fonctionnement du moulin aux mains de Josip, qui peut enfin s'employer à créer un cadre familial pour lui et son épouse. Après un bref séjour chez un paysan, ils s'installent dans une petite maison adjacente au moulin. Ils y retrouvent, toute proportion gardée, le rythme de vie qu'ils avaient vécu dans la patrie de Pelagija. Occupé par les affaires familiales, éloigné dans la province croate, Josip peut seulement suivre de loin le processus de marginalisation du parti communiste. Contraint de réduire ses activités au minimum, le parti vit une crise qui pousse ses plus jeunes membres vers une dérive anarchisante. Ils concentrent leur haine sur le ministre de l'Intérieur, Milorad Drašković, auteur du décret de décembre interdisant l'activité du parti. L'assassinat du ministre en juillet 1921 provoque la mise hors la loi du parti et l'emprisonnement massif de ses dirigeants et de ses militants. Le parti communiste est donc contraint à la clandestinité,

déclenchant ainsi un long et difficile processus de transformation intérieure, auquel Josip, isolé dans son moulin, ne participe guère.

La vie de Josip est rythmée par les obligations quotidiennes au moulin et les petits travaux de ferronnerie, voire la participation aux travaux saisonniers comme le battage des grains où il a la charge de la mécanisation. Ses revenus se voyant augmentés, Josip vit avec Pelagija dans une chambre et une cuisine qui lui sont allouées par Polak, un employeur somme tout agréable. Les deux ont connu quelques différends, au point que Josip a même quitté son travail pendant quelques mois, pour le retrouver par la suite dans les mêmes, voire de meilleures conditions. Grâce à la stabilité de l'emploi et l'aisance toute relative dont ils peuvent se prévaloir, Josip peut fonder une famille dans des conditions convenables. En décembre 1921 Pelagija donne naissance à une petite fille du nom de Zlatica, et en novembre 1922 naît le petit Hinko, qui malheureusement ne vit que quelques jours.

Cette existence paisible est troublée par l'apparition de Stevo Šabić courant 1921, un ancien officier et prisonnier de guerre en Russie. Ce frère d'armes raconte à Josip sa participation à la révolution d'Octobre et ses pérégrinations qui l'ont amené depuis la Russie, en route vers sa patrie, en passant par Vladivostok et Singapour. L'échange de souvenirs se transforme en une amitié durable, car ils partagent la même sensibilité politique. En l'absence de toute structure du parti communiste, ils s'orientent vers le parti de Radić. Šabić en est déjà membre et Josip assiste avec lui aux réunions du parti.³⁵ Le principal parti politique croate s'impose à eux comme un choix évident car Radić continue son opposition extraparlamentaire, rejetant en bloc la constitution et la monarchie. Il exige que l'identité nationale croate soit reconnue comme préalable indispensable aux négociations sur la recomposition fédérale ou confédérale de l'État commun.

Les deux gaillards parcourent joyeusement la région, propageant la parole de Radić dans les réunions du parti, faisant ainsi leur apprentissage du travail politique. Josip se souviendra que ce fut une école précieuse pour lui, puisqu'il apprit beaucoup des tribuns de l'indépendance croate

³⁵ Brochure sur la permanence de Josip à Veliko Trojstvo, Bjelovar 1963, AY, 838, boîte 43.

sur la communication avec les masses.³⁶ Les deux ex-soldats s'emploient aussi à collecter des armes, que Josip cache soigneusement dans le moulin. Leur action fait penser davantage à l'aventurisme d'anciens soldats de la Grande Guerre], plutôt qu'au véritable militantisme politique, ce qui en dit long sur les horizons et l'éducation politique de Josip à l'époque. L'activité de Josip relève davantage de la camaraderie de poilus que d'une action socialement consciente. La volonté de s'engager dans l'activité politique ne lui manque pas, mais selon toute évidence, il ne dispose pas des connaissances suffisantes pour donner un caractère social à son engagement. Cependant il faut constater, à sa décharge, que l'alternative communiste n'existe pas avant janvier 1923, lorsque le parti communiste crée sa vitrine légale, le « Parti Indépendant des Travailleurs », en vue des élections parlementaires de mars de la même année. La présentation de la liste du Parti Indépendant dans sa circonscription électorale permet à Josip de renouer le contact avec les communistes yougoslaves. Josip et Šabić deviennent donc en mars 1923 officiellement membres de la cellule communiste clandestine nouvellement créée à Bjelovar.³⁷

Mars 1923 est une date charnière dans la vie de Josip, car c'est à ce moment que commence véritablement l'engagement de Josip au sein du parti communiste yougoslave. Les quelques mois à peine passés à Zagreb sont trop brefs et suivis d'une trop longue pause pour être significatifs. Désormais, son souhait d'agir dans le domaine politique sera encadré par les structures du parti, et les lacunes dans son éducation de militant communiste seront comblées par la ferme volonté propre à un homme du terrain de construire sa voie dans la vie et en politique. Josip se cherche depuis son séjour en Russie. Il est certain que son existence confortable comme machiniste ne satisfait guère ses ambitions dans la vie, et que la vie familiale ne peut les combler non plus.³⁸ Grâce à Šabić, il fait connaissance avec le parti de Radić, mais il ne peut pas s'identifier véritablement avec ce parti bourgeois où il resterait, du fait de son manque d'éducation et ses origines, confiné au statut de militant local. En revanche, Šabić a été officier et est issu d'une famille de petits propriétaires terriens. Le parti

³⁶ Récit à caractère autobiographique de Tito, Bugojno, le 20 novembre 1979, AY 838, boîte 4I.

³⁷ Brochure sur le séjour de Josip à Veliko Trojstvo, Bjelovar 1963, AY, 838, boîte 43.

³⁸ Récit à caractère autobiographique de Tito, Bugojno, le 22 novembre 1979, AY 838, boîte 4I.

communiste est l'endroit naturel pour un ancien syndicaliste, ex prisonnier de guerre en Russie qui veut construire sa vie. Josip commence son parcours de militant formellement au sein du parti Indépendant, vitrine légale du parti, en distribuant des tracts lors des élections de mars 1923.

Les premières élections selon la nouvelle constitution ne changent rien dans les rapports de forces dans le Royaume, si ce n'est que la scène politique se polarise davantage. Les partis transnationaux comme les démocrates sont en net recul au profit des champions de la cause nationale tels que les partis de Radić et de Pašić. Soutenu par le souverain, Pašić retrouve la présidence du Conseil, tandis que Radić s'impatiente dans l'opposition extraparlamentaire au point de tenir des discours insurrectionnels qui l'obligent à s'exiler par la suite. Le 14 juillet 1923, il fait un discours où il compare l'atmosphère dans le Royaume au climat révolutionnaire à la veille de la Révolution française.³⁹ L'excès de langage du bouillonnant champion de la cause croate est le témoignage de son impuissance politique. Les radicaux, aidés par le souverain et jouissant du soutien, en dehors du gouvernement, du parti démocrate, refusent d'envisager toute modification de la constitution et d'autant moins son abandon comme l'exige Radić. La question croate reste donc sans solution, tandis que la position des communistes s'aggrave de nouveau avec l'interdiction du parti Indépendant au début de 1924.

Josip, dans ce climat politique envenimé, découvre le mode de fonctionnement et les structures du PCY. Les élections se soldent par un échec cuisant pour le parti Indépendant qui n'a aucun élu, l'activité au niveau local ralentit considérablement. Les directives de la direction de Zagreb se font de plus en plus rares, laissant la place aux initiatives locales. Lorsqu'il est élu à la direction du comité local, au début de 1924, Josip en profite pour prendre l'initiative et proposer que le parti utilise les réunions du parti de Radić afin de promouvoir son propre agenda politique. En effet, il souhaite continuer l'activité politique qu'il connaît déjà, et qui, souvenons-nous en, était à l'origine une idée de son ami Šabić, mais dans une autre perspective. Il avance même l'idée qu'il faut rassembler des armes en vue d'une possible insurrection armée.

Ses initiatives révèlent un de ses traits caractéristiques, l'habileté à faire siennes les idées de ses proches, mais aussi à les faire accepter par les

³⁹ Kovač, *op. cit.*,

instances dans lesquelles il siège. Il se présente davantage, dès le début de sa vie politique, comme un organisateur, un homme de terrain, que comme un stratège voire un idéologue. Il est surtout très attentif aux liens avec les instances supérieures. Il se rend plusieurs fois à Zagreb afin de rencontrer les cadres de la direction régionale. Lors d'un de ses voyages avec son confrère Šabić, il propose de faire transporter les armes qu'ils ont réunies à la direction régionale du parti. Son interlocuteur, un cadre de la direction nationale, est tellement stupéfait de la proposition qu'il abrège l'entretien et s'en va au plus vite, convaincu qu'il a affaire à des provocateurs mandatés par la police.⁴⁰ L'excès de zèle, l'aventurisme et l'ambition personnelle ne seront finalement pas un handicap pour Josip : lors de ses voyages à Zagreb, il fait la connaissance d'Anton Mavrak, cadre du parti à Zagreb, et se lie d'amitié avec lui.

Mavrak était un Croate, né à Travnik en Bosnie, où il participe aux organisations révolutionnaires des jeunes unitaristes. Après le lycée il arrive, en 1920, à Zagreb où il s'inscrit à la faculté de Droit mais aussi au parti communiste. Il a une bonne plume et publie très souvent dans la presse cryptocommuniste, gravissant en même temps les échelons dans la hiérarchie du parti. Lorsqu'il fait la connaissance de Josip, il est membre du comité régional. Cet intellectuel, cadre du parti, se lie d'amitié avec Josip au point d'accueillir la famille de ce dernier lorsqu'il décide, en septembre 1925, de quitter Veliko Trojstvo. La décision n'était pas facile à prendre, mais l'atmosphère, même dans cette partie tranquille de la Croatie, avait changé. Josip et son épouse continuent à être accablés par des tragédies familiales. La petite Zlatica, à laquelle Josip était particulièrement attaché, meurt soudainement de diphtérie, en l'espace de vingt-quatre heures, en décembre 1923. Heureusement, la famille a la chance de voir naître un autre enfant, car en février 1924 naît Žarko, le seul de leurs enfants qui survivra à l'âge de la petite enfance.

À côté de ces difficultés familiales, le climat à Veliko Trojstvo se durcit au niveau politique. Mandaté par le parti communiste, Josip organise, en mars 1925, les funérailles d'un camarade, un ancien de la révolution d'Octobre, et y prend la parole, ce qui lui vaut d'être emprisonné pour la première fois. Le curé local le dénonce en présentant son discours comme de la propagande communiste. Après une semaine passée au cachot, il est

⁴⁰ Récit à caractère autobiographique de Tito, Bugojno, le 20 novembre 1979, AY 838, boîte 41.

remis en liberté, mais il est désormais fiché et connu comme communiste. La police locale commence à surveiller de près Josip et sa famille et leur domicile est perquisitionné régulièrement. De surcroît, le vieux Samuel Polak meurt, et son affaire est reprise par son gendre, avec lequel Josip ne s'entend pas, ce qui l'incite à partir. Néanmoins, lors de son séjour à Veliko Trojstvo, Josip se crée les seuls amis qu'il aura en dehors du parti, dont notamment Šabić. Dans les moments difficiles de sa vie de militant ou de cadre du parti, il se retourne à chaque fois soit vers sa famille, soit vers ses amis de Veliko Trojstvo. Cependant, le changement de sa perspective personnelle le pousse à privilégier son ambition politique et le décide à se transférer avec sa famille en septembre 1925 à Zagreb.

Les raisons familiales, professionnelles et politiques, n'expliquent qu'en partie sa décision. La cause véritable est sa volonté d'intégrer les structures du parti. Certes, les contraintes professionnelles après son différend avec le nouveau propriétaire du moulin l'obligent à aller tenter sa chance ailleurs, mais rien ne le contraint à un changement aussi profond de son mode d'existence. Il laisse définitivement derrière lui un monde tranquille, presque idyllique, rythmé seulement par les travaux agricoles et la vie familiale, au profit d'un engagement dans les syndicats et le parti. Josip décide de s'engager dans la lutte pour la cause du prolétariat, pour briser le « plafond de verre » social dans la société yougoslave, dont l'existence lui est apparu à Veliko Trojstvo. C'est un choix personnel qui résume le changement apporté par la Grande Guerre qui avait brisé les structures de la société d'antan en emmenant les hommes sur le front, loin de leurs contrées et de leurs habitudes, et dont ils sont revenus avec des exigences et des perspectives nouvelles, faisant naître un homme nouveau.

Mile Bjelajac

*Institute for Recent History of Serbia
Belgrade*

THE PRESENCE OF THE FRENCH ARMY
IN THE BALKANS AT THE END OF THE GREAT
WAR AND THE CREATION OF YUGOSLAVIA
NEW EVIDENCE AND CONTROVERSIES

Abstract: The historical assessment of the presence and the particular role of the French, Italian and Serbian armies in the aftermath of the armistice in the Balkans have had a long tradition. This paper offers a survey of the differences in the approach to the issue, especially in the light of the denials that the Yugoslav project represented a historically authentic South Slav movement and portrayals of it as an artificial project promulgated by French and Serbian power. The author of this paper tries to highlight the importance of the Allies' victory at the Macedonian (Salonika) Front and the far-reaching consequences of the end of the First World War and strengthening of the Yugoslav movement in Montenegro and the Habsburg Monarchy in its final days. The author emphasizes the fact that the scarce and scattered Serbian detachments would not have been able to impose unification if the majority of the South Slav population had been opposed to it in November and December 1918. The French army acted principally in the directions of Bulgaria, Romania, Ukraine, and Hungary. Only small detachments were sent to Rijeka (Fiume), Split, Bay of Kotor (Cattaro), and Skadar (Scutari). The predominant force was the Italian one. However, the commander-in-chief of the Allied Army of the Orient, General Franchet d'Espèrey, did his best to support the Serbian or Yugoslav cause, sometimes even against the instructions he received from Prime Minister Clemenceau.

Keywords: Macedonian (Salonika) front, French army, Serbian army, creation of the South Slav state, Franchet D'Espèrey, new historical revisionism

If anyone thought in the 1980s that everything was well-established and coherent in the historical narrative on this issue, they obviously failed in their judgment. New circumstances, especially the dissolution

of Yugoslavia in the 1990s, have brought new reassessments of the distant past. Some of them almost turned things upside down. But, on what academic grounds – one is compelled to ask. In this perspective, for instance, what was once “liberation and unification” has today become “an occupation” (of Croatia, Macedonia, and even Montenegro and Vojvodina) or “forcible annexation” (of the Yugoslav lands, Croatia, Montenegro or Kosovo).¹

There are views that the creation of Yugoslavia was a French mistake or a mistake in general. Instead, France should have turned turn to the Slovenes and Croats or even Hungary after WWI.² Almost every peace treaty, namely the treaties of Versailles or Trianon, is seen as unjust and in need of revision, even today. Or, in that type of interpretation, the Serbian friend Franchet D’Espèrey allegedly gave free rein to the Serbian Prime Minister Pašić to pursue his annexation ambitions. Another claim is that the whole offensive plan at the Salonika front had the hidden political goal of enabling Serbia to carry out its plan promulgated on 7 December 1914 (but with no mention of the Declaration of Liberation and Unification of Serbs, Croats, and Slovenes made in Corfu in 1917). There is also the view that Clemenceau supported the Serbs in their

¹ M. Bjelajac, “1918. – oslobođenje ili okupacija nesrpskih krajeva?” (1918 – Liberation or occupation of non-Serbian lands?), in *Prvi svetski rat i Balkan – 90 godina kasnije*. (World War One – 90 years after), Tematski zbornik radova. Beograd: Institut za strategijska istraživanja Odeljenje za vojnu istoriju, 2011, 199–122.

² S. Ramet, *Whose Democracy? Nationalism, Religion, the Doctrine of Collective Rights in Post-1989 Eastern Europe*. New York, Oxford: Boulder, 1997; N. Malcolm, *Kosovo: A Short History*. New York University Press, 1998; J. Adler, *L’Union forcée: La Croatie et la création de l’Etat yougoslave* (1918). Genève: Georg, 1997; F. Grumel Jacquignon, *La Yougoslavie dans la strategie Francaise de l’entre-deux-guerres (1918–1935) Aux origines du myth serbe en France*. Berlin: Peter Lang, 1999; M. Kovach, *La France, la creation du royaume "yougoslave" et la question croate, 1914–1929*, Peter Lang, 2001 (*Francuska i hrvatsko pitanje 1914–1929*); H. Sundhausen, *Geschichte Serbiens 19.-21. Jahrhundert*, Wien-Köln-Weimar 2007 (Serbian edition: *Istorija Srbije od 19. do 21. veka*. Beograd: CLIO, 2009); S. Pavlović, *Balkan Anschluss. The Annexation of Montenegro and Creation of the Common South Slavic State*. Purdue University Press, 2007; Š. Rastoder, *Janusovo lice istorije. Odabrani članci i rasprave*. Podgorica, 2000; Uloga Francuske u nasilnoj aneksiji Crne Gore, (priredio i pogovor napisao R. Šerbo). Podgorica, 2000; Đ. Borozan, “Crna Gora u Prvom svetskom ratu. Sudbina jednog savezništva”, in *Prvi svetski rat i Balkan – 90 godina kasnije*. Tematski zbornik u Institut za strategijska istraživanja, 224–231. Beograd: Odeljenje za vojnu istoriju, 2011.

“decisive battle against the Yugoslavs.³ To support this claim, some frequently quote Clemenceau’s instructions issued to Franchet D’Espèrey on 5 November, days after the Armistice of Villa Giusti. Namely, he (D’Espèrey) was to enable the occupation of areas of interest in Bosnia and Herzegovina and north of the Danube and Sava rivers.⁴

For some historians, it is acceptable to define the battle in the Balkans as a battle between Serbs and Croats in which the Serbs won.⁵ An old political piece of propaganda, claiming that the Serbs were implementing the provisions of the secret Treaty of London in collusion with Italy and France (with no mention of Britain), comes to life again on the pages of those scholarly works. One can even find the claim that “Italians and Serbs shared a prey”.⁶ Italians entered Rijeka (Fiume) although the city had been allocated to Croatia even in the Treaty of London (sic!).⁷

We can trace the influence of some older literature, like Ivo Banac’s *The National Question in Yugoslavia* (1985), or even older works, like Rudolf Horvat’s account *Hrvatska na mučilištu* (Croatia in the Torture House, 1942). According to the historian Gordana Jović, Banac did not try to understand the real motives and actions of the Serbs and instead chose to portray them as maliciously working against the Croats in the new state.

³ F. Le Moal, *La Serbie, du martyre a la victoire 1914–1918*, 14–18 Edition. Paris: SOTECA, 2008, 205, 219. Unlike Jasna Adler (*L’Union force. la Croatie et la création de l’Etat yougoslave* (1918); Geneva: Georg, 1997. Le Moal accepts the view of Professor Bariety that Franchet d’Espèrey, as well as Prime Minister Clemenceau, prioritized military rather than political goals in the final stage of the operations; Vojislav Pavlović emphasizes that Clemenceau opposed D’Espèrey’s ambitious plans in the Danube basin by giving priority to Romania and the Black Sea (see: V. Pavlovic, *La France et la Serbie dans la Grande Guerre*, RHA No 280, 2015, 35–65, 64–65).

⁴ J. Adler, *L’Union force*; 291; F. G. Jacquignon, *La Yougoslavie dans la strategie Francaise*; 29; Le Moal, *La Serbie*, 218; B. Krizman, *Raspad Austro-Ugarske i stvaranje jugoslavenske države* (*Dissolution of Austria-Hungary and the Creation of Yugoslavia*). Zagreb: Školska knjiga, 1975, 129.

⁵ M. Kovach, *La France, la creation du royaume “yougoslave” et la question croate, 1914–1929*, Peter Lang 2001; M. Kovač, *Francuska i hrvatsko pitanje 1914–1929*, Zagreb, 2005, 136.

⁶ *Ibid.*, 139.

⁷ *Ibid.*, 143.

For this period alone, some prominent revisionists have chosen to put some fundamental and well-grounded accounts aside: for instance, the academically very sound and in-depth account by Bogdan Krizman, *Dissolution of Austria-Hungary and the Creation of Yugoslavia* (Zagreb, 1975), which does not commonly appear on the reference lists of such works. And even if it does, it does not seem to have affected their views at all.⁸

Some new revisionists in Croatia or scholars who have adopted the new "Croat narrative" are likely to forget the address of the then Minister of Foreign Affairs, Ante Trumbić, in Split after he had signed the Treaty of Rapallo with Italy in November 1920:

"Italy is a strong national and cultural presence in international life, while our people are a new phenomenon. It stands out only for his youthful energy, and Serbia stands out especially for its heroism, perfect loyalty to the Allies, and unbridled longing for freedom."⁹

In Slovenia, as early as the 1980s, historians and some intellectuals were quick to forget the assessment of the liberation made by the Slovenian and Yugoslav politician Anton Korošec¹⁰ on 1 December 1918. He emphasized that the Slovenes were grateful to Serbia and the Serbian army "for their many acts for the defense of our territory." The scholar accounts like those by Lojze Ude and Janko Pleterski, who correctly wrote about the contribution of the Kingdom of Serbia and its army, were set aside – namely, their descriptions of how the Serbian army acted in the struggle for the future borders and the share of Slovene participation in that endeavor.¹¹ Following the new "political correctness" introduced in Slovenia in the late 1980s, some intellectuals insisted that the Slovenes had been deprived of their national institutions after 1918 in favor of

⁸ See also: B. Krizman, *Hrvatska u Prvom svjetskom ratu. Hrvatsko-srpski politički odnosi (Croatia in World War One. Croat-Serbian Political Relations)*. Zagreb: Globus, 1989.

⁹ M. Bjelajac, *Diplomatija i vojska. Srbija i Jugoslavija 1901–1999 (Diplomacy and Military. Serbia and Yugoslavia 1901–1999)*. Beograd: MC Odbrana, 2010, 119.

¹⁰ Dr. Anton Korošec (1872–1940), Catholic priest, Slovene politician, at the time President of National Council of Slovenes, Croats and Serbs (Zagreb, from 5 October 1918), and minister in numerous Yugoslav governments until his death.

¹¹ L. Ude, *Vojne akcije u Koruškoj 1918/19 godine, (Military Offensives in Carinthia 1918/1919)*. Beograd, 1950; J. Pleterski, *Prva odločitev Slovencev za Jugoslavijo, Ljubljana (Serbian edition: Prvo opredeljenje Slovenaca za Jugoslaviju)*. Beograd, 1976.

Serbian-dominated ones. So, the new explanation for the disbandment of the national Slovene military units and creation of a joint Yugoslav army was seen as yet another form of Great-Serbian hegemony (Janez Švajncer).¹²

Revisionist tendencies are also apparent in the writings of some Montenegrin historians. In the new argumentation, the words "occupation", "reoccupation", "forcible annexation", "betrayal by Allies", or even "Anschluss" became common. To support their claims, those scholars use the old literature of communist provenance, reprints of wartime propaganda by Montenegrins in exile, or propaganda against the unification of Montenegro and Serbia. Despite extensive literature that established the role of Italy in helping the opponents of unification, its policy of weakening the position of the new Kingdom of SCS (Yugoslavia) at the Paris Peace Conference and aspiration to occupy the Slav lands even beyond the borders delineated in the secret Treaty of London (1915), the revisionists' approach still selectively uses those data. Sometimes, even the basic chronology is dropped. They insist that the Serbian army occupied Montenegro and enabled the intrigues that helped the unionists to prevail, while France supposedly turned a "blind eye". They try to conceal the fact that the Serbian (Yugoslav, in fact) forces were five times outnumbered by the local rebel forces, which had actually wiped out the Austrian occupiers and had full control of the territory. In addition, in order to avoid applying an ethnic adjective to the Montenegrin population, they usually rename or drop the full name of the Assembly in Podgorica, which proclaimed unification with Serbia on 26th November 1918 (according to the Gregorian calendar) by an overwhelming majority. Instead of the name "Great National Assembly of the Serbian People in Montenegro", they simply use the name "Podgorica Assembly", just like it was commonly done in socialist Yugoslavia when the Montenegrin nation was promulgated. The focal point in the new reinterpretation (or, more accurately, revived old version from 1918) is the so-called Christmas rebellion in the vicinity of the Montenegrin capital of Cetinje in January 1919. The role of King Nikola (dethroned on 26th November) and his loyal associates in exile or at home and the role of Italy, which supported

¹² J. J. Švajncer, *Slovenska vojska 1918–1919, (Slovenian Army 1918–1919)*. Ljubljana: Prešernova družba, 1990.

the rebellion, are heavily distorted or presented with carefully selected data in order to avoid the fact that the Christmas rebellion was mounted in favor of Italy and actually put down by the Montenegrin forces of the unification supporters. In short, they insist that Montenegro was not liberated on that occasion and that it was instead occupied by the far more numerous Italian, French, British, American, and Serbian forces. The Serbian troops allegedly had full French support and free rein to implement the policy of unification. To this end, even chronology can be turned upside down. In those interpretations, it was the evacuation of the Allied forces in the spring of 1919 and throughout the 1920s that left the Serbian army in Montenegro to block the free self-determination of the Montenegrin people.¹³

There are some historians who claim that the experiences and fates of Yugoslavia and Czechoslovakia “prove” that their respective unifications were an unsuccessful experiment.¹⁴

Some historians are willing to accept that Yugoslavia was formed by the will of the victorious powers at Versailles alone. That is to say that it was an artificial state and that no one asked its peoples what they wanted. Alternately, for selfish reasons, France established that state and subdued it to Serbian hegemony.

In order to minimize the complexity and historical reality of those events, some historians ignored the deeper historical roots of political

¹³ D. Vujović, *Ujedinjenje Crne Gore i Srbije*. Titograd: Istorijski Institut narodne republike Crne Gore, 1962; *Idem*, *Podgorička Skupština*, Zagreb: Školska knjiga, 1989; Š. Rastoder, *Janusovo lice istorije. Odabrani članci i rasprave*, Podgorica, 2000; *Uloga Francuske u nasilnoj aneksiji Crne Gore* (edited with an afterword by R. Šerbo), Podgorica, 2000; Sr. Pavlović, *Balkan Anschluss. The Annexation of Montenegro and Creation of the Common South Slavic State*. Purdue University Press, 2007; Đ. Borozan, *Crna Gora u Prvom svetskom ratu*, 229–230.

¹⁴ K. Donald, *On the Origins of War and the Preservation of Peace*. New York: Ancor Books, 1996, 293; J.-N. Grandhomme, “Le Marechal Franchet D’Espèrey, trait d’union entre la France et la Serbie”, in *La Serbie et la France une alliance atypique, Relations politiques, économiques et culturelles, 1870–1940*, dir. Doussan Batakovitch). Belgrade: Institut des études balkaniques, 2010, 297–313, 312; J.-N. Grandhomme, “Le General Paul Vanel (1864–1920) et le rôle de la France dans la rattachement du Monténégro au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes”, in *De Part et d’autre du Danube. L’Allemagne, l’Autriche et les Balkans de 1918 de 1815 à nos jours*, dir. Mathieu Dubois & Renaud Meltz. Paris: PUPS, 2015, 97–116.

movements and figures, their ideological convictions or the pro-Austrian persons who acted chauvinistically against the Serbs in 1914 and later. Certain historians sometimes turn to secondary sources and then take someone's assumptions or a personal opinion as proof of their claims. So, for example, one can find among the listed "the credible witness" some known opponents of the unification and creation of a common South Slav state. Such "proof" then becomes a far-reaching argument for the historical evaluation of the peace treaties signed after World War One and the creation of the South Slav state.

Some historians show little interest to delve deeper into the military mindset and operational motivation of the time. Instead, they speculate and insinuate political second thoughts, assigning them to some desperate nations or groups. In order to offer the so-called "new approach", they use the available sources very selectively. At times, they even tailor the surviving documents to suit their purpose.¹⁵ Sensitive questions faced by the Allied leaders, like how to preserve peace, and for how long, and by what means, seem to be of little interest to some historians.

How did a second-rate front become the decisive one?

It is worth revisiting this topic since we frequently hear that the South Slavs in Austria-Hungary liberated themselves by declaring independence. Consequently, there was no need for Serbia and the Allies to liberate them.¹⁶ But, one can ask why they did not do so in 1914 or before that. What had happened in the meanwhile? Germany was still firmly entrenched on French and Belgian soil when she asked for an armistice, and the Austro-Hungarian army was still in Italian territory. Something had really happened and forced the Central Powers to give up their fight and surrender.

¹⁵ Jasna Adler tends to use this method in her book (*L'Union force*; 328–329). For an analysis see: M. Bjelajac, G. Krivokapić-Jović, *Prilozi iz naučne kritike, Srpska istoriografija i svet*. Beograd: INIS, 2011, 141–142.

¹⁶ H. Matković, *Povijest Jugoslavije (1918–1991)*. Hrvatski pogled. Zagreb: Naklada Pavličić, 1998; M. Bjelajac, G. Krivokapić-Jović, *Prilozi iz naučne kritike, Srpska istoriografija i svet*. Beograd: INIS, 2011, 40.

The Salonika Front was, up to 1917, a secondary front for the Allies. But, in early spring 1918, during the German offensive in the West, it became of outmost importance. General Ferdinand Foch insisted on its immediate activation and offensive. General Guillaumat, the commander-in-chief of the Allied Army of the Orient, started consultations with his highest British associate, General Milne, but, interestingly, at this point, they still stuck to the idea of breaking the enemy front through the Vardar valley and Doiran Lake, towards the Stroumitza valley. They saw the Serbian mountain front as impenetrable.¹⁷

Fortunately, the new commander-in-chief who replaced Guillaumat, General Franchet D'Espèrey, accepted an old idea of the Serbian colonel Živko Pavlović and the Serbian Supreme Command: to make a strategic surprise on the Serbian front by reaching the Vardar river in the zone of Gradsko and the city of Prilep, thereby cutting off the enemy front in two and threatening the rear of its detachments before other Allied positions. For this purpose, the Serbian army was reinforced with two French divisions (17th and 122nd) and by almost the entire reserve of the heavy artillery of the *l'Armée d'Orient*.¹⁸ It is worth mentioning that D'Espèrey was an old partisan of the idea of resolving the war through an indirect approach on the Balkan front. In 1915, no one listened to his suggestions. Three years later, he was in a position to prove his views, and he did.¹⁹ The plan worked out well. It surprised not only the enemy but also the highest Allied leaders, political and military alike. Its impact exceeded expectations.

¹⁷ P. Opačić, *Solunska ofanziva 1918, Srpska vojska u završnom periodu Prvog svetskog rata*. Beograd: Vojnoistorijski institut 1980, 56–59; J. B. Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914–1918*, Perin, 2002, 401; F. Le Moal, *La Serbie du martyre à la victoire 1914–1918*, 204; L. Franše D'Epere, *Memoari, Solunski front, Srbija, Balkan, Centralna Evropa 1918–1919*, prir. Vojislav Pavlović. Novi Sad: Prometej 2018, 44–54; J.-N. Grandhomme, *Le Marechal Franchet D'Espèrey, trait d'union entre la France et la Serbie*, 304; *The Salonica Theatre of Operations and the Outcome of the Great War*. Thessaloniki: Institute for Balkan Studies, 2005.

¹⁸ P. Opačić, *Solunska ofanziva 1918*, 58. The Serbian plan was hatched in June 1917, but it was rejected. It was not before 5th June 1918 that General Guillaumat came close to accepting it, but he was removed from his post of commander-in-chief on June 9 and replaced by General D'Espèrey: See also the memoirs of Marechal D'Espèrey (L. Franše D'Epere, *Memoari, Solunski front, Srbija, Balkan, Centralna Evropa 1918–1919*, prir. Vojislav Pavlović. Novi Sad: Prometej 2018).

¹⁹ L. Franše D'Epere, *Memoari*. 59, Annex 149 (Letter from General Petar Pešić to General Franchet D'Espèrey, Paris, Septembre 23, 1919).

For one reason or another, this impact has usually been underestimated in favor of the Western front. Even the Italians attribute much greater importance to their offensive in late October 1918. However, in 1933, one paragraph in the great French edition of wartime documents, *Les Armées Françaises* correctly attributes far-reaching results to the victory in Macedonia. The victory and steady advance towards the Danube, Sarajevo and Skadar/Scutari “not only caused the capitulation of Bulgaria and Turkey, but also prompted Austria-Hungary to lay down its arms and Germany to abandon the idea of continuing the fight.”

In his diary, British Admiral Ernest Troubridge noted on 28th November 1918: “The Serbs who are so particular not to admit foreign interference only admit me as a 4-year old friend and Franchet D’Espèrey.”²⁰ He also noted his fears about the future interpretations of the Allies’ success on the Balkan front in favor of the Western front:

“The H.Q.S. sent me the account of the Battle of the Moglenitza. ... This battle, begun on September 15th broke completely the Bulgar-German army in Macedonia, compelling them to beg an armistice and surrender on September 30. The very name of the battle is unknown today and the military establishment in France will not for a moment allow that it had any bearing on the collapse of Germany, which they attribute entirely to their pressure in France. Contemporary judgements of great world events are usually at fault. In my opinion future historians will see in this battle of the Moglenitza the first link in a chain of events which only became immediately possible on account of that victory. The collapse of Bulgaria opened the direct and undefended way to Constantinople. Having been grievously defeated by General Allenby in Palestine, the Turks had no troops to defend Constantinople and accordingly demanded an armistice and surrendered. The surrender and elimination of both Bulgaria and Turkey opened the direct route to Budapest and Vienna. The Austrians ... at once demanded an armistice and surrendered, military pressure on the Piave assisting but not so decisive. This at once opened a direct and independent route to Saxony and Bavaria and the rear being thus in danger Germany demanded an armistice and surrendered. I think history will give events somewhat as above. The hypothetical question, would Germany have been able to retire the shortened lines, first to Meuse, then to Rhine and continue to struggle? Would Entente in that event stick it out? But

²⁰ E. Troubridge, *The Forgotten Admiral. Extracts from the Diary of Sir Ernest Troubridge (1915–1919)*, Zaboravljeni admiral ser Ernest Trubiridž. Izvodi iz dnevnika Belgrade : RTS, 2017, 292.

for the victory of Moglenitza these hypotheticals would have become real questions. How will history answer them?"²¹

Two weeks later (entry for 7th January 1919), Troubridge would add:

"General Franchet D'Espèrey has gone to Paris ... Every effort has been made in France to diminish his action here, or rather the magnitude of the results achieved. The French army have quite openly put it down to the jealousy of Foch and hint that it is class jealousy, Franchet D'Espèrey representing the aristocratic type of French officer, Foch the plebeian."²²

Well, fortunately, some contemporaries as well as historians give a more balanced and accurate interpretation. Namely, Louis Cordier in many of his articles and accounts did not want to abandon his brothers-in-arms and downplay what they did. His book *Victoire éclair en Orient 15/19 septembre 1918. Bataille pour les cimes* (1968) is particularly notable and was awarded by the French Academy of Sciences.

Jean-Baptiste Duroselle and some other authors would note that the decisive strike in the East by Franchet D'Espèrey not only brought the Bulgarians to their knees but also forced General Ludendorff to admit defeat on 28th September and demand from the German government to negotiate an armistice, which they did on 6th October. Duroselle, however, did not even mention the Serbs, only D'Espèrey and General Jouinot-Gambetta and his cavalry.²³

The Austrian General Glaise-Horstenau wrote of Hindenburg and Ludendorff's decision back in 1928 in his work *Die Katastrophe*.

Liddell Hart, in his well-known study *Strategy of Indirect Approach*, attributed the greatest importance to the achievements on the Salonika front for the final defeat of the Central Powers and fixed 29th September as the decisive moment when the German leadership understood the course of the war in spite of the stable situation during October on the Western front.²⁴

²¹ *Ibid.*, 302.

²² *Ibid.*

²³ J. B. Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914–1918*, Perrin, 2002, 401, 400; A. Sheldon-Doublaix, "Marine et le théâtres balkaniques durant la Grande Guerre", *RHA*, 289 (2015), 87–98.

²⁴ L. Hart, *Strategija posrednog prilazjenja*. Beograd: Vojno delo, 1952, 280. "The issue of the war had been finally decided on the 29th September – decided in the mind of the German Command. Ludendorff and his associates had then 'cracked' and the sound

Everything was accomplished, writes Hart, “by an indirect approach in a far-distant theatre. This was the Allied offensive on the Salonika front. Aimed at the sector where the terrain was so difficult that the defenders were few, it soon broke through ... This achievement not only knocked away the first prop of the Central Alliance but opened the way for an advance upon Austria’s rear. The menace became closer when an Italian offensive fell on and broke through Austria’s morally shaken and physically exhausted front; for with Austria’s prompt capitulation her territory and railways were available to the Allies as a base of operations against Germany’s back door. In September General von Gallwitz had told German Chancellor that such a contingency would be decisive.”

The German Emperor Wilhelm II in his telegram of 29th September to the Bulgarian High Command bitterly remarked: “62.000 Serbian Soldiers decided the fate of the war. Shame!!!” Historian Andrej Mitrović quotes the following passage from the book that Hugo Kerchnawe, one of the highest-ranking Austrians in Belgrade’s General Military Government, wrote in 1921 based on official records: “The underrated Salonika Front became a decisive battleground in the fall of 1918. Namely, the collapse of Bulgaria and extended enemy advances increased the likelihood that Italians could undertake a decisive offensive in the Alps, while the Central Powers could not transfer necessary reinforcements from Western Front at which the German army ... and the already shaken self-confidence was rapidly eroding, particularly in Austria-Hungary.”²⁵

Intentions of the Serbian and Allied Supreme Command

The Serbian Supreme Command was, as one of the Allies, under the command of General Franchet D’Espèrey, commander of the Allied Army of the Orient. At the end of October 1918, the French general, through a

went echoing back-wards until it had resounded throughout the whole of Germany. Nothing could catch it or stop it. The Command might recover its nerve, the actual military position might improve, but the moral impression- as ever in war- was decisive.”

²⁵ P. Opačić, *Solunska ofanziva 1918*, 287; A. Mitrović, “Political Consequences of the Break Up of the Salonika Front”, in *The Salonika Theatre of Operations and the Outcome of the Great War*. Thessaloniki: Institute for Balkan Studies, 2005, 321–341.

Serbian delegate, told Field Marshal (Vojvoda) Živojin Mišić²⁶ that, for political reasons, it was necessary to transfer several dozen Serbian soldiers across the Danube, Sava and Drina as soon as possible, so that the communiqué could state that Serbian troops had crossed into Austro-Hungarian territory. Having received that message on October 30th, Marshal Mišić ordered his army to send small detachments over the rivers on observation missions, as well as to rest the main force for a while, keeping them closer to the supply sources and bases.²⁷

However, in a dispatch addressed to General Bojović²⁸, Marshal Mišić added that the commander knew that Romania had pretensions on “our” Banat. This fact suggested that it was necessary that Serbian troops reach, as soon as possible, the line Bela Crkva-Vršac-Timisoara and not to allow the Romanian troops to enter Banat. In his order, Marshal Mišić insisted that sufficiently strong units must be transferred across the Danube as soon as possible. However, the Supreme Command warned Bojović that these motives were strictly intended for him personally.²⁹

The capitulation of the Austro-Hungarian army in Villa Giusti on 3 November was not accepted by Hungary, so the operations had to be continued against both Germany and Hungary. The armistice with Germany was signed on 11th November and with Hungary on 13th November. The Italian government and army did not intend to respect the provisions of the armistice and set out in advance to occupy all the territories promised to it by the secret Treaty of London (1915) by the Allies and beyond. These independent actions caused misunderstandings with other Allies at many points.³⁰ The Serbian delegate at the Supreme Allied Command in the East, Major Marinković, sent a telegram with

²⁶ Chief of the Serbian Supreme Command.

²⁷ B. Krizman, *Raspad Austro-Ugarske i stvaranje jugoslovenske države*. Zagreb 1977, 65–66; M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca 1918–1921*. Beograd: Narodna knjiga, 1988.

²⁸ Commander of the Serbian First Army.

²⁹ B. Krizman, *Raspad Austro-Ugarske*, 124.

³⁰ D. Živojinović, *Amerika, Italija i postanak Jugoslavije 1917–1919*, Beograd, 1970, 236–241; D. Živojinović, *Vatikan, Srbija i stvaranje jugoslovenske države 1914–1920*, Beograd: NOLIT, 1980, 318; M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 20–21, 171–182; R. Maksimović, “Srpska vojska u Dalmaciji 1918. godine”, *Vojno-istorijski glasnik* 1–2 (1996), 47–73; M. Gulić, “Stupanje srpske vojske na područje Dalmacije

new instructions by D'Espèrey to Marshal Mišić from Thessaloniki sometime before midnight on 4/5 November 1918. However, this telegram would not reach the Chief of the Serbian Supreme Command until afternoon of the next day. According to D'Espèrey's new instruction (No. 5.740/3 of 3 November), which heavily modified the previous ones of October 18, he insisted, among other things, that the Serbian army should be deployed in the territories favorably disposed to the Yugoslav movement, like Banat, Bosnia, Herzegovina, etc.³¹

The following excerpts from these new orders issued by General D'Espèrey illustrate the rapid change in the evaluation of the situation both in Thessaloniki and Paris:

"I. – The changes that have taken place in the general situation in recent days, and especially the murky situation that prevails in Austro-Hungary, require that some changes be made to the work plan of 10 October and special orders no. 5.524 / 3 of 18th October, according to which a solid defense front in Northern Serbia is to be formed temporarily.

II. – Serbian army. As it turns out, the South Slavic movement is taking on great proportions. The Serbian Army should try to organize and use it in all possible ways in our favor, for the joint action against the Central Powers to their end. So, *it is necessary to intervene directly* (underlined by B. K.), and it will be so much easier that we no longer have to shy away from any repeated attacks by Austro-Hungarian troops on the Northern Front of Serbia.

The Serbian army should therefore push forward the necessary units as soon as possible to all territories that are in favor of the South Slavic movement, to Banat, Bosnia, Herzegovina, Croatia, etc. to give a hand to the elements to be organized.

The issue of supplying the Adriatic coast will be resolved later when the situation on that side becomes clearer ..."³²

As early as on November 5th, Field Marshal Mišić compiled new instructions for army commanders:

"Since the events are developing very quickly and successfully and it may not be possible to regularly deliver orders from our Supreme Command,

1918. godine", in *Kraj Velikog rata – put ka novoj Evropi*, eds. Miljan Milkić, Aleksandar Rastović, 37–58. Beograd, 2020.

³¹ B. Krizman, *Raspad Austro-Ugarske.*, 124.

³² *Ibid.*

I authorize the army commanders to make their own decisions according to the current situation, following these general guidelines: in Banat, to take the line Bela Crkva — Vršac — Timisoara and ten kilometers east of it; in the north, to reach the Mureş river; in Bačka, to take the line Subotica — Baja, and in the west and northwest, to develop action throughout Srem.”³³

Based on the directive from Thessaloniki and instructions issued by the Serbian Supreme Command, the First and the Second Serbian armies, began to be deployed in Vojvodina and Srem. The troops arrived in Sremska Mitrovica and Stara Pazova on November 7th, in Pančevo, Bela Crkva and Vršac on 6th November, in Novi Sad on 9th November, in Subotica on 10th November, then Sombor on 13th November, Baja on 14th November, Senta on 16th November, and Bečkerek on 17th November.³⁴

Although in some directions of the offensive, the Serbian army fought against the retreating parts of the German army, at some points they negotiated peaceful terms for the German retreat to avoid any unnecessary casualties and destruction of property. These negotiations were often initiated by the local authorities. Upon arrival, the military authorities tried to ensure order and security everywhere and gather former Serb prisoners scattered all over as workers on farms and facilities, or those who were returning from POW camps and to organize them for new duties.³⁵

In Slovenia and Croatia, even before the arrival of the Serbian units from the Salonika front, two strong detachments were formed in Ljubljana and Zagreb, as well as a smaller one in Rijeka and a company in Maribor. In addition, the National Council in Novi Sad had established the “Petrovaradin Regiment”, which played an important role in supporting the political shift and maintained order and peace.

Almost anticipating the spirit of the new instructions issued by General Franchet D’Espèrey, which the Serbian Supreme Command would receive on 5th November, Marshal Mišić had ordered the 2nd Serbian Army on 3rd November to begin transferring units to Bosnia

³³ B. Krizman *Raspad Austro-Ugarske*, 125–126.

³⁴ L. Krkljuš, “Pitanja organizacije vlasti u Vojvodini 1918 – 1919. godine”, u *Srbija na kraju Prvog svetskog rata*, 143–154. Beograd, 1990.

³⁵ Manuscript of the diary-memoir of Divisional General Žarko Majstorović, copy in author’s possession

in order to clarify a situation and connect with “Yugoslav troops.” The Serbian cavalry clashed after the crossing with the Austro-Hungarian troops, defeated them, and captured Dobrun and Vardište. During its advancement, in the vicinity of Višegrad, the Serbian army met a delegation sent by the National Council from Sarajevo with the instructions to meet the commander of the 2nd Serbian Army, Field Marshal (Vojvoda) Stepa Stepanović and ask him to urgently send his troops deeper into Bosnia since there was a threat of anarchy. In response, the Supreme Command ordered that a detachment should be formed under the command of Colonel Milan Nedić and transferred by rail to Sarajevo, where it was cheerfully welcomed by huge masses on 6 November. Later on, smaller detachments were deployed in other places as well.³⁶

The advance of the Serbian army through Slavonia, Croatia, towards Rijeka and Dalmatia was synchronized with the wishes and needs of the National Council in Zagreb. The desire to strengthen the pro-Yugoslav movement in the capital and free transport by rail from Rijeka through Zagreb to Belgrade coincided in particular. With its organization, the army was supposed to ensure the authority of the local organs of government and establish order and peace. On 14th November, one battalion from the Drina Division was sent to Rijeka, and later one battalion to Zagreb.

As the issue of the “reoccupation” of Kosovo and “occupation” of Montenegro was brought up during the recent Yugoslav crisis, let us recall only some intentions or reactions of the Serbian Supreme Command and lower levels of command and the endeavors of Italy to undermine the new Yugoslav state and cause instability. From the perspective of Italy, any Yugoslav state and its creation on the eastern shore of the Adriatic Sea, as well as the unification of Serbia and Montenegro, would jeopardize Italian war objectives.³⁷

In order to understand why the French government and army supported the advocates of the unification rather than those who stood

³⁶ B. Mladenović, “Štampa Bosne i Hercegovine o dočeku srpske vojske novembra 1918. godine”, u *Srbija 1918. godine i stvaranje jugoslovenske države*, 380–381. Zbornik radova knjiga 7, Beograd: Istorijski institut, 1988.

³⁷ D. Živojinović, “The War Aims of Serbia and Italy (1917)”, in *Italy’s Balkan Strategy 19th and 20th Century*, ed. Vojislav G. Pavlovic, 137–158. Belgrade: Institute for Balkan Studies, 2014.

behind the Montenegrin dynasty and king, one should not only look for geopolitical motives but also note that the majority of the Montenegrin people and politicians in exile had long pled for unification.³⁸

The Montenegrin dynasty in exile found itself under strong pressure of its former subjects to cease to be an obstacle to the widespread desire of the people for unification. Instead, the Montenegrin court turned to Italy and Russia, demanding the preservation of Montenegro after the war, with respect to its territorial demands (northern Albania with the mouth of the river Drin; Sarajevo and the surrounding areas; from the Neretva Valley to the Adriatic Sea; and the coast from the Neretva to Medua, including Dubrovnik and the Bay of Kotor/Cattaro). The Montenegrin king Nikola declared that “Serbdom shall not be unified, that is nothing but a hot-headed idea. It cannot happen without the eradication of one dynasty [i.e. either the Karadjordjević or the Petrović dynasty].” His prime minister resigned. On the other side, the Serbian prime minister was resolute: “The unification of Montenegro with Serbia must be carried out, whether there will be Yugoslavia or not.”³⁹ On 18th August 1916, the new Montenegrin Prime Minister Andrija Radović (1872–1947) suggested that Nikola should immediately pursue unification with Serbia by abdicating in favor of the Serbian Prince Alexander, his grandson. Since the King declined the proposal, Radović resigned in January 1917.⁴⁰ His successor, Milo Matanović (1879–1955), reiterated the urgency of negotiating unification with Serbia. He appealed in vain that “the idea of unification became a religion of the masses” and that the king’s hesitation could lead to “anti-national separatism” in Montenegro.⁴¹ Matanović and his government also resigned shortly thereafter. The Serbian government helped to organize and promote the Montenegrin Committee for National Union in March 1917. This committee publicly

³⁸ M. Bjelajac, “War Aims and War Aims Discussions (South East Europe), in 1914–1918”. *International Encyclopedia of the First World War*.

³⁹ A. Mitrović, *Serbia’s Great War 1914–1918*, West Lafayette: Purdue University Press, 2007, 190.

⁴⁰ *Ibid.* 192.

⁴¹ N. Rakočević, *Politički odnosi Crne Gore* [Political Relations between Montenegro and Serbia 1903–1918]. 1981, 269.

endorsed the Corfu Declaration in favor of Yugoslav unification.⁴² On the other side, King Nikola I and his supporters waged a propaganda war against the committee. In the final stage of the war, the intention of the Serbian government was to send Montenegrins in the Serbian army into the field ahead of the other troops. The aim was to instigate an uprising and sweep out the Austro-Hungarian occupation regime from Montenegro. They were supposed to be there before the Italians, who, as it was perceived, intended to occupy the region and rule in the name of Nikola I.⁴³

The commander of the Allied Army of the Orient, Franchet D'Espèrey, accepted the Serbian proposal for action in Montenegro on 24th October, but with a slight modification. Firstly, he demanded that the designated troops (called *Skadarske* after the city of Skadar-Scutari) be renamed into *Jadranske* (Adriatic troops) and gave them the principal task of liberating Montenegro and reaching the Bay of Kotor/Cattaro.

The Serbian Government also developed their own plans, but all of them primarily relied on the Montenegrins themselves and the Montenegrin committee for unification, less on the Serbian armed forces. Besides, some 2.000 troops could not achieve much if they faced the resistance of entire population and the strong Italian forces.

According to the government instructions, the Serbian forces were to be reinforced with the Montenegrins incorporated in the Serbian army since 1916. However, the Serbian Supreme Command and Government also counted on irregulars and insurgents in the fight against the occupiers. Actually, at Andrijevića, the Serbian-Yugoslav detachment met with Montenegrin irregular battalions. The only tiny domestic political echelon that wanted the occupiers to remain in Montenegro and its capital until the Italians came consisted of those who had collaborated during the occupation and supported of the exiled king.⁴⁴

⁴² B. Petranović, M. Zečević, *Declaration of Montenegrin Committee*. Paris, 11th August 1917, 54; Mitrović, *Serbia's Great War*. 2007, 282 (after: D. Vujović, *Ujedinjenje Crne Gore i Srbije* [Unification of Montenegro with Serbia]. Titograd, 1962, 173–176); R. M. Raspopović, *Diplomatija Crne Gore /Diplomatie du Monténégro*. 1996, 612–623.

⁴³ Petranović, Zečević, *Jugoslavija 1918/1984*. Belgrade: Zbirka dokumenata, 1985, 77. (Serbian Minister of War to High Command, 3 October 1918)

⁴⁴ N. Rakočević, *Crna Gora u Prvom svjetskom ratu 1914–1918*. Cetinje, 1969, 686–687; P. Opačić, *Solunska ofanziva 1918* 356–359; A. Živorić, "Srpska vojska i Božićna

It is important to note that the maneuvers of Italy indeed influenced not only the situation in Dalmatia but also the demarcation line with Albania in Kosovo and Montenegro. The demarcation line towards Albania, which did not coincide with the border established in 1913, was determined by Franchet D'Espèrey in order to limit the zone of influence of Italy. The French units, General Tranié's detachment, including some Greek forces, were the first to arrive in Kosovo and would only be replaced by the Yugoslav division. The first round of the disarmament of the local population was already being carried out by the French forces in the Debar zone.

The Yugoslav division arrived in Kosovo and Metohija not before 21st October with two brigades and an artillery regiment. A few days later, on 24th October, two battalions supported by three mountain guns and led by Lt. Colonel Ristić rushed towards Scutari (Skadar). They entered Scutari after two days of combat on 31st October. They did not know that the commander of the Serbian operation, Colonel Milutinović had already received orders to abandon the operation in Scutari in favor of the Allies and direct all of his forces towards Podgorica, Cetinje and the Bay Kotor/Cattaro. The third battalion of the Yugoslav division, supported by one artillery gun, led by Lt. Colonel Svetislav Simović marched towards Podgorica and the Bay of Kotor/Cattaro, its principal goal. A few days later, the Supreme Command was informed that there was not enough military power in Kosovo to impose state authority. On the contrary, the Albanians believed that they could even disarm the police authorities and refuse to obey the public call to return the plundered state property, especially weapons. The Yugoslav division command asked for permission to disarm the population in the vicinity of Priština.⁴⁵

Before leaving for Montenegro, the commander of the 2nd Yugoslav Regiment reported that Montenegrins from all parts of the deputation were coming to him with the request "for the army to bring order to the country." The Albanians from Plav were voicing the same request. Its report stated that "Montenegrins warmly receive[d] the Serbian army" and that the commander would try to lead a battalion of Montenegrins being

pobuna' 1919", in *Kraj Velikog rata – put ka novoj Evropi*, Eds. Miljan Milkić, Aleksandar Rastović, 59–74. Beograd, 2020.

⁴⁵ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 226–232; Lj. Dimić, Đ. Borozan, *Jugoslovenska država i Albanci*, zbornik građe, tom I. Beograd, 1998.

formed in Mitrovica. In its instructions, the Supreme Command adds that the troops “would not enter the villages or touch the women, which can completely disrupt the whole operation” and that it would not count on the local funds for its supply needs, but would take everything it needed for seven days from Prizren.⁴⁶

When the 2nd Yugoslav Regiment marched from Metohija to the Adriatic coast, it was welcomed everywhere. Together with Montenegrin fighters, it fought on Vjetrenik and at the doorstep of Podgorica, then in Skadar/Scutari. The rest of the country was liberated by the Montenegrins themselves, and Montenegrins expanded their offensive to Eastern Bosnia and Herzegovina up to the area of Dubrovnik. On the night of 4th November, a delegation from Cetinje headed by Archbishop Gavriilo Dožić met the commander of the operations in Podgorica and asked him to send one company to Cetinje.⁴⁷ It became difficult to supply and feed all those numerous local detachments in the coming winter conditions so irregulars were disbanded on the order of General Milutinović on 12th November. However, that decision coincided with the preparations for the great national assembly for unification. On the other hand, the irregulars took their arms home.⁴⁸

The rumors about discontent about the unification, at least in some areas around the former capital of Cetinje, reached General Milutinović in early January 1919, at the time delegate of the new Yugoslav government in Montenegro, as well as other representatives of the Allies. He tried to mediate between the different local figures and groups, but in vain. The French General Vanel, commander of the Allied troops in the Bay of Cattaro and Montenegro, also tried to mediate after the course of events became serious. He came from Cattaro to Cetinje on 6–7th January and in order to persuade the rebels to cease their attacks on the city. He supported his action by bringing one French company, one Italian company, half an American company and one company from the 2nd Yugoslav Regiment near Njeguši. He also paid a visit to General Milutinović. Both of them invited Bishop Mitrofan Ban to mediate, but he declined. However, since the Montenegrin defenders kept control over the city,

⁴⁶ Lj. Dimić, Đ. Borozan, *Jugoslovenska država i Albanci*, knj. I, 115–117.

⁴⁷ N. Rakočević, *Crna Gora u Prvom svjetskom ratu*, 686, 690, 692.

⁴⁸ N. Rakočević, *Crna Gora u Prvom svjetskom ratu*, 687–698.

Vanel issued an ultimatum to both sides to free the captured fighters, allow communications and repair telegraph communications within 48 hours. He promised amnesty to the rebels, but it was in vain because the rebels felt supported by the appearance of Allied forces and proceeded to insist on their political demands. However, the “Christmas uprising” fell apart by the following day, 8th January, and prominent personalities sought refuge with the Italians. General Franchet D’Espèrey came after the uprising in Cetinje, accompanied by the British general and an Italian colonel, and had a discussion with both parties. General Milutinović also attended the meetings. After the visit, D’Espèrey informed his government that the Serbian army was not engaged in the clashes between two or in the preparations for the election of the delegates for the Great Assembly of Serbian People in Montenegro, which declared the unification and dethroned the Petrović dynasty.⁴⁹

After the unification of the two Serbian countries and the above-mentioned “Christmas uprising” of January 1919, the Italians became the patrons of the three Montenegrin battalions in exile (in Gaeta and Formi). The first one was composed of Montenegrins released from Austro-Hungarian captivity by the Italians, the second was formed by refugees from Montenegro, and the third one was composed of other Yugoslavs. They were armed with rifles and received a salary from the Italians. In February 1920, there were no more than 2,600 soldiers and 400 officers. In the March of the same year, the number had dropped to 1,000. In Forma, the 3rd Battalion rebelled and threw down their weapons because they thought they had been cheated. From Italy, the groups moved to Albania and then to Montenegro.⁵⁰

When the 1st Vardar Brigade was withdrawn from the Yugoslav Division and sent to Skopje, the 1st Yugoslav Regiment, with a few mountain guns, remained in charge of the entire territory of Kosovo and Metohija. In November 1918, it was noticed that the Albanians were carefully watching the location of the troops, waiting to see if they would leave or how much material was being taken out of the warehouses. But at the beginning, the situation was mostly calm, and the military and

⁴⁹ J.-N. Grandhomme, *Le General Paul Vanel*, 108; A. Životić “*Srpska vojska i 'Božićna pobuna' 1919*”, 70–71 (After personal papers of General Dragutin Milutinović, Archives of SANU, Belgrade).

⁵⁰ M. Bjelajac *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 194–195.

civilian authorities tried to keep it that way. The confiscation of weapons and stolen state-owned horses was temporarily abandoned, and the necessary requisitions were reduced to a minimum.

Military and Diplomacy

The situation on the ground suggests that many questions and tasks had to be accomplished: who would restore transportation routes and control the Danube? Who would ensure the continuation of coal production? Who would restore the railways and ports and take back thousands of rail cars and locomotives taken from Serbia and Yugoslav lands? Who would feed the thousands of liberated POWs and enable them to go home? What country they would go to? How to prevent the plundering and violence after Austria-Hungary collapsed? What the port of Rijeka (Fiume) meant for the Allies in the Balkans since the Salonika port was out of reach until bridges and railroads could be rebuilt?⁵¹ And, finally, how to deal with individual allies in the victorious camp in the aftermath of the armistice, since each of them had their own national interests and expectations?

Basically, the French and Serbian troops were the only available tool for so many tasks. The other Allies were more of an obstacle than assistance. At the end of operations, the Serbian army numbered only 143,933 men, divided in two armies and seven divisions (around 79,000 rifles and 2,000 machine guns). There were not enough troops to withstand the Italian advance in Dalmatia, Slovenia and Istria. Only one regiment (2,000) was sent to occupy Scutari and the Bay of Cattaro with their arsenal; two companies were sent to Cetinje, the Montenegrin capital. The French troops rushed through Bulgaria to Romania and the French *Armée d'Orient*⁵² towards Hungary. Actually, the Italian army was the strongest among the Allies in the Adriatic and the Balkans. According to Italian data, it had 4,500,000 troops in November 1918.⁵³

⁵¹ M. Bjelajac *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 183; A. Marzona, "Les incidents franco-italiens de Fiume ou l'expression des frustrations italiennes (novembre 1918–juillet 1919)", *RHA*, 254 (2009), 29–38.

⁵² Latter renamed to Army of Hungary (L'Armée Hongrie).

⁵³ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 175.

On 11th November 1918, the French Armée d'Orient had its General Staff in Niš. Jouinot-Gambetta's cavalry was on the Danube, which it was supposed to cross. The second group of French divisions (led by General Henri Patey) was in Ćuprija and tried to repair the bridges over the Morava River and then continue northwards. General Tranié's detachment with its artillery and engineering was ready to cross the Danube in the vicinity of Smederevo. The forerunner of the 76th Division had reached Požarevac. The 17th Colonial Division arrived at the Bulgarian border near Negotin, and the 11th Colonial Division was moving towards Niš. The Italian 35th Division was concentrated near Kyustendil and preparing to advance behind the 11th Division towards Niš. The Third Greek Division worked on repairing the road from Niš to Belgrade. The 9th Greek Division, which arrived from Epirus, was stationed in Florina, south of Bitola. The third group of French divisions (General De Lobit), with the 57th and 156th Infantry Divisions, which came from Albania, was resting near Bitola. The French heavy artillery was divided into three groups. One advanced with the First Serbian Army north of the Danube, the second group followed the second Group of the French Divisions, and the third group headed from Veles to Constantinople. General De Lobit also had two divisions under his command near Bitola. The French Army of the Danube (Armée du Danube) crossed the Danube near Trnovo on 10th November and advanced on Romania. The 28th British Infantry Division was with them. In the meantime, the British divisions were ordered not to cross the Danube. General Piacentini's Italian forces (16th Army Corps) advanced slowly towards northern Albania, Scutari, Montenegro and the Bay of Cattaro.⁵⁴

The Italian and French governments reached an agreement on 10th November 1918, which stipulated that northern Albania would be occupied by the Italian army and that the garrison in Skadar/Scutari would be mixed (comprising French, British and Italian detachments). The commander of the forces was the French General Bardi De Fourtou.

⁵⁴ L. Franše d'Epere, *Memoari* 121–122; F. Cochet, "Le haut-commandement français et les opérations en Serbie durant la Grande Guerre", in *Une Alliance bâtie dans la Grande Guerre*, dir. Vojislav G. Pavlović, 97–116. Beograd : Institut des Etudes balkaniques, 2019; R. Dorlhiac, "La coopération franco-serbe sur la théâtre albanaise (1915–1920)", in *Une Alliance bâtie dans la Grande Guerre*, dir. Vojislav G. Pavlović, 281–305. Beograd: Institut des Etudes balkaniques, 2019.

There were also mixed French, British, Italian, Serbian and American forces in the Bay of Cattaro.⁵⁵ The Italian, French and British troops were in Rijeka.⁵⁶ The French troops entered Bar, Virpazar and Kotor/Cattaro in addition to the Italian ones. The French troops of the Armée d'Orient separated the Serbian and Romanian forces in Banat. Upon the request of the Allies, the Serbian army had to withdraw from Scutari and Timisoara, but it participated in the Allied forces in Split. The French banned the transport of Serbian units to the Dalmatian islands, and the Serbian troops had to withdraw from where they had already landed.⁵⁷

The Italian Expeditionary Corps was used to occupy Bulgaria, with a denser deployment in the western and northwestern regions, maintaining a strong garrison in Prilep (5,000 men). From 3rd to 16th November, the Italian army occupied: Trieste, Gorizia, Istria and the western part of Carniola (Slovenia), and only with the action of the Serbian officers they were stopped near Vrhnika, west of Ljubljana. On the eastern coast of the Adriatic, the Italian army occupied the islands of Cres, Mali Lošinj, Krk, Vis, Lastovo, Mljet, Hvar, Korčula, Pag, Rab, Ugljan, Silba, Pašman and Premuda. It also captured the cities of Opatija, Zadar, Šibenik and Karlobag. The entire coast to Trogir, close to Split, was also occupied. The Italians would enter Rijeka later when they fraudulently removed the Serbian battalion to Kraljevica. The Italian corps from Albania transferred its units on ships to the Bay of Kotor/Cattaro, Bar, Virpazar and Ulcinj. From 12th to 18th December 1918, 12,000 Italian soldiers, artillery and armored vehicles landed in Šibenik and Rogoznica and set out to attack Perković, Drniš and Knin.⁵⁸

⁵⁵ The Italians had some 18.000 troops in Montenegro and the Bay of Cattaro (13th Division plus other units) and two divisions in Albania in early March 1919. In the same period, the Italians concentrated almost 20.000 troops in Rijeka (Fiume) (see: M. Bjelajac *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 184, 187).

⁵⁶ On 17th November 1918, the Italians had one infantry brigade and detachment of armored vehicles, as well as a strong fleet in the port of Rijeka (Fiume).

⁵⁷ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 22.

⁵⁸ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 183.

This advancement was met with the resistance of Serbian troops. However, the Italians did not clash only with the Serbian and Yugoslav detachments but with the French, too.⁵⁹

“For several months, the city of Fiume crystallized transalpine frustration and became the place of numerous clashes between the Italian population and French soldiers. Tension grew as the question of Fiume became more intractable, particularly at the peace conference from January to June 1919. The Italian resentment was focused primarily on the French, accused of favoring the Yugoslavs. In July 1919, the tension reached its climax when a minor incident escalated into slaughter, with several French soldiers being killed. For France, this event symbolized the deterioration of relations with Italy since the end of the war and its ambivalence toward Italian and Yugoslav interests.”⁶⁰

However, it was not only the civilians that attacked the French troops but also the Italian military personnel, soldiers and marines as well. The violent demonstrations followed by real military guided attacks against the weak French garrison caused severe casualties (79 killed and wounded).⁶¹

The best and most comprehensive analysis of the situation in the Balkans, at the turn of 1918 to 1919, is found in the report submitted by Franchet D’Espèrey on 3rd March 1919 to Ferdinand Foch, Supreme Allied commander:

“The British, by following their particular interests, concentrate all their forces in Turkey, ... and, according to your instructions, I have ceded the post of commander in Constantinople to the British General.

The Italians have continued with their intrigues everywhere. They want to occupy every port of importance on the Adriatic. They support the scarce Montenegrin Chetniks and support Albanian retributions against our allies, the Serbs and Greeks.

In Bulgaria and Hungary, the Italians have numerous military and civilian agents who work on reinstating economic ties and preparing a future political alliance against other Balkan nations, there is no doubt of that.

⁵⁹ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 187–194; M. Gulić, “Stupanje srpske vojske na područje Dalmacije”, 54–56.

⁶⁰ A. Marzona, *Les incidents franco-italiens de Fiume*, 38.

⁶¹ M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 188 (After: EMAT, 20 N 955, C 9, D 5, The incidents in Fiume in July 1919).

The American troops consisted of two battalions only, stationed mainly in Cattaro and Fiume. They are very independent and could leave any moment now. On the contrary, they are very present in numerous civilian missions, well-supplied, and they enter everywhere we let them.

The Serbs, overwhelmed by victory that they did not expect on this scale, are clumsy like all beginners, and they face enormous foreign relations difficulties, as well as internal. Their pretensions are limitless, and they obey hardly any orders and advice. ...

Summarizing the situation in all Allied countries, it is obvious that each of them follows own path and goal, trying to take advantage of the situation with no hesitation. They keep or withdraw their troops or send them on numerous missions. All of them have the same wish – leave the heavy policing duty (of maintaining peace) to the French army.

But, the current state of the French army does not permit it to carry out this task. In spite many repeated demands for reinforcements, there have been none in the last eight months. Infantry regiments have barely two battalions with 200 men each. The Senegalian ones are not fit for use anymore. They consist of young recruits who have been forcefully gathered from the uncivilized population. However, we can still intervene but not without risk of dishonoring our flag.”⁶²

⁶² J. Bernachot, *Les Armées francisées en Orient, Après l'armistice de 1918*. Paris, 1970, Annex 7, 392–394 ; M. Bjelajac, *Vojska Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, 294–296.

Index

- Albertini Luigi, 27–30, 32, 208, 219
Albrecht Alfred, 144 210 217
Aleksandar Karadjordjević, prince règent
de Serbie, 101, 135, 194
Amadori Virgili Giovanni 223
Archinard Louis, general 147
Ataturk Kemal, 220

Balfour Arthur, 174, 185
Banac Ivo, 299
Bardi De Fournou Albert, 318
Barrère Camille 35, 193, 215, 226
Barrès Maurice, 67
Bauer Otto, 160, 222
Bekić Teodor, Fbieldmarshal 114
Belusova Pelagija, 282–283, 285, 290–291
Beneš Edvard 182, 187
Berah Avram, colonel 104
Berend Iván 240–241, 250, 260
Berinkey Dénes 156–157
Berthelot Henri, 48–49, 55, 155–158, 163
Besson, capitaine, 88
Beyiser, lieutenant-colonel 147
Billotte Gaston, 166
Bissolati Leonida, 33, 208
Bloch Marcel, 67
Böhm Vilmos, 164
Bojović Petar, 101, 102, 308

Bonaparte Napoleon 181
Bonomi Ivano, 208
Borojević Svetozar von Bojna, 16
Boselli Paolo, 23
Bourjade Léon, 67
Broz Franjo, 268
Broz Josip, 267–282, 285–287 290–295
Broz Zlatica, 291, 294

Cămărășescu Zoe, 52
Cancicov Vasile, 47–49, 55, 56
Cantacuzino Sabina, 54
Castellan Georges, 172
Caudrelier, lieutenant-colonel, 144
Charles I^{er} de Habsbourg Lorraine, em-
pereur, 18, 19, 221
Charles Nungesser, 67
Charpy, général, 158–159, 168
Chirot Daniel, 254
Churchill Winston, 172
Clam-Martinic Heinrich, comte, 17
Claudel Henri, 168
Clemenceau Georges, 60–61, 71, 157,
181–183, 215–216, 218, 298–299
Clément-Simon Frédéric, 193, 197, 199,
201–202
Contarini Salvatore, 221
Cordier Louis, 152, 306

- Cordonnier Victor, 142
 Crespi Silvio, 30
 Curzon Georges Lord, 183–186, 194
 Ćorović Vladimir 134–135
 De Martino Giacomo, 211, 220–221
 Diaz Armando, 22, 38, 40
 Dmowski Roman, 181
 Dokić Djura, 115–116, 120, 124, 125
 Dona Rauoul, 46, 51
 Dožić Gavriilo, archevêque 315
 Draghiceanu Virgiliu, 47
 Drašković Milorad, 291
 Duroselle Jean-Baptiste, 306
 Duval, general, 63
 Eliade Mircea, 52, 53, 56
 Fabry Jean, 169
 François-Ferdinand d'Habsbourg,, archiduc, 15, 277
 Joseph-Ferdinand d'Habsbourg, archiduc 277
 Fonck René, 67
 Fosh Ferdinand, maréchal, 60, 185, 304, 306, 320
 Franchet d'Espèrey, général, 36, 73–74, 76, 78–79, 82–84, 88, 101, 141–143, 145, 147, 149–155, 157–159, 161–163, 165, 167, 169–170, 289, 299, 302–307, 309–310, 313–314, 316, 320
 François-Joseph, empereur 15–16, 269–270, 274
 Frank Josip, 100
 Frey, général, 146
 Freydenberg, général, 169
 Gaetano Caracciolo di Castagneto, 221
 Georgieva Maria, 259
 Gerschenkron Alexander, 263
 Giolitti Giovanni, 208, 219, 224–227
 Giordano Christian, 247
 Glaise von Horstenau, 306
 Gouillet, général, 148
 Grossetti, général, 142
 Guérin, général, 149–150
 Guillaumat Adolphe, général, 60–61, 63, 65, 78, 142, 304–305
 Guynemer Georges, 67
 Haas Auguste, 170
 Haas Marie Élise Céline, 144
 Haller, general, 165
 Hart Liddell Basil, 306–307
 Hasslehner, colonel, 102
 Henriette Marie-Albert, 195, 196, 203
 Henry Le Rond, général, 200
 Henrys Paul, 62, 70, 74, 76–78, 84, 87, 142, 150, 153, 159, 165–166
 Hidvég Albert Nemes di, 221
 Hitler Adolf, 169, 212, 215, 259
 Hodiera Mateya, 68
 Hötzenndorf Conrad von, 17
 Jackson George, 248
 Javoršek Marija, 268
 Jelavić Vjekoslav, 100, 103
 Jelavich Barbara, 242, 246
 Jelisijević Miloje, 129–130
 Jojkić Milan, 100, 103
 Jović Gordana, 299
 Jouinot-Gambetta, general, 70, 73, 74, 76, 78–79, 81–88, 90, 306, 317
 Karolyi Mihály, 153–156, 159–160, 170, 211
 Kellermann, maréchal, 169
 Kirițescu Constantin, 43
 Kitsikis Dimitr, 236
 Korošec Anton, 18, 289–290, 300–301
 Kosić Petar, 103, 105, 113, 120
 Kostić Nikola, 122
 Kraus August, 275
 Krizman Bogdan, 300
 Kun Bella, 141, 160, 162–163, 213, 279–280
 Lacaze Lucien, 199–202
 Landrot, lieutenant-colonel, 156
 Leblois, général, 142
 Lehnstaedt Stephan, 241
 Lendvai Paul, 170
 Lenin Vladimir Ilich, 157, 160, 164, 213, 223–224
 Lloyd George 22–24, 60–61, 71, 182–185, 187, 216, 218
 Loize Ude, 300
 Ludendorff Erich, 150, 306
 Mackensen August von, 51, 152–153, 157, 165

- Madgearu Virgil 262
 Maillard, général, 145
 Manoilescu Mihai, I 249–250, 254–255
 Mantoux Paul, 236
 Marghiloman Alexandru, 52, 57
 Marinković Mirko, 63 101–103, 308
 Masaryk Jan, 16, 282
 Matanović Milo 311
 Mavrak d'Anton, 294
 Mayerhofer Lisa, 44, 50
 Mazillier, général, 167
 Mažuranić Božidar, 198
 Meignen Fernand, 71
 Michaud, capitain, 67–68, 71
 Miletic Miodrag, 68
 Milne, general 61, 304
 Milutinović, colonel, 107, 116, 314–316
 Mišić Živojin, 68, 101–106, 112, 117–118, 121, 308–310
 Mitrofan Ban, bishop 315
 Mitrović Andrej, 307
 Mitrović Dimitrije, III, 307
 Mittelhauser Eugène, 175
 Moreau Emile, 180
 Moșoiu, général, 155
 Mussolini Benito, 197, 201–203, 206
 Nedeljković Petar, 120
 Nedić Milan, 103, 105–108, 112–115, 120, 122–123, 311
 Netzhammer Raimund, 50, 54
 Nicolas I^{er} Petrović-Njegoš, roi du Montè-nègro 119, 126, 301, 312, 313
 Nitti Francesco, 33, 213, 219–226
 Nungesser Charles, 67
 Ojetti Ugo, 32
 Orlando Vittorio, 22–24, 28, 30–32, 34, 36, 208, 217, 219
 Papp Julien, 161
 Pašić Nikola, 18, 93–94, 132, 136, 192, 224–225, 247, 288–289, 293, 298
 Pastorelli Pietro, 35
 Patey Henry, 158, 307
 Pavlović Živko, 304
 Pećanac Milan, 131–133
 Pellé, général, 164
 Perić Nićifor, 108
 Pešić Petar, 120, 122, 136, 202, 203, 304
 Petliura Symon, 224
 Petar II Petrović Njegoš, 39
 Piacentini, général, 318
 Pichon Stephen, 181
 Pišudski Josef, 166, 181, 224
 Pierre I^{er} Karadjordjević, roi de Serbie 14, 89–90, 108, 129, 131, 137, 283, 289
 Pleterski Janko, 300
 Poincaré Raymond, 179–180, 186, 195, 197–199, 201, 203, 215
 Polka Samoel, 290–291, 295
 Pribičević Svetozar, 127, 133, 284
 Prica Dragutin, 198
 Protić Stojan, 132, 133, 136
 Pruneau, général, 150–152
 Purić Ilija, 109
 Radić Stejpan 248–249, 288–293
 Radja Djordje, 109
 Ranković Živan, 103, III, 112
 Regnault, général, 142
 Richepin Jacques 67
 Salandra Antonio, 22
 Salvemini Gaetano, 32, 208, 219
 Sarkotić Stefan von Lovcen, 13, 15–19, 97, 100
 Sarrail Maurice, 60, 63, 65, 142
 Scialoja Vittorio, 224–225
 Sforza Carlo, 25, 220, 225–227
 Simonin, colonel, 148
 Simović Dušan 122, 308, 314
 Smuts Jan, 162–163
 Sonnino Sidney, 21–40, 209–219/218
 Spaho Mehmed, 95, 256, 289, 295, 298
 Spulber Nicolas, 243, 252, 259
 Stadler Josip, 100
 Stamboliški Aleksandar, 245, 250, 258
 Stanković, colonel, 125
 Starčević Ante, 16
 Stepanović Stepa, 82, 101–106, 108, 110, 112, 114–116, 120–121 123 126 129 133 136–137, 311
 Stoicescu Sergiu, 50, 54
 Stojadinović Milan, 256–257
 Stromfeld Aurél, 164
 Svrzo Hamid, 95, 100

- Šabić Stevo, 291–295
 Šola Atanasije 95, 118, 119, 126–128,
 132–134, 136–137
 Terzić Božidar, 116–119, 132, 134
 Thaon di Revel Paolo, 202
 Thobie Jacques, 233
 Tisza István, 13, 17, 18, 95, 154, 158, 162, 164
 Tomasi Della Torretta, Pietro 222
 Tomasievich Jozo, 241, 247
 Tommasini Francesco, 224
 Torre Andrea, 29, 30, 45
 Torrey Glenn, 45
 Troubridge Ernest 162, 191–192, 305–306
 Trumbić Ante, 18, 30, 32, 191, 192,
 224–225, 300
 Tsankov Aleksandar 255–256, 258
 Turnock David 262
 Tzvetanov, général, 62
 Valiani Leo, 27–32, 208, 219
 Valota Bianca, 246
 Vanel, général, 303, 315–317
 Varadin Petar, 108
 Vénizélos Eleuthérios 205, 235–236
 Vickerhauser Victor, 198–199
 Vitrat Roger, 60, 63, 65
 Vix Fernand, 5, 141–142, 144–156,
 158–162, 165–170
 Von Gallwitz, général, 307
 Von Ketteler, Baron, 146
 Voyron, général 145–146
 Vukojević Gavrilo, 136
 Walewska Marie, 181
 Weygand Maxime, 167
 Wickam Henry Steed 31
 Wilhem II Hohenzollern, empereur 307
 Wilson Woodrow 23, 27, 49, 215–216,
 218–219
 Wrangler Piotr, 204
 Zagoroff S.D., 239
 Žakula Stevo, 114, 117, 118

CIP - Каталогизација у публикацији
Народна библиотека Србије, Београд

94(4)“1918/1923”(082)
339.9“1918/1923”(082)


FINIR la Grande guerre dans les Balkans : 1918-1923 / sur la direction de Vojislav G. Pavlović. - Belgrade : Académie serbe des sciences et des arts, Institut des études balkaniques, 2022 (Beograd : Birograf comp.). - 326 str. : ilustr. ; 24 cm. - (Éditions spéciales / [Académie serbe des Sciences et des Arts] ; 150)
Tiraž 300. - Napomene i bibliografske reference uz tekst. - Registar.

ISBN 978-86-7179-114-4

1. Pavlović, Vojislav, 1958- [уредник]

а) Први светски рат 1914-1918 -- 1918-1923 -- Зборници

COBISS.SR-ID 60196361



La Grande guerre était la dernière d'une série de guerres, mais sa fin ne signifiait pas le retour de la paix. La guerre s'est théoriquement terminée en 1918, mais les hostilités ont continué à éclater sporadiquement au cours des cinq années suivantes. Rien que dans les Balkans, les Yougoslaves s'opposent aux Autrichiens pour la Carinthie et aux Italiens pour Fiume ; les Roumains occupent la Bessarabie et repoussent les Russes et les Ukrainiens ; les Grecs et les Turcs se livrent une guerre totale en Asie mineure pendant trois ans. Finalement, les combats cessèrent et des traités de paix furent négociés.

ISBN 978-86-7179-114-4



9 788671 791144 >